

LA PRÉPARATION DE LA COHABITATION

Circonspection à l'étranger

Si l'on excepte le commentaire de Téhéran, dont la radio a voulu voir dans « la défaite des socialistes » le résultat de leur « politique erronée au Moyen-Orient », les réactions enregistrées un peu partout dans le monde au lendemain des élections législatives françaises n'ont généralement rien de très tranché. Trop d'incertitudes pèsent encore sur l'avenir de la nouvelle majorité parlementaire et sur ses rapports avec le chef de l'Etat pour qu'hommes politiques et éditorialistes étrangers se départent d'une prudence de bon aloi.

La question la plus intéressante pour eux est bien entendu de savoir en quoi la ligne diplomatique de Paris peut se trouver modifiée par le changement opéré au Palais-Bourbon, et donc à Matignon, mais non à l'Elysée. Du côté des Deux Grands, on n'affiche aucune inquiétude particulière. A Washington, on juge l'opposition sensiblement plus favorable que M. Mitterrand à l'initiative de défense stratégique du président Reagan. Ce qui, à l'inverse, peut préoccuper quelque peu Moscou. Mais l'agence Tass - se souvenant peut-être que les relations franco-soviétiques n'ont jamais eu à pâtir de MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre (un tout cas bien moins que de M. Mitterrand dans les premières années de son septennat) - n'insiste pas particulièrement sur cet aspect des choses. Pas plus, il est vrai, qu'elle ne commente le très spectaculaire recul du PC français. Mais pour une fois d'accord avec la presse israélienne, elle s'inquiète du succès du Front national, à la faveur du changement de mode de scrutin.

Chez les partenaires européens de la France, le ton est davantage à la perplexité qu'à la certitude. « Cherchez le vainqueur », propose le « Bild » ouest-allemand à ses lecteurs. Même appréciation, à quelques nuances près, à Londres ou à Rome, à Madrid ou à Zurich, à Milan ou à Bruxelles. La modicité de la victoire de l'opposition surprend les commentateurs, dont beaucoup soulignent que le PS n'a pas subi de vraie déroute. Plusieurs observateurs veulent voir dans le vote de dimanche un signe, comme l'écrit « la Libre Belgique », de la « sagesse » des Français, qui « n'attendent de miracles ni des uns ni des autres ».

Cette modération contraste avec les commentaires sensiblement plus fiévreux suscités par l'élection de 1981. On s'interrogeait alors sur le nouveau cours de la politique française, surtout avec l'arrivée au pouvoir des communistes. M. Mitterrand, il est vrai, devait rapidement rassurer et les Américains et les milieux européens. Cependant que l'action en direction du tiers-monde, ventes d'armes comprises, retrouvait rapidement un cours classique... Cette leçon de continuité n'a pas été perdue et contribue à expliquer que l'étranger ne s'attendait pas à des changements bien significatifs.

Demeure tout de même la douloureuse inconnue de la stratégie française au Proche-Orient. L'affaire des otages, même si elle n'a pas eu sur les intentions de vote l'effet escompté par les ravisseurs, a évidemment empoisonné la fin de la campagne. Et nombre de commentateurs se demandent si, maintenant que cette échéance électorale est franchie, Paris ne va pas devoir reconsidérer l'ensemble de sa politique dans cette région du monde.

L'Elysée négocie discrètement la formation du gouvernement

Les contacts discrets se sont multipliés en vue de la désignation du premier ministre de la cohabitation et de la formation du nouveau gouvernement. M. François Mitterrand a reçu M. Laurent Fabius, mardi matin comme à l'ordinaire, pour le petit déjeuner hebdomadaire, auquel, contrairement à l'habitude, M. Lionel Jospin n'assistait pas. Le président de

la République devait ensuite recevoir le premier ministre, qui avait mis sa démission à la disposition du chef de l'Etat le lundi 17 mars.

Lundi soir à la télévision, M. François Mitterrand « a pris acte » de la constitution d'une nouvelle majorité, formée des vœux pour sa réussite et confirmé que le nou-

veau premier ministre sera issu de ses rangs. Quelques heures auparavant, les dirigeants du RPR et de l'UDF avaient averti que toute personnalité présentée par le chef de l'Etat devrait au préalable s'assurer du soutien de la coalition. Mardi matin, à l'Hôtel de Ville de Paris, M. Jacques Chirac a reçu M. Jacques Chaban-Delmas.

A qui appartenait-il de choisir le premier ministre, dans la nouvelle configuration que la France connaît pour la première fois depuis le début de la Ve République ? La question a été de nouveau posée, dès lundi.

Le président de la République y a répondu le plus calmement du monde, en prenant acte, lundi soir, sur les trois chaînes de télévision, de la victoire d'une majorité « faible numériquement » au sein de laquelle il lui revenait de désigner le chef du gouvernement, conformément à l'article de la Constitution [« Le président de la République nomme le premier ministre. (...) Sur la proposition du premier ministre, il nomme les autres membres du gouvernement »].

Derrière ce pupitre, qui lui est devenu habituel, en forme d'étrave de navire, le drapeau tricolore à sa droite - dans un stu-

dio et un décor installés à l'Elysée au bout de la salle des fêtes, et qu'il utilise en toutes circonstances solennelles. - M. Mitterrand est apparu à la télévision sans prévenir, par surprise. Il s'est

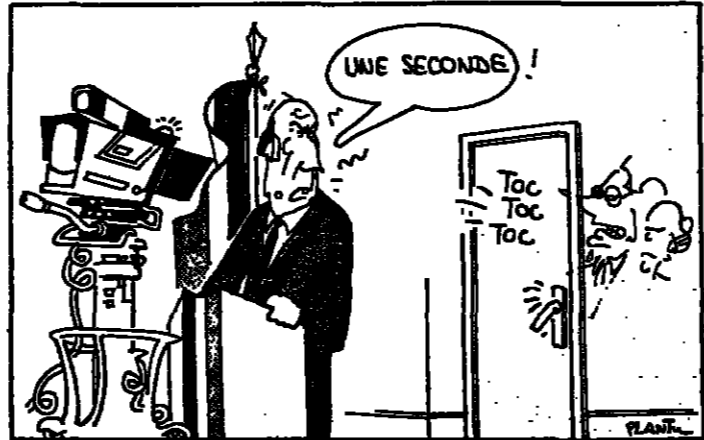
offert l'élégance démocratique de « former des vœux pour la majorité nouvelle » et d'indiquer qu'il mesure, sans le plus petit soupçon de dramatisation dans la voix, « l'importance du changement » qu'implique la coexistence, à la

tête de l'exécutif, de l'homme élu en 1981, porté au pouvoir par la gauche et du représentant de la majorité de droite sortie des urnes le 16 mars. Le chef de l'Etat avait choisi d'adopter un comportement de nature à faire apparaître que ni sa personne ni sa fonction ne sont affectées par le bouleversement politique de dimanche.

Il s'est d'abord agi, lundi, comme le garant de la continuité de l'Etat en recevant M. Roland Dumas avec lequel il s'est longuement entretenu, au cours de la matinée, de l'affaire des otages. Puis il a reçu naturellement le premier ministre sortant, qui a indiqué qu'il tenait sa démission à la disposition du président afin qu'il l'accepte au moment jugé par lui « le plus opportun ».

J.-Y.L.

(Lire la suite page 3.)



LES DÉCONVENUES DE M. RAYMOND BARRE

Malentendu à Lyon

De notre envoyé spécial

Lyon. - C'était il y a quelques mois dans les monts du Lyonnais. Raymond Barre parlait vrai. Napoléon déjà perçait sous Barre. « Plus la France grogne, mieux cela vaut. Plus ils grognent, plus il faut leur dire qu'on ne bougera pas. Même au temps de Napoléon, ceux qui l'admiraient le plus étaient les grognards. Je souhaite que les Français soient des grognards comme ceux-là. »

Les grognards lyonnais ont grogné. Et voici M. Barre, l'homme qui ne bouge pas, tout au ou peu s'en faut, lâché par les troupes en rase campagne électorale. Rude dimanche. Les sondages, exercices périlleux pour l'état du moral des troupes, lui promettaient la victoire. Totale ou presque : cinq, voire six sièges, plus de 30% des suffrages. Lyon et le Rhône confits d'admiration pour la sagesse anticohabitationniste et le parler « gaullien » du bon M. Barre.

Hélas ! N'étaient l'amère conviction d'avoir eu raison trop tôt et l'âpre sentiment que les grandes vérités ne sont pas toujours bonnes à dire, le bilan est cruel, le réveil douloureux : M. Barre a été battu dimanche. Il l'a été d'abord par l'autre généralissime de cette bataille féroce, M. Charles Hernu. Celui-ci même qu'il brocardait dans nos colonnes, le disant « tout auréolé de sa victoire navale [d'Auc-kland] ». M. Charles Hernu, dimanche soir, pouvait. Il le pouvait. Un très beau résultat, deux points de plus que M. François Mitterrand au premier tour de la présidentielle, en 1981, cinq députés socialistes élus.

Plus dur encore, les listes de M. Barre ont été dans le Rhône sinon battues - il n'aurait plus manqué que cela, - du moins talonnées par celles de M. Michel Noir. Trois sièges de députés à trois, et surtout le fait que, dans la ville de Lyon, le RPR a devancé les barrières, malgré l'engagement du maire de la ville, M. Francis-

que Collomb, président du comité de soutien à M. Barre. Cela faisait beaucoup, surtout venant de ces gens du RPR, dont M. Barre moquait « le juvénalisme affecté ».

Autant dire que dimanche soir, à la permanence lyonnaise de M. Raymond Barre, les figures se sont quelque peu allongées, à l'annonce des résultats. De toute évidence, on ne s'attendait pas à cela, pas à ce douloureux retour de balancier. Et M. Barre, le tout premier, qui vient, le visage plutôt fermé dire quelques mots et se déclarer « tout à fait heureux d'avoir défendu les principes qu'il a toujours défendus ». Les grands principes sont muets, M. Barre, placé par les résultats nationaux dans une situation plutôt paradoxale - permettre à une majorité cobabitationniste d'exister, - s'en tint là. Hormis un bref communiqué le lendemain matin pour justement affirmer ne pas « vouloir jouer les perturbateurs ».

Reste au-delà à expliquer l'évidence, comment et pourquoi,

selon le mot de M. Francisque Collomb, « M. Barre n'a pas été compris ». Une incompréhension en effet, et même probablement une double incompréhension, un double malentendu. Le premier pourrait être d'ordre purement lyonnais : un peu comme si le mariage de M. Barre depuis 1978 avec cette ville, par bien des côtés insulaires, n'avait été que de façade. N'est pas lyonnais qui veut, et encore moins qui proclame ne plus vouloir l'être. M. Barre a sans doute commis une grosse erreur, dans la campagne électorale, en faisant savoir que ce mandat législatif serait le dernier qu'il entendait exercer à Lyon. Le propos tenu dans ces colonnes, a été sans doute très largement exploité par les rivaux du RPR, eux lyonnais « pur sucre ». De même qu'a été probablement soigneusement entretenue la rumeur - mais en campagne électorale tout fait vendue - selon laquelle M. Barre détesterait cette ville.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 3.)

LES COMMUNISTES PHILIPPINS FACE A M^{me} AQUINO

Les conditions du camarade Ernesto

De notre envoyé spécial

Bacolod. - Il arrive à l'heure, nonchalant et souriant, marchant entre les bancs de cette petite église au nord de Bacolod, capitale de Negros occidental. Vêtu de jeans et chaussé de sandales, il porte un paquet enveloppé dans un journal. L'entrée a lieu dans la sacristie, sous l'impasse des saints et des madones alignés sur une étagère. De son journal, il sort un talkie-walkie. Par la porte entrouverte, on aperçoit, dans l'église, les trois hommes qui assurent sa protection, assis sur des bancs. Le prêtre vaque à ses occupations.

Ka (camarade) Ernesto est un cadre du Parti communiste des Philippines, responsable du Front national démocratique (organisation de masse clandestine) pour la

région des Visayas (Iles de Panay, Negros et Samar). Il a combattu dans les rangs de la NPA (Nouvelle Armée du peuple). Rencontre une première fois à Manille, il a préféré attendre la fin d'une session du comité central avant de commenter les grandes lignes de la stratégie des communistes face à M^{me} Aquino.

Ka Ernesto assure qu'aucune négociation en vue d'un cessez-le-feu n'a été engagée. « Nous sommes disponibles, mais pour l'instant les conditions ne sont pas favorables », dit-il.

Au cours de la semaine écoulée, la NPA a monté dans plusieurs régions une série d'opérations destinées à infirmer les déclarations du gouvernement faisant état d'un cessez-le-feu de fait. Soixante personnes ont été tuées depuis le 10 mars dans ces

affrontements. « Nous mettons quatre conditions à un cessez-le-feu, poursuit Ka Ernesto. D'abord une délégitimation des provinces, ensuite le rappel des unités qui s'y trouvent et la libération des prisonniers politiques qui sont toujours détenus et enfin la purge des éléments criminels et fascistes de l'armée. Tant que les militaires continueront leurs opérations contre l'insurrection et que les milices terroriseront la population, nous continuerons notre action armée. »

Dans certaines régions, comme au centre de Mindanao, des unités militaires se sont repliées sur leurs casernes, abandonnant les positions qu'elles occupaient dans les zones « rouges ».

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 14.)

Le nouveau roman de **ALAIN GERBER**

LES HEUREUX JOURS DE MONSIEUR GHICKA

ROBERT LAFFONT

كنا من الأصل

débats

Les lieux du pouvoir

Tout se passera sur le terrain des relations entre le président et le premier ministre.

par FRANÇOIS BORELLA (*)

Il va falloir habiter ensemble. Pour habiter ensemble, il faut un lieu commun, un endroit où vivre côte à côte, main dans la main ou dos à dos. La Constitution de notre pays prévoit de tels lieux, plus même, elle les impose.

lorsque la Constitution impose les signatures conjointes du président, du premier ministre et, éventuellement, des ministres concernés au bas des actes nécessaires au gouvernement du pays. Elle le fait à l'article 19 en posant limitativement la liste des actes que le président peut accomplir seul et donc sans contre-seing.

et la majorité politique issue des élections législatives. Mais l'Assemblée n'est pas le chef de jeu, car, si le régime reste parlementaire, la confiance de l'Assemblée au gouvernement se présume, c'est la défiance qui doit être prouvée, et à la majorité.

rité absolue. Quelles que soient les figures politiques de ce mécanisme institutionnel, et elles sont nombreuses, le respect de la Constitution, dans sa lettre et son esprit, situe la cohabitation sur le terrain des relations entre le président et le premier ministre. Qu'elle soit possible, souhaitable ou exécutable, légitime ou scandaleuse, est une autre affaire.

APRÈS LE VERDICT

Les urnes ont parlé. Et maintenant ? Denis Langlois se méfie des scores étriqués et doute même que de grands changements sociaux puissent sortir des isolements. François Borella, plus réaliste, recherche par le menu où vont se situer maintenant les lieux de la cohabitation, et Yves Durrieu analyse les raisons de l'effritement de la gauche.

Pourquoi la droite revient...

Les socialistes n'ont pas su appliquer les règles de gestion d'une entreprise dynamique.

LES socialistes, pendant cinq ans, ont géré la France de façon « convenable » : inflation réduite, déficit extérieur limité, secteur nationalisé en voie d'équilibre financier, décentralisation amorcée, libéralisation de la justice et des médias, progrès dans les rapports sociaux (lois Auroux), solution du problème caennais, position internationale de la France consolidée.

socialistes : loi scolaire et loi sur la presse, caquillages dans l'affaire Greenpeace et dans celle des otages de Beyrouth, hésitations et discours contradictoires à propos du tournant de la rigueur de 1983.

Or qu'on fait les socialistes au pouvoir ? Par suffisance de leur administration et de leurs énarques, ils n'ont guère écouté les délégations (qu'ils recevaient pourtant couramment : élus, syndicats, associations, groupes socialistes d'entreprise), sous prétexte qu'« ils connaissent mieux les dossiers ».

D'autre part, on sait que, dans une entreprise, il faut prendre ses décisions en toute clarté et sans atomisme, n'émettant des ordres qu'à condition qu'on ait les moyens de les faire exécuter. Sinon on se discrédite. C'est ce qui est arrivé tout souvent aux

socialistes d'entreprise, sous prétexte qu'« ils connaissent mieux les dossiers ».

Matins d'espoir

par DENIS LANGLOIS (*)

AVEC les politiciens, les leçons ne servent à rien. Quand on est battu, il vaut mieux prendre une vraie piquette. C'est à la fois plus sain et plus clair. Les scores étriqués nourrissent les vains espoirs, les longues discussions bourrées de « si » et de conditions. Moi, j'ai toujours préféré les tables rases. Ces soirs lugubres où l'on constate : « Bon, c'est tout. Passons à autre chose ». Ça permet, le lendemain, de se réveiller avec des idées neuves, de ne pas ressasser éternellement ses regrets.

Projet de société. - La sociologie récente dégage la nécessité pour une entreprise d'élaborer un projet afin de créer, à travers une philosophie de l'action, une dynamique collective. Car le meilleur moyen de libérer les énergies humaines n'est-il pas de faire adhérer les travailleurs à quelques idées qui les transcendent ?

Advertisement for Madelios, featuring a logo and the text 'Madelios PLACE DE LA MADELEINE, PARIS'.

Un projet, les socialistes en avaient un en 1981, c'était l'auto-gestion, qui commençait à recueillir une adhésion populaire. Ce projet répondait aux exigences du temps présent, synthétisant épanouissement individuel et démarché solidaire, marché et plan, pouvoir local et pouvoir national, démocratie directe et déléguée. Il fallait simplement adapter ce projet à l'épreuve des réalités, ce qui s'est d'ailleurs fait très partiellement à travers des expériences, tant dans des entreprises que dans la vie locale. Or non seulement les socialistes au pouvoir ont aussitôt largué ce projet, mais ils n'en ont élaboré aucun autre, et même ils ont souvent enfonché celui de l'adversaire, c'est-à-dire le néolibéralisme (erreur que n'a jamais commise un Olof Palme). Cela ne veut pas dire qu'on devait rejeter, par principe, toutes les recettes de gestion de l'arsenal libéral (concurrence, lorsqu'elle n'est pas biaisée, profit, lorsqu'il sert à l'investissement), mais il ne fallait pas créer un consensus national sur l'ensemble du système des valeurs néolibérales, ce qui, de plus, a entraîné une dérive regrettable au niveau culturel (Berlusconi, Disneyland, Schtroumpfs, etc.).

Confusion idéologique. - Le projet de société, c'est-à-dire la sociologie récente dégage la nécessité pour une entreprise d'élaborer un projet afin de créer, à travers une philosophie de l'action, une dynamique collective. Car le meilleur moyen de libérer les énergies humaines n'est-il pas de faire adhérer les travailleurs à quelques idées qui les transcendent ?

L'Assemblée n'est pas le chef de jeu. Il apparaît donc clairement que la cohabitation entre le président de la République et une majorité parlementaire nouvelle hostile aux orientations du président n'est ni permise ni interdite par la Constitution, ni, par conséquent, réglée par elle. En revanche, la Constitution situe cette éventuelle cohabitation.

C'est donc en vain que l'on voudrait faire prédominer le lieu parlementaire. Un Sénat hostile au président peut freiner, retarder, dans certains cas précis empêcher (lois organiques concernant le Sénat, projet de révision constitutionnelle selon l'article 89) ; il ne peut imposer. De son côté, l'Assemblée nationale ne peut chasser le président et doit même écouter, sinon entendre, les messages qu'il peut lui adresser ; mais elle ne peut pas lui imposer la possibilité de renverser le gouvernement, soit de sa propre initiative (motion de censure), soit en réponse à une initiative gouvernementale (question de confiance de politique générale ou sur un texte).

Cette liste comporte huit cas, dont trois concernent la vie commune d'un président et d'une majorité parlementaire : nomination du premier ministre, recours au référendum, dissolution de l'Assemblée nationale. Mais, pour tout le reste, le président et le premier ministre doivent cohabiter dans le Journal officiel au pied des ratifications des traités, des lois et des ordonnances promulguées, des décrets délibérés en conseil des ministres, des nominations de hauts fonctionnaires, etc. Bref, de tous les actes ordinaires de la vie du pays.

Or le gouvernement, en tant qu'organe de décision, c'est le conseil des ministres, autrement dit la réunion du premier ministre et des ministres sous la présidence du président (article 9). Le premier ministre peut bien devenir chef du gouvernement, comme le pensent certains, en cas de cohabitation, il n'est pas pour autant président du conseil des ministres ; il n'est qu'à titre exceptionnel, par délégation expresse du président et pour un ordre du jour déterminé (article 21, alinéa 4).

L'Assemblée n'est pas le chef de jeu. Il apparaît donc clairement que la cohabitation entre le président de la République et une majorité parlementaire nouvelle hostile aux orientations du président n'est ni permise ni interdite par la Constitution, ni, par conséquent, réglée par elle. En revanche, la Constitution situe cette éventuelle cohabitation.

« EMILE DE GIRARDIN, PRINCE DE LA PRESSE », de Pierre Pellissier. Un roman balzacien. Vous êtes-vous déjà demandé à qui vous devez de pouvoir lire le journal que vous avez entre les mains ? En bonne partie à un homme mort il y a plus d'un siècle : Emile de Girardin (1806-1881), créateur de la grande presse quotidienne moderne française.

Le fait de disposer pour cela de puissants instruments. Girardin a la recette, par lui inventée : des journaux bon marché, à large diffusion, financièrement alimentés par la « réclame » de la publicité - et jadis spectaculairement en pâture aux lecteurs grâce à elle.

Advertisement for Le Monde, including address, phone numbers, and subscription information.

Le fait de disposer pour cela de puissants instruments. Girardin a la recette, par lui inventée : des journaux bon marché, à large diffusion, financièrement alimentés par la « réclame » de la publicité - et jadis spectaculairement en pâture aux lecteurs grâce à elle.

Advertisement for Le Monde, including address, phone numbers, and subscription information.

Advertisement for Le Monde, including address, phone numbers, and subscription information.

les élections législatives

La stratégie du président du RPR

M. MITTERRAND A LA TÉLÉVISION

« Le respect scrupuleux de nos institutions »

Voici la déclaration intégrale du président de la République, lundi soir 17 mars sur les trois chaînes de télévision nationale et à la radio en direct du Palais de l'Élysée :

« Vous avez élu dimanche une majorité nouvelle de députés à l'Assemblée nationale. Cette majorité est faible numériquement mais elle est forte. C'est donc dans ses rangs que j'appellerai demain la personnalité que j'aurai choisie pour former le gouvernement selon l'article 8 de la Constitution.

« M. Laurent Fabius m'a informé ce matin qu'il était prêt dès maintenant à cesser ses fonctions. J'ai pris acte de sa démarche et lui ai demandé de rester à son poste avec les autres membres du gouvernement jusqu'à la nomination de son successeur.

« Ainsi restera assurée l'indivisible continuité des pouvoirs publics. Vous m'avez donné mandat en 1981, et vous m'en avez fait par là même un devoir, je m'y conformerai.

« Les circonstances exigent que tout soit en place d'ici peu. Je remercie la majorité sortante pour le travail qu'elle a accompli avec courage et détermination.

Elle laisse la France en bon état et peut être fière de son œuvre.

« Je forme des vœux pour que la majorité nouvelle réussisse dans l'action qu'elle est maintenant en mesure d'entreprendre, selon les vœux qui sont les siens. Je mesure l'importance du changement qu'implique dans notre démocratie l'arrivée aux responsabilités d'une majorité politique dont les choix diffèrent sur des points essentiels de ceux du président de la République. Il n'y a de réponse à cette question que dans le respect scrupuleux de nos institutions et la volonté commune de placer au-dessus de tout l'intérêt national.

« Quant à moi, dans la charge que vous m'avez confiée et que j'encaisse, je m'attacherai à défendre partout, à l'intérieur comme à l'extérieur, nos libertés et notre indépendance, notre engagement dans l'Europe, notre rang dans le monde.

« Mes chers compatriotes, ayons confiance. Au-delà des divergences bien naturelles qui s'expriment à chaque consultation électorale, ce qui nous rassemble est plus puissant encore : c'est l'amour de notre patrie.

Vive la République, vive la France. »

L'Élysée et la formation du gouvernement

(Suite de la première page.)

Là, encore, la continuité des pouvoirs publics a été assurée, puisque M. Fabius, jusqu'à sa démission, disposait de tous ses pouvoirs et non pas seulement de ceux « d'expédition des affaires courantes ». La même procédure avait été utilisée en mars 1976, immédiatement après les élections législatives. M. Barre, sa démission en suspens, selon une formulation identique à celle de M. Fabius, avait exercé tous ses pouvoirs pendant une période de douze jours... au terme de laquelle il avait été reconduit dans ses fonctions.

Le cas de figure est évidemment complètement différent aujourd'hui, malgré la similitude des procédures. Nul alors ne s'était posé la question du remplacement de M. Barre. Au contraire, toute la journée du lundi a été consacrée à la préparation du choix du successeur de M. Fabius, à l'Élysée comme dans les partis de la nouvelle majorité. De part et d'autre, on s'est appliqué à de discrètes manifestations de force, mêlées de politesses réciproques.

Lundi matin, le chef de l'État mesurait encore l'intérêt qu'il aurait, soit à attendre que les dirigeants de la nouvelle majorité se déchirent, ou au contraire à faire vite au cas où ils préserveraient leur cohérence. Le choix a été simplifié par la rapidité avec laquelle l'UDF et le RPR ont manifesté que l'heure était mal choisie pour exprimer quelque rivalité que ce soit.

Le communiqué commun - diffusé par la coalition, - au terme de la réunion de ses dirigeants, en fin de matinée au Sénat, - selon lequel tout premier ministre présenté par le chef de l'État devrait d'abord s'assurer qu'il serait investi par ses mandants, prenait la forme d'un double avertissement. Il était dirigé vers ceux qui seraient tentés par des aventures gouvernementales individuelles et vers M. Mitterrand, dont le RPR et l'UDF pouvaient penser qu'il serait tenté de les favoriser.

Il devait pourtant y avoir moyen de s'entendre entre ceux qui voulaient imposer un homme, et celui qui défend les prérogatives que lui accorde la Constitution. L'affaire n'était pas si compliquée qu'il y paraissait, puisque le chef de l'État avait indiqué lui-même qu'un premier ministre désigné par lui doit, de toute évidence, recueillir l'approbation des forces qui le soutiennent à l'Assemblée nationale, et être en mesure de gouverner en

s'appuyant sur une majorité incontestable, fût-elle « faible numériquement ». Toute autre solution aurait été considérée comme aventurée, hasardeuse et manœuvrière.

Lundi soir à la télévision, M. Mitterrand a répondu, dans une manière de mise en garde, sur un autre registre qui est désormais familier : la défense de ses compétences et la préservation de quelques-unes des valeurs qui l'habitent et qu'il juge incontournables. « Je m'attacherai, a-t-il dit, à défendre partout, à l'intérieur comme à l'extérieur, nos libertés et notre indépendance, notre engagement dans l'Europe, notre rang dans le monde ». Le message s'adressait à ceux qui souhaitaient appliquer certaines ambitions d'un programme à ses yeux inconciliable avec la conception que se fait M. Mitterrand des libertés intérieures (droit de la citoyenneté française, immigrés notamment). Le message s'adressait aussi à ceux qui, dans l'opposition, défendent des thèses divergentes de celles du chef de l'État, sur la défense notamment, la position française face au programme IDS américain et le programme européen Barreka.

J.-Y. L.

Les déconvenues de M. Barre

(Suite de la première page.)

Ce serait là bien peu de chose, en tout cas pas assez pour expliquer le recul barriste, si, au plan local, n'était apparu au fil de la campagne, et des meetings une autre évidence : on ne fait pas de politique, du moins en période électorale, sans s'appuyer sur un parti. Et c'est bien d'un parti, de militants organisés et efficaces, que M. Barre aura le plus manqué en cette affaire : les clubs, les homes volontés, les réunions de voisinage sont une chose. Un parti-grosse mécanique électorale en est une autre.

Ce manque, localement et régionalement, est apparu criant, surtout quand dans le même temps le PS et le RPR décrètent la mobilisation générale. Et il est apparu aussi vaguement schizophrénique. Entre le Barre dénonçant, au plan national, les « agissements » et les « magouilles » du « microcosme » politique et le M. Barre s'appuyant en région lyonnaise, par un dosage très politicien, sur le plus microcosmique des cercles lyonnais, sur toute cette génération vieillissante qui

M. Jacques Chirac, qui devait présider mardi après-midi 18 mars une réunion de l'ensemble des nouveaux députés RPR, a reçu le matin à l'Hôtel-de-Ville de Paris M. Jacques Chaban-Deleaux, à la demande de ce dernier. Leur entrevue a duré un peu plus d'une heure.

Si le choix du premier ministre demeurait encore, mardi matin 18 mars, dans le domaine du « secret du Roi », personne ne doutait que les événements allaient se précipiter. Du côté de la nouvelle majorité, on a pris acte avec satisfaction de l'état d'esprit tout à fait républicain et même parfaitement « cohabitationniste » dont a fait montre M. François Mitterrand dans son intervention télévisée de la veille au soir.

Il est vrai que, du côté du RPR et de l'UDF, rien n'avait tardé. Les responsables des deux formations s'étaient réunis pendant une heure lundi à midi, dans l'appartement du questeur centriste du Sénat, M. Schiéf. L'objet réel de cette rencontre de concertation était moins de constater la réalité du succès électoral que de « verrouiller » l'avenir, selon l'expression d'un des participants. M. Jacques Chirac étant reconnu par tous comme le seul premier-ministrable de la nouvelle coalition, il s'agissait de le souligner dans trop insister, de le suggérer sans le dire, de le promouvoir sans l'imposer.

La formulation retenue dans le communiqué commun exclut implicitement toute personnalité qui n'aurait pas été élue dimanche dernier - M^{me} Simone Veil n'est pas députée. Elle écarte également ceux qui n'ont pas pris une part active à l'élaboration de la plate-forme RPR-UDF - M. Jacques Chaban-Deleaux, bien qu'il l'approuve, ne l'a pas négociée, pas plus que M. Valéry Giscard d'Estaing. A l'issue de la réunion de lundi, M. Jacques Chirac apparaissait ainsi comme le leader incontesté de la nouvelle majorité parlementaire.

De ce côté-là le dispositif est donc prêt. Pour peu que M. Mitterrand invite M. Chirac à se rendre à l'Élysée, celui-ci ne sera pas surpris. Même s'il mesure précisément les difficultés de la tâche et le risque politique qui l'accompagne, le président du RPR est convaincu qu'il ne pourra pas se dérober. D'autant moins après la déclaration faite lundi par M. Mitterrand. On sait que le chef de l'État n'entravera pas la mise en œuvre de la politique voulue par une majorité du corps électoral, les « vœux » formulés par lui « pour que la majorité nouvelle réussisse dans l'action qu'elle est maintenant en mesure d'entreprendre selon les vœux qui sont les siens ». On n'en demandait pas plus du côté du RPR, où l'on relève également une convergence certaine entre les propos tenus dimanche soir par M. Chirac et ceux du chef de l'État le lendemain. On se plaît même à relever que les notions de respect du verdict populaire, de fidélité à la Constitution et de souci de l'intérêt national soulignées par M. Mitterrand l'ont été également par M. Chirac tout au long de la campagne. Au point d'y voir déjà l'amorce d'un dialogue ?

tient la ville et la région, à commencer par MM. Francisque Colomb et Charles Béraudier, président du conseil régional, quel était le bon ?

Victime du syndrome Hersant

Une autre raison tient probablement à la fermeté des déclarations de M. Barre sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité. M. Barre affirmait lundi « avoir refusé d'adopter des attitudes excessives » en ces matières. Cela est parfaitement exact. Mais il est évident, et les résultats dans certaines villes de la banlieue lyonnaise, par exemple à Vaux-en-Yvelin, le montrent bien, que ce discours sans complaisance électorale a coûté cher à M. Barre.

Enfin, dernière raison « lyonnaise ». M. Raymond Barre a été victime du syndrome Hersant. C'est peu dire que la presse quotidienne régionale a, dans les dernières semaines, nettement choisi

Ce dialogue, néanmoins, n'aura réellement lieu que dans le bureau présidentiel. C'est là que le premier ministre s'assurera de sa totale liberté pour mettre en œuvre l'article 20 de la Constitution (« le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation »), tandis que rien n'entravera l'exercice des pouvoirs du président, selon l'article 5, dont M. Mitterrand a, en fait, rappelé les termes mêmes. Parmi les moyens dont M. Chirac souhaite disposer pour réaliser son programme, figurent notamment l'engagement de responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale et le vote rapide du rétablissement du scrutin majoritaire pour l'élection des députés.

Les prochains conseils

Après cette entrevue, le premier ministre « sollicité » devra, selon les termes du communiqué RPR-UDF, s'assurer du « soutien de l'ensemble

des forces politiques composant la majorité ». Cette vérification pourrait se faire, soit en réunissant les deux groupes de façon informelle - les nouveaux députés n'auront d'existence juridique que le 2 avril, - soit, plus simplement, devant les délégations des deux formations, celles-là mêmes qui se sont rencontrées lundi au Sénat.

Fort de cet accord, le premier ministre pourra alors donner son acceptation définitive au chef de l'État et constituer son gouvernement, dont il proposera la liste à M. Mitterrand qui les nommera. Si M. Chirac se voit confier cette mission, les événements pourraient aller assez vite. Ne dit-on pas - sans que lui-même le confirme - que, dans son entourage, sont déjà conduites des consultations « ministérielles », envisagées des changements de hauts responsables à quelques postes-clés de l'administration, mis au point des projets de loi et de décret, et même préparés les ordres du jour des prochains conseils des ministres ?

L'UDF choisit M. Chirac

Avant même que M. Mitterrand n'intervienne dans la soirée du lundi 17 mars, les négociations étaient allées bon train au RPR et à l'UDF, où prévâit l'idée d'une nécessaire « discipline ».

Les responsables du PR, qui, depuis plusieurs mois, jouent l'alliance privilégiée avec le RPR, se montraient les plus pressés de verrouiller les choses en profitant notamment du « désarroi » qu'a suscité dans les rangs barristes la contre-performance de l'ancien premier ministre à Lyon.

Au siège du Parti républicain, on remarquait notamment que pas un anticohabitationniste n'avait, au lendemain du 16 mars, demandé la démission de M. François Mitterrand. Et l'on se félicitait de ce que « les non-participationnistes deviennent participationnistes à partir du moment où réclamer la démission du président de la République ne provoque plus qu'un éclat de rire ». On y soulignait aussi l'effet paradoxal de la courte victoire de l'opposition, qui rendait plus « évidente » la solution Chirac premier ministre, dans une situation politique « fragile » et « ringardisée tout autre projet alternatif ».

On se montrait en tout cas fermement décidé à prendre toute sa part au succès de l'opposition en soutenant, d'une part, qu'avec soixante élus le PR devenait la troisième force parlementaire de la nouvelle Assemblée et que, d'autre part, il était normal que M. François Léotard, qui avait fait le choix de l'alliance avec le RPR pendant la campagne électorale, de la cohabitation et de la participation au gouvernement, touche aujourd'hui les dividendes de ce choix.

Ce désir d'aller très vite et de marquer une volonté ferme de « coopération » avec le RPR qui s'est traduite par la publication du communiqué commun RPR-UDF sur le choix du premier ministre n'a pas, de fait, rencontré de résistances, pas plus au CDS que chez les radicaux, qui savent pourtant qu'avec leur cinquantaine d'élus ils auront un rôle non négligeable à jouer dans la future Assemblée. Un responsable centriste remarquait notamment qu'il fallait « faire face

A la volonté exprimée par M. Mitterrand d'agir sans atermoiement, de façon régulière et tout à fait publique, répond ainsi un soutien du RPR. Si l'on en croit de tels prétextes, jamais alternance ne se sera déroulée dans un tel climat de désapprobation. Cela n'empêche toutefois pas la vigilance entre les deux camps si longtemps antagonistes et aujourd'hui « condamnés » à vivre ensemble. Au sein même de la nouvelle majorité, malgré la satisfaction de la victoire, l'euphorie n'est pas de mise. On demeure attentif au comportement des « barristes » et surtout du député du Rhône dont l'attitude, hostile à la cohabitation, est rendue responsable de la division de l'opposition et même de la perte d'une vingtaine de sièges pour la coalition RPR-UDF. Mais on estime que pour le moment les « barristes » ne sont pas en état de troubler le jeu, et on souhaite surtout qu'ils se rallient sincèrement à la nouvelle donne politique.

ANDRÉ PASSERON.

valait mieux lever tout de suite « l'hypothèque Chirac » dans un sens ou dans l'autre : qu'il s'en sorte ou qu'il ne s'en sorte pas à Matignon, cette éventualité présentait « l'avantage de clarifier le jeu pour l'avenir » alors que « le recours à un tiers », ne présenterait que des « inconvénients ».

M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, avait le premier, lundi, laissé prévoir une telle issue en déclarant RPR sur l'UDF, « même si elle est « étirée », faisait que « c'est au RPR de parler le premier et à son tour de faire son choix le premier ».

M. Michel d'Ornano le renforçait dans l'après-midi au cours de la deuxième réunion du bureau politique de l'UDF en posant la candidature de M. Giscard d'Estaing non plus pour Matignon mais pour la présidence de l'Assemblée nationale. « Ce serait, selon lui, un signe d'union ».

Mardi, les différentes composantes de l'UDF continuèrent leurs réunions marathon : le CDS convoqua le matin à Paris tous ses élus, le PR procédait de même l'après-midi à Vincennes tandis que le Parti radical tenait un bureau national.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

UN POLAR VRAI

Alain Hamon
Jean-Charles Marchand

Action directe

Du terrorisme français à l'extraterritorialité

Des documents confidentiels sur Action Directe et le terrorisme international
Des informations exclusives, recueillies auprès de policiers, avocats, magistrats, anciens militants... sur l'infiltration par la police de ce groupe terroriste, sur son financement, ses liens internationaux...
Des révélations sur l'affaire Audran...

UNE ENQUÊTE EXPLOSIVE !

Coll. L'Épreuve des faits 79 F

S E U I L

PIERRE GEORGES.

كندا من الأصل

فكرنا من الأصل

LES ÉLECTIONS

M. Fabius prêt pour « d'autres échéances »

C'est le sombre été de la gauche. Avec 20,76 % des voix pour le Parti socialiste aux élections européennes, le 17 juin 1984, et 11,28 % pour le Parti communiste, les bases de la légitimité du pouvoir sont gravement entamées. Une semaine après ce scrutin, un million de personnes défilent à Paris pour s'opposer au projet de loi sur l'enseignement privé, dont l'examen est pratiquement bloqué au Sénat. Sur ce texte comme sur le projet de loi sur la presse, M. Pierre Mauroy a dû, à l'Assemblée nationale, face à l'obstruction de l'opposition, engager la responsabilité de son gouvernement.

Lorsque le président de la République annonce, le 12 juillet, le retrait du projet de loi scolaire et l'organisation d'un référendum, les jours du gouvernement Mauroy paraissent comptés. Cinq jours plus tard, le premier ministre remet sa démission à M. François Mitterrand, qui nomme, pour lui succéder, M. Laurent Fabius. Le « jeune premier ministre » que le chef de l'État a « donné à la France ».

M. Fabius a trente-huit ans - est un proche de l'ancien premier secrétaire du PS, auprès duquel il a, depuis 1974, fait toute sa carrière, avant d'occuper, dans les gouvernements de M. Mauroy, les postes de ministre délégué au budget, puis ministre de l'industrie et de la recherche.

Le premier problème que doit régler M. Fabius est celui de la participation du PCF à son gouvernement. Au terme d'une nuit de discussions au bureau politique et au comité central, ponctuées d'échanges avec le nouveau premier ministre, les dirigeants communistes décident, le 19 juillet, de ne plus partager les responsabilités du pouvoir. Le deuxième gouvernement de la législature sera donc une équipe réduite au seul Parti socialiste, avec l'appoint des radicaux de gauche.

Moderniser et rassembler

Lorsqu'il présente son programme à l'Assemblée nationale, le 24 juillet, M. Fabius vérifie que sa majorité sera désormais à l'image de son gouvernement. Les députés communistes s'abstiennent, en effet, dans le vote de la confiance, accordée par le groupe socialiste, qui dispose à lui seul de la majorité absolue des sièges. « Moderniser et rassembler », tels sont les objectifs du premier ministre. Son style ? « Je vous dirai la vérité », annonce-t-il comme en écho au « parler vrai » de M. Michel Rocard, avec lequel M. Fabius paraît destiné à rivaliser dans l'opinion. Le premier ministre définit son « triangle de base » pour traiter le problème de l'emploi : la formation, la recherche et l'investissement. Il se propose, d'autre part, d'associer des membres de l'opposition à la réflexion sur certains questions, comme le financement des retraites, offre qui n'aura guère de suite chez ceux auxquels elle est adressée.

Dans l'immédiat, le gouvernement doit continuer le travail entrepris pour désamorcer la bombe scolaire. M. Jean-Pierre Chevènement, revenu aux affaires comme ministre de l'éducation nationale, annoncera, le 29 août, des « mesures simples et pratiques » pour fixer des règles des rapports entre l'État, les collectivités locales et les établissements d'enseignement privés. Le projet de référendum sur l'élargissement de la procédure référendaire aux libertés publiques, annoncé par M. Mitterrand et refusé par l'opposition au Sénat, est abandonné. Sorti de la passe dangereuse de juin, le pouvoir peut s'engager dans une nouvelle phase, marquée par un profil politique bas et des choix budgétaires axés sur la baisse des prélèvements obligatoires.

Le 5 septembre, invité de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Fabius se situe par rapport au président de la République : « Lui, c'est lui, et moi, c'est moi (...). Et ça va se voir », dit-il et confirme le choix de la rigueur. « C'est difficile et ça va rester difficile », prévient-il. La conversion des socialistes au réalisme, qu'incarne le premier ministre, semble aller loin sur la voie de la remise en cause de leurs principes lorsque, le 26 septembre, trois membres de l'organisation basque ETA, réfugiés en France, sont extradés vers l'Espagne.

« Parlons France »

M. Fabius inaugure, le 17 octobre, des causeries mensuelles, sur TF1. Intitulées « Parlons France », ces émissions rappellent les interventions de Pierre Médecin France à la radio lorsqu'il était président du conseil, en 1954. Comme son lointain prédécesseur, dont il se

reclame, le premier ministre veut rafraîchir l'image que le pouvoir donne de lui-même aux Français. Il affronte, lors de cette première apparition, le problème des « nouveaux pauvres », chômeurs en fin de droits, notamment, dont le sort est davantage pris en charge par des initiatives privées que par les pouvoirs publics. Il annonce que des mesures en faveur de ces victimes du sous-emploi et des restructurations industrielles seront financées par la contribution fiscale des foyers les plus riches.

La jeunesse du premier ministre, le règlement de la querelle scolaire, le départ des communistes du gouvernement ont créé un « effet Fabius », dont la cote de popularité de M. Mitterrand ne profite guère, mais qui oblige l'opposition à réviser son discours et certains aspects de son propre dispositif contre un pouvoir qui ne présente plus le même visage que quelques mois auparavant. Les assises du RPR sont l'occasion d'un rajeunissement de la direction du mouvement de M. Jacques Chirac. Au sein de l'UDF, aussi, la bonne « cote » de M. Fabius dans l'opinion incite à s'affirmer des dirigeants de la même classe d'âge, notamment autour de M. François Léotard au Parti républicain.

La future campagne des socialistes pour les élections législatives. On avance, autour de lui, l'idée d'un nouveau « Front républicain », qui réunirait, à côté et au-delà du PS, des personnalités et des courants favorables au nouveau cours donné à la politique du pouvoir depuis l'arrivée de M. Fabius à l'Hôtel Matignon. Cette perspective est combattue par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et, après un meeting au cours duquel, à Marseille, le premier ministre a paru vouloir lancer la campagne socialiste, M. Mitterrand doit arbitrer entre les deux hommes.

Greenpeace

En refusant de choisir, le président de la République paraît clairement désavouer, dans cette affaire, le premier ministre, qui ne peut que s'incliner. Cette première fausse note entre le chef de l'État et son « poulain » en annonce d'autres. Le mois suivant, en effet, éclate l'affaire Greenpeace, du nom de l'organisation écologiste dont un navire a été coulé, le 10 juillet, à Auckland, en Nouvelle-Zélande, par une mine dont l'explosion a fait un mort.

La responsabilité des services secrets français dans cet attentat est évoquée dans les semaines qui suivent. M. Mitterrand adresse à M. Fabius une lettre dans laquelle il lui prescrit une enquête que le premier ministre confie à M. Bernard Tricot, conseiller d'État, ancien secrétaire général de l'Élysée au temps du général de Gaulle. Le rapport remis par M. Tricot est caractérisé par des silences et accompagné, par son auteur, de mises au point orales qui indiquent que toute la lumière n'a pu être faite sur cette affaire, faute de la coopération pleine et entière de certains responsables.

Les informations obtenues par le Monde sur le rôle des agents français dans l'attentat entraînent la mise en cause de la responsabilité de M. Charles Hernu, ministre de la défense, compagnon de longue date de M. Mitterrand. M. Fabius demande et obtient finalement, le 20 septembre, la démission de M. Hernu. Celui-ci est remplacé par M. Paul Quilès, l'un de ceux qui avaient mené avec M. Fabius, à la direction du PS, la bataille contre M. Rocard en 1979-1980.

Le « trouble »

Le départ de M. Hernu ne met pas fin aux interrogations sur le processus de décision qui avait abouti à l'opération d'Auckland. Il apparaît que ce domaine de l'action du pouvoir échappe au contrôle du premier ministre. Le climat ainsi créé autour des rapports entre l'Élysée et l'Hôtel Matignon sera aggravé, en novembre, par la visite à Paris du général Jaruzelski, chef de l'État polonais, repu par M. Mitterrand. Le premier ministre exprime, à l'Assemblée nationale, son « trouble » au sujet de cette visite, ce qui entraîne une réaction défavorable dans les rangs du Parti socialiste.

M. Fabius a, auparavant, essayé un revers face à M. Jacques Chirac, auquel un débat l'a opposé, à la télévision, le 27 octobre. Fatigué par un voyage à Mururoa, ayant adopté une tactique de harcèlement qui se révèle inefficace, le premier ministre sort diminué de cette confrontation, qui renforce, en revanche, l'image du maire de Paris. La fin de l'année 1984 est, pour M. Fabius, une période sombre, aussitôt écartée par la baisse de sa popularité qu'évaluent les sondages. Il faudra attendre le début du mois de janvier et son passage à « L'heure de vérité » pour que M. Fabius reprenne le dessus et retrouve le ton qui lui avait réussi dans les premiers mois de sa fonction.

M. Fabius s'engage alors, en coordination avec M. Jospin, dans la campagne des élections législatives. Parcourant une soixantaine de départements, tenant des meetings dans une dizaine de grandes villes, rencontrant de nombreux militants et sympathisants socialistes, M. Fabius prend une part importante au redressement de l'audience du PS dans l'opinion. Alors que M. Rocard se met en marge de la campagne, M. Fabius sort de cette période renforcé dans le Parti socialiste.

Le député de la Seine-Maritime, auquel il manque un siège pour prendre la présidence du conseil régional de Haute-Normandie, apparaît, après plus d'un an et demi à la tête du gouvernement, comme l'un des principaux espoirs du PS pour ces « autres échéances » vers lesquelles il a tourné son regard dès le 16 mars au soir.

PATRICK JARREAU.

A Matignon

UN DÉJEUNER « TRÈS GAI »

Après s'être entretenu pendant une heure et demie, à l'Élysée, avec le président de la République, auquel il avait remis une lettre indiquant qu'il tenait la démission de son gouvernement « à la disposition » de M. François Mitterrand, M. Fabius a réuni, lundi, son gouvernement pour un déjeuner à l'hôtel Matignon. Un déjeuner « très gai », selon M. Jean Le Gerrec, secrétaire d'État chargé de la fonction publique. On y a même chanté.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, invité à prouver qu'il n'est pas un républicain en peau de lapin et que sa connaissance de la « Marseillaise » ne s'arrête pas à « Allons enfants... », a interprété le cinquième couplet de l'hymne national.

Non, vraiment, comme devait le dire M. Chevènement, ce n'était pas Fontainebleau, les adieux de M. Fabius n'étaient rien de voir avec la première abdication de Napoléon. Rouen est moins loin que l'île d'Elbe.

Le départ de M. Claude Cheysson du ministère des affaires étrangères et son remplacement par M. Roland Dumas, le 7 décembre, souligne, par le choix d'un proche de M. Mitterrand pour ce poste, la prééminence absolue du président de la République en matière de politique internationale. De même, l'attribution à un membre du cabinet du premier ministre - M. Claude Silberzahn - et non au directeur de celui-ci, du contrôle des affaires de sécurité et de police montre que, là aussi, la maîtrise de l'Élysée s'affirme sans partage. Cette répartition des responsabilités ne sera pas sans conséquences.

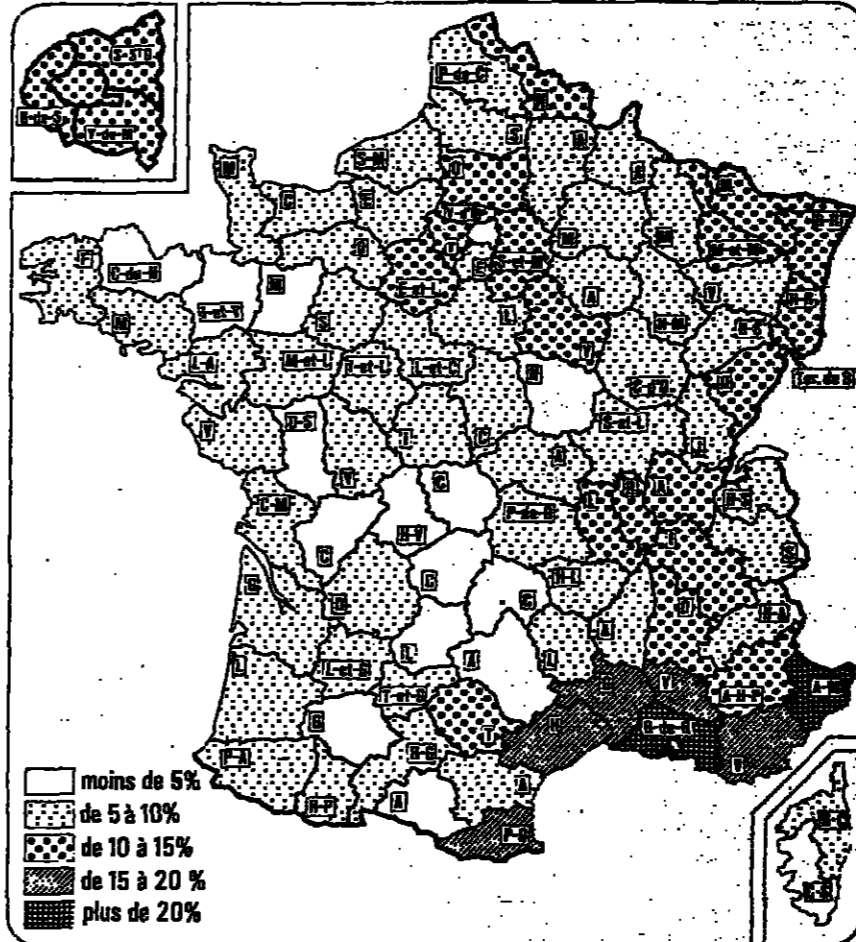
La crise calédonienne

Pour le moment, c'est l'affaire calédonienne qui mobilise les énergies à l'hôtel Matignon, le premier ministre assurant la gestion d'une situation explosive à travers son délégué, dans le territoire, M. Edgar Pisani. L'ancien commissaire européen, chargé d'élaborer un statut, qui permette la cohabitation entre les Mélanésiens minoritaires et largement favorables aux indépendantistes, et les Européens, plus nombreux et partisans du statu quo, doit faire face à l'hostilité grandissante des seconds, autour du RPR local.

La préparation du changement de mode de scrutin pour les élections législatives entraîne, chez les socialistes, des débats difficiles entre partisans du maintien du scrutin majoritaire et avocats du passage à la représentation proportionnelle. Le choix de cette dernière provoque, le 4 avril, le départ du gouvernement de M. Michel Rocard, qui est remplacé au ministère de l'agriculture par M. Henri Nallet. Le maire de Comblains-Sainte-Honorine, concurrencé par le chef du gouvernement sur le terrain de la « modernité », reprend sa liberté pour préparer le congrès du PS, qui doit se réunir à l'automne.

M. Fabius cherche le prolongement politique de son action à la tête du gouvernement. Bénéficiant d'une popularité, qui atteint des sommets au printemps, le premier ministre envisage de prendre la direction de

Les résultats du Front National



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés

DIX DÉPUTÉS « HERSANT »

M. Robert Hersant ne pourra constituer à lui tout seul un groupe parlementaire dont l'effectif minimum doit être de trente membres. Mais telle ne devait pas être l'intention du patron du Figaro puisque quatorze de ses hommes seulement étaient en lice pour les élections législatives.

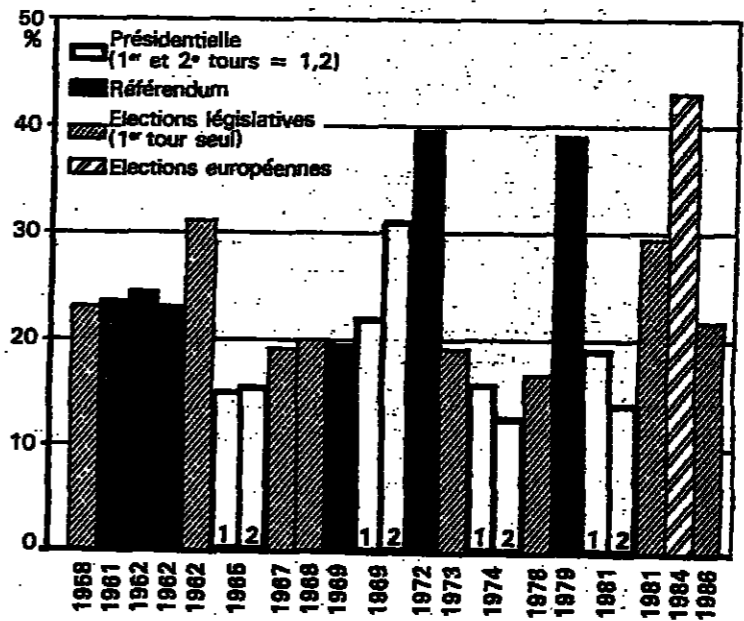
Encore faut-il préciser que les quatre « hersantistes » qui n'ont pas siégé à l'Assemblée nationale n'étaient pas en position réelle d'éligibilité. Il s'agit de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF-rad.), directeur de France-Soir, présent sur la liste de Jacques Dominati à Paris, de M. Jean Miot (UDF), directeur délégué du Figaro, candidat sur la liste d'union de l'opposition dans le Vaucluse, de M. Jean-Claude Duriez (UDF) relégué à une symbolique douzième place sur la liste UDF dans les Hauts-de-Seine, et de M. Gauthier Audinot (UDF-PSD) qui, en cinquième position sur la liste menée par M. Alain Carignon (RPR) dans l'Aisne, pouvait espérer être élu... avec un peu de chance.

De leur côté, M. Alain Peyrefitte (RPR), président du comité éditorial du Figaro, M. André Audinot (div. c.), directeur général et membre du directoire de la Socpresse et M. Mestre (UDF), fidèle de M. Raymond Barre, président-directeur général de la Serpo, société éditrice de Presse-Océan, n'ont eu aucune difficulté à conserver leur siège, respectivement dans la Seine-et-Marne, la Somme et le Vendée.

Cinq fidèles du patron de presse ont obtenu pour la première fois un siège parlementaire : M. Jean Allard (UDF), président-directeur général de Paris-Normandie dans la Seine-Maritime, M. Bertrand Cousin (RPR), directeur général de la Socpresse, dans les Côtes-du-Nord, M. Jean-François Deniau (UDF-PR), chroniqueur régulier du Figaro, dans la Cher, M. Jacques Hersant (CNIP), directeur délégué et membre du directoire de la Socpresse dans le Pas-de-Calais et M. Philippe Vasseur (UDF), rédacteur en chef économique du Figaro dans le Pas-de-Calais également.

Enfin, M. Robert Hersant lui-même retrouve dans l'Oise un siège qu'il avait abandonné en 1978 pour se présenter sans succès dans les Hauts-de-Seine, et Alain Griotteray (UDF-PR) qui lui aussi avait tenté, alors qu'il était sortant dans le Val-de-Marne (où il a été élu le 16 mars), de se faire élire en 1978 dans le septième arrondissement de Paris.

LES ABSTENTIONS



LENTILLES DE CONTACT

Nouvelles lentilles souples américaines encore plus faciles à supporter. Disponibles le jour même. OSIRIS, leader de l'adaptation des lentilles en France, vous fait bénéficier des plus récents progrès (lentilles à port prolongé, pour catoptriques, pour presbytes...)

PROMOTION
Jusqu'au 30/04/86
(sur présentation de ce bon)

La paire sans adaptation à partir de **398F**

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

BORDEAUX - 4 Cours d'Alsace-Lorraine 56 52 96 26
LILLE - 10 rue du Palais National 20 54 42 78
LYON 6^e - 4 Quai du Général Sarraut 78 24 12 46
PARIS 1^{er} - 20 Quai de la Magdeleine (1) 42 35 00 20
PARIS 5^e - 127 bd Saint Michel (1) 43 26 27 97
PARIS 8^e - 21 avenue de Friedland (1) 45 63 55 99
PARIS 9^e - 86 rue La Fayette (1) 42 46 31 97

2^e CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL

IGP

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement le 11 avril 1986

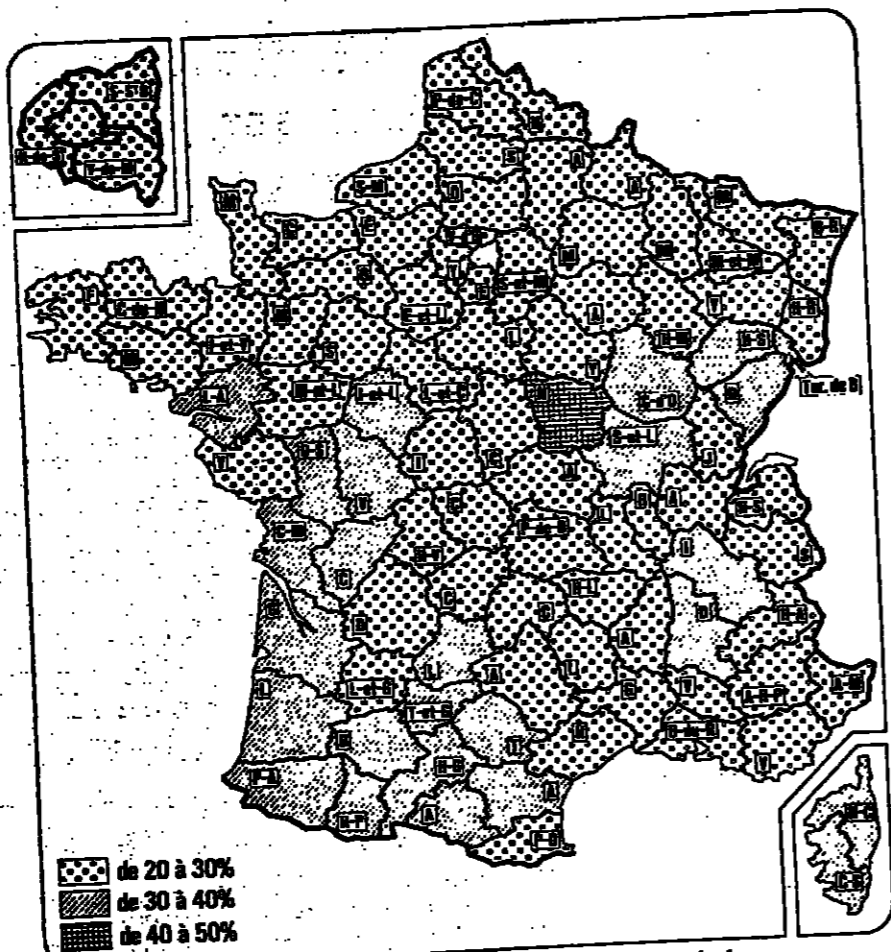
Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée de l'institut de gestion de personnel.

IGS
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

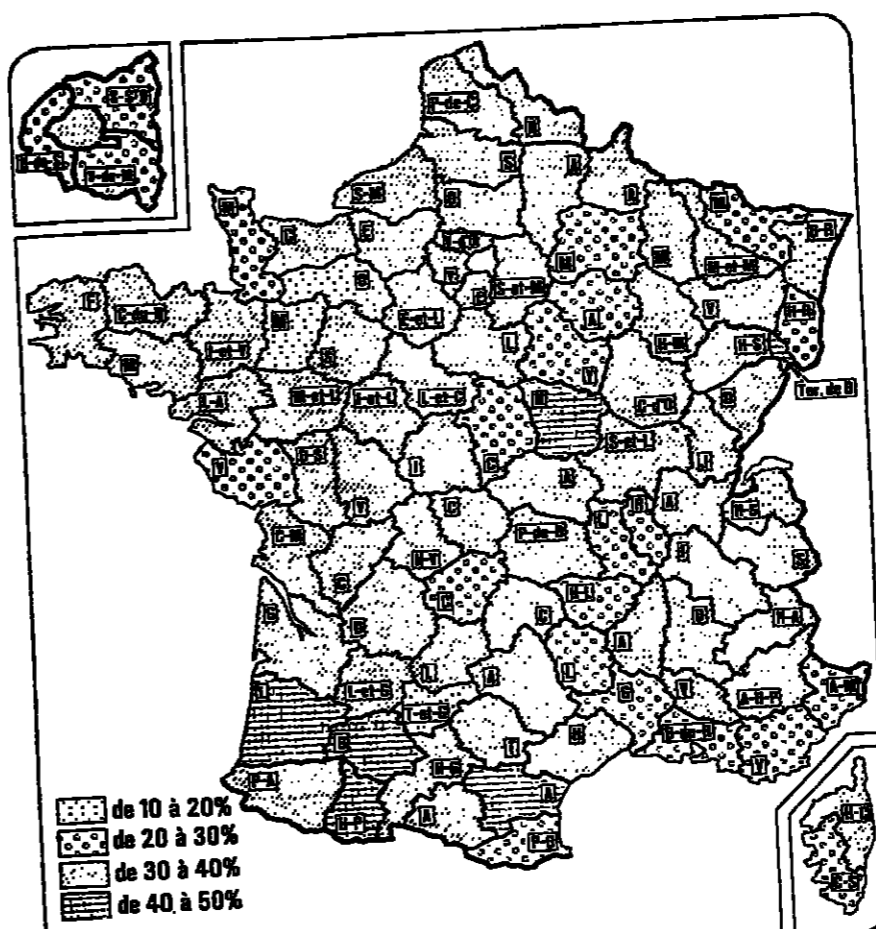
LÉGISLATIVES

26 avril 1981 : F. Mitterrand + M. Crépeau.



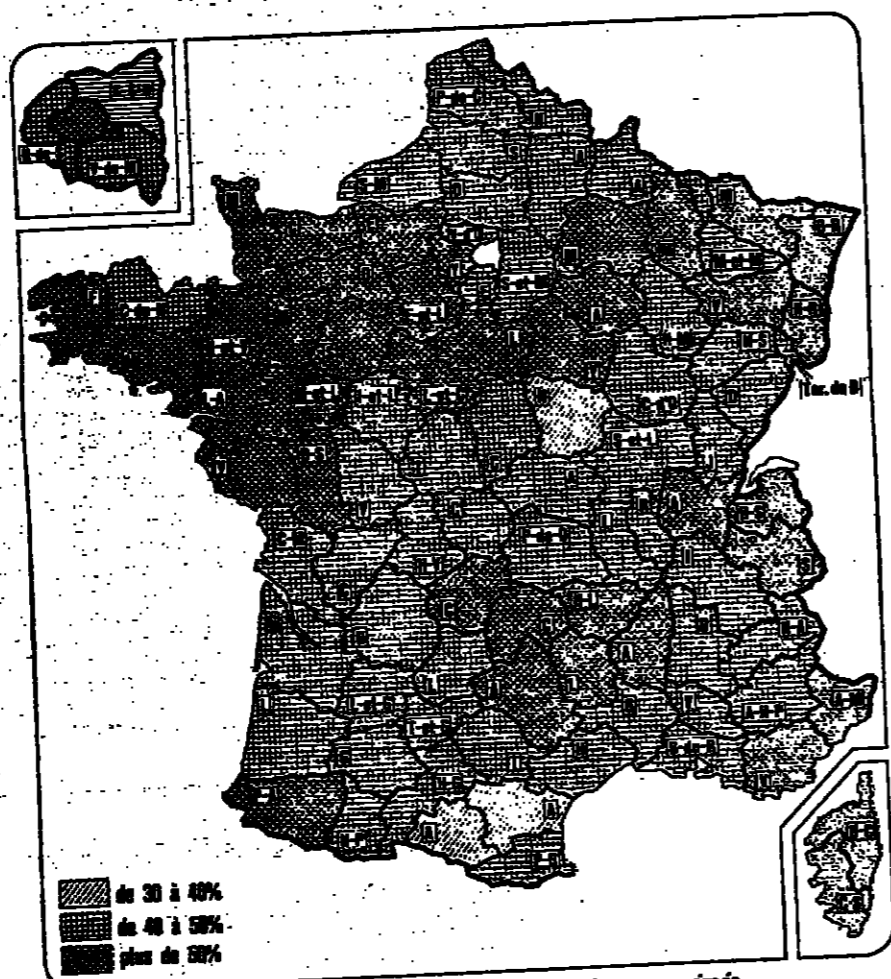
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

16 mars 1986 : PS + MRG.



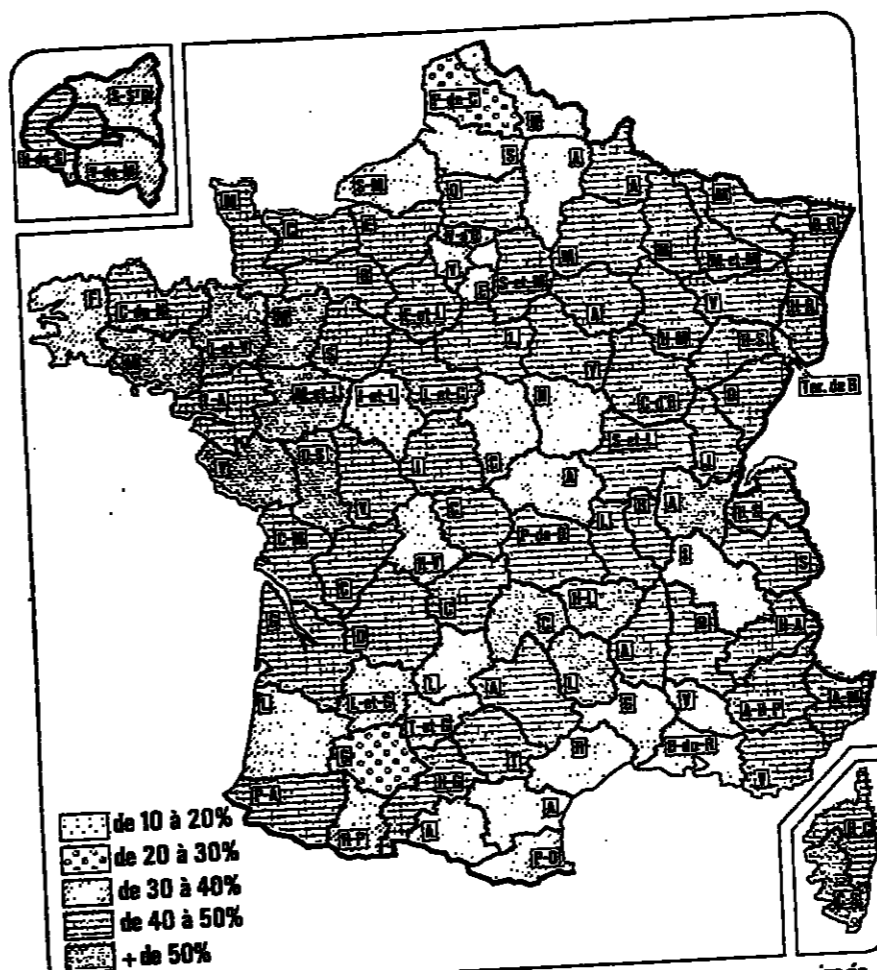
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

26 avril 1981 : Giscard + Chirac + Debré + Garaud.



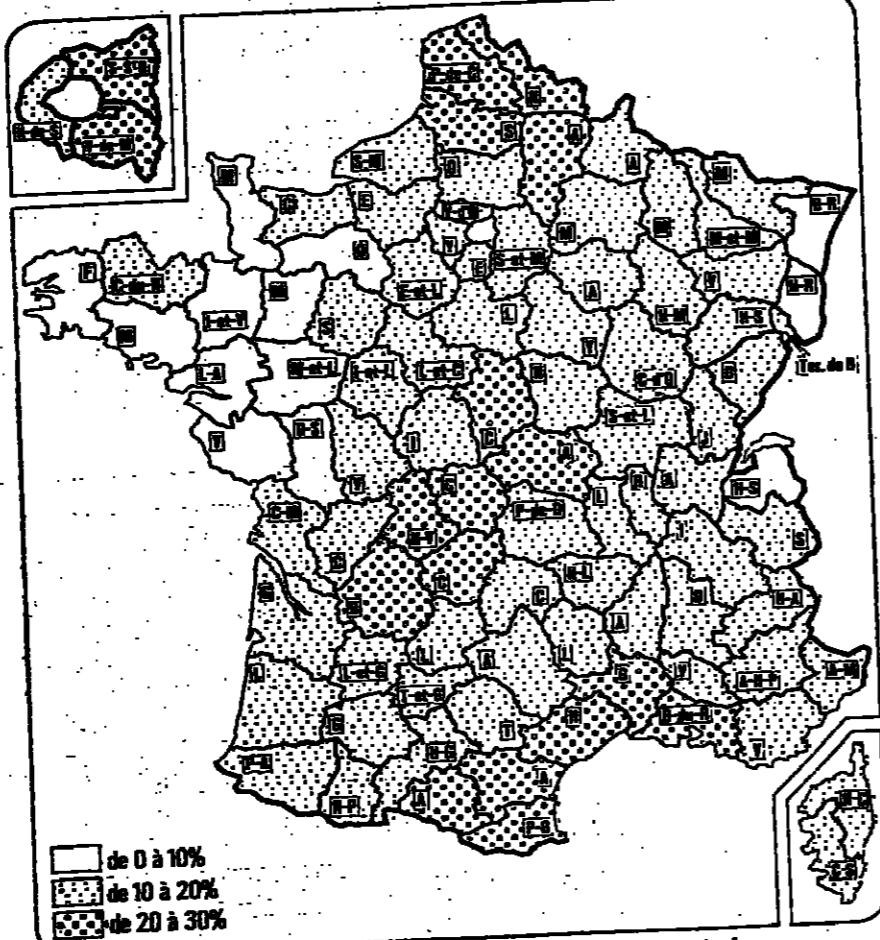
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

16 mars 1986 : RPR + UDF.



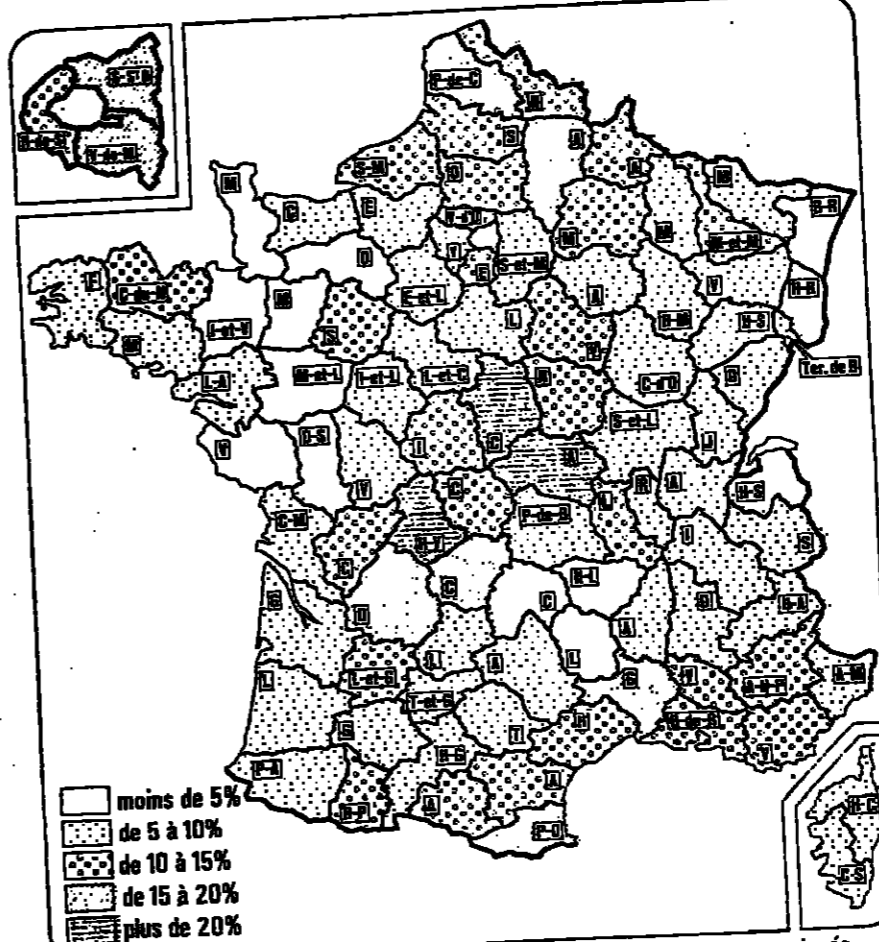
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

26 avril 1981 : Georges Marchais.



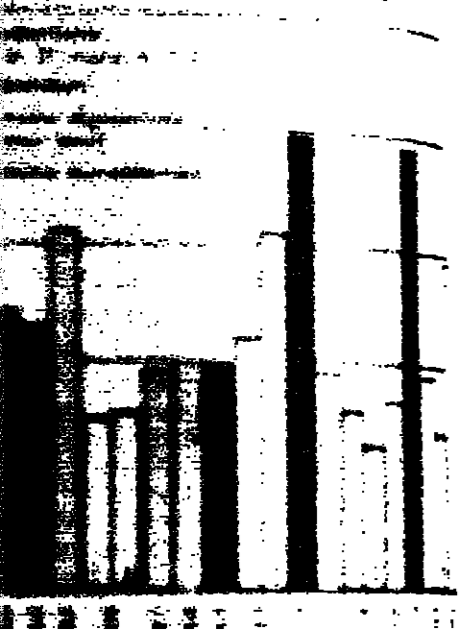
Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

16 mars 1986 : PC.



Le pourcentage des voix est calculé par rapport aux suffrages exprimés.

LES ABSTENTIONS



LES TILLES DE CONTACT

PROMOTION
398

INSTITUT DE GEST. DE PERSONNEL IGP

مكزنا من الأصل

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LES RÉACTIONS

Où l'on repare du scrutin majoritaire...

16 mars : la nouvelle Assemblée est élue au scrutin proportionnel. 17 mars : le scrutin majoritaire est de retour... dans les petites phrases ou les déclarations d'intention.

Quel que soit le gouvernement issu de l'opposition, a fait savoir M. Jean-Pierre Soisson, député UDF-PR de l'Yonne, « il devra demander à l'Assemblée nationale le retour immédiat au scrutin majoritaire ». « Immédiat » est le mot juste, puisque, pour ce barbare convaincu, cette requête devrait être formulée le jour même où le nouveau chef de gouvernement se présentera devant la représentation nationale.

M. Soisson va même plus loin. Cette décision doit être mise en œuvre « s'il le faut par recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ». « Ce résultat acquis, précise M. Soisson, l'opposition se sera considérablement renforcée face au président. Une éventuelle dissolution comporterait alors, pour ce dernier, la menace d'un désaveu direct ».

Un résultat « acquis » ? M. Soisson se pèche peut-être par optimisme. La très courte majorité de ses amis

politiques à l'Assemblée, les réticences aisément prévisibles de nombreux députés qui seraient autant de futures victimes d'un retour au scrutin majoritaire : tout indique que l'enthousiasme soulevé par la perspective d'un retour au scrutin majoritaire ne sera pas universel.

En outre, le recours à l'article 49, paragraphe 3 de la Constitution pourrait constituer un exercice non dépourvu de risques. « Le premier ministre, prévoit ce texte, peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent ».

M. Soisson serait-il à la recherche, malgré les déclarations d'intentions mesurées de M. Raymond Barre, de situations rapidement tendues, voire explosives, dans la nouvelle majorité ?

Quoi qu'il en soit, M. Soisson ne se sentira pas seul. M. Jacques Tou-

bon, secrétaire général du RPR, se joint à lui en déclarant « prioritaire », dans un entretien à l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* qui paraît le 18 mars, le retour au scrutin majoritaire.

Selon M. Toubon, cet objectif « prioritaire » ainsi que le budget rectificatif pour 1986 pourraient être soumis à l'Assemblée « d'ici à la fin du mois de mai ».

Dans le même temps, M. Raymond Barre constate (nos dernières éditions datées du 18 mars) : « Les élections législatives se caractérisent dans le département du Rhône comme un plan national par un succès socialiste incontestable et une poussée du Front national. Les listes d'union des républicains libéraux et sociaux ont obtenu moins de suffrages qu'il leur était crédité. Nous avons combattu le socialisme à la française, sans vouloir tomber dans un libéralisme sans nuances ».

Le journa de 16 mars aurait-elle donc assés plus « un responsable politique dans la volonté de rester tranquille... terre-à-terre » ?

M. K.

M. Rocard :

« Tout est possible »

M. Michel Rocard écrit notamment, dans l'éditorial de sa lettre d'information *Couloirs* : « Le PS a atteint un score qui nul n'osait lui prédire. Avec 32 %, non seulement il dépasse les prévisions les plus optimistes, mais encore il est en mesure pour l'avenir de devenir pôle dominant. La prochaine étape est à 40 %. Mais la part qui a conquis tant de suffrages, c'est celle de Toulouse, celui qui a su apprendre, comprendre et changer (...) Le suffrage universel vient de [lui] en donner acte. Il ne s'en tiendra pas là. Et à ce parti-là, tout est possible, et notamment de retourner bientôt au pouvoir qu'il va lui falloir momentanément abandonner, car (...) la droite a quand même gagné ces élections, moins qu'elle ne l'espérait, plus que nous ne le souhaitions (...) Mais il lui faudra bien apprécier sa propre puissance, limitée, fragile, peut-être instable, et les électeurs l'ont clairement invitée à faire un usage circospect, à éviter notamment tout ce

qui relèverait de choix purement idéologique, de symboles purement provocants (...).

« La montée de l'extrême droite est là qui nous inquiète (...) si [les voix] qui sont allées au Front national sont aussi légitimes que les autres, on ne peut s'empêcher de les trouver plus préoccupantes ».

A propos du PC, M. Rocard note : « Le score remarquable du parti socialiste ne suffit pas au total de la gauche ; le Parti communiste a manqué. Sa politique sectaire, irréaliste, l'a conduit à quitter la cour des grands pour se contenter aux côtés de M. Le Pen dans celle des moyens (...). Par la défection de son électeur, le Parti communiste ramène la gauche à l'un de ses plus mauvais comptes sur lui, et c'est donc au Parti socialiste d'occuper le terrain de la gauche, ce qu'il a commencé à faire et à bien faire ».

Les benjamins

Le benjamin de l'Assemblée nationale s'appelle Lambert. Il ne se prénomme pas Gérard comme le héros d'une chanson du *Chéron sauvage* , alias Renaud qu'il ne fallait pas gonfler avec sa *Mobyette* . Et pourtant ce Lambert là a créé la Fédération des motards en colère dont il fut le responsable de 1976 à 1982 avant d'animer le mouvement Motard.

Il ne se prénomme pas non plus Jean-Christophe comme l'un des fils du président de la République. Et pourtant ce Lambert là est le petit-neveu de M. François Mitterrand. Né le 7 juin 1957, Jérôme Lambert a été élu député de la Charente le 16 mars sur la liste du PS de ce département.

Permanent socialiste depuis dix ans, M. Lambert a dirigé le mouvement des Jeunes socialistes pour la région parisienne en 1975 avant de devenir en 1976-1977, permanent de l'éphémère comité pour un syndicat des étudiants de France, créé par le PS pour contrebalancer l'UNEF, trop marxiste au goût de la Rue de Solferino.

Collaborateur de M. Marcel Debarge, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis et secrétaire national du PS, il a travaillé auparavant aux côtés de M. Merz (1978), puis de M. Quilès, de M. Filloud et de M. Bertrand Delanoë. En mars 1983, Jérôme Lambert a été élu conseiller municipal de Jarnac, ville natale de... son grand-oncle.

Dans le club des « moins de trente ans », il côtoiera, c'est une façon de parler, son aîné de quinze jours, le député Jalik.

Ex député sur la liste du Front national de Seine-et-Marne, M. Jalik est né le 23 mai 1957. Journaliste à *National-Hebdo* , l'hebdomadaire du parti de M. Jean-Marie Le Pen, il est secrétaire départemental du FN de la Seine-et-Marne, membre du comité central et du bureau politique du Front national.

Comme ce fut le cas de M. Le Pen élu au Palais Bourbon dans la vague poujadiste du 2 janvier 1956, Jean-François Jalik sera à la fois le plus jeune député d'extrême droite et le plus jeune député tout court sur les bancs de l'Assemblée nationale. A trente ans de distance, l'histoire repasse les plats...

Ce club éclectique regroupera également Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique), née le 26 mai 1956, médecin à Nantes dont elle est conseillère municipale, entrée en politique le 11 mai 1981, « pour combattre tout ce qui est socialisant », et qui se dit chrétienne authentique. Elisabeth Hubert est secrétaire générale de la CSMF (organisation de médecine libérale) de la Loire-Atlantique et membre du conseil confédéral de l'UNAPL (organisation regroupant les professions libérales).

Enfin, Eric Raoult sera aussi du groupe jusqu'au 19 juin, date de sa naissance en 1956. Adjoint au maire du Raincy (Seine-Saint-Denis), il était chargé de mission auprès du groupe RPR à l'Assemblée nationale. Membre du comité central du RPR depuis 1982, Eric Raoult est délégué national du RPR à la jeunesse depuis 1985.

O. B.

Les syndicats dans une expectative inquiète

Au lendemain des élections législatives, les syndicats dans une expectative parfois teintée d'inquiétude. Tandis que la CGT risque de subir les retombées du mauvais score réalisé par le PC, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC ont exprimé, avec des formulations différentes, des préoccupations communes. Visiblement, les confédérations qui font de l'emploi leur priorité absolue, craignent de passer rapidement d'une campagne électorale à une autre, la cohabitation pouvant être déjà redoutée par la CFDT comme une « période de turbulence politique ».

Pour les syndicats, il est clair que la marge de manœuvre de la nouvelle majorité sera étroite. Cette situation peut les aider dans la

mesure où une aussi courte majorité peut tempérer les ardeurs de déreglementation de certains courants de l'ancienne opposition. Pour autant, le danger ne leur semble pas totalement écarté. Il est ainsi significatif que tant M. Maire que, Marchelli aient d'ores et déjà mis en garde le futur pouvoir contre une déreglementation qui se ferait sans négociation contractuelle, le gouvernement recourant à la loi plus qu'au contrat, le « moins d'Etat » étant mis en œuvre par des actes marqués du sceau du « tout Etat ».

L'appel à la « prudence » lancé par M. André Bergeron n'est pas en soi un nouveauté. Il s'était déjà exprimé en ce sens pendant la campagne électorale comme lors de

l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République. Mais le secrétaire général de FO a élargi le registre habituel de ses mises en garde en l'étendant aux dénationalisations, qui, dans son esprit, ne doivent pas concerner les « vieilles » entreprises nationalisées (avant 1982). L'expectative des syndicats demeurera jusqu'à la nomination du nouveau premier ministre. C'est à ce moment-là, et lorsqu'il fixera ses premières orientations, qu'ils sauront si le nouveau pouvoir leur laisse un espace de négociation ou s'il se montre désireux de satisfaire au plus vite les revendications du patronat. Ce qui n'aurait pas sans risques sur le plan social.

M. N.

Le père des 32 % ?

M. Michel Rocard ne s'était pas trompé. Tout au long de sa récente tournée électorale aux Antilles, l'ancien ministre avait prédit que le lendemain du 16 mars la gauche quitterait sans doute, pour un moment, le pouvoir, après avoir réalisé son meilleur score (exception faite de 1981) depuis l'unification du socialisme français, en 1905. Ce résultat, ambigu — quoique globalement positif pour les socialistes, — l'est aussi pour M. Rocard, qui est désormais engagé de plein-pied dans la préparation de l'élection présidentielle.

De ce point de vue, M. Rocard peut se féliciter, comme tout candidat socialiste potentiel, du score réalisé par le PS : plus on part de haut, plus le barre des 50 % est proche. D'un autre côté, M. Rocard n'est évidemment pas en position de jouer les recours sur un Parti socialiste désemparé par une lourde défaite, hypothèse qu'il pourrait auparavant prendre en compte : à 32 % des suffrages exprimés, les socialistes ne donnent pas vraiment l'impression de nager en plein démerci...

Ce bon score conforté, en outre, les artisans de ce que parvient à appeler le PS, ne considèrent comme une véritable défaite. Or, quoi qu'il en dise, et quoi qu'en disent ses amis, M. Rocard laisse l'image d'un homme qui n'a pas, comme les autres dirigeants socialistes, jeté toutes ses forces

dans la bataille, pendant le campagne électorale.

L'ancien ministre doit donc choisir un autre angle d'attaque pour revendiquer — au moins en partie — un rôle dans l'obtention du bon résultat du PS : c'est ce qu'il fait en rappelant que « le parti qui a conquis tant de suffrages, c'est celui de Toulouse ». Toulouse qui figure dans l'histoire socialiste comme le congrès de la modernisation du PS. Or M. Rocard considère, grosso modo, que Toulouse représente la victoire de ses idées dans le parti (il l'avait dit à la tribune, avant même la clôture du congrès, assez clairement pour que M. Lionel Jospin lui en fasse l'amical reproche).

Les termes d'un des futurs débats socialistes sont donc, dès maintenant, posés. Comme il semble exclu que quiconque souhaite l'abandonner par le PS de sa culture de gouvernement, nous chairement sociaux, pour revenir à son ancienne culture d'opposition. On peut supposer que, par exemple lors du comité directeur du samedi 22 mars, d'autres socialistes feront remarquer d'une part que M. Rocard n'est pas le seul père de la modernisation du PS ; que, d'autre part, le PS, qui a recueilli 32 % des suffrages le 16 mars 1986, est le parti du congrès de Toulouse, mais aussi celui des réformes du début du septennat...

J.-L. A.

Rectificatifs et précisions

● **EURE-ET-LOIR.** — Une erreur de transmission ayant eu partie intégrale dans le communiqué sur les résultats du scrutin en Eure-et-Loir, il convient de préciser que, dans ce département, « le PS sera reconquis par M. Junot d'avoir contribué à faire élire M. Gaspard (et non M. Stirbois) dont le siège était loin d'être assuré à l'origine ». En outre, le score du Front national à Dreux est en retrait de trois points (et non de 1,87) par rapport aux européennes.

● **HAUTE-SAÛNE.** — M. Jacques Marosselli (MRG) nous prie de préciser que, contrairement à ce que suggère notre commentaire relatif à la Haute-Saône, il n'a pas été élu « in extremis » conseiller régional. M. Marosselli figurait en deuxième position sur sa liste et c'est le quatrième de cette liste, M. Carpentier, conseiller municipal socialiste de Vesoul, qui a été élu « in extremis ».

● **MORBIBAN.** — Une confusion nous a fait écrire dans le commentaire consacré aux législatives

que la liste socialiste avait obtenu 39,16 % des suffrages. La liste socialiste conduite par M. Le Drian a en fait recueilli 31,68 % des voix, il convient de préciser que, dans ce département, « le PS sera reconquis par M. Junot d'avoir contribué à faire élire M. Gaspard (et non M. Stirbois) dont le siège était loin d'être assuré à l'origine ». En outre, le score du Front national à Dreux est en retrait de trois points (et non de 1,87) par rapport aux européennes.

● **PAS-DE-CALAIS.** — Aux élections régionales, la liste RPR conduite par M. Deivaux, maire de Saint-Omer, a obtenu 7 élus et non 6 comme nous l'avons indiqué dans nos éditions du 18 mars. La composition du conseil régional Nord-Pas-de-Calais s'établit donc de la manière suivante : 12 PC ; 36 PS ; 3 MRG ; 2 UDF ; 3 UDF-PSD ; 3 UDF-Rad. ; 6 UDF-CDS ; 3 UDF-PR ; 23 RPR ; 1 CNIP ; 4 div. d. ; 12 FN.

● **FO : ne pas toucher au SMIC.** — Dans son éditorial de *FO Hebdo* , André Bergeron souhaite que le nouveau gouvernement agisse « prudemment » en matière de libération des prix et de dénationalisation. Sur le plan social, ajoute-t-il, « nous entendons qu'on préserve la protection collective... Des garanties nous ont certes été données, mais nous demandons vigilance (...). Nous n'accepterons pas qu'on remette en cause le SMIC. C'est un point sur lequel nous ne transigerons pas », affirme le secrétaire général de FO. Enfin, « tout devra être mis en œuvre pour réactiver la politique contractuelle » et « la priorité des priorités devra être la lutte contre le chômage (...), il faudra en cette matière agir plus résolument que par le passé ; c'est pourquoi il faudra bien réfléchir avant de supprimer l'autorisation administrative de licenciement ».

● **CFDT : priorité absolue à l'emploi.** — La CFDT, dans un communiqué, « demande à la nouvelle majorité de refuser toute surcharge, de bannir toute volonté de recul social » (...). L'emploi doit avoir la priorité absolue. C'est par la négociation contractuelle et non par la déreglementation que seront modernisées les entreprises, créés de nouveaux emplois pour les jeunes et acquis des droits égaux pour les salariés des PME.

● **CGC : la bataille de la productivité.** — Le comité national de la CGC estime qu'« un nouveau programme doit être mis en place pour appliquer une nouvelle politique (...). La France doit gagner la bataille de la compétitivité, qui sera déterminante pour assurer la croissance et faire renaitre l'emploi ».

● **FEN : Ni déreglementation ni dénationalisation.** — La Fédération de l'éducation nationale « tient à redire qu'elle s'opposerait à toute déreglementation qui abandonnerait le champ libre à ceux qui possèdent l'argent, à la dilapidation du patrimoine national par des dénationalisations, au démantèlement de la protection sociale et du système redistributif, à la remise en cause du statut de la fonction publique, à l'éclatement du système éducatif public ».

● **M. PIERRE BAUBY :** danger pour les travailleurs. — M. Pierre Bauby, porte-parole du Parti pour une alternative communiste (ex-PCML) : « La nette victoire de la droite et le renfort du Front national représentent de graves dangers pour l'ensemble des travailleurs et milieux populaires ».

● **M. RENÉ DUMONT :** nous parlerons hors de l'Assemblée. — M. René Dumont, candidat écologiste à Paris : « Je suis déçu. Les problèmes essentiels, le nucléaire, le tiers-monde, la faim, n'ont pas été posés. Si nous ne pouvons pas parler à l'Assemblée, nous parlerons en dehors ».

● **M. ALAIN KRIVINE :** vote négatif. — M. Alain Krivine, leader de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « Voir la gauche crier à la victoire alors qu'on va revoir la droite, je ne comprends pas. Comment a-t-on pu en arriver là après cinq ans de pouvoir ? Le premier changement : M. Le Pen va être au Parlement avec ses quarante gardes du corps. Les Français ont

moins voté pour le bilan des socialistes que contre le droit. On vote en négatif actuellement dans ce pays ».

● **M. JEAN-MAXIME LÉVÊQUE :** M. Chirac premier ministre. — M. Jean-Maxime Lévéque, président du mouvement UNIR : « 55 % des Français ont montré qu'ils sont défavorables à la politique socialiste et à l'étatisation du pays, et qu'ils souhaitent une autre politique. Le président de la République doit tenir compte de cette volonté. Le RPR est le parti le plus important. Il serait naturel que son chef soit appelé à former le gouvernement chargé de la conduire ».

● **M. PHILIPPE MALAUD :** union de la droite. — M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants et paysans : « Le CNIP se félicite d'avoir toujours milité pour la constitution d'une union de la droite sans exclusive, dont les résultats d'aujourd'hui confirment qu'elle constitue la seule coalition de gouvernement stable que la France puisse se donner ».

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
3^e CYCLE
MANAGEMENT
AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P. maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement le 11 avril 1986

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

IGS
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

LITÉRIES
CAPÉLOU

Les meilleures marques.

TRECA EPEDA
SIMMONS PIRELLI

37, Av. de la République 75001 PARIS
Tél. 43.57.66.35 + Métro : PARMENTIER

EN TUNISIE, AU CAP CARTHAGE,
SUR LES SPORTS et LES LOISIRS
METTEZ LE CAP A TOUT ÂGE. (ADAGE)

Plus de 30 courts de tennis, équitation, ping-pong, piscine et bien sûr tous les sports de plage et les sports nautiques... L'hôtel Cap-Carthage, à quelques kilomètres seulement de Tunis, propose sports et loisirs pour tous les âges.

1 semaine en 1/2 pension au départ de Paris ou Lyon à partir de:

2880F

REPUBLIQUE TOURS

L'agence de la République
75001 Paris
Tél. 43.54.90.91




22, rue Grégoire
92002 Nanterre
Tél. 78.37.72.38

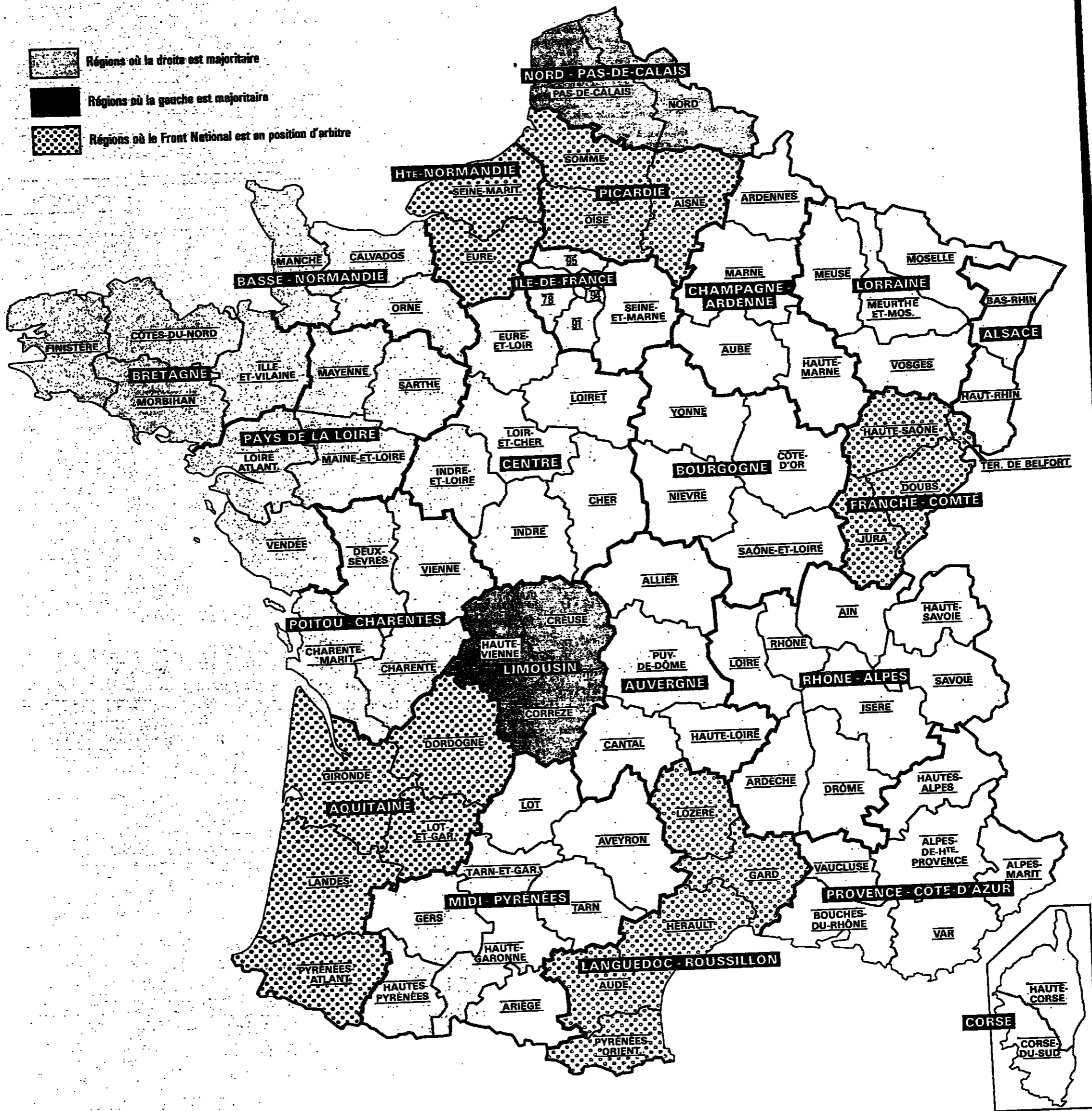
فكرنا من الأصل

ET RÉGI

es socia

ET RÉGIONALES

-  Régions où la droite est majoritaire
-  Régions où la gauche est majoritaire
-  Régions où le Front National est en position d'arbitre



Les socialistes devraient perdre la moitié de leurs régions

Les socialistes ne profiteront pas de ce qu'ils ont voulu et imposé : l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct et au scrutin proportionnel. La gauche avait pourtant affirmé haut et fort que l'ancien système de nomination des membres des assemblées régionales la désavantageait. Aujourd'hui, il apparaît qu'il lui accordait plus de présidences que le libre choix des électeurs.

Trois des six régions que dirigeait le Parti socialiste devraient passer à droite : Auvergne, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le Languedoc-Roussillon pourrait suivre le même chemin, mais dans ce dernier cas, la droite parlementaire devra s'allier formellement au Front national.

L'institution régionale vient, en tout état de cause, de franchir un nouveau cap. Il y a tout juste trente ans, la région n'était créée que pour être le lieu d'une déconcentration administrative et celui d'une concertation des forces économi-

ques. Il n'y a que douze ans que, par une loi votée par Georges Pompidou, elle est devenue un établissement public géré par des hommes politiques. Aujourd'hui, la voûte élevée au statut de collectivité territoriale de la République.

Les résultats des élections régionales du 16 mars ne vont pas faciliter la mise en œuvre de cette nouvelle étape décisive. Conséquence de la proportionnelle, les majorités régionales risquent de manquer de stabilité. Dans neuf des vingt-deux régions métropolitaines (Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Picardie, Haute-Normandie, Franche-Comté, Aquitaine, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Corse) ni la gauche ni la droite classique ne dispose de la majorité absolue. Pour obtenir celle-ci, le RPR et l'UDF doivent s'allier au Front national.

Les conséquences de ce manque de majorité ferme risquent d'être particulièrement pernicieuses. L'exécutif régional est, en effet, le prési-

dent de l'assemblée régionale. Celle-ci ne pourra, tout au long de son mandat, renverser le président qu'elle va élire le vendredi 21 mars ; celui-ci, à l'inverse du gouvernement, ne dispose pas de moyens législatifs pour s'assurer la fidélité de sa majorité.

La proportionnelle n'a pourtant pas produit tous les effets que l'on pouvait craindre. Certes le phénomène du « vote utile » a moins joué aux régionales qu'aux législatives, mais les nombreuses « petites » listes qui avaient tenté leur chance n'ont, en général, pas réussi à franchir la barre des 5% des suffrages exprimés imposée pour obtenir des élus au conseil régional. Ainsi, le ministre de l'intérieur n'a recensé que trois élus écologistes et six élus « régionalistes » sur les 1 840 sièges de conseillers régionaux à pourvoir.

Les différences entre les votes « législatifs » et les votes « régionaux » ne sont pas assez sensibles pour avoir des effets importants. Ainsi, selon nos statistiques métropolitaines, le PC obtient un

demi-point de plus aux seconds qu'aux premiers, alors que le PS en perd 1,73. Le RPR et l'UDF perdent un peu moins d'un point, alors que les « divers droite » en gagnent 0,81. Le Front national fait pratiquement le même score.

Cette relative uniformité des moyennes nationales camoufle, toutefois, des différences importantes dans certains cas. Dans la Sarthe, par exemple, le PC obtient 7 points de plus aux régionales qu'aux législatives, et, en Haute-Vienne, le PS, qui est devancé par la droite pour l'élection des députés, reprend la première place pour celle des conseillers régionaux. Mais, si certaines fortes positions locales ont permis à quelques personnalités, comme M. Michel Durafour (UDF-rad.), de se faire élire à l'assemblée régionale contre la liste officielle de leur parti, dans la plus part des cas les « dissidences » ont obtenu les mêmes résultats aux deux scrutins du 16 mars.

THIERRY BRÉHIER.

Le père des 32

difficiles et précis

NUCAD CARTHAGE
RTS et LES LOISIRS
AD A TOUT ÂGE

REPUBLIQUE

مركزنا من الأصل

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES

فكنا من الأصل

OUTRE-MER

Clarification et renversements

Outre-mer, dans chacun des quatre départements où les élections se déroulaient exactement comme en métropole, l'introduction de la proportionnelle aux législatives a provoqué une clarification des rapports de forces, tandis que les résultats des régionales aboutissent à deux renversements de majorité. Clarification à 3 y a en Guadeloupe, où, après une période d'éclipse consécutive à la perte de sa présidence de l'Assemblée départementale, en mars 1985, après la poussée de la gauche aux cantonales, M^{me} Lucette Michaux-Chery se pose de nouveau en chef de file de la droite départementaliste. Exit le député apparenté UDF sortant, M. Marcel Estrada, qui lui contestait ce rôle.

En Martinique, la situation est tout aussi bipolarisée : gauche unitaire contre droite unie, deux députés chacune. Idem en Guyane, où il y a désormais deux députés au lieu d'un seul. M. Elie Castor, le « patron » du département, leader du Parti socialiste guyanais, trouvera à qui parler en la personne du porte-drapeau du RPR, M. Paulin Bruné.

A la Réunion, la droite, écartée, n'a plus qu'un seul véritable adversaire, le Parti communiste réunionnais. Les socialistes ont permis pied. La droite contrôlera les deux assemblées locales. Les deux renversements affectent en effet les conseils régionaux de la Guadeloupe et de la Réunion. Le premier bascule à gauche - comme le conseil général en 1985 - sous la poussée commune des socialistes et des communistes qui vont caler la présidence régionale au RPR. Le deuxième passe donc sous l'autorité du RPR, qui pour une fois, toutefois, du renfort des autres conseillers de droite pour élire une assemblée qui était depuis trois ans présidée par les communistes au bénéfice de Pige. Pas de changement de majorité régionale en Martinique, où le parti de M. Cestre a bien les choses en main mais s'oppose à un conseil général dirigé par le RPR. En Guyane, en revanche, le Parti socialiste guyanais devra composer avec les quatre conseillers « divers gauche » mais derrière M. Albert Lecanu, l'un de ses concurrents pour obtenir la petite voix qui lui fait défaut pour disposer de la majorité absolue.

GUADELOUPE (4)

ÉLUS. - 1 app. PC : M. Ernest Moutoussamy ; 1 PS : M. Frédéric Jaiton ; 2 div. d. : M^{me} Michaux-Chery, M. Henri Beaujean.

Ins., 188 932 ; abst., 52,43 % ; suff. ex., 80 224.

RPR (M^{me} Michaux-Chery), 28 449 (35,46 %) ; 2 élus ; PS (M. Jaiton), 22 308 (27,80 %) ; 1 élu ; app. PC (M. Moutoussamy), 18 870 (23,52 %) ; 1 élu ; UDF (M. Estrada), 8 811 (10,98 %) ; div. g. (M. Farrugia), 1 002 (1,24 %) ; FN (M. Haenen), 547 (0,68 %) ; Ecol. (M. Dehr-Lessant), 237 (0,29 %).

SORTANTS : MM. Ernest Moutoussamy (app. PC) ; Frédéric Jaiton (PS) ; Marcel Estrada (app. UDF).

26 avril 1981 : Ins., 177 461 ; abst., 60,32 % ; suff. ex., 68 265. MARCHAIS, 4 584 (6,71 %) ; MITTERRAND, 6 671 (9,77 %) ; CREPEAU, 6 883 (10,08 %) ; GISCARD D'ESTAING, 48 356 (70,83 %) ; CHIRAC, 6 838 (10,04 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 7 463 (10,93 %).

14 juin 1981 : Ins., 177 447 ; abst., 75,56 % ; suff. ex., 41 739. PC, 10 706 (23,64 %) ; PS-MRG, 10 105 (24,20 %) ; UDF-RPR, 19 611 (46,98 %).

17 juin 1984 : Ins., 179 346 ; abst., 86,12 % ; suff. ex., 23 155. PC, 971 (4,19 %) ; PS, 6 083 (26,27 %) ; UDF-RPR, 14 078 (60,79 %) ; FN, 660 (2,85 %).

La gauche redevient majoritaire dans l'archipel. Les députés apparentés communiste et socialiste sortants, MM. Ernest Moutoussamy et Frédéric Jaiton, sont facilement réélus. A droite, c'est la liste du RPR, animée par l'ancienne présidente du conseil général, M^{me} Lucette Michaux-Chery, fondatrice du Parti de la Guadeloupe (LPG), qui écrase sa rivale constituée par le député apparenté UDF sortant, M. Marcel Estrada, allié au président du conseil régional en exercice, M. José Moutoussamy, ancien député, démissionnaire du RPR quelques semaines seulement avant le scrutin, au terme d'un conflit avec les autres militants locaux du mouvement chrétien. Non seulement M^{me} Michaux-Chery est élue à l'Assemblée nationale, mais avec elle son suivant de liste, M. Henri Beaujean, maire de Moule.

Le dimanche des élections s'est déroulé à peu près dans le calme. Des incendies criminels ont, toutefois, détruit plusieurs urnes et des milliers de bulletins de vote dans les communes de Gosier et de Lamentin, au cours de la nuit de samedi à dimanche. Près d'une vingtaine de barrages avaient également été érigés en différents points de l'île par des indépendantistes, mais, dans la matinée du dimanche, la circulation était revenue normale.

TERRITOIRES

NOUVELLE-CALÉDONIE (2)

ÉLUS. - 1 RPR : M. Jacques Lafleur ; 1 RPR : M. Maurice Némeos-Pouataho.

Ins., 90 578 ; abst., 49,61 % ; suff. ex., 44 817.

Un. app. (M. Lafleur, RPR), 39 677 (88,53 %) ; 2 élus ; Ext. (M. Pouataho), 3 985 (8,89 %) ; FN-diss. (M. Némeos), 1 155 (2,57 %).

SORTANTS : MM. Roch Pijet (app. PS) ; Jacques Lafleur (RPR).

26 avril 1981 : Ins., 73 280 ; abst., 33,94 % ; suff. ex., 48 076. MARCHAIS, 1 647 (3,42 %) ; MITTERRAND, 11 218 (23,33 %) ; MITTERRAND + CREPEAU, 11 701 (24,33 %) ; GISCARD D'ESTAING, 23 471 (48,82 %) ; CHIRAC, 8 479 (17,63 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 9 521 (19,80 %).

14 juin 1981 : Ins., 73 260 ; abst., 40,21 % ; suff. ex., 43 169. MRG, 314 (0,12 %) ; Div. g., 16 009 (37,08 %) ; UDF-RPR, 26 505 (61,39 %).

17 juin 1984 : Ins., 80 211 ; abst., 59,16 % ; suff. ex., 22 133. PC, 461 (1,43 %) ; PS, 608 (5 %) ; UDF-RPR, 23 986 (74,64 %) ; FN, 5 048 (15,70 %).

A partir du moment où le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) avait décidé de « boycotter passivement » le scrutin, il ne faisait aucun doute que les deux sièges seraient enlevés par la liste anti-indépendantiste du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) conduite par le député RPR sortant, M. Jacques Lafleur. Celle-ci a recueilli 88,53 % des suffrages exprimés, soit, presque exactement le score qu'elle avait obtenu aux élections européennes au cours de la dernière législature du Front national, qui avait rassemblé 15,70 % lors de ce scrutin de juin 1984. La liste indépendantiste modérée conduite par M. Gabriel Pouataho ne pouvait espérer mieux, dans ce contexte, que ses 8,90 %, tandis que le chef de file des Pins, M. François Noé, qui a rompu avec le Front national, rallié à M. Lafleur, est resté à la portion la plus congrue (2,57 %). Il y a eu, toutefois, beaucoup d'abstentionnistes (49,61 %).

Le scrutin s'est déroulé dans le calme malgré le manque d'un métayer européen, M. Georges Grand, soixante-trois ans, tué dimanche en début d'après-midi près de La Foa, d'un coup de fusil tiré par un Canaque en état d'ivresse, à la suite, semble-t-il, d'un tragique malentendu.

Bouquins - Dossiers par milliers

Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrication du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 26 années d'expérience Une visite s'impose

208, avenue du Maine, Paris (14^e)

48-49-57-40 - M^{me} Aline

MARTINIQUE (4)

ÉLUS. - 1 PS : M. Louis-Joseph Dogné ; 1 app. PS : M. Aimé Césaire ; 1 UDF-RPR : M. Jean Marin ; 1 RPR : M. Michel Renard.

Ins., 205 281 ; abst., 41,48 % ; suff. ex., 109 500.

Un. g. (M. Césaire, app. PS), 56 044 (51,18 %) ; 2 élus ; app. (M. Renard, RPR), 46 474 (42,44 %) ; 2 élus ; ext. g. (M^{me} Joachim-Arnaud), 3 302 (3,01 %) ; div. opp. (M. Charron), 2 211 (2,01 %) ; FN (M. Marin), 1 469 (1,34 %).

SORTANTS : MM. Camille Petit (RPR) ; Aimé Césaire (app. PS) ; Victor Sarré (NI).

26 avril 1981 : Ins., 187 657 ; abst., 51,71 % ; suff. ex., 86 560. MARCHAIS, 2 131 (2,46 %) ; MITTERRAND, 10 530 (12,16 %) ; MITTERRAND + CREPEAU, 10 897 (12,58 %) ; GISCARD D'ESTAING, 62 422 (72,11 %) ; CHIRAC, 8 753 (10,11 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 9 522 (11,03 %).

14 juin 1981 : Ins., 187 392 ; abst., 63,76 % ; suff. ex., 64 281. PC, 4 139 (6,43 %) ; PS, 28 366 (44,12 %) ; UDF-RPR, 30 913 (48,09 %).

17 juin 1984 : Ins., 196 368 ; abst.,

70,04 % ; suff. ex., 54 153. PC, 3 118 (5,75 %) ; PS, 15 034 (27,79 %) ; UDF-RPR, 32 052 (59,18 %) ; FN, 869 (1,60 %).

La Martinique présentait la particularité d'être le seul département dans lequel la gauche abordait le scrutin unitaire. Cela lui a permis de confirmer sa nette prédominance. La liste conduite par le député apparenté socialiste sortant, M. Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, président du Parti progressiste martiniquais (PPM), devança largement celle de l'union de l'opposition dirigée par le leader départementaliste du RPR, M. Michel Renard, maire de Marigot. M. Césaire conserve son siège et le PS profite de l'absence en la personne du maire de Ducos, M. Louis Joseph Dogné, qui entre au Palais-Bourbon. A cause de la concurrence des indépendantistes rassemblés par le mouvement d'extrême gauche Combat ouvrier la liste de l'union de la gauche n'enlève pas, toutefois, le troisième siège qu'elle espérait. Les deux autres députés représentés à la droite. Dans la foulée de M. Renard, c'est le second premier vice-président du conseil général, M. Jean Marin (UDF-RPR), qui est élu. A l'extrême droite, le Front national double presque son score des élections européennes.

Fort-de-France reste, en tout cas, la forteresse de la gauche. La liste de

(0,65 %) ; PS, 799 (15,47 %) ; UDF-RPR, 4 268 (82,66 %) ; FN, 0.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (2)

ÉLUS. - 2 RPR : M. Gaston Flosse et M. Alexandre Léontieff.

Ins., 103 489 ; abst., 26,72 % ; suff. ex., 74 343.

RPR (M. Flosse), 41,12 % ; 2 élus ; div. opp. (M. Vernaudou), 19,16 % ; div. g. (M. Juventin), 17,54 % ; ext. g. (M. Drollet), 8,98 % ; div. g. (M. Temaru), 6,37 % ; ext. g. (M. Renault), 5,69 % ; ext. g. (M. Koury), 1,1 %.

SORTANTS : MM. Jean Juventin (NI) ; Taitana Salomon (RPR).

26 avril 1981 : Ins., 78 496 ; abst., 33,73 % ; suff. ex., 51 036. MARCHAIS, 213 (0,93 %) ; MITTERRAND, 4 249 (8,32 %) ; MITTERRAND + CREPEAU, 4 303 (8,32 %) ; GISCARD D'ESTAING, 26 241

MAYOTTE (1)

Scrutin majoritaire

Ins., 20 856 ; vot., 16 636 ; suff. ex., 16 227.

M. Henry Jean-Baptiste, UDF-CDS, 10 506, ÉLU. MM. Jean-Michel de Casanova, RPR, 5 331 ; Abdourahim Djonani, ext. g., 286 ; André Alozo, div. dr., 104.

Dans l'île de Mayotte, comme dans l'autre collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et dans le territoire de Wallis-et-Futuna, l'élection législative a eu lieu au scrutin uninominal majoritaire, et le premier tour a été marqué par une forte participation du corps électoral. L'élection de M. Henry Jean-Baptiste, Martiniquais d'origine, ancien conseiller de M. Valéry Giscard d'Estaing, n'est pas une surprise. Sa candidature était, en effet, parvenue par le sénateur centriste Albert Henry, « patron » du guisvanisme Mouvement populaire mahorais (MPM), homme-clé de la vie politique locale depuis vingt ans.

17 juin 1984 : Ins., 39 677 ; abst., 69,75 % ; suff. ex., 1 074. PC, 20 (1,86 %) ; PS, 195 (18,15 %) ; UDF-RPR, 604 (56,23 %) ; FN, 56 (5,21 %).

LA RÉUNION (5)

ÉLUS. - 2 app. PC : M. Paul Vergès ; M. Elie Houran ; 1 UDF : M. Jean-Paul Virapoulle ; 1 RPR : M. Michel Dubois ; 1 div. opp. : M. André Thien Ah Koon.

Ins., 278 193 ; abst., 25,33 % ; suff. ex., 200 332.

Un. opp. (M. Debré, RPR), à 68 868 (35,56 %) ; 2 élus ; app. PC (M. Vergès, a.d.), 58 845 (29,37 %) ; 2 élus ; div. opp. (M. Thien Ah Koon), 34 268 (17,07 %) ; 1 élu ; PS (M. Bertille), 27 437 (13,70 %) ; div. g. (M. Vernaudou), 2 148 (1,07 %) ; FN (M. Lejeune), 2 120 (1,05 %) ; div. opp. (M. Ramassamy), 1 708 (0,85 %).

SORTANTS : MM. Michel Debré (RPR) ; Jean Fontaine (NI) ; Wilfrid Bertille (PS).

26 avril 1981 : Ins., 237 153 ; abst., 35,17 % ; suff. ex., 131 956. MARCHAIS, 33 371 (21,96 %) ; MITTERRAND, 15 017 (9,82 %) ; MITTERRAND + CREPEAU, 15 848 (10,42 %) ; GISCARD D'ESTAING, 70 086 (46,12 %) ; CHIRAC, 16 137 (10,61 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 27 480 (18,08 %).

14 juin 1981 : Ins., 237 630 ; abst., 38,05 % ; suff. ex., 145 407. PC, 47 673 (32,78 %) ; PS, 25 988 (17,57 %) ; UDF-RPR, 43 922 (30,20 %).

17 juin 1984 : Ins., 263 526 ; abst., 43,27 % ; suff. ex., 145 702. PC, 43 396 (29,78 %) ; PS, 13 879 (9,52 %) ; UDF-RPR, 72 894 (50,02 %) ; FN, 3 414 (2,34 %).

Deux élus pour la liste d'union RPR-UDF (MM. Michel Debré et Jean-Paul Virapoulle), deux pour le Parti communiste réunionnais (MM. Paul Vergès et Elie Houran), pour la liste d'opposition droite France Réunion Avance (M. André Thien Ah Koon) : le verdict des urnes à la Réunion ne constitue pas vraiment une surprise. La Fédération socialiste perd de justesse le siège de M. Wilfrid Bertille, bien qu'elle eût enregistré un score supérieur de 4,78 points à son résultat des élections européennes de 1984.

Dans l'ensemble des communes de l'île, le scrutin s'est déroulé dans le plus grand calme. Aucun incident important n'a émaillé la journée, hormis une constatation des résultats globaux des législatives par les socialistes, ce qui a eu pour effet de retarder la publication des chiffres définitifs. Cette constatation a été d'autant plus vive que la Fédération socialiste a cru, un moment, que le second siège de député attribué au PCR par le biais de la plus forte moyenne, allait lui revenir.

Le fait marquant du scrutin est le retour en force de la droite, toutes tendances confondues. En totalisant 3 députés et 25 sièges au conseil régional sur 45, elle renverse en sa faveur le rapport gauche-droite qui s'était pratiquement équilibré il y a deux ans. Mais au sein même de l'opposition, ce scrutin n'a pas vraiment répondu aux espoirs des « dissidents » du sud et de l'ouest du département. Le score réalisé par la liste de M. Thien Ah Koon, maire du Tampon (17,07 %), ne laisse à ce dernier qu'une marge de manœuvre très étroite. Constaté à la présidence du conseil régional, son compère M. Pierre Lagourgue, ancien député UDF, qui conduisait cette liste RPR aux régionales, s'est d'ailleurs empressé de raporter l'attachement de ces listes à l'opposition et de souligner que leurs adversaires se trouvent dans les camps socialistes et communistes.

L'autre vainqueur du scrutin, c'est le Parti communiste réunionnais qui sera représenté par ses deux principaux dirigeants à l'Assemblée nationale, après une absence de près de trois décennies au Palais-Bourbon. Le PCR conserve donc son excellent dossier, même si son électoral est effondré à l'égard notamment du fait des élections européennes de la barre des 30 % et perdra ainsi 3 sièges au conseil régional (13 au lieu de 16 en mars 1983).

GUYANE (2)

ÉLUS. - 1 app. PS : M. Elie Castor ; 1 RPR : M. Paulin Bruné.

Ins., 26 982 ; abst., 38,50 % ; suff. ex., 15 993.

Div. g. (M. Castor), 7 539 (48,34 %) ; 1 élu ; RPR (M. Bruné), 5 331 (34,18 %) ; 1 élu ; UDF (M. Patient), 2 723 (17,46 %).

SORTANT : M. Elie Castor (app. PS).

26 avril 1981 : Ins., 23 003 ; abst., 56 % ; suff. ex., 9 831. MARCHAIS, 145 (1,47 %) ; MITTERRAND, 2 084 (21,19 %) ; MITTERRAND + CREPEAU, 2 187 (22,24 %) ; GISCARD D'ESTAING, 4 215 (42,87 %) ; CHIRAC, 2 744 (27,91 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 2 926 (29,76 %).

14 juin 1981 : Ins., 23 048 ; abst., 50,82 % ; suff. ex., 9 057. Div. g., 3 658 (51,17 %) ; UDF-RPR, 5 399 (48,82 %).

17 juin 1984 : Ins., 24 920 ; abst., 75,77 % ; suff. ex., 5 829. PC, 98 (1,68 %) ; PS, 1 625 (27,87 %) ; UDF-RPR, 3 363 (57,69 %) ; FN, 380 (6,31 %).

La droite est majoritaire en voix mais sa division profite à la liste du Parti socialiste guyanais (PSG) conduite par le député apparenté socialiste sortant, M. Elie Castor, président du conseil général, qui conserve son siège. La compétition entre le RPR et l'UDF tourne nettement à l'avantage de M. Paulin Bruné, chef de file local du mouvement chrétien, qui recueille 34,18 % des suffrages exprimés contre 17,46 % de M. Serge Patient, porte-drapeau de l'UDF. Ce dernier a été surtout écarté dans la ville de Cayenne où il n'a obtenu que 1 161 voix contre 2 001 à M. Bruné et à 6 631 à M. Castor, pour 8 034 votants et 13 470 électeurs inscrits. En entrant à l'Assemblée nationale, M. Bruné se voit donc conforté dans son ambition de venir à M. Castor le pouvoir départemental sur lequel le PSG règne actuellement sans partage ou presque.

CONSEIL RÉGIONAL (31)

NOUVEAU CONSEIL. - Ins., 26 982 ; abst., 37,59 % ; suff. ex., 15 913.

Div. g. (M. Othily), 6 704 (42,12 %) ; 15 élus ; RPR (M. Bruné), 4 319 (27,14 %) ; 9 élus ; Div. g. (M. Lecanu), 1 906 (11,97 %) ; 4 élus ; Div. opp. (M. Ho A Chneck), 1 390 (8,73 %) ; 3 élus ; FN (M. Malon), 571 (3,58 %) ; Ext. g. (M. Robo), 533 (3,34 %) ; Div. opp. (M. Mortin), 498 (3,07 %).

CONSEIL SORTANT. - Prés. : M. Georges Othily, PSG ; 3 cat. g. ; 14 PSG (app. PS) ; 1 div. g. ; 4 UDF ; 8 RPR ; 1 div. d.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (1)

Scrutin majoritaire

ÉLU. - 00

Ins., 4 097 ; abst., 21,18 % ; suff. ex., 3 140.

MM. Albert Pen, app. PS, d.s., 1 528 voix (48,66 %) ; Gérard Grignon, ext. g., 619 (19,71 %) ; Victor Reux, RPR, 612 (19,49 %) ; Jean-Jacques Bianco-Carloti, UDF, 219 (6,97 %) ; Serge Deribé, MRG, 162 (5 %) ; BALLOTAGE.

SORTANT : M. Albert Pen (app. PS).

26 avril 1981 : Ins., 3 856 ; abst., 24,99 % ; suff. ex., 2 778. MARCHAIS, 76 (2,80 %) ; MITTERRAND, 508 (18,28 %) ; MITTERRAND + CREPEAU, 581 (20,91 %) ; GISCARD D'ESTAING, 1 607 (57,84 %) ; CHIRAC, 201 (7,23 %) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 280 (10,07 %).

14 juin 1981 : Ins., 3 868 ; abst., 29,11 % ; suff. ex., 2 635. PS, 1 025 (38,89 %) ; UDF-RPR, 1 011 (38,36 %).

tessil Giada PRODUCTION DE TISSU NON TISSE

Notre Mission est de produire tous les types de poids en grammes au m², toutes les largeurs et tous les coupes. Nous sommes donc en mesure d'adapter la production à toutes vos exigences technologiques.

DEMANDEZ NOS ÉCHANTILLONS

NOUS CHERCHONS DES REPRESENTANTS QUI SOIENT INTRODUITS DANS CES SECTEURS

50047 PRATO (Italie) - Via E. Strozzini, 52 Tel. 0574688.700 - 580.325 - Telex 57310 Giada I

SOCIÉTÉ ITALIENNE LEADER Constructrice de :

CUVES - TONNEAUX - RÉSERVOIRS EN VERRE RÉSINE pour CENOLOGIE ET PRODUITS ALIMENTAIRES

recherche pour le marché français

AGENTS et/ou DISTRIBUTEURS introduits dans le secteur

Les intéressés devront s'adresser à : VEMAR S.P.A. - DIRECTION COMMERCIALE VIA TOPAZO, N. 31 - 88100 GROSSETO (ITALIA) TÈ. - 0664/46 1088 - Telex : 624043 AMGRIO I

(Publicité)



Françoise Delafosse et Pierre Homsy

A la recherche de l'excellence en publicité.

Le monde de la publicité évolue. Les agences se différencient de plus en plus. Comme les banques ou les restaurants, elles n'offrent pas toutes le même service ni la même qualité. Il nous a semblé utile pour les annonceurs et pour ceux qui ne nous connaissent pas encore très bien de préciser notre philosophie.

La perfection n'existe pas en publicité. On ne peut que l'approcher au plus près. Cette approche constante de la perfection, nous l'appelons l'excellence. Pour nous, elle tient en quelques points principaux.

1 - Créer des campagnes qui durent.

Une image de marque, ça se construit. Avec du talent mais aussi avec de la persévérance et du temps. Pas en faisant des "coups publicitaires" qui sont souvent dangereux et trompeurs. Nos campagnes durent plusieurs années parce qu'elles reposent sur des concepts qui positionnent fortement les produits et en définitive font les marques vedettes. Nos annonceurs y gagnent doublement. Leurs marques s'implantent solidement et ils réalisent souvent une économie importante sur les frais techniques en années 2, 3, 4, comme ce fut le cas pour les campagnes Marie Brizard, "33" Export, Camel, etc.

2 - Faire du sur-mesure à partir des produits.

Chez nous, c'est le produit qui est toujours la vedette de la campagne. La publicité que nous créons ne comporte rien de gratuit. Quand nous utilisons l'humour, le comparatif ou le suggestif, c'est toujours au bénéfice de la marque ou du produit.

3 - Aider les annonceurs à gagner de l'argent.

La publicité doit permettre aux annonceurs de valoriser fortement leur image de marque. Une publicité bien faite permet à l'annonceur de rentabiliser son investissement en donnant une "valeur ajoutée" à ses services ou à ses produits.

4 - Mettre en face des annonceurs des publicitaires professionnels qui ont fait leurs preuves.

Le rôle d'une agence de publicité est avant tout de faire de la bonne création. C'est pourquoi nous avons fortement investi dans ce domaine. La création est placée sous la supervision de Françoise Delafosse. Les équipes créatives de très haut niveau constituent un potentiel capable de diriger 3 agences de notre taille. Quelle que soit la taille de leurs budgets ou le service qu'ils demandent, nos clients sont assurés de trouver à l'agence, outre la Direction, des seniors qui sont des professionnels de talent. C'est pour tout annonceur un gain de temps et une sécurité.

5 - Créer des campagnes qui obtiennent des résultats commerciaux. Et pas seulement des prix publicitaires.

Nous n'envoyons nos travaux à aucun de ces "concours" car nous croyons avant tout au score d'impact des campagnes objectivement établi ainsi qu'aux résultats obtenus par les produits que nous défendons : progression de leur image, augmentation de leur demande par les consommateurs.

6 - Acheter l'espace au meilleur prix.

Notre agence est unanimement reconnue pour la qualité de son media planning et de son achat d'espace. Dans ce domaine, les besoins des annonceurs sont différents. Certains veulent les prix les plus bas. D'autres souhaitent le meilleur rapport qualité/prix, ou recherchent du rédactionnel. D'autres encore sont sensibles à la créativité media.

Or, nous sommes la seule agence en France qui réalise la quasi totalité de l'achat d'espace de ses clients. De grands groupes, qui ne sont pas nos clients en création, nous confient leur achat d'espace. Pourquoi ? Parce que nous sommes compétitifs quel que soit le problème média d'un annonceur.

7 - Refuser les campagnes spéculatives qui sont faites au détriment des clients acquis.

Refuser les campagnes spéculatives n'est pas une position facile à tenir, mais c'est pour nous avant tout une question de principe et de logique. Nous pensons que la publicité est aujourd'hui adulte. Alors, pourquoi choisir une agence sur une campagne spéculative quand on choisit un avocat ou un chirurgien sur ses succès et sa réputation ?

Lorsque les agences acceptent de faire des campagnes spéculatives, elles y consacrent leurs meilleures équipes. Cela au détriment des clients acquis.

8 - Proposer un système unique qui fait de notre agence une agence unique.

Est-ce qu'une agence qui appliquerait nos méthodes avec rigueur, qui débaucherait certains de nos collaborateurs, pourrait réaliser d'aussi bonnes performances ?

Nous ne le pensons pas. Le succès de notre agence est basé sur la fidélité de nos clients qui apprécient un système, un conseil de haut niveau, et aussi une ambiance de travail.

Notre objectif est d'attirer les meilleurs annonceurs, ceux qui comprennent la publicité, qui travaillent avec leur agence en partenaires et qui exigent la très haute qualité. Nous savons qu'avec de tels annonceurs, nous aurons des campagnes efficaces, de bons résultats financiers et une croissance assurée.

Enfin, nous voudrions répéter ici un principe à ne jamais perdre de vue : la compétence régulière et sûre d'une agence ne doit pas se mesurer à 3 ou 4 campagnes réussies mais à l'ensemble de sa production.

Pour recevoir la brochure qui contient la totalité de notre production, adressez simplement votre carte de visite à l'Agence Homsy Delafosse et Associés S.A. 216 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris ou bien téléphonez à Pierre Homsy, au (1) 45 44 38 67.

Nous avons 50 produits à défendre. Nous avons 50 campagnes à montrer.

Homsy Delafosse & Associés S.A.

مكزا من الأصل

Les nouveaux élus

Nous commençons aujourd'hui la publication des biographies des nouveaux députés élus le 16 mars 1986.

JEAN-PIERRE ABELIN UDF-CDS (VIENNE)

Né le 3 septembre 1950 à Poitiers, licencié en histoire, diplômé d'études supérieures d'économie régionale et de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise de gestion...

JEAN ALLARD UDF (SEINE-MARITIME)

Né le 18 janvier 1926, avocat, M. Allard était directeur délégué du groupe Hérault avant de devenir, en 1982, président-directeur général du quotidien Paris-Normandie...

MICHELLE ALLIOT-MARIE RPR (PYR-ATLANTIQUE)

Née le 10 septembre 1946 à Villeneuve-Rol (Val-de-Marne), M^{lle} Michèle Alliot-Marie est maître de conférences à l'université Paris-L. Elle a travaillé au cabinet de M^{lle} Alice Saunier-Seït, ministre des universités...

MAURICE ARRECEIX UDF-PR (VAR)

Né le 13 décembre 1917 à Saint-Juven (Haute-Vienne), commerçant en gros à Toulon jusqu'en 1983, M. Arreceix a été député UDF du Var de 1978 à 1981...

PASCAL ARRIGHI FN (BOUCHES-DU-RHONE)

Né le 16 juin 1921 à Vico (Corse), M. Arrighi, conseiller d'Etat honoraire, a mené parallèlement trois carrières : de juriste, d'universitaire et d'homme politique...

Licencié en lettres, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, agrégé de droit public et ancien élève de l'ENA, il a notamment enseigné à l'Ecole française de droit de Caen...

PHILIPPE AUBERGER RPR (YONNE)

Né le 15 janvier 1941 à Gonneville-sur-Mer (Calvados), ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'ENA, Philippe Auberger est inspecteur des finances depuis 1969...

REMY AUCHEDÉ PC (PAS-DE-CALAIS)

Né le 6 avril 1943 à Calais, professeur dans l'enseignement technique, M. Aunchedé est conseiller municipal de Billy-Berclau...

MICHEL AURILLAC RPR (INDRE)

Né le 11 juillet 1928 à Marseille, ancien élève de l'ENA, M. Michel Aurillac a exercé les fonctions de préfet de l'Indre de 1965 à 1969...

JEAN-MARC AYRAULT PS (LOIRE-ATLANTIQUE)

Né le 14 avril 1947 à Paris, fils de M. Pierre Baudis, qui a été maire de Toussous de 1971 à 1983 et député de la Haute-Garonne de 1958 à 1978...

FRANCOIS BACHELOT FN (SEINE-SAINT-DENIS)

Né le 19 avril 1940 au Mans, M. François Bachelot commença à Angers des études de médecine qu'il acheva à Paris...

HENRI BEAUJEAN UDF-Rad. (GUADELOUPE)

Né le 18 juillet 1923 au Moule (Guadeloupe), M. Henri Beaujean a exercé la spécialité dans la lutte contre le tuberculose...

CHRISTIAN BAECKEROOT FN (Nord)

Né le 26 août 1939 à Veveyres-de-Domme (Dordogne), M. Baeckeroot, expert-comptable, est trésorier du Front national...

EDOUARD BALLADUR RPR (PARIS)

Né le 2 mai 1929 à Smyrne (Turquie), ancien élève de l'ENA, conseiller d'Etat, président-directeur général de la Générale de service informatique...

CLAUDE BARATE RPR (PYRÉNÉES-ORIENTALES)

M. Claude Barate est né le 13 décembre 1943 à Bagat (Pyrénées-Orientales). Maître de conférences de droit public à l'université de Perpignan...

GILBERT BARBIER UDF (JURA)

Né le 3 mars 1940 à Amancey (Doubs), M. Gilbert Barbier est chirurgien-fonctionnaire à l'hôpital de Dole...

DIDIER BARIANI UDF-RAD. (SEINE-SAINT-DENIS)

Né le 16 octobre 1943 à Bellevue-sur-Allier (Allier), M. Didier Bariani est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris...

REMY BENOIT UDF-PR (COTES-DU-NORD)

Né le 19 mars 1937 à Dinard, où il siège au conseil municipal depuis 1965 et dont il est maire depuis 1983...

PIERRE BÉREGOVOY PS (NIÈVRE)

Né le 23 décembre 1925 à Dèville-lès-Rouen, titulaire d'un CAP d'ajusteur et de diplôme de l'Ecole d'organisation du travail...

DOMINIQUE BAUDIS DIV. D. (HAUTE-GARONNE)

Né le 14 avril 1947 à Paris, fils de M. Pierre Baudis, qui a été maire de Toussous de 1971 à 1983 et député de la Haute-Garonne de 1958 à 1978...

MICHEL BERNARD RPR (HAUTE-VIENNE)

Né le 3 septembre 1932 à Limoges, docteur en sciences physiques après avoir fait ses études supérieures scientifiques à Poitiers...

DANIEL BERNARDET EX-UDF-PR (INDRE)

Né le 7 juin 1927 à Lioroux-Saint-Laurent (Indre), diplômé titulaire de directeur d'une petite entreprise de menuiserie...

PIERRE BERNARD-REYMOND UDF-CDS (HAUTES-ALPES)

Né le 16 janvier 1944 à Gap (Hautes-Alpes), M. Pierre Bernard-Reymond est licencié en sciences économiques et sociales...

JEAN BESSON RPR (RHONE)

M. Jean Besson est né le 15 août 1938 à Ollioules (Var). Fondateur-gérant d'une filiale française d'un groupe allemand...

JACQUES BICHET UDF-PR (TERR. DE BELFORT)

Né le 28 mars 1931 à Besançon, M. Jacques Bichet est diplômé de la faculté de médecine...

PIERRE BLEULER UDF-CDS (HAUTES-PYRÉNÉES)

Né le 26 avril 1929 à Saint-Lary (Hautes-Pyrénées), M. Pierre Bleuler est médecin généraliste à Lannemezan depuis 1957...

YVAN BLOT RPR (PAS-DE-CALAIS)

Né le 29 juin 1948 à Saint-Mandé, ancien élève de l'ENA, M. Blot a présidé le Club de l'Horlogerie jusqu'en 1985...

ROLAND BLUM UDF-PR (BOUCHES-DU-RHONE)

M. Roland Blum, avocat au barreau de Marseille depuis 1978, est né le 2 juillet 1945 aux Fenoux-Miravens. Il est vice-président de la Fédération du PR depuis 1979...

G. BOLLENGIER-STRACIER UDF-PR (SARTHE)

Né le 16 février 1929 à Saint-Pol-sur-Mer (Nord), médecin, M. Bollengier-Stracier est maire de Couaines, commune proche de Mans...

JACQUES BOMPARD FN (VAUCLUSE)

Né le 24 février 1923 à Montpellier (Hérault), M. Bompard a été enseignant avant de devenir docteur en chirurgie dentaire en 1975...

JEAN BONHOMME RPR (TARN-ET-GARONNE)

Né le 8 juin 1924 à Fajouliques (Tarn-et-Garonne), Médecin à la retraite, M. Jean Bonhomme est conseiller général depuis 1961...

ROBERT BOREL EX-PS (HAUTE-SAVOIE)

M. Robert Borel est né le 25 janvier 1934 à Nantogney (Ain). Il est enseignant et maire d'Ameyrogney depuis 1977...

GERARD BORDJU PC (SEINE-ET-MARNE)

Né le 21 avril 1928 à Mézière, M. Gérard Bordju a été conseiller F.E.D. Membre du Parti communiste...

BERNARD BOSSON UDF-CDS (HAUTE-SAVOIE)

Né le 22 février 1948 à Annecy, M. Bernard Bosson est avocat, est le fils de Charles Bosson, sénateur centriste de la Haute-Savoie...

HUGUETTE BOUCHARDEAU PS (DOUBS)

Née le 1^{er} juin 1935 à Saint-Etienne (Loire), Agrégée de philosophie, docteur en sciences de l'éducation...

JEAN BOUSQUET DIV.-D. (GARD)

Né le 30 mars 1932 à Nîmes, tailleur, fondateur et PDG de la société Cahard, président du club de football Nîmes-Olympique...

CHRISTINE BOUTIN EX-UDF (YVELINES)

Née le 6 février 1944 à Lamoignon (Indre), M^{lle} Christine Boutin, née Martin, est titulaire d'une licence en droit...

YVAN BLOT RPR (PAS-DE-CALAIS)

Né le 29 juin 1948 à Saint-Mandé, ancien élève de l'ENA, M. Blot a présidé le Club de l'Horlogerie jusqu'en 1985...

ROLAND BLUM UDF-PR (BOUCHES-DU-RHONE)

M. Roland Blum, avocat au barreau de Marseille depuis 1978, est né le 2 juillet 1945 aux Fenoux-Miravens. Il est vice-président de la Fédération du PR depuis 1979...

HENRI BOUVET UDF-RAD. (HAUTE-VIENNE)

Agé de quarante-six ans, membre d'une vieille famille de Limoges, M. Henri Bouvet, diplômé de l'ESSEC, dirige une société d'aménagement de stations de vacances...

JACQUES BONHOMME RPR (TARN-ET-GARONNE)

Né le 8 juin 1924 à Fajouliques (Tarn-et-Garonne), Médecin à la retraite, M. Jacques Bonhomme est conseiller général depuis 1961...

ROBERT BOREL EX-PS (HAUTE-SAVOIE)

M. Robert Borel est né le 25 janvier 1934 à Nantogney (Ain). Il est enseignant et maire d'Ameyrogney depuis 1977...

GERARD BORDJU PC (SEINE-ET-MARNE)

Né le 21 avril 1928 à Mézière, M. Gérard Bordju a été conseiller F.E.D. Membre du Parti communiste...

BERNARD BOSSON UDF-CDS (HAUTE-SAVOIE)

Né le 22 février 1948 à Annecy, M. Bernard Bosson est avocat, est le fils de Charles Bosson, sénateur centriste de la Haute-Savoie...

HUGUETTE BOUCHARDEAU PS (DOUBS)

Née le 1^{er} juin 1935 à Saint-Etienne (Loire), Agrégée de philosophie, docteur en sciences de l'éducation...

JEAN BOUSQUET DIV.-D. (GARD)

Né le 30 mars 1932 à Nîmes, tailleur, fondateur et PDG de la société Cahard, président du club de football Nîmes-Olympique...

CHRISTINE BOUTIN EX-UDF (YVELINES)

Née le 6 février 1944 à Lamoignon (Indre), M^{lle} Christine Boutin, née Martin, est titulaire d'une licence en droit...

YVAN BLOT RPR (PAS-DE-CALAIS)

Né le 29 juin 1948 à Saint-Mandé, ancien élève de l'ENA, M. Blot a présidé le Club de l'Horlogerie jusqu'en 1985...

ROLAND BLUM UDF-PR (BOUCHES-DU-RHONE)

M. Roland Blum, avocat au barreau de Marseille depuis 1978, est né le 2 juillet 1945 aux Fenoux-Miravens. Il est vice-président de la Fédération du PR depuis 1979...

YVON BRIANT FN-CNP (VAL-DOISE)

Né le 5 mai 1954 à Lesneven (Finistère), M. Yvon Briant a été élève au lycée agricole de La Flèche, a servi au 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes...

PAULIN BRUNÉ RPR (GUYANNE)

Né le 24 juillet 1947 à Cayenne, docteur en droit, chargé de mission à la Centre centrale de coopération économique, M. Paulin Bruné est président du RPR en Guyane...

DOMINIQUE BUSSEREAU UDF-PR (CHARENTAISE)

Né le 13 juillet 1952 à Tours (Indre-et-Loire), M. Dominique Bussereau, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, qui fut parti du bureau national des Jeunes républicains...

CHRISTIAN CABAL RPR (LOIRE)

Professeur de médecine, M. Christian Cabal, qui est âgé de quarante ans, est premier adjoint au maire de Saint-Etienne puis mars 1983.

ALAIN CALMAT PS (CHER)

Né le 31 août 1940 à Paris, docteur en médecine, chirurgien-chef de centre hospitalier de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), M. Alain Calmat s'est rendu célèbre par ses titres de gloire dans le monde sportif...

ALAIN CARIGNON RPR (ISERE)

M. Alain Carignon est né le 23 février 1949 à Vizille (Isère). Ancien membre de l'Union des Jeunes pour le progrès, il est conseiller général depuis 1976...

ALAIN CARIGNON RPR (ISERE)

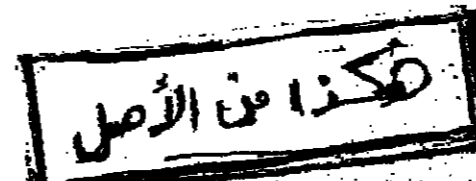
M. Alain Carignon est né le 23 février 1949 à Vizille (Isère). Ancien membre de l'Union des Jeunes pour le progrès, il est conseiller général depuis 1976...

ALAIN CARIGNON RPR (ISERE)

M. Alain Carignon est né le 23 février 1949 à Vizille (Isère). Ancien membre de l'Union des Jeunes pour le progrès, il est conseiller général depuis 1976...

ALAIN CARIGNON RPR (ISERE)

M. Alain Carignon est né le 23 février 1949 à Vizille (Isère). Ancien membre de l'Union des Jeunes pour le progrès, il est conseiller général depuis 1976...



LES ÉLECTIONS

ÉGISLA

Pourquoi reti

Les nouveaux élus

LÉGISLATIVES

JEAN-PIERRE CASSABEL RPR (AUDE)

Né le 31 octobre 1938 à Castelnaudary (Aude), professeur de CES, M. Jean-Pierre Cassabel est élu député (UDR) de l'Aude (3^e circonscription) en juin 1983, battu en 1973. Conseiller général du canton de Castelnaudary en 1970, battu en 1976. Il y est réélu en 1982. Il est maire de Castelnaudary depuis 1971. Secrétaire départemental du RPR depuis 1969, il est le délégué régional de ce mouvement depuis 1976.

ROBERT CAZALET UDF-PR (GIRONDE)

Né le 14 octobre 1924 à Bègles (Gironde), entrepreneur de travaux publics, M. Robert Cazalet est élu maire de Lège en 1972, conseiller général de 1973 et reconstruit réélu ensuite. Il devient, en 1974, président du syndicat intercommunal des basses d'Arcachon. Membre du CNRP, il quitte cette formation en 1985 pour le Parti républicain.

GÉRARD CÉSAR RPR (GIRONDE)

Né le 19 décembre 1934 à Caudéran (Gironde), vitiiculteur, M. Gérard César, maître de Bazan, est élu conseiller général du canton de Pujols en septembre 1973 et reconstruit réélu par la suite. Suppléant de Robert Boulin, député (UDR) de la Gironde (nouvième circonscription), en mars 1973 et en mars 1978, il devient député lors de l'entrée du titulaire au gouvernement, en septembre 1976, puis, de nouveau, en mai 1978. Il est battu aux élections législatives de juin 1981.

PIERRE CEYRAC FN (NORD)

Né le 18 septembre 1946 à Douai, M. Pierre Ceyrac, cadre de direction, est le neveu de M. François Ceyrac, ancien président du CNRP. Ancien président de la section française de Causa International, il est considéré par l'ADEFI (Association pour la défense de la famille et de l'individu) comme le représentant de la secte Moon au France.

DOMINIQUE CHABOCHÉ FN (SEINE-MARITIME)

Né le 12 mai 1937 à Paris, directeur commercial, M. Chaboché a été secrétaire général du Front national de 1973 à 1975. Il en est aujourd'hui vice-président. Il est membre de l'Assemblée européenne depuis 1984.

ALBIN CHALANDON RPR (NORD)

Né le 11 juin 1920 à Revin (Aisne), inspecteur des finances, M. Chalandon appartient, au lendemain de la guerre,

aux cabinets de Léon Blum et de René Mayer, puis à l'état-major du RPF, avant de faire carrière dans la banque, comme directeur général puis comme PDG de la Banque commerciale de Paris (de 1952 à 1968). Il a été secrétaire général de l'UNR puis UDR en 1974-1975. Élu député des Hauts-de-Seine en 1967, il devient l'année suivante ministre de l'Industrie dans le dernier gouvernement Pompidou, puis, de 1968 à 1972, ministre de l'Équipement. Conseiller de M. de Merville et Chaban-Delmas. Réélu député en 1973, il renonce en 1976 à la politique active pour prendre, jusqu'en 1983, la présidence de la société ELF-Aquitaine.

CHARLES DE CHAMBRUN FN (GARD)

Né le 16 juin 1930 à Paris, administrateur de sociétés, M. Charles de Chambrun est élu maire de Montredon (Lozère) en 1964, fonction à laquelle il renonce en 1965. Élu député (MRP) de la Lozère (deuxième circonscription) en novembre 1962, il devient secrétaire d'État au commerce extérieur en 1966. Réélu député (UD) le 15 mars 1973, par M. Jacques Blanc (r.p. ind.), en faveur duquel il se déstabilise.

JEAN CHARBONNEL RPR (CORRÈZE)

Né le 22 avril 1927 à La Fère (Aisne), ancien élève de l'ENA, agrégé d'histoire, conseiller maître à la Cour des comptes, M. Jean Charbonnel, maître de Brive-la-Gaillarde depuis 1966, est déjà député UNR de la Corrèze (élu en 1963) quand il entre dans le troisième gouvernement de Georges Pompidou en 1966, au poste de secrétaire d'État aux affaires étrangères, chargé de la coopération. Membre du secrétariat national de l'UDR-UDT, fervent militant d'un gaullisme gauchiste, il est réélu député de la Corrèze en 1968 et préside la commission des finances de l'Assemblée nationale (de janvier 1971 à juillet 1972) avant d'être nommé ministre du développement industriel et scientifique dans les premiers et seconds cabinets de M. Pierre Messmer, jusqu'à la mort de Georges Pompidou. Réintégré à la Cour des comptes en 1976, la Fédération des républicains et du progrès, rompue des alliances avec M. Chirac, qu'il accuse de vouloir mettre la main sur le mouvement gaulliste, puis se réconcilie avec celui-ci et devient délégué général du RPR en 1980-1981, tout en demeurant, de longue date, fidèle à M. Jacques Chaban-Delmas. Président du club Nouvelle frontière, il est l'auteur de l'«Aventure de la fidélité et de Comment peut-on être opposant?»

HERVÉ DE CHARETTE UDF-PR (NIÈVRE)

Né le 30 juillet 1938 à Paris, Hervé de Charette, diplômé de HEC et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, est entré en 1966 au Conseil d'État, où il est maître des requêtes depuis 1973. Successivement conseiller technique adjoint au directeur du cabinet de Georges Goré, ministre du travail, de l'emploi et de la population (1973-1974), chargé de mission au cabinet de René Djoud, secrétaire d'État pour les travailleurs immigrés (1974-1976), directeur du cabinet de Christian Beullac, ministre du travail (1976-1978), puis ministre de l'Éducation (1978), président de la SONACOTRA (1980-1981), Hervé de Charette est conseiller municipal municipal de Nevers depuis 1983.

MAURICE CHARRETTIER UDF-PR (VAUCLUSE)

Né le 17 septembre 1926 à Saint-Genès-de-Comolans (Gard), résistant dans le Vercors, puis engagé volontaire pendant la deuxième guerre mondiale, M. Charrettier est avocat, inscrit au barreau de Carpentras. Ministre du commerce et de l'artisanat dans le gouvernement de M. Raymond Barre de 1979 à 1981, élu député de la Vaucluse en 1978, M. Charrettier a été battu en 1981 par M. André Boré (PS). Membre du Conseil économique et social de 1975 à 1977, conseiller général de 1967 à 1973, M. Charrettier est depuis 1965 et vice-président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il est président départemental de l'UDF.

JEAN CHARROPPIN RPR (JURA)

Né le 31 mai 1938 à Besançon, M. Jean Charroppin est pharmacien. Il est secrétaire départemental du RPR et maire de Champagnole depuis 1983.

JACQUES CHARTRON RPR (CREUSE)

Né le 19 juin 1922 à Hérisson (Meurthe-et-Moselle), Jacques Chartron est secrétaire national du RPR. Après avoir été chef de cabinet du préfet du Cantal, puis du Gers, il devient sous-préfet de Mirande (Gers) en 1954. Cinquante ans plus tard, il est nommé chef de cabinet du préfet d'Alger et, en janvier 1962, sous-préfet de Dijon (Côte-d'Or), puis, en mars 1968, secrétaire général de la Loire. En avril de la même année, il est rappelé à Paris pour occuper les fonctions de sous-directeur des affaires politiques au ministère de l'Intérieur. En septembre 1969, il est nommé préfet de la Savoie, puis, en mai 1973, préfet de la Savoie. Après avoir été directeur de la DST (mars

1974-avril 1978), il devient préfet du Bas-Rhin, préfet de la région Alsace, et le reste jusqu'en mai 1981.

ALAIN CHASTAGNOL RPR (LOT)

Né le 15 février 1945 à Paris, ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, professeur agrégé de lettres classiques, M. Chastagnol a été chargé de mission au conseiller technique dans divers cabinets ministériels, entre 1969 et 1976. D'août 1976 à juin 1979, il est chargé de mission au cabinet du premier ministre (M. Raymond Barre). M. Chastagnol est maire (depuis 1977) et conseiller général (depuis 1985) de Souillac. Il est chargé de mission auprès du secrétaire général du RPR.

BRUNO CHAUVIERRE FN (NORD)

Né le 22 décembre 1942 à Uzay-le-Venon (Cher), M. Chauvierre est professeur à l'UER des techniques de réajustement de l'université Lille-III. Nommé en 1980 chargé de mission du RPR pour le Nord-Pas-de-Calais et secrétaire général de la fédération du Nord, il a conduit aux élections municipales de 1983, à Lille, la liste de l'opposition contre M. Mauroy avant de quitter le mouvement, deux ans plus tard, à la veille des élections cantonales. Élu conseiller général, il a rejoint le Front national en septembre 1985.

GEORGES CHAVANES UDF-CDS (CHARENTE)

Agé de soixante ans, M. Georges Chavanes est membre du CDS depuis 1983 et se déclare bariste. Il ne démissionne jusqu'à son mandat électif. Président du conseil de surveillance de Leroy-Somer, il a dirigé pendant trente ans ce groupe industriel qui est le premier constructeur européen de petits moteurs électriques et le principal employeur de la Charente. M. Georges Chavanes a été président de l'Institut pour le développement industriel (IDI) et de l'Association Ouest-Atlantique et de l'Agence nationale pour la création d'entreprises.

PAUL CHOLLET UDF (LOT-ET-GARONNE)

Né le 10 avril 1928, M. Paul Chollet est pédicure. Adjoint au maire d'Agen depuis mars 1983, M. Paul Chollet est conseiller général du canton d'Agenc Centre depuis août 1981 et siège au conseil régional d'Aquitaine en tant que représentant élu par les conseils municipaux.

GEORGES CHOMETON UDF-CDS (PUY-DE-DOME)

Artisan boucher à Saint-Bonnet-le-Chastel, M. Chometon, âgé de

cinquante-huit ans, est élu conseiller municipal de Saint-Bonnet en 1953. Il devient maire adjoint en 1959 puis maire en 1971. Deux ans plus tard, il est élu conseiller général de Saint-Germain-l'Herm.

M. Chometon, qui préside le groupe d'opposition du conseil général, est président départemental du CDS et de la chambre de commerce et d'industrie d'Amber. Il est marié et père de quatre filles.

JEAN-CLAUDE CHUPIN PS (MAINE-ET-LOIRE)

Né le 3 juillet 1943 à Cholet (Maine-et-Loire), M. Jean-Claude Chupin a été permanent de la fédération socialiste de ce département de 1978 à 1983. Récemment élu conseiller municipal aux élections cantonales de 1982 dans le canton de Gennez, il est chef de service à la mairie d'Angers.

ANDRÉ CLERT PS (DEUX-SEVRES)

Né le 22 juin 1921 à Aygnonay (Deux-Sèvres), M. André Clert, médecin généraliste, opte pour la médecine à Niort. Nommé inspecteur de la santé en 1964 puis en 1969 médecin-conseil régional du régime des commerçants et artisans, il assume parallèlement des responsabilités dans le mouvement associatif. Élu conseiller municipal de Niort en 1959 sur la liste de René Galliard, décédé en décembre dernier, dans il était le premier adjoint. M. André Clert est également conseiller général depuis 1973.

GEORGES COLOMBIER UDF-PR (ISÈRE)

Né le 8 mars 1940 dans l'Isère, Georges Colombier est ouvrier chef d'équipe dans une entreprise d'électroménager. Il est conseiller général du canton de Saint-Jean-de-Bourny depuis 1982 et vice-président de l'Assemblée départementale depuis 1985. Maire de Meylan-les-Éaux depuis 1973, Georges Colombier avait été candidat aux élections législatives de juin 1981 contre M. Christian Nucci (PS), ministre délégué chargé de la coopération et du développement.

ROGER COMBRISSON PC (ESSONNE)

Né le 22 février au Châtelet-en-Brie (Seine-et-Marne), M. Roger Combrisson entre en 1941 à la SNCF. Maquilleur en Savoie, il est arrêté en 1943 et déporté au camp de concentration de Flossenbürg. En 1952, il est nommé chef de district à la SNCF. Militant de la CGT, il en est de 1953 à 1959 secrétaire de la fédération des cheminots et saire de la fédération des ingénieurs et ce-

drois. Adhérent de la Jeunesse communiste en 1936, il est élu conseiller municipal de Corbeil-Essonnes depuis 1951 ; en 1959, il en devient le maire. Conseiller général du canton de Corbeil de mars 1964 à mars 1976, il laisse alors sa place à un autre membre du PC, mais est à nouveau élu au conseil général en mars 1985, quand le canton de sa ville est découpé en deux. En mars 1967, il est élu député de l'Essonne, 1973 et en mars 1978, il est devenu par son socialisme, M. Michel Berson, au premier tour de juin 1981 ; il se déstabilise alors en sa faveur. En mars 1985 il est réélu maire de Corbeil-Essonnes.

SÉBASTIEN COUPEL UDF-CDS (COTES-DU-NORD)

Né le 6 juin 1938 à Andel, dans il est le maire depuis 1965. Sébastien Coupel, architecte, est conseiller général de Lamballe depuis 1982 après l'avoir été de 1976 à 1978. Élu député de la première circonscription des Côtes-du-Nord (Saint-Brieuc) en 1978, il avait été battu en 1981.

BERTRAND COUSIN RPR (COTES-DU-NORD)

Né le 12 janvier 1941 à Brest, Bertrand Cousin est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, diplômé d'études supérieures de sciences politiques, titulaire de certificats d'histoire moderne et contemporaine, professeur en anglais de l'université, proficien en Cambridge et ancien élève de l'ENA. Auditeur au Conseil d'État (1969), chargé de mission auprès du ministre de la Culture (1971-1972), commissaire au tourisme (1971-1972), rapporteur près la Cour de discipline budgétaire et financière (1973), secrétaire général du Haut Comité de la jeunesse, des sports et des loisirs (1974-1976), maître des requêtes au Conseil d'État (1976), directeur du cabinet de la présidence puis secrétaire général de la société nationale de programme France régions 3 (1978), chef de service juridique des services de l'information dans que et technique de l'information dans les services de la SOFIRAD, de RMC, ministre de la Société nationale des entreprises de presse (1979-1982), Bertrand Cousin, qui quitte alors le Conseil d'État, est directeur général adjoint de Socpresse (dont Robert Hersant est le président-directeur général) depuis 1984 et, depuis 1985, gérant de l'agence française de communication. Il a été élu conseiller municipal de Brest en 1983.

JEAN-MICHEL COUVE RPR (VAR)

Né le 3 janvier 1940 au May (Var), M. Jean-Michel Couve, cardiologue, est maire de Saint-Tropez depuis mars

(Lire la suite page 12.)

Valeurs de croissance.

Pourquoi la société d'investissement international Rolinco retient-elle l'attention des investisseurs avertis?

Dans une conjoncture en redressement où les taux d'intérêt tendent à la baisse, les perspectives de croissance sont favorables pour les entreprises. Ceci est plus particulièrement vrai pour les industries de pointe, pour les sociétés dont les actions sont connues sous le dénominateur : valeurs de croissance. Mais pour dynamiser et asseoir vos placements en 1986, il ne sera pas facile de faire le juste choix dans ce secteur extrêmement

sensible et diversifié, surtout au niveau international. Comment vous orienter ? 1^{er} investisseur d'Europe Rolinco, société d'investissement international en valeurs de croissance, est reconnue par les investisseurs qui privilégient la plus-value sur les dividendes, comme particulièrement dynamique et fiable. Dans ce domaine où une bonne anticipation est indispensable, la

sûreté de Rolinco qui est celle du Groupe Robeco, 1^{er} investisseur d'Europe a été confirmée par ses résultats à long terme. En vue d'interroger votre banque ou votre agent de change appelez-nous au (16-1) 4723.74.80 chez Robeco France. Nous vous ferons parvenir un dossier gratuit que vous recevrez aussi en envoyant le coupon-réponse ci-après à Robeco France, 30 avenue George V, 75008 Paris.

Robeco France, 30 avenue George V, 75008 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part, votre dossier sur le Groupe Robeco et sa société Rolinco.

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____ TEL: _____



Société d'investissement en valeurs-croissance du Groupe Robeco.

هكذا من الأصل

كندا من الأصل

étranger

AMÉRIQUES

AVEC LES 400 000 HAITIENS DE NEW-YORK

Rentrer au pays ou se réjouir de loin...

Ecrivain haïtien installé en France depuis une quinzaine d'années, Jean-Claude Charles, après la chute de la dynastie Duvalier, a voulu revoir son pays. En route, il s'est arrêté à New-York et à Miami, où sont établies de fortes communautés d'émigrés haïtiens et où il a lui-même vécu.

New-York. - Nous sommes environ deux mille, tassés dans la nef centrale de la cathédrale Saint Patrick, à Manhattan. Ceux qui se préparent à partir et ceux qui vont rester. Ceux qui croient que quelque chose a changé et ceux qui n'y croient pas. Beaucoup sont pourvus d'un petit fanion bleu et rouge, les couleurs de l'indépendance en 1804, que le drapeau national vient de reprendre et qu'ils agitent au-dessus de leur tête. On est venu prier pour la libération totale d'Haïti. Les dix prêtres et les six diacres haïtiens qui ont pris l'initiative de cette messe d'action de grâces, tiennent à cette formulation. Le Père William Smarth prononce en créole un sermon incendiaire : « Que l'administration Reagan prenne garde de ne pas s'ingérer dans les affaires haïtiennes ! ». Mouvement de drapeaux et applaudissements. Les répliques fusent dans la maison du Seigneur. S'exprimant en français, le cardinal John O'Connor, archevêque de New-York, joue le jeu : « La justice est le premier devoir de tout gouvernement. » Succès assuré.

Marc Bazin, ex-ministre des finances de « Bébé Doc », l'homme donné comme le mieux placé pour remporter les futures élections, est là. Il salue, souriant, à la sortie de l'office. Ce quinquagénaire sportif semble effectivement bénéficier d'une forte cote d'amour. Dans la voiture qui nous mène à son hôtel, Bazin évoque « le sentiment anti-américain très fort dans la communauté ». Il ajoute : « Mais ce sont des gens très pragmatiques. » Un peuple qui vit dans les normes.

Une aide au retour

« Les enfants scolarisés en anglais posent un vrai problème », me dit William Smarth. Nous sommes dans la maison des prêtres haïtiens de Brooklyn, les *Haitians Fathers*, à Crown Heights, un de ces quartiers de brique sombre et de chaufsses défoncées dont cette ville a le secret, non loin de Prospect Park. La dernière fois que j'y suis venu, il y a quatre ans, les gens se plaignaient des gangs de gamins et certains démenageaient vers East New-York. Maintenant, la tendance est au retour. Y compris pour les Blancs, chassés par les loyers élevés de Long Island.

Les *Haitians Fathers* sont une véritable institution. Vieille de quinze ans. A mi-chemin entre une action pastorale classique et un travail communautaire au ras du quotidien (contre le chômage, aide d'urgence, problèmes sociaux en général). L'intervention politique est constante, notamment à propos des droits de l'homme et des réfugiés. Attitude que le Père Smarth oppose à celle de « l'Eglise américaine qui voudrait enfermer les gens dans la prière ».

Originaire de Cavallon, ville du sud d'Haïti, mon interlocuteur est lui-même une institution dans l'institution. C'est la banque de données qu'on vient consulter pour tout ce qui concerne les Haïtiens à New-York. Le service américain de l'immigration l'a même appelé pour lui poser, en l'absence de statistiques exactes, la question fondamentale : « Combien sont-ils ? ». 400 000, estime William Smarth, l'œil malin.

« Fermeture en septembre du consulat américain à Nice. » Par mesure d'économie, le consulat américain de Nice cessera son activité le 30 septembre prochain. Cette décision fait partie d'un plan de restriction budgétaire du département d'Etat, qui prévoit au total la fermeture de sept consulats américains dans le monde. - (AFP.)

(Publicité)

CURE THERMALE 1986

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil. De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Leader du Thermalisme Français : Documentation gratuite n° 33 (Inbergement et cure) à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Maison du Thermalisme, 32 av. de l'Opéra 75002 PARIS. Tél. (1) 47.42.67.81.

cieux derrière ses lunettes à monture d'écaille. « Il faut tenir compte des nombreux sans-papiers. »

New-York est donc la deuxième ville haïtienne du monde, après Port-au-Prince qui compte aujourd'hui un million d'habitants, autant que toute la diaspora. L'immigration s'est développée à la fin des années 50, avec les premiers effets de l'arrivée au pouvoir de François Duvalier.

A New-York, deuxième ville haïtienne du monde, après Port-au-Prince, il y a ceux qui croient que quelque chose a changé dans leur pays, et ceux qui en doutent...

puis s'est accélérée vers 1971, après l'accession à la présidence à vie de Jean-Claude Duvalier.

Vont-ils retourner chez eux ? Tout porte à croire que ce ne sera pas le cas. Les anciens immigrants, naturalisés ou résidents, sont relativement bien intégrés dans la société américaine. Ils ont du travail, vivent bien et, même s'ils continuent à avoir des liens privilégiés avec leur pays d'origine, ils ne sont pas prêts à faire un saut dans l'inconnu. Les immigrants récents, quant à eux, en particulier les 50 000 à 60 000 réfugiés qui avaient fait une demande d'asile, ont souvent été dépourvus de leurs biens par les tontons macoutes.

« Contre ces réfugiés, le service américain de l'immigration pourrait faire valoir qu'ils ne sont plus persécutés, remarque le Père Smarth. Voir envisager une aide au retour à la française. Encore faut-il examiner dans quelles conditions. Tenir compte des cas spécifiques. Surtout pas de décision générale. Et ne pas perdre de vue que les bases matérielles pour une réinsertion n'existent pas en Haïti. »

Plus délicat est le problème des enfants. Haïtiens-américains de fait, au regard de l'administration, quel que soit le statut de leurs parents, ils se sont adaptés avec une étonnante facilité. Les arracher à ce qui, pour eux, n'est pas véritablement un exil est malaisé. Les garder ici l'est tout autant. Un vrai casse-tête.

A l'angle de la 84^e West Street et d'Amsterdam Avenue, coté entre une pizzeria, et un magasin de « délicatessen », se tient le libraire de la communauté, Jacques Moringlane. Le département de l'éducation de la ville de New-York s'adresse régulièrement à lui pour se procurer le matériel pédagogique

destiné aux enfants haïtiens. Il me montre les listes des commandes récentes. Essentiellement des manuels en créole d'apprentissage de la lecture, écrits selon la dernière orthographe en vigueur. Tels que ces *Egessis pou devlope l'espri* (exercices pour développer l'esprit).

Ces acquisitions sont utilisées dans le cadre précis qui vise à faire passer les enfants directement à

l'américain, par le truchement du créole. Pour eux, le français serait perdu à jamais, n'étant le masque d'ouvrages en créole. Lorsqu'on s'éleve d'un cran, au niveau des jeunes déjà scolarisés en Haïti, on voit s'imposer le détour par le français. « Avec, par exemple, des livres de mathématiques ou de biologie, précise Jacques Moringlane. Ce phénomène est encore plus intéressant dans les universités, dont les étudiants et chercheurs constituent le gros de ma clientèle. »

« As-tu ton visa ? »

Drôle de bonhomme. Mulâtre, de taille moyenne, la soixantaine alerte et joviale, ce comptable de formation n'expose pas de livres dans sa vitrine, mais des tableaux et des sculptures. Cela lui a été imposé par l'évolution du quartier. Naguère, les Haïtiens y étaient légion. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux sont partis. « Ils ne peuvent plus déboursuer deux mille dollars par mois pour des appartements qui leur coûtaient dix fois moins cher il y a à peine cinq ans. » Les nouveaux habitants sont des Américains blancs à pouvoir d'achat plus élevé, qui peuvent être tentés par le marché de l'art.

Plus au sud, de l'autre côté du pont, à Brooklyn Heights, les locaux de l'hebdomadaire trilingue *Haiti Observateur*. Le plus grand périodique haïtien à New-York : un tirage de 50 000 à 55 000 exemplaires, lu chacun par cinq personnes en moyenne. Sur la porte d'entrée, une inscription sur fond bleu et rouge : « Je suis Haïtien, j'en suis fier. » Dans les bureaux, c'est l'euphorie. L'hebdo se prépare à ouvrir son siège à Port-au-Prince. « Bonne année ! »

Entre les Haïtiens à New-York, ces échanges de vœux tardifs résonnent étrangement. Comme si 1986 ne commençait que maintenant. Comme si le temps s'était arrêté une éternité. On se congratule. On s'embrasse. Une question revient sans cesse : « As-tu ton visa ? »

Glody Saint-Phard, un des fondateurs de l'hebdomadaire, débarque de La Nouvelle-Orléans, où il est psychiatre. Petit, rond, bedonnant et grisonnant, ce bout-en-train hors pair savoure à voix haute son premier déjeuner de retour au pays natal : « Potsson en daube sur un lit de riz blanc glacé de Saint-Marc, arrosé de pois rouges en sauce. » Rire général.

Haiti Observateur est né en 1977 de la pionnière des radios pirates : Vonvon (Radio Bourdon). Une heure d'émission quotidienne à partir d'une station (30 kilowatts sur ondes courtes) parfaitement câblée en Haïti. « Une ancienne propriété de la CIA, cède à l'Église vaudou », dit Ray Joseph, barbe poivre et sel, ex-animateur devenu directeur de l'hebdo après quatorze ans comme rédacteur financier au *Wall Street Journal*. Tous les jours, au 485, Madison Avenue, une poignée de Don Quichotte ont lardé la dictature d'informations et de sarcasmes. On raconte qu'un jour, à l'écoute de Radio Vonvon, « Papa Doc » cassa son récepteur dans un accès de colère. Le moment le plus fort de l'émission avait été confié à un prétendu hongkong (prêtre vaudou) se faisant appeler Frère le Poule. Sa chronique de cinq minutes était digne d'un Alfred Jarry tropical en transe.

Ray Joseph possède dans ses archives des témoignages de gens qui affirment avoir « vu de leurs yeux » l'ordonnateur de ces atrocités hertziennes métamorphosées en coq rouge ou en cochon noir ! Or, ce mystérieux Frère le Poule était... le docteur Saint-Phard.

Une véritable histoire de la résistance commence à s'écrire. Avec ses vérités et ses légendes. Ses vrais actes de courage et ses coups de bluff. Sa logique profonde et ses dérives inattendues, depuis parfois plus de trente ans, d'hommes et de femmes, à travers les continents, avec leurs enfants, leurs valises, leurs nostalgies, leur blues, et l'espoir nouveau qui se lève.

JEAN-CLAUDE CHARLES.

[Âgé de trentise ans, Jean-Claude Charles a publié plusieurs ouvrages en France, parmi lesquels un essai : *Le Corps noir* (1980, Hachette). De ses jolies petites plages (Stock, 1982), *Bamboules bambouche* (Barrault, 1984) et *Manhattan Blues* (Barrault, 1985).]

AFRIQUE

République sud-africaine

Les autorités prévoient une « relance modérée » de l'économie

Le président américain, M. Ronald Reagan, a reconstruit, mardi 17 mars, pour une durée indéterminée, les sanctions économiques imposées en septembre dernier à l'Afrique du Sud pour protester contre le régime d'apartheid. « Les politiques et les actions du gouvernement d'Afrique du Sud continuent de constituer une menace substantielle et exceptionnelle pour la politique étrangère et l'économie des États-Unis », affirme M. Reagan dans une déclaration écrite transmise au Congrès annonçant la poursuite des sanctions contre l'apartheid, « aussi longtemps que ces mesures s'avèreront nécessaires ». Ces mesures sont notamment un embargo sur l'importation aux États-Unis de pièces d'or Kruggerand, sur les crédits accordés au gouvernement sud-africain et sur les exportations d'ordinateurs destinés aux agences gouvernementales sud-africaines chargées de l'application du régime d'apartheid. - (AFP.)

De notre correspondant

Johannesburg. - Estimant qu'il y a une tendance à la reprise, le ministre des finances, M. Barend du Plessis, a présenté, mardi 17 mars, un budget de « relance modérée » pour l'année fiscale 1986-1987. Celui-ci se traduit par une augmentation de 21 % par rapport à l'exercice précédent, soit un montant de 37,5 milliards de rands (130 milliards de francs). Le déficit prévu est de 3,9 milliards de rands, soit 2,7 % du PNB. Il sera financé par l'épargne locale. M. Barend du Plessis ne prévoyait pas de faire appel aux crédits internationaux. « Nous devons faire preuve de discipline », a-t-il indiqué, « afin de nous assurer que nous n'avons pas besoin d'eux. »

Le ministre des finances estime que la reprise, qui s'est manifestée depuis le début de l'année grâce au raffermissement des cours de l'or et à une remontée de la valeur du rand, se poursuivra et permettra d'atteindre un taux de croissance de plus de 3 % (- 1 % pour l'année 1985-1987). Le but recherché est une expansion modérée qui doit favoriser un excédent de la balance des paiements courants de 4 à 5 milliards de rands (7,1 milliards pour l'année 1985-1986), afin de faciliter le remboursement de la dette extérieure (14 milliards de dollars à court terme).

Le 20 février dernier, un accord est intervenu entre l'Afrique du Sud et ses trente principaux banquiers internationaux pour le paiement sur douze mois de 5 % de cette somme. Les difficultés financières de Pretoria ont entraîné, au cours du deuxième trimestre 1985, une fuite des capitaux évaluée à 8 milliards de rands par M. Barend du Plessis, qui a réaffirmé que son pays n'était pas en faillite mais devait faire face à des problèmes de trésorerie.

Dans son discours, il a proposé d'encourager l'investissement et la consommation. Tout d'abord, en réduisant de 5 % l'impôt sur le revenu et en supprimant la surcharge de 7 % décrite l'an dernier. Ensuite, il s'est engagé à supprimer les règles administratives, qui, dit-il, sont une entrave à la libre entreprise, à encourager le secteur « informel », et à privatiser certaines entreprises publiques pour réduire le charge de l'Etat. Ce coup de pouce en faveur d'une relance reste toutefois prudent afin d'éviter une trop forte demande qui nourrirait davantage l'inflation. Celle-ci a atteint son plus haut taux annuel depuis six ans avec 20,7 %. De l'avenue de « ministères des finances, elle ne diminuera pas dans les mois à venir.

M. Barend du Plessis a également fait l'accent sur l'amélioration de la condition des plus pauvres. « Le gouvernement a conscience des disparités et des retards qui, malheureusement, subsistent dans de nombreux secteurs en Afrique du Sud », a-t-il déclaré, « et nous allons consacrer 320 millions de rands pour permettre de créer des emplois, d'améliorer les qualifications et la qualité de la vie », à laquelle il faut ajouter 311 millions pour le logement.

Il y a eu cela exécuté les vœux du président de la République formulés lors de son discours d'ouverture du Parlement, le 31 janvier. D'une manière générale, la répartition des dépenses du budget 1986-1987 est semblable à celle de l'an dernier, la défense et l'éducation se taillant, comme d'habitude, la part du lion. Une augmentation de 13,7 % pour le premier ministère et de 19,30 % pour le second, tandis que l'éducation pour les Noirs (primaire et secondaire) progresse de 27,8 %. De son côté, la police voit sa part augmenter de 12,2 %, dont 62 % pour les seules unités anti-émeutes.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ASIE

Les communistes philippins face à M^{me} Aquino

(Suite de la première page.)

A Negros, en revanche, la situation reste tendue. L'île, où l'injustice sociale est patente (la grande masse des ouvriers des plantations gagne en moyenne un dollar pour douze heures de travail), est aussi une région où la NPA s'est rapidement développée ces trois dernières années. Selon Ka Ernesto, elle dispose de huit cents combattants à Negros et de vingt mille au niveau national (seize mille, selon les estimations américaines).

La situation des ouvriers du sucre et la crise économique ont contribué à grossir les rangs de l'insurrection. Par une politique d'amnistie et d'ouverture, le gouvernement Aquino espère inciter une partie des combattants à « descendre des collines », à abandonner la lutte armée.

Les militaires ont demandé à l'Eglise d'essayer de convaincre les rebelles de négocier. Mgr Antonio Fortich, évêque de Bacolod, nous dit avoir eu une entrevue à ce sujet avec le général Ramos, chef d'état-major. Le prélat estime que ces contacts n'ont pas de chance d'aboutir tant que l'armée continuera ses opérations. La Commission des affaires publiques de la conférence épiscopale des Philippines doit se réunir pour définir la manière dont l'Eglise pourrait avoir un rôle actif d'intermédiaire.

Les communistes craignent que les initiatives du gouvernement ne suscitent des défections dans leurs rangs. C'est pourquoi ils condamnent l'idée de négociations au niveau local : « S'il doit y avoir négociations, c'est seulement avec le comité central », nous dit Ka Ernesto, affirmant que le parti est uni et qu'il n'y a pas de débat sur

la stratégie à suivre, contrairement à ce que laissent penser certaines rumeurs.

Sur le rôle de l'Eglise, Ka Ernesto déclare que le parti est ouvert à toute initiative : « L'Eglise qui a joué un rôle politique essentiel dans la révolte populaire contre le régime Marcos peut jouer un rôle d'intermédiaire. D'anciens prisonniers politiques comme José Maria Sison (fondateur du Parti communiste marxiste-léniniste en 1968, arrêté en 1977 et libéré il y a une semaine) peuvent également avoir une autorité morale dans le parti. »

A court terme, Ka Ernesto analyse ainsi la situation : « La « révolution » qui s'est cristallisée autour de Cory Aquino est une expérience populaire dont il faut tenir compte. Mais la chute de Marcos ne rend que plus évidents les problèmes, même sans lui. Il y a une grande différence de vue entre les villes, à commencer par Manille, et les campagnes, victimes d'injustices sociales multinationales. Ici, une des premières questions à résoudre est la réforme agraire. Dans les conditions présentes, la lutte armée demeure pour nous une priorité et les campagnes restent notre zone d'action privilégiée. »

« L'autre train est arrivé »

Et la légalisation du parti ? « Cela ne nous apporterait rien que le droit de pouvoir exprimer publiquement nos opinions. Les problèmes à résoudre n'ont pas changé même si le gouvernement a changé. » « Cory Aquino est

porteur de réformes démocratiques, et son gouvernement bénéficie, pour l'instant, d'une grande légitimité populaire. Mais c'est aussi un gouvernement en crise latente, divisé entre les intérêts des grands capitalistes, de l'armée et des défenseurs des droits démocratiques. Beaucoup aujourd'hui comme des « héros du peuple » ne sont que les tortionnaires d'hier. »

« Ce ne sont pas des sans Dieu... »

Tout en poursuivant la lutte armée, les communistes entendent aussi mener indirectement leur lutte sur un autre front : celui des organisations de masse légales « afin de pouvoir apporter un soutien aux éléments progressistes » du gouvernement. Ce travail politique, à travers des organisations de masse qui sont plus ou moins dans la mouvance du PC et dont certains éléments sont ouvertement influencés par lui, sera dans les mois qui viennent l'élément novateur de la stratégie du PC. « Nous attendions un train [la révolution], mais c'est un autre qui est arrivé. Nous ne devons pas pour autant renoncer à le prendre », nous disait récemment à Manille le père de La Torre, emprisonné par Marcos, qui l'accusait d'avoir appartenu au Front national démocratique.

« La politique du gouvernement Aquino a ouvert de nouveaux espaces démocratiques que nous devons occuper », ajoute-t-il. L'action des communistes est en fait appuyée par une minorité de prêtres et de religieux qui, sans épouser les thèses marxistes, jugent avoir des objectifs de jus-

tice sociale compatibles avec ceux du PC. La petite Église où nous rencontrons Ka Ernesto témoigne des connivences existant entre le Front national démocratique et certains prêtres. Le Père Wilfredo Deglilla, de la paroisse de Suay, une autre localité au nord de Bacolod, ne cache pas ses sympathies : « Il n'y a pas de différences fondamentales pour les villageois entre les communistes et les chrétiens. Beaucoup de NPA continuent à aller à l'église quand ils le peuvent. Ce ne sont pas des sans Dieu, car ils se sacrifient pour le peuple. A Negros, je connais trois ou quatre religieux qui ont pris le maquis. En tant que prêtre, je condamne la violence, mais lorsqu'il n'y a pas d'autre possibilité et que c'est le peuple qui décide de réagir, nous devons l'accepter. »

« La plupart des membres de la NPA sont chrétiens », admet Ka Ernesto. « La religion et la révolution ne sont pas incompatibles : c'est une question de choix personnel. » A Negros, de nombreuses communautés chrétiennes de base existent dans des zones contrôlées par la NPA, nous dit un missionnaire irlandais. « Il y a un respect mutuel et une coexistence de fait entre les deux actions », précise-t-il. Un autre prêtre, d'une paroisse de montagne, est plus circonspect dans ses jugements sur les communistes. Il estime que la NPA, même si les paysans au-delà de leurs faibles capacités, « Sans doute, dit-il, la moitié des combattants de la NPA ont rejoint ses rangs parce qu'ils ne voyaient pas d'autre solution, mais je pense que leur n'est pas le moyen de faire la révolution. »

PHILIPPE PONS.

Cambodge

LA « SOLUTION POLITIQUE » DU PRINCE SHANOUK

Pékin. - La coalition cambodgienne du prince Norodom Sihanouk, a pour la première fois, proposé, lundi 17 mars, au Vietnam, une solution politique au conflit du Cambodge passant par le retrait des forces vietnamiennes en deux temps et la formation d'un gouvernement avec les partisans du régime prouviétnien de M. Heng Samrin à Phnom-Penh.

Dans un texte signé conjointement par le prince Sihanouk et par ses alliés, le chef nationaliste Son Sann et le dirigeant khmer rouge Khieu Samphan, la coalition tripartite déclare accepter de négocier avec Hanoi un retrait de ses troupes en deux temps, qui serait le prélude à un cessez-le-feu. Il serait suivi de négociations avec le régime de Phnom-Penh pour la mise en place d'un gouvernement quadripartite.

C'est la première fois que les trois composantes de la coalition se déclarent ensemble prêtes à la formation éventuelle d'un gouvernement incluant M. Heng Samrin et ses partisans. La coalition, reconnue à l'ONU comme le seul représentant légitime du Cambodge, a également décidé, pour la première fois, la formation d'un comité de coordination militaire pour améliorer la coopération de la résistance sur le terrain. De source diplomatique, on estime qu'il sera difficile pour Hanoi de refuser d'embêter ces propositions.

On observe, par ailleurs, que les leaders de la coalition cambodgienne se sont réunis à Pékin pendant la visite du premier adjoint au président du conseil soviétique, M. Ivan Arkhipov, arrivé samedi à Pékin pour dix jours d'entretiens. - (AFP, Reuters.)

LE SORT
contre la po

Avec I
et I

LE SORT DES OTAGES FRANÇAIS AU LIBAN ET LES NOUVELLES TENSIONS AU PROCHE-ORIENT

« La défaite des socialistes est due à la pression des musulmans contre la politique de soutien à Israël et à l'Irak » affirme la radio iranienne

La bataille pour la libération des otages français marque le pas décisif de la formation d'un nouveau gouvernement. Le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, après avoir fait le point de la situation, lundi 17 mars, avec le président Mitterrand, a affirmé que « les initiatives gouvernementales ne se relèveront pas », mais qu'il faudrait « attendre maintenant quelques heures ou quelques jours avant que tout cela puisse être repris ».

M. Dumas a ensuite reçu les trois émissaires officiels qui ont été à Beyrouth, Damas et Téhéran (respectivement M. Bédaride, Serrant et Rouleau) afin de rassembler tous les éléments qu'ils auraient pu recueillir durant leur mission. Celui-ci semble, de toute façon, terminée, puisque M. Boidevaux qui a fait lundi soir ses adieux au Quai d'Orsay, doit prendre cette semaine son poste d'ambassadeur à Bonn. M. Rouleau, pour sa part, regagnera Tunis.

Dans une première réaction aux résultats des élections françaises, la radio iranienne a affirmé lundi, que « la défaite des socialistes est due à leur politique étrangère erronée au Moyen-Orient et à la pression exercée par les musulmans du monde contre leur politique de soutien à Israël et à l'Irak. Une décadence des partis existe en France, ce qui veut dire que la stratégie des différents groupes est identique. Cependant, a ajouté la radio, la pression de l'opinion publique française peut modifier la politique des partis qui ont gagné les élections ».

En attendant, la polémique entre les émissaires du gouvernement français - se poursuit à Paris. M. Omarne Adham, qui dit avoir été chargé par le président François Mitterrand d'une mission auprès du président syrien Hafez el-Assad, a déclaré lundi, à l'AFP, que « seule la Syrie pouvait garantir un éventuel accord entre les ravisseurs et les autorités françaises. M. Adham a indiqué qu'il avait été chargé par le président Mitterrand, vendredi dernier dans la matinée, de se rendre à Damas, en compagnie de M. Pierre Martin. Arrivé vendredi après-midi à Damas, j'ai été reçu en audience au palais de la présidence, à 17 heures, et j'ai, précisons qu'il était porteur d'un message écrit et d'un message oral au chef de l'Etat syrien - dont il s'est abstenu de divulguer le teneur ».

L'audience a été précédée d'un entretien téléphonique entre le président Mitterrand et le président syrien, a-t-il dit, soulignant qu'il n'est

« jamais fait mention de cette démarche et elle n'avait été rendue publique par les organes de presse syriens ».

Interrogé sur les raisons du choix de M. Mitterrand, confiant à l'AFP, M. Adham a répondu que c'était « peut-être parce que je suis syrien, mais surtout parce que je me suis déjà acquitté de plusieurs missions dans les pays arabes et dans la plus grande discrétion ».

M. Adham est un ancien opposant syrien apparenté à M. Kamal Adham, beau-frère du roi Fayçal d'Arabie saoudite et ancien chef des services de sécurité du royaume wahabite, selon les informations recueillies au sein de l'opposition syrienne en Europe. Cet homme d'affaires de nationalité syrienne passe pour être un familier de certains des proches collaborateurs du président Mitterrand, notamment M. de Grossouvre. M. Adham, âgé d'une quarantaine d'années et marié à une française, se présente comme un ingénieur agronome. Il entretient depuis Paris des relations d'affaires avec les pays du Proche-Orient.

M. Adham a renouvelé à l'AFP ses critiques à l'égard du Dr Razah Raad, estimant en substance qu'il avait gâché l'action du gouvernement français lors des négociations qui ont failli aboutir en janvier.

Le Dr Raad « prêt à laisser tomber... »

Le Dr Razah Raad s'est, pour sa part, déclaré « prêt à laisser tomber les négociations » avec les ravisseurs si les autorités françaises ne le « laissent pas » des récentes accusations portées contre lui.

Le Dr Raad, qui n'a pas voulu répondre aux accusations de M. Omarne Adham, a seulement indiqué qu'avant dimanche il n'avait jamais entendu parler de cet homme d'affaires syrien, faisant cependant remarquer que ces déclarations prouvaient « implicitement » la réalité de ses contacts avec les ravisseurs.

A ce propos, on indique de bonne source que les documents concernant Michel Seurat rapportés par le Dr Raad et prouvant, selon lui, ses contacts avec les ravisseurs seraient des lettres et des photos que lui aurait remises, en décembre, la femme du chercheur français pour qu'il les fasse parvenir à son mari.

M^{me} Mary Seurat est arrivée lundi à Paris, venant de Beyrouth. Elle a été saluée à son arrivée par un membre du cabinet de M. Roland Dumas, avec lequel elle s'est entretenue au pavillon d'honneur de l'aéroport d'Orly.

Enfin, à Alger, le président du Parti socialiste libanais (PSL), M. Walid Joumbilati, a mis en garde la France, lundi, contre une action militaire pour libérer les otages français au Liban, tout en réprochant les prises d'otages comme méthode d'action politique. « Je déconseille à la France de s'aventurer de nouveau au Liban, comme elle l'a fait avec la force multinationale » en 1982, a-t-il dit, dans une interview diffusée

lundi par la troisième chaîne de la radio algérienne. La France, qui a « payé assez cher » l'envoi de cette force, doit « se limiter à une action politique », a-t-il affirmé, ajoutant qu'« il est temps [pour les Français] de dénoncer leur politique partielle (au Proche-Orient), favorable à Israël et contre les Palestiniens et les Arabes ».

Des intellectuels arabes en France dénoncent le « meurtre de Michel Seurat »

Plus de quatre-vingts intellectuels arabes vivant en France ont publié lundi 17 mars une déclaration dénonçant le meurtre de Michel Seurat. Ils écrivent : « Nous, écrivains, artistes, journalistes et intellectuels arabes, résidents en France, dénonçons avec fermeté le meurtre de Michel Seurat, et estimons qu'il est de notre devoir politique et moral d'affirmer ce qui suit : »

« Nous avons connu en Michel Seurat un ami sincère de notre peuple, attaché à notre terre et à notre culture, militant pour nos causes nationales. C'est pourquoi nous refusons catégoriquement les alibis fabriqués par ses ravisseurs pour justifier leur crime, notamment l'accusation d'espionnage, et considérons que ces allégations portant atteinte à notre honneur national et à notre dignité humaine. »

« Faire supporter à Michel Seurat, ou à tout autre citoyen français, les erreurs de la politique officielle française, le tenir pour responsable de l'extradition inopportune de deux

La Syrie impute à Bagdad un attentat au camion piégé à Damas

ans que l'on n'avait plus signalé d'attentat terroriste important en Syrie. Il y en avait eu plusieurs vagues dans les années 70, et jusqu'en 1983, imputées selon les époques aux Frères musulmans, aux Palestiniens « arabistes » ou à l'Irak.

C'est de nouveau l'Irak, ennemi de longue date de Damas, qui est mis en accusation à propos de l'attentat de la semaine dernière. Ses services secrets auraient utilisé à cette fin un jeune camionneur libanais du nom d'Ahmed Hassan Eid, emprisonné à Bagdad à la suite d'un accident de la route, et qui aurait été contraint sous menace de mort à exécuter l'opération. Un camion frigorifique piégé lui aurait été remis en territoire irakien. Il aurait passé sans encombre les frontières jordaniennes puis syriennes, mais n'aurait pas réussi à atteindre son objectif, le club des officiers de Damas, et aurait fait exploser son véhicule par télécommande dans le quartier Abbasiyah. Le camionneur, retrouvé et arrêté, aurait fait des aveux complets.

Selon les médias syriens, l'attentat aurait fait quelques blessés, mais la radio phalangiste à Beyrouth fait état de deux cents morts et blessés. La nouvelle poussée de fureur de l'intégrisme musulman au Liban conduirait évidemment à se demander si elle aurait un équivalent à Damas en dépit de l'alliance du régime avec les ultras religieux de Téhéran. Rien ne le prouve, et la « filière irakienne » est tout à fait crébrite.

A Beyrouth, la montée en puissance du Hezbollah (parti de Dieu)

pose des problèmes croissants aux alliés de Damas et, partant, à la Syrie elle-même. Le Hezbollah refuse en effet de participer à une force de police interpartis de quatre cent cinquante hommes, osant mettre un terme à l'anarchie sévissant à Beyrouth-Ouest (secteur musulman). Son déploiement a été retardé de quarante-huit heures, et son efficacité est, au départ, compromise par la défection du « parti de Dieu ».

Quant aux otages français, leur sort ne sera sans doute pas réglé avant la formation du nouveau gouvernement à Paris. Les ravisseurs sortent, en effet, qu'un cabinet sortant n'est pas un partenaire en mesure de prendre des engagements.

La Syrie a réaffirmé, lundi, sa volonté de poursuivre ses efforts pour obtenir la libération des otages français au Liban. Elle dément les hypothèses avancées à Paris selon lesquelles elle connaîtrait leur lieu de détention. « Certaines personnes, a déclaré Radio Damas, ont eu l'impression de porter atteinte à la réputation de la Syrie auprès des opinions publiques française et mondiale. La Syrie est contre l'envoie de journalistes et de diplomates, (...) elle maintient que de justes causes ne requièrent pas d'injustes moyens. Leur victoire n'autoriserait pas l'élévation et le meurtre de personnes désarmées. (...) La Syrie fait la différence entre le terrorisme et la résistance nationale contre l'occupation et l'agression. »

LUCIEN GEORGE.

LA MORT DE GLUBB PACHA, ANCIEN CHEF DE LA LÉGION ARABE

Un « Jordanien » de légende

Le général britannique Sir John Bagot Glubb a été tué mardi 17 mars, dans sa résidence de Samsat, dans le sud de l'Angleterre. Ancien commandant de la Légion arabe, il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Glubb Pacha, à la différence de Lawrence d'Arabie, son aîné, plus illustre, ne put aller jusqu'au bout de son rêve. Fut l'un de ceux auxquels la dynastie hachémite du royaume de Jordanie doit sans doute le plus.

C'est en 1930 que le major John B. Glubb détacha auprès du gouvernement de l'Irak, sous mandat britannique, où il a réussi à pacifier les tribus des frontières occidentales, est appelé à servir en Transjordanie. Depuis 1923, ce jeune émirat, également placé sous mandat britannique, dispose d'une relative autonomie administrative. L'émir Abdallah, dont le frère Fayçal est sur le trône à Bagdad, en a été reconnu le souverain de facto. La Transjordanie, qui a pour capitale une petite bourgade, Amman, est alors un territoire en grande partie désertique, aux limites encore imprécises. La première urgence est la formation d'une armée arabe capable de maintenir l'ordre, en particulier parmi les bédouins peu soumis encore à ce nouveau pouvoir central. En 1921, un officier britannique, le capitaine F. Peake - Peake Pacha - qui sera nommé par l'émir Abdallah, regroupa les quelques forces de police existantes avec lesquelles il met sur pied, en 1923, la

Légion arabe. En 1930, le major John B. Glubb devient son second. Il lui est demandé de créer une nouvelle unité formée de bédouins pour mieux assurer la protection des frontières et pacifier le désert transjordanien. « Glubb Pacha », nommé général en juillet 1931, mène à bien cette entreprise avec sa Desert Patrol, dont il renforce en les motorisant les effectifs. Il peut ainsi faire face avec succès aux rebelles qui tentent d'étendre à la Transjordanie la révolte palestinienne anti-britannique de 1936. Le 21 mars 1939, Glubb Pacha succède à Peake Pacha à la tête de la Légion arabe.

A l'assaut de Jérusalem

En 1939, la Légion arabe compte près de 1 600 hommes. Son nouveau chef, assisté de quelques officiers britanniques, va en faire un instrument de combat efficace. La Transjordanie, qui a déclaré la guerre à l'Allemagne, s'engage aux côtés des alliés, notamment en Irak, en Syrie et en Palestine. A la fin de la guerre, la Légion arabe peut aligner 8 000 hommes avec des engins mécanisés et de l'artillerie. Ce sont cependant d'autres batailles qui assurent sa notoriété : le 12 avril 1948, les Etats de la Ligue arabe décident en effet d'occuper la Palestine, au moment du retrait britannique, afin de faire obstacle au plan de partage voté par les Nations unies le 29 novembre 1947. Entre le 15 mai et le 11 juin 1948, les armées arabes, placées sous le commandement d'Abdallah, passent à l'offensive. La

Légion arabe, commandée par Glubb Pacha, en est le fer de lance. Elle réussit à occuper la zone centrale qui lui a été assignée comme objectif entre Naplouse et Hébron, prenant le contrôle de la vieille ville de Jérusalem, mais s'arrête sur la ligne de partage fixée par le plan des Nations unies.

La trêve permet aux forces juives de passer à la contre-offensive du 9 au 18 juillet : la Légion arabe doit se retirer de Lod et de Ramle, notamment, laissant ouverte la voie de Jérusalem. Le 24 janvier 1949, Abdallah amène la Cisjordanie et la partie arabe de Jérusalem. Le 24 avril 1950, les deux rives du Jourdain s'unissent pour former un seul Etat : le royaume hachémite de Jordanie. Mais le roi Abdallah, assassiné le 20 juillet 1951, ne sera plus là pour poursuivre l'édification, rôle qui reviendra en août 1952 à son petit-fils Hussein Ibn Tallal.

Le « véritable souverain »

Glubb Pacha est toujours à la tête de la Légion arabe à laquelle il a inculqué une discipline toute britannique. Mais son rôle - et plus généralement le poids des Britanniques - est contesté. Le président du conseil jordanien, Samir Rifat, va jusqu'à dire : « A tort ou à raison, on a l'impression aussi bien en Jordanie qu'à l'étranger que le général Glubb est plus qu'un simple chef d'état-major : il est considéré comme le véritable souverain de la Jordanie. » Le roi Hussein se trouve d'ailleurs en désaccord avec lui sur plusieurs points, et particulièrement



sur la défense de la frontière jordano-israélienne. Glubb Pacha propose de la rendre plus courte - faute de moyens suffisants pour la surveiller, - quitte à abandonner une partie du territoire jordanien. Afin d'apaiser la contestation, le roi décide, le 1^{er} mars 1956, de se séparer de Glubb Pacha et d'arabiser son armée.

Entendant rester fidèle au royaume qu'il a servi, Glubb Pacha ne laissera rien paraître de son amertume. Après avoir contribué trente ans durant à consolider les assises fragiles de la Jordanie, il se contentera de relater son expérience peu commune dans plusieurs ouvrages qui restent encore aujourd'hui des références : « Histoire de la Légion arabe, Un soldat avec les Arabes, La Grande-Bretagne et les Arabes. »

PHILIPPE RONDOT.

Prochains tournés au Proche-Orient de M. George Bush. - Le vice-président américain effectuant, du 3 au 12 avril, une tournée en Arabie saoudite, à Bahreïn, à Oman et dans la République arabe du Yémen, a annoncé, lundi 17 mars, la Maison Blanche. Cette tournée a pour but de « montrer l'intérêt que portent les Etats-Unis à la sécurité de la région », a indiqué le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes, en soulignant « l'importance des intérêts stratégiques » américains dans le Golfe et la péninsule Arabique. La Maison Blanche vient d'informer le Congrès de son intention de fournir à l'Arabie saoudite des missiles pour une valeur de 354 millions de dollars, en citant la menace qui pèse sur les champs pétroliers de la péninsule Arabique du fait de l'avance des troupes iraniennes en Irak. - (AFP.)

(Publicité) Analyseur américain recherche techniciens d'Automates et tapis liés à l'Algérie appartenant à des collections particulières ou musées. Sans à Paris le 15 au 25 mars 1986. Veuillez donner référence avec votre numéro de téléphone et heures où l'on peut vous joindre, ainsi que possible description en photographie des objets. Entrer le Monde Publicité, n° 10231, 5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS.

Avec Delta Air Lines Paris-Atlanta, sans escale et 100 villes en correspondance aux U.S.A. De New York au Texas, de la Floride à la Californie, Delta vous emmène presque partout aux USA, y compris vers les principaux centres d'affaires et touristiques. Offre spéciale pour vos vacances aux USA (en collaboration avec Commo) Votre vol Delta plus une voiture (voiture) gratuite pour aller (retour) partout aux USA. Prix par passager: Atlanta 1030 F, Dallas 1450 F, Californie (zones villes) 6240 F, 4300 F. Demandez notre programme détaillé à votre agence de voyages ou à Commo, tel. (01) 48 12 66 11. Exemples de prix pour voyages de 2 semaines, comprenant avion + voiture partagée par 4 personnes. Départ de 300 F à 670 F selon destinations de 15 mai au 30 septembre.

مكتبا من الأصل

EUROPE

L'ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT D'OLOF PALME

D'autres inculpations sont attendues après celle d'un premier suspect

De notre correspondant

Stockholm. — L'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme a pris, le lundi 17 mars, un tournant peut-être décisif. Le parquet a demandé au tribunal d'inculper pour « participation à meurtre et meurtre » d'un Suédois de trente-trois ans, placé en garde à vue et interrogé par la police depuis mercredi dernier. Le suspect n'a aucun alibi crédible pour la soirée du crime et a déjà donné plusieurs versions contradictoires de son emploi du temps. « Il ment ou il ne veut pas dire ce qu'il faisait exactement le 28 février », a indiqué le responsable de l'enquête, le commissaire Hans Holmér.

L'homme aurait été vu à deux reprises par des témoins dans l'heure qui a suivi l'attentat, à 23 h 23, sur

l'avenue Sveavägen, au cœur de Stockholm. D'abord dans une rue adjacente, où il tentait, en vain, de stopper une voiture. Ensuite, vers minuit moins vingt, il est entré dans un cinéma du quartier, alors que la dernière séance avait commencé depuis une vingtaine de minutes. C'est d'autant plus insolite qu'en Suède les cinémas ne sont pas permanents.

Ces observations donnent à penser, selon la police, que l'homme cherchait à prendre la fuite ou à se cacher, mais il nie toute participation à l'assassinat. Par ailleurs, ses vêtements ressembleraient à ceux portés par le meurtrier. Ils sont actuellement examinés par les services spécialisés de la brigade criminelle ouest-allemande à Wiesbaden, mieux équipés pour ce genre d'analyses techniques que les laboratoires

suédois pour déceler d'éventuelles empreintes d'armes ou des traces de poudre. Les résultats seront connus dans le courant de la semaine. Le suspect a travaillé à différentes reprises pour une société de gardiennage, il savait donc manier un revolver.

Profondément religieux

L'homme, dont l'identité n'a pas été divulguée, est connu pour ses convictions anticomunistes, qui touchaient à l'obsession et pour sa répulsion à l'égard de la social-démocratie et d'Olof Palme en particulier, dont la politique représentait à ses yeux le « compromis » avec l'Union soviétique.

Selon le quotidien de Stockholm *Svenska Dagbladet*, son nom figurait au printemps 1984 sur la liste des mille huit cents membres du

Parti ouvrier européen, groupe social extrême lié à l'Institut Schüller de l'église protestante fédérale d'Allemagne, qui a mené ces dernières années à Stockholm une campagne vindicative contre le premier ministre, accusé de « vendre la Suède », et qui a prôné le rattachement du pays à l'OTAN. Un communiqué du parquet indique que les documents saisis au domicile du suspect « confirment les sentiments hostiles de l'homme à l'égard d'Olof Palme ».

Un témoin entendu par la police affirme que le suspect lui a déclaré, début février, au téléphone : « Palme est sur la liste des personnes à abattre ; le sang va bientôt couler dans les rues de Stockholm ».

On sait également, par l'avocat de la défense, que cet homme est profondément religieux, et qu'il est membre de la Société des missions suédoises, la plus importante des églises protestantes libres en Scandinavie. La police possède d'autres informations « intéressantes » qu'elle garde secrètes pour ne pas compromettre la suite de l'enquête, car elle semble persuadée que le suspect avait des complices. « L'assassinat d'Olof Palme a été préparé et commis d'une façon professionnelle. C'est la première demande d'inculpation dans cette affaire, mais ce n'est pas la dernière », a déclaré, le 17 mars, M. Hans Holmér, chef de la police de Stockholm.

ALAIN DEBOVE.

■ RECTIFICATIF. — Dans son article « La « Polonaise » et les Polonais » (*Le Monde* du 13 mars), André Fontaine a commis un lapsus sur le soulèvement de Varsovie. Celui-ci n'a pas duré cent jours mais soixante-deux, puisque, commencé le 1^{er} août 1944, il s'est achevé le 2 octobre par la reddition des derniers insurgés.

Grande-Bretagne

Peut-on tout dire au Parlement ?

De notre correspondant

Londres. — Privilège obtenu dès la fin du dix-septième siècle en Angleterre, l'immunité parlementaire garantit en principe une totale liberté de parole. Mais celle-ci est-elle vraiment sans bornes ? M. Geoffrey Dickens, député conservateur, semble en avoir abusé au point de provoquer un tollé général — parmi ses collègues de la majorité comme chez ceux de l'opposition — et une intervention exceptionnelle du Speaker (le président de la Chambre des communes). Ce dernier a interrompu, le 17 mars, M. Dickens, alors que le parlementaire s'appretait à révéler l'identité

d'un pasteur soupçonné d'avoir commis un attentat à la poudre sur un garçon de onze ans. Déjà, la semaine dernière, M. Dickens avait fait scandale en nommant un médecin supposé avoir violé une fille de huit ans. Dans les deux cas, M. Dickens entendait protester contre le silence de la justice qui estime ne pas être en mesure d'engager des poursuites faute de preuves et de témoignages suffisants.

M. Dickens est en quelque sorte un récidiviste. En 1981, il avait désigné un ancien diplomate impliqué dans un spectacle pornographique où figuraient des enfants. Membre d'une association pour la protection de

l'enfance, il a déclaré qu'il était engagé dans une « croisade nationale » et n'entendait pas s'arrêter en chemin. Mais, considérant qu'il avait une conception pour le moins expéditive de la justice, la plupart des députés lui ont sévèrement rappelé que toute personne est présumée innocente avant d'être reconnue coupable, un principe encore plus ancien que celui de l'immunité dont se prévaut M. Dickens, puisque c'est là l'élément essentiel du fameux texte de l'habes corpus voté par le Parlement britannique en 1689, devenu depuis référence de droit universelle.

FRANCIS CORNU.

DIPLOMATIE

Une douzaine de nouveaux projets pour Eurêka

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le programme Eurêka de coopération technologique lancé à l'initiative de la France, en avril 1985, et qui rassemble dix-huit pays de l'Europe de l'Ouest dont les douze de la Communauté, progresse de façon satisfaisante même si les multiples problèmes que pose une telle entreprise sont loin d'être tous réglés.

Au cours de la réunion du groupe à haut niveau qui s'est tenue à Londres, les 11 et 12 mars, une douzaine de nouveaux projets ont été annoncés par les gouvernements participant à l'initiative. Ils viennent s'ajouter aux dix projets rendus publics lors de la conférence ministérielle de Hanovre, en novembre 1985, et aux seize projets annoncés lors de la précédente réunion du groupe à haut niveau, en janvier à Londres.

L'ensemble des projets ainsi « ficelés » depuis Hanovre devrait recevoir l'imprimatur officielle, autrement dit être formellement lancés lors de la prochaine session ministérielle qui se tiendra le 30 juin à Londres. D'ici là, une nouvelle réunion du groupe à haut niveau est inscrite dans les agendas pour les 7 et 8 mai.

Les Français continuent à jouer un rôle moteur dans l'exercice, même si, selon plusieurs observateurs, leur détermination apparaît encore pour l'instant plus évidente au niveau politique qu'à celui des industriels. Les entreprises ne sont pas encore très à l'aise avec le concept Eurêka, observe un des participants. M. Yves Sillard, le représentant français à la réunion du groupe à haut niveau, a confirmé que des crédits significatifs seraient affectés par la France à Eurêka : 700 millions de francs de subvention et 300 millions de francs de prêts du Fonds industriel de modernisation en 1986 puis, pour la suite, les prêts restant à peu près au même niveau, 1 milliard de subvention en 1987 et 1 250 millions de francs en 1988.

La plupart des autres délégations ne se sont pas engagées aussi nettement en matière de soutien financier. Cependant, tout le monde joue le jeu, même si c'est avec plus ou moins d'enthousiasme. Les Allemands, les Belges et les Néerlandais, jusqu'ici peu présents, ont annoncé cette fois plusieurs projets. Il semble cependant que la substance des projets présentés par la RFA ne soit pas en rapport avec l'importance industrielle du pays. En outre, les Allemands, contrairement aux autres pays partenaires, ne sont toujours pas acquis à l'idée qu'Eurêka — ce qui le distingue des programmes mis en œuvre par la Communauté, —

doit privilégier les projets proches du marché.

Cette orientation pose d'ailleurs un problème central qui a été abordé à Londres, sans être pour autant résolu : quels sont les avantages commerciaux, les préférences d'achat, qui pourraient être reconnus aux produits résultant de coopération menées au titre d'Eurêka ? Les Britanniques paraissent particulièrement intéressés par la définition d'un label, que génèrent toutefois les règles de concurrence du traité de Rome. Une réglementation de compromis en bonne et due forme paraît difficile à coucher sur le papier. En revanche, on ne peut exclure que de manière informelle, au cas par cas, sans trop le proclamer, des gouvernements essaient de privilégier dans leurs commandes publiques des matériels Eurêka.

La répartition des tâches

Une autre difficulté pourrait bien être réglée. Il s'agit de la répartition des tâches entre les actions entreprises au niveau de la Communauté et celles qui le sont au titre d'Eurêka. Les programmes communautaires centrent leurs efforts sur la recherche « précompétitive ». Eurêka sur des projets plus proches du marché.

Afin d'établir une collaboration harmonieuse entre les deux niveaux, la commission a suggéré à Londres que soient systématiquement identifiés les projets Eurêka pour lesquels, en raison d'approches très voisines, peut se poser un problème de double emploi par rapport à ce qui est accompli sur le plan communautaire. Une même identification est également nécessaire pour ceux, plus nombreux, qui sont la prolongation, la suite naturelle de coopérations exécutées dans le cadre des programmes communautaires comme ESPRIT ou RACE. Cette identification permettra d'assurer le meilleur passage possible entre les deux niveaux.

Dix des projets annoncés le 11 mars à Londres, qui sont parvenus à un stade plus avancé que les autres, ont fait l'objet de fiches distribuées aux délégations. La France participe à deux d'entre eux. L'un, présenté par la Suisse, concerne la réalisation ou l'amélioration pour usages industriels multiples de techniques de dépôt (par exemple sur des écrans) de couches minces et de films à propriétés spéciales. Le second, présenté par la RFA, a trait au développement des matériels légers et composites pour des équipements de transport. Il a été entendu que c'est la Suède qui, après la France, la RFA puis le Royaume-Uni, assurera la présidence d'Eurêka au cours du second semestre de l'année.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

LE MALAISE DU QUAI D'ORSAY

La CFDT réplique à l'Association des diplomates issus de l'ENA

L'article que nous avons consacré, dans le *Monde* du 21 février, au malaise du Quai d'Orsay devant la multiplication des nominations « politiques » nous avait notamment valu une réaction du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, laquelle avait elle-même suscité une réplique de M. Tristan d'Albis, président de l'ADIENA (Association des diplomates issus de l'ENA, *Le Monde* du 11 mars). Nous nous référons, à la suite de ces différentes publications, une lettre de M. Dominique Fourrey, président du conseil syndical CFDT du ministère, dont on trouvera ci-dessous les extraits significatifs.

L'acharnement mis par l'ADIENA et son président à prétendre à posteriori avoir fait grève au moins une fois dans leur vie, le 20 février, pendant une heure trente, a un côté à la fois risible et touchant, quand on sait que l'intéressé avait publiquement soutenu le contraire lors de cette trop fameuse « réunion d'information » à laquelle, il faut le rappeler, seule une catégorie privilégiée d'agents (le « personnel d'encadrement ») avait été conviée, à la veille, par un personnel et fermé et qui, belle détermination de courage, s'est tenue selon un horaire judicieusement placé en fin de matinée. Dire que cette réunion a touché l'ensemble du ministère relève du fantasme.

En réalité, et tout simplement, l'ADIENA, qui supporte parfaitement les personnalités extérieures nommées par la droite, elle ne supporte pas celles qui sont nommées par la gauche. La CFDT du ministère des relations extérieures, quant à elle, a fait connaître son désaccord avec une loi exceptionnelle destinée, à intégrer dans les hauts grades du ministère quelques ambassadeurs récents.

NOMINATION DE DEUX NOUVEAUX AMBASSADEURS

Le ministère des relations extérieures a annoncé, lundi 17 mars, la nomination de deux nouveaux ambassadeurs : M. Pierre Blouin, qui remplace M. Charles Jeantot, et M. Philippe Baude, qui succède à M. Marcel Barthélemy, comme représentant auprès de la Commission du Pacifique sud.

M. Pierre Blouin

[Né le 27 mars 1927, licencié en droit, diplômé de l'École nationale des langues orientales (arabe et turc), M. Blouin a été en poste au Caire (1952-1954), à Ankara (1954-1958), à Khartoum (1958-1959), à Conakry (1959-1961), à Brazzaville (1961-1962), à Damas (1962-1967), de nouveau au Caire (1967-1971), et à Addis-Abeba (1972-1975). Il a ensuite été nommé ambassadeur à Sanaa, puis, en 1979, à

hésité à s'exprimer ouvertement, et à agir comme tel, depuis 1981.

Entendre les mêmes représentants de cette association s'élever contre « la médiocrité et la politisation qui déconsolident notre pays et ceux qui ont la charge de le représenter » en dit long sur les méthodes, l'honnêteté et la cohérence de ces nouveaux Saint-Justs. (...)

Le prétexte invoqué pour cette agitation serait davantage pris au sérieux si cette association s'était élevée en son temps, avec un même élan, contre les nominations de MM. Deniau à Madrid, Poniatowski comme ambassadeur itinérant, Delauney et Robert à Libreville, Mlle D'Estaing à Luxembourg, M. Missoffe à Tokyo, Galichon à Rome (Saint-Siège), pour ne prendre que quelques exemples. Si elle avait protesté contre le fait que les missions de conférence à l'étranger, organisées par la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques pour des personnalités culturelles françaises, étaient autrefois réservées aux seuls amis du pouvoir et contrôlées directement par un conseiller influent du premier ministre, ou si, en 1978, lors du retour sur le vote des Français de l'étranger, elle avait mis en cause notamment les principaux responsables du détournement du service public, consciencieusement organisé par la haute hiérarchie en place à l'époque.

En réalité, et tout simplement, l'ADIENA, qui supporte parfaitement les personnalités extérieures nommées par la droite, elle ne supporte pas celles qui sont nommées par la gauche. La CFDT du ministère des relations extérieures, quant à elle, a fait connaître son désaccord avec une loi exceptionnelle destinée, à intégrer dans les hauts grades du ministère quelques ambassadeurs récents.

M. Philippe Baude

[Né le 16 janvier 1930, diplômé de l'École nationale des langues orientales (finnois, hindi et siamois), M. Baude a tout d'abord été affecté à Bangkok, de 1955 à 1964, puis à l'administration centrale (Asie-Océanie). Il a ensuite été en poste à Amman (1966-1970), Helsinki (1970-1972), Bucarest (1972-1974), Stockholm (1974-1978), Hanoï (1978-1980) et Ankara (1980-1984), et, en avril 1984, nommé ambassadeur à Port-Vila.]

A TRAVERS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

MM. Reagan et Mulroney discutent des pluies acides

Washington. — La question des pluies acides et celle du libre-échange sont au centre de conversations entre le président Reagan et le premier ministre canadien, cette semaine, à Washington. Il s'agit de la seconde rencontre entre les deux hommes depuis l'installation du gouvernement de M. Mulroney, en septembre 1984. Le Canada est particulièrement préoccupé par les dommages sur l'environnement provoqués par la pollution des industries américaines de l'autre côté de la frontière. Selon certains spécialistes américains, les États-Unis pourraient approuver un programme de recherches antipollution sur cinq ans, d'un montant de 5 milliards de dollars. Un tel programme est considéré à Ottawa comme un minimum. Après une entrevue avec M. Reagan, mardi 18 mars, M. Mulroney devait s'entretenir mercredi avec le vice-président Bush et le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. — (UPI.)

NOUVELLE-ZÉLANDE

M. Lange espère une amélioration des relations avec Paris

Wellington. — Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a exprimé, mardi 18 mars, l'espoir que son pays entretiendrait de meilleures relations avec le nouveau gouvernement français, mais a réaffirmé que la Nouvelle-Zélande n'avait pas l'intention de libérer les deux agents français condamnés à la suite du sabotage du *Rainbow Warrior*.

M. Lange, actuellement en voyage à Djakarta, a souligné que le futur cabinet « décidera que cela ne vaut pas la peine (...) de chercher à acheter la Nouvelle-Zélande ou à faire pression sur elle pour qu'elle relâche les deux agents ».

Ceux-ci, le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, ont été condamnés à dix ans d'emprisonnement pour participation à l'attentat de juillet dernier contre le navire de Greenpeace.

La France a démenti avoir imposé des sanctions économiques pour faire pression sur la Nouvelle-Zélande mais a promis auprès de la CEE et a menacé de porter plainte au vertu des accords GATT sur le commerce et les tarifs. — (Reuter.)

PAYS-BAS

Les immigrés votent aux élections municipales

Amsterdam. — Pour la première fois les étrangers résidents aux Pays-Bas depuis au moins cinq ans ont voté lors des élections municipales du mercredi 19 mars.

Ces dernières élections, les services d'administration officielle ont déployé d'importantes efforts afin de permettre à ces étrangers, qui sont 350 000 étrangers qui disposent du droit de vote et qui peuvent également se porter candidats.

Des programmes de radio et de télévision, dans une dizaine de langues, une avalanche de matériel imprimé et des milliers de cartes de vote ont été diffusés pour convaincre les étrangers que leur participation aux élections favorise leur intégration dans la société néerlandaise.

Le premier ministre, M. Ruud Lubbers, a lancé des appels dans bon nombre de langues étrangères aux « nouveaux Néerlandais » afin qu'ils participent au scrutin. Appel peu apprécié par d'autres dirigeants politiques néerlandais qui ont accusé M. Lubbers d'avoir ainsi favorisé son propre parti, le Parti chrétien-démocrate.

Jusqu'ici les étrangers ont été souvent plus nombreux à se rendre aux urnes que les Néerlandais lors des élections pour des conseils créés dans des villes satellites autour d'Amsterdam et de Rotterdam. Chaque fois, quelque 70 % des électeurs étrangers avaient donné leurs suffrages au Parti socialiste, qui a mené une campagne intensive pour que ce score se renouvelle mercredi dans l'ensemble du pays. Une large majorité de la Chambre des députés avait approuvé, l'année dernière, la législation autorisant le vote des étrangers, avec comme seule opposition une dizaine (sur 150) de députés de partis protestants orthodoxes et d'extrême droite. — (Corresp.)

RFA

Confirmation d'une prochaine visite de M. Honecker à Bonn

Bonn. — M. Friedrich Ost, porte-parole du chancelier, a annoncé, le lundi 17 mars, que le chef de l'Etat et du parti allemands, M. Erich Honecker, se rendra à Bonn cette année pour des pourparlers officiels. Il n'a cependant pas précisé la date de cette visite, qui pourrait avoir lieu au début de l'été prochain. M. Honecker et M. Kohl se sont rencontrés à Stockholm, samedi 15 mars, à l'occasion des obsèques d'Olof Palme.

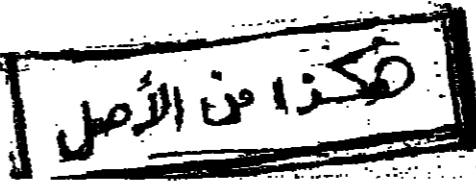
En revanche, M. Ost n'a pas confirmé l'information publiée lundi dans le *Spiegel* annonçant que M. Gorbatchev irait prochainement en RFA.

Par ailleurs, de nombreux hommes politiques ouest-allemands, dont le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, se sont rendus samedi 15 mars, à Leipzig, en RDA, où le numéro un est-allemand inaugurerait la Foire de printemps. M. Honecker a déclaré à cette occasion qu'il était persuadé que « le développement de relations de bon voisinage pouvait servir les intérêts des deux Etats allemands ». — (AP.)

TCHAD

Combats limités au nord de Koro-Toro

N'Djamena. — L'état-major des forces armées nationales tchadiennes (FANT) a annoncé qu'une « patrouille de provocateurs libyens » a été interceptée, lundi 17 mars, à 30 kilomètres au nord-est de Koro-Toro, et a été démantelée après de durs combats. Les agresseurs, précise N'Djamena, ont été pourchassés « au nom du droit de poursuite » jusqu'à leur poste de commandement, situé au puits de Chicha, qui a été démantelé. Chicha est situé à environ 85 kilomètres de Koro-Toro, soit largement au nord de la zone de cessez-le-feu. Selon un communiqué des FANT, les éléments de la « légion islamique » qui étaient basés à Chicha ne sont plus qu'un « mauvais souvenir ». Ces affrontements sont les premiers depuis les combats qui se sont déroulés dans sa zone d'Oum-Chelouba — Kalaït le 5 mars. — (AFP.)



En avril, couvre-toi d'un fil.

Au printemps, c'est presque l'été en Espagne. Le soleil est déjà là qui vous attend, qui vous réchauffe comme il vient réchauffer l'Espagne, dès le début du mois d'avril.

A ce soleil, l'Espagne offre ses criques encore désertes, son sable déjà tiède, son eau cristalline. Elle lui ouvre les portes de ses châteaux médiévaux et lui confie l'herbe épaisse de ses golfs. C'est l'époque où l'Espagne retrouve ces terrasses fleuries et ces discussions qui durent jusqu'à la nuit, sur la place du village : il fait si doux, pourquoi aller dormir ? Avril est à l'Espagne ce que Juin est à la France. Le

mois de la douceur de vivre. Le mois où celui qui vient de loin est plus un ami qu'un touriste. Le mois où celui qui vous reçoit vous donne toujours la meilleure chambre, la plus belle vue, la meilleure table. Le mois où tous les Espagnols ont envie de vous faire découvrir l'Espagne qu'ils aiment, l'Espagne du mois d'avril.

Pour des renseignements complémentaires, adressez-vous à l'Office National Espagnol du Tourisme : 43 ter, avenue Pierre 1^{er} de Serbie, 75381 Paris Cedex 08.



L'Espagne. Tout sous le soleil.

مكنا من الأصل

culture

فكنا من الأصل

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 CE SAMEDI 15 MARS

TOUT à l'heure, nous étions onze à déjeuner et à bavarder sans trop de déplaisir, je l'imagine, à la Frégate, quai Voltaire. Juste à l'angle de la rue du Bac. Pour ce qui nous avait réunis et qui n'était pas la seule gourmandise, mais, j'y reviendrai, un prix littéraire, la Frégate m'apparut assez bien armée : de l'ombre, pas trop de bruit, un rouge de salle de théâtre. Surtout, ce restaurant où Montherlant a sa plaque, autant dire son rond de serviette pour l'éternité, non seulement n'est pas épouvanté par l'écrivain, mais, fait plus rare, accepte son chien. Mon voisin de gauche en témoignait qui, pratiquement, était Falco, ce grand et sympathique pendaire-bâtard-berger des Pyrénées, cet alter ego de Jacques Brenner. C'est parce que Falco se sent à l'aise à la Frégate que notre jury avait choisi ce restaurant. Brenner, on s'en souvient peut-être, s'était brouillé avec la gauche politique, du moins avec son ministre de la culture, dans un pamphlet retentissant (*Une humeur de chien* chez Orban), parce que ce dernier avait interdit les Tuileries à Falco. A quoi tiennent les empires, on le saura lundi ! Avant de quitter la Frégate et de regagner mon pavillon du treizième, je regardais avec tendresse la place qu'occupait Montherlant. Les morts nous aiment cette année. Après les lettres de Paulhan, Montherlant nous offre à la Table ronde un récit en liberté, *Moustique*, qui vous ravira, et Jean-Louis Bory, chez Gallimard, *Un prix d'excellence* plus que mérité. J'envisage mes amis du « Monde des livres » de pouvoir ouvrir devant vous de si beaux paquets. A la maison, je tombai de haut. La littérature n'était plus au programme. La fête était finie. Le *Figaro-Magazine* m'offrait en couverture par ce temps de printemps une distribution de prix qui tournait au cauchemar : la photo de trente-six députés ou futurs députés (ou sénateurs), de Pasqua à Gaudin, en passant par Doufflauges, avec cette légende inutile :

« Les nouveaux visages pour la France ». A la vue de toutes ces têtes où pas un Toubon ne manquait, j'éprouvai un sentiment mêlé. Il fallait vraiment que Robert Hersant fût sûr de ses lecteurs et de leur crédulité pour leur infliger un tel spectacle sans craindre leurs réactions. Ainsi les mêmes que l'on gavait à la louche depuis des années de palaces, de stars de l'écran, de voyages au Kenya ou chez le rajah de Boulepour, de croisières dans les Iles, qui passaient en rang d'oignons d'un hôtel particulier du septième à une « folie » dans le seizième, on les jugeait donc assez anesthésiés pour prendre Pasqua et Gaudin, tous nos Tricoche et Cacolet, pour Jeanne d'Arc et Saint-Just. Nos trente-six dégoûtés de la couverture, c'était ça la France aux yeux de tourterelle ! Que les lecteurs du *Figaro* aient eu envie, à en croire, de changer de majorité, qu'ils préfèrent, et mille fois. Devant et l'honorable Jacques Médéric à Mermaz et Poperon, c'est bien leur droit, et la vie, mais qu'on les prenne pour des idiots, j'en souffre. L'ultime article de Jean d'Ormesson avant la libération du sol national par le peuple souverain est un poème. Quittant ses habits de petit marquis, notre conventionnel s'avance sur le devant de la République, drapé de l'écharpe tricolore. Dans la meilleure tradition radical-socialiste de la grande époque, il tonne. C'est Gambetta dans son ballon. Zola devant les tribunaux. Se hissant sur la pointe de ses souliers vernis et empruntant à Jean d'O sa voix de fausset, le peuple souverain conclura : ...impotence... conclura : mensonge... conclura : vaines promesses... conclura : forfaiture ou incompétence... L'opposition donne toujours un peu d'esprit même à ceux qui n'en font pas dépense. Pendant cinq ans, et jusqu'à la dernière semaine, Louis Pauwels et Jean d'Ormesson auront dédaigné cette lâche facilité. La nouvelle majorité ne les prendra pas au dépourvu. Leur numéro est au point. Depuis le temps qu'ils l'arpentent, l'ennui n'a plus de secrets pour eux.

2 LES JAPONAIS DE LA CHARENTE

CE qui nous avait réunis à déjeuner, autour d'une table, s'appellera le prix Jacques-Charbonne. Il sera décerné en mai. Comme tous les autres prix, il fera un heureux, vite déçu et des déçus encore plus rapidement consolés. Il pourra couronner aussi bien un Journal intime (ne serait-ce que pour lui ôter de son intimité) qu'un recueil de poèmes (au fait, en a-t-on parlé ?), un roman qu'un essai, une chronique qu'une pièce de théâtre (même doute que pour les poèmes), autant dire n'importe quel machin qui soit écrit et qui nous plaise. François

Nourissier est notre président. Mais comme tous les présidents, il peut se démettre ou être démis de ses fonctions. J'ai remarqué en moi-même que, lorsqu'on a fait appel à mes lumières, le président avait été déjà choisi ainsi que les secrétaires du prix (André Bay et Jacques Brenner). Comme c'était la première fois que je faisais partie d'un jury, je me suis bien gardé de protester. Je craignais trop d'être exclu avant même d'avoir pu voter. Il m'a semblé comprendre que le prix serait décerné en deux temps.

Une première fois, d'une façon toute familière, à La Frette (dans le Val-d'Oise, à dix-sept minutes de train de la gare Saint-Lazare), qui fut la dernière demeure de Charbonne et où habite son gendre. Et, en grande pompe, à Cognac. L'expression n'est pas heureuse et ne convient pas à cette cité austère qui fut l'une des quatre places de sûreté des protestants avant la révocation de l'édit de Nantes. Je ne voudrais surtout pas effaroucher le conseil municipal, ni les éventuels mécènes du cognac. Notre ami du jury qui a des contacts avec eux nous a laissé entendre que nous ne serions sans doute pas hébergés à l'hôtel, mais dissimulés chez l'habitant pour éviter les tentations. Cette idée me ravit et me confirma que le Cognacais a des mœurs un peu semblables à celles du Japonais.

On sait que ce dernier, s'il est discret, s'il cache avec soin les secrets de sa vie familiale, offre à son visiteur les délices du ryokan. A Cognac, nous vivrions comme dans un ryokan. Le ryokan est une maison, une auberge si vous voulez, qui mime la vie des habitants. Dans le guide sur l'Extrême-Orient de Charlotte Peter et Margrit

Spercher (Office du livre, édition Vilo), je pouvais lire ce qui m'attendait à Cognac : « Le personnel de la maison, habillé d'un kimono, reçoit le nouvel hôte avec de profondes révérences, un « irra-shimassu » (bienvenue) cordial et une paire de chaussons. »

J'étais pris en charge par la famille ryokan. Je n'avais pas besoin de bagages. Du savon aux serviettes, en passant par les broches, tout m'était fourni. Ainsi que l'indispensable yucata, qu'il ne faut pas confondre avec le kimono. « La personne qui porte le yukata d'un ryokan, quand il fait des emplettes, n'a pas besoin de payer comptant, la note est envoyée là où il

habite. » Autre détail qui me comblait : « On fait mieux de renoncer à des désirs particuliers concernant le menu... Il en est de même pour les boissons. » Ah ! je n'allais pas m'écuyer à Cognac !

3 LE LAURÉAT

VU de l'intérieur, faire partie d'un jury littéraire m'a paru une chose exquise. C'est bien plus agréable, m'a-t-il semblé, que d'écrire un roman et de ne pas avoir de prix, ce qui est presque toujours le cas. Les deux seuls prix que j'ai eus en plus de trente ans de vie littéraire - coupés il est vrai de si longues absences qu'elles avaient presque l'air de romans-fleuves ! - je ne les ai pas sentis. Mes éditeurs m'ont prévenu au dernier moment. Ces prix m'ont fait l'effet de dents qui braient tellement que l'on n'a presque pas besoin d'aller chez le dentiste pour qu'elles tombent. Les petits prix ne se refusent pas par courtoisie, et parce que personne ne remarquerait votre geste. Les grands, ceux qui rapportent : pour des raisons évidentes. De toutes les façons, Gracq pour le Goncourt, et Sartre pour le Nobel ont occupé la fière citadelle du refus pour au moins un siècle !

Cette première réunion du prix Charbonne fut une révélation. J'ai compris pourquoi les prix étaient souvent décernés à des livres médiocres par des gens qui n'avaient pas tellement mauvais goût. La littérature, c'est l'injustice, les prix sont la démocratie. Ce qui est nécessaire dans la vie publique, la bonne volonté, le compromis, la cote mal taillée, l'alternance, nuit à ce que le talent a d'évident, de tranchant, d'irréductible. Un bon livre, c'est une catastrophe, un petit dictateur à lui tout seul. Ça tient du miracle, quand une compagnie policière, composée en général d'au moins dix personnes, se soumet à ce que le talent peut avoir d'odieux, de provocant. C'est presque inquiétant. Je sais déjà pour qui je voterai en mai. Il peut se passer tellement de choses d'ici là que je préfère que vous soyez les premiers avertis : *Notes de passage* de Jacques Drillon (Ramsay) et *Le Sourire d'un roi* de Mireille Prigent (Arles). Oui, c'est le drame, ils sont deux. Profitez-en !

PS : J'ai dicté de Lafite dans le Bordelais ma dernière chronique, d'où certaines confusions. Il fallait lire par exemple : *Afalion*, Alexandre de Bove (le Dilettante, 11, rue Barrault, Paris 13^e).

A voté !

MUSIQUE

« L'ÉCUME DES JOURS » SALLE FAVART

Au temps de

« Jean-Sol Partre »

L'accueil fut chaleureux samedi soir, salle Favart, pour la création mondiale de *L'écume des jours*, et certes l'entreprise s'annonce sympathique. Né à Tomsk (Sibérie) en 1929, le compositeur soviétique Edouard Denisov découvre Boris Vian à la fin des années 60, s'éprend de cette poésie fraîche et originale, au parfum surréaliste, et compose de lui-même un opéra en français sur le couple de ces deux jeunes gens blessés par le monde impitoyable, Colin et Chloé, qui lui rappelle *Tristan et Isolde*, *Pelléas et Mélisande* et naturellement *Daphnis et Chloé*.

Mais le résultat n'est guère convaincant ; si le livret utilise les mots mêmes de Vian, il y manque tout le charme légèrement désuet, la démarche sautillante et cocasse du narrateur qui envoie et transfigure des paroles d'une extrême banalité quotidienne. Et les dialogues tournent à plat dans cette déclamation, de style démodé, le plus souvent, dont tant d'épigrammes nous ont donné la nausée.

Par ailleurs, l'intrigue, réduite à un squelette, nécessite une lecture préalable du roman pour devenir compréhensible : les allusions à « Jean-Sol Partre » et à l'amour dévorant de Colin pour ses livres, la présence constante d'une souris, l'immense guillotine chargée d'« excécuter » l'ordonnance du médecin, le nœud dans le poumon de Chloé, l'étrange usure où l'on fait pousser des graines de fusil, les agents du fisc qui viennent récupérer ses impôts assésés, le contributeur et l'incendie des bibliothèques qui vendent l'œuvre de « Partre », tout cela n'a de sens que dans son contexte.

Ce qui reste est bien impressionnant à nous faire saisir l'immense force de l'amour - qui lie les deux époux.

UN AMÉRICAIN GRAND PRIX ROSTROPOVITCH

Le concours de violoncelle Rostropovitch, organisé par la Ville de Paris en collaboration avec l'association Acanthes, qui réunissait cent trente-cinq candidats de vingt-sept pays (mais aucun Soviétique), s'est révélé de très haut niveau. Les trois finalistes ont joué le même programme comprenant *Par Sino*, un grand œuvre de cinq minutes composées spécialement par Penderecki, un très beau chœur intérieur, plaintif et vibrant, et le *Concerto* de Dvorak, fort bien accompagné par le Nouvel Orchestre philharmonique dirigé par Michel Tabachnik.

Sur le magnifique *Amati* de Léonard Rose, Gary Hoffman (Etats-Unis, vingt-neuf ans) a déployé de merveilleuses sonorités, des phrases d'une richesse exceptionnelle qui ont amplement justifié son premier prix, et il a domé d'emblée toutes les clés de l'œuvre de Penderecki avec une grande intelligence musicale. Mais dans le *Concerto* de Dvorak, Gustav Rivinius (Allemagne fédérale, vingt ans) s'est montré plus envoiement encore que son aîné, avec un jeu sobre, d'un beau lyrisme intérieur. Le troisième prix est allé à un Allemand, Christoph Richter, à la sonorité métallique, un peu agressive, qui ne manifestait pas la même maîtrise, malgré un style impeccable.

L'école française, malgré trente-cinq concurrents (contre vingt-quatre Américains et douze Allemands), n'était pas présente en finale.

J. L.

18 000 VISITEURS POUR LE SALON DE LA MUSIQUE CLASSIQUE ET ANCIENNE « MUSICORA » au Grand Palais (le Monde du 9 mars), soit un gain de 21 % par rapport à la première édition de ce salon l'an dernier. A ce bilan qualifié de « très encourageant » pour les organisateurs, on peut néanmoins opposer celui du premier Salon de l'ivre en 1981 : 120 000 visiteurs et 170 000 attendus cette année.



Colin et Chloé (Timothy Drax et Véronique Diatichy).

La musique dépouille une grande diversité de procédés : « moderne, tragique, désespérée », dit l'auteur, pour évoquer la guerre et la police, avec des procédés brutaux à la manière du Honneger de la *Symphonie liturgique*, et des courbes sortis de l'auteur de Falson, elle revêt pour les héros un caractère tendre et romantique, avec un tissu de lignes délicates et un environnement de timbres mystérieux, sans être sans puissance cependant pour survoler l'écriture vocale, excepté peut-être dans l'ultime duo d'amour.

Denisov s'est montré sans doute trop discret, et il a eu le tort de vouloir mettre quelque « couleur locale » en insérant dans son œuvre, en souvenir de Vian le troubadour de Saint-Germain-des-Près, un jazz-bas sur la scène, qui n'évoque que les « Lorientais » de qu'on, et des citations de Duke Ellington. Il a construit pourtant une puissante scène finale en superposant un grand *Agnus Dei* polyphonique, la voix d'un officiant en vocalises assez extravagantes, et un dialogue incongru entre Colin et un Jésus mal rasé, sorte de clochard indolent et indifférent, qui lui reproche de ne pas avoir payé plus cher pour l'enterrement de Chloé.

Grande conclusion bien faite, quoique d'une bigarrure peu convenante, d'autant plus qu'après une scène incompréhensible où Colin (substitué d'un chat) met un content sur la gorge de sa souris favorite, le chœur des onze petites filles aveugles vient démentir l'adhésion de Vian au chantant avec beaucoup de conviction une lyrique touchante et détonante au « bon pasteur qui guide son troupeau vers les eaux de la vie éternelle ».

Jean-Claude Fall, à qui l'on doit les belles mises en scène de *Werther* et de *Mitridate* au Festival d'Aix-en-Provence, et son décorateur Gérard Didier ont été aussi peu inspirés par cette œuvre (le plus spectaculaire étant ces trombes d'eau qui tombent sur le plateau à chaque intermède, ce ne soit pourtant), et les chanteurs paraissent aussi gênés que la déclamation lyrique et Dariusz. Seul Véronique Diatichy incarne une épouse et véritable Chloé, mais que l'on puisse faire grand reproche à Thierry Drax, Marcel Ouillevet, Eva Samra ou Bruce Brewer.

John Bardick a dirigé la représentation avec une précision et une conviction méritoires, et l'orchestre comédien de Jean Lafarge semblait excellent.

JACQUES LUNCHAMP.

* Prochaines représentations les 20, 22 et 24 mars, à 19 h 30.

CLAUDE KAHN

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<p>CLAUDE KAHN CONCERT des LAURÉATS, SALLE GAVEAU et agences</p>	<p>LIA ALTAVILLA Chœur CARLA SEIXAS Piano JOSE CHORRE DE VASCONCELOS A. SARTOR, F. de LACERDA DUPARC, M. de FALLA Dans le cadre de la saison</p>	<p>LA PASSION SELON SAINT JEAN de J.-S. BACH et l'ITRENTS MARK CONSORT Howard Crook (Evang.) John Drayer (Christ) Dir. : JOE VAN VELDHOVEN</p>
<p>CHATELET 21 mars à 19 h 30 (p.a. Valenciennes)</p>	<p>ROSSINI ORCHESTRE CAMERES PROVENCE - CÔTE D'AZUR Dir. : Philippe BENDER Sol. : Philippe CUPPER, clarinette soprano, flûte et cor.</p>	<p>J.-S. BACH Passion selon St Matthieu Chœur et orchestre MARK de FRIEDRICHSDORF Dir. : HORST STEGEMANN</p>
<p>CHATELET 21 mars à 19 h 30 (p.a. Valenciennes)</p>	<p>SCHMALFUSS piano SCHUMANN, CHOPIN DEBUSSY CONCERT VIVALDI par les SOLISTES de l'OPERA Violon solo : Hervé LE FLOCH Benoît FROMMELT Philippe CHÉRE Sébas</p>	<p>PRINTEMPS DES ARTS DE MONTE-CARLO RÉCITAUX Marie-Joë Pires (2/4) Piero Cappuccilli (6/4) Karin Ricolachi (17/4) Ivo Pogorelec (19/4) Nathan Milstein (20/4) MUSIQUE SACRÉE Della Concert (28/3) MUSIQUE DE CHAMBRE Il Divertimento Venezolani (4/4) Quatuor Talis (10/4) MUSIQUE SYMPHONIQUE Orchestre philharmonique de Monte-Carlo Dir. : Laurence Foster avec Sabina Auspicio (6/4) Brigitte Engerer (11/4)</p>
<p>CHATELET 24 mars à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)</p>	<p>ORCHESTRE COLONNE Dir. : Pierre DERVAUX Sol. : Angélique DUMAY DEBUSSY, CHAUBON MASSNET, RAVEL</p>	<p>BALLETS Compagnie de Ballets de Monte-Carlo (28-31/3, 12-16/4) 3 programmes différents THÉÂTRE Cécile Béra, de M. Dore et M. Béra, de M. Ojé (7/4) JEUNES SOLISTES C. Sopa (6/4), C. Sopa (12/4) PHOTOGRAPHIE Exposition Irène Piss (21/3-13/4) CINÉMA Film d'opéra (22/3-20/4)</p>
<p>CHATELET 24 mars à 20 h 30 (p.a. Valenciennes)</p>	<p>PIANO ★★★★★ THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 21 mars, 20 h 30 RÉCITAL ALFRED BRENDEL Dir. : André de Périange Loc. : 47-23-47-77.</p>	<p>PIANO ★★★★★ THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 21 mars, 20 h 30 RÉCITAL ALFRED BRENDEL Dir. : André de Périange Loc. : 47-23-47-77.</p>

PALAIS DE
27 SEPTEMBRE

« LE VOYAGE D'HIVER », par Péter Schreier

Un chanteur et son double

J'ai refait l'expérience d'un long chemin, doulaireux. En le refaisant, d'un mot allemand intraduisible - nachfolgend, quelque chose comme « suivre des traces » - Péter Schreier décrit ce qui s'est passé quand il a chanté le Voyage d'Hiver, revu des images, en l'impression de chercher à l'avance, à travers un personnage qu'il connaissait déjà. Il laisse entendre qu'il s'est découvert un double.

Mais un double peut être grand, son miroir indistinct. Témoin au riche passé mozartien, voix angélique immaculée, style toujours impeccable, esprit poète, Péter Schreier ne s'est pas joué tête baissée dans l'hiver schubertien. Je suis, dit-il, quelque un de positif, l'image d'un voyageur réagissant, ne correspondant pas à ma conception de la vie. Il lui a longtemps préféré l'air pur de la belle Meusane.

Puis, en février 1985, à l'occasion de l'inauguration du nouvel Opéra de Dresde, il a chanté pour la première fois, en deux soirées consécutives, ce Voyage tant redouté. Le public tressaillit fort, mais les micros étaient branchés, et ces concerts sont immortalisés sur deux disques compacts, dont la sortie, ainsi que celle de l'enregistrement sur micro-sillon, a été marquée lundi soir par un récital à l'Athénée. Péter Schreier en sort grand, et métamorphosé. D'une voix désormais accueillante à toutes les nuances de la tristesse, il dit ce qu'il y a à gagner de n'être plus tout à fait jeune.

Péter Schreier ne chante plus guère, il aime et il aime à se progressivement quitter la scène pour se consacrer à la direction d'orchestre. Reconversion ? Prestation. « Qu'a donc le public à acclamer follement des contre-ut ? Cela n'a rien à voir avec la musique.

Je crois qu'il faut sans cesse se perfectionner. C'est pour cela que je me retire de plus en plus de l'opéra. « Tout est venu de ma jeunesse à Dresde, de la façon dont j'ai été mis en contact avec les anciens maîtres. J'appartenais au Kreischor, le plus célèbre chœur d'enfants d'Allemagne avec celui de Leipzig. On y entre à huit ans, on en sort à dix-huit, avec un avenir musical tout tracé, on a étudié Bach, Schütz, Palestrina et Josquin Des Prés, comme on a appris à lire le journal.

« Denis Bach, il est impensable de ne pas chanter le rythme indiqué, la note exacte : je ne me suis jamais fait à l'opéra italien, je n'ai jamais fait des rôles légers, l'Élixir d'amour, Don Pasquale, des souvenirs sans importance. Il y a tellement de chanteurs pour cela, alors qu'il y a si peu d'interprètes pour Bach et Mozart ! » Dans le lied, Péter Schreier soigne la couleur. Dans l'opéra, il raffine la diction : avec le NOP, dirigé par Janowski, il est apparu récemment comme le plus intelligent, le plus inattendu des Lyons dans la Tétralogie de Wagner.

Ténois cinquantenaire, Péter Schreier s'étourdit d'identifier, « beaucoup plus qu'il ne s'attendait », un héros errant et solitaire du Voyage d'Hiver. La beauté miraculeuse de l'enregistrement qui sort aujourd'hui vient évidemment de cette identification et de cet étonnement. N'est-il pas conforme à l'esprit de Schubert que les choses les plus profondes se passent en toute simplicité. Sans oublier ce qui se passe entre cette musique et un pianiste. Dans le rôle de l'accompagnateur : Sviatoslav Richter!

ANNE REY. Deux disques compacts Philips 416 289-2.

CINÉMA

« Bleu comme l'enfer », d'Yves Boisset

C'est de quelle couleur une escroquerie ? Prenez un roman quelconque, d'un auteur quelconque, oubliez les deux tiers de l'intrigue en route. Autant dire que vous démarrerez à vide. Dans ce vide, faire revenir un gros truand de film sans scrupules (joué également sans nuances par Tchéky Karyo), complètement toqué de sa femme (la jolie Myriam Roussel, en semi-frigide fatale), ainsi que sa sœur un peu gourde (Agnès Sora), et un petit voyou mystérieux et tellement viril (Lambert Wilson, bronzé, pas rasé, un choc) qu'il pique le terme du film. N'en rajoutez surtout pas plus, vous risqueriez d'avoir un début de film. Pour les dialogues travaillés dans le non-dit. Massez deux ou trois fortes cylindrées sur l'autoroute, relevez à la castagne. Oubliez que vous avez tourné Dupont-le-Join en 1974 ou Allons enfants en 1980. Oubliez le cinéma, vous êtes moderne et Beineix est Dieu. Servez froid sans commentaires et partez en courant, comme si vous aviez posé une bombe. Bleu comme l'enfer ? Respirez comme le mort, mouillé comme un pétaud, bête comme la lune. - M.B.

ROCK

Latin Quarter au Rex Club

On sait encore peu de choses de Latin Quarter : Anglais, ils sont nés à Manchester de la rencontre au studio de Steve Skaitis (le chanteur-guitariste-compositeur) et de Mike Jones, un professeur de littérature qui écrit à présent la totalité des textes. Tous (l'un au total) ont fait leurs armes dans des groupes plus ou moins obscurs, mais leur premier album (Modern Times) est une fameuse carte de visite. Dans la mouvance britannique du reggae blanc à la US 40, ils affirment d'emblée un sens développé de la synthèse. - A.W. * Le mercredi 19 mars à 20 heures au Rex Club. Disque : Modern Times (RCA-Ariola, 207091).

NOMINATION

DE M. GUÉNOU A REIMS

M. Jean Falala, député et maire de Reims, regrette que le ministre de la culture ait nommé unilatéralement Denis Guénoou à la tête du centre dramatique, « ce diktat qui ôte à la municipalité la possibilité de se prononcer en toute sérénité entre plusieurs candidats », alors qu'elle verse plus de 3 millions pour le fonctionnement du centre dramatique, qui occupe des locaux municipaux.

D'autre part, les conseillers communistes des Hauts-de-Seine demandent à M. Graziani, président du conseil général, que la subvention du Théâtre des Amis soit maintenue dans son intégralité.

PLUTON ODEON 1 8 h 3 0 QUEL AMOUR MICHEL BOUDON ALIDA GIARDINA PHILIPPE LEMAIRE CHRISTIAN RAUTH JACQUES BAILLON NICKY RIET 13 MARS - 13 AVRIL

COMMUNICATION

SOUCIEUSE DE SA SURVIE

L'INA veut travailler pour les nouvelles chaînes

Comment trouver sa place dans le paysage audiovisuel lorsqu'on n'est pas une chaîne, ni, pour l'essentiel, une société de production ? C'est la question que doit résoudre périodiquement l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA). En 1974, lors de la suppression de l'ORTF, le législateur avait bien failli oublier la recherche, l'archivage et la formation : ce n'est qu'en dernière minute que l'INA avait été créé pour mener à bien ces missions hétérogènes.

En 1982, la gauche reconduisit l'Institut dans ses fonctions mais sans améliorer sa position : dépendant d'une contribution forfaitaire des chaînes, il a du mal à imposer une stratégie de développement autonome. Aujourd'hui, alors que le nouveau pouvoir veut réduire le service public de l'audiovisuel, l'INA n'est-il pas condamné à disparaître ? C'est compter sans son bouillant président, M. Jacques Pomonti, qui prend les devants en s'attaquant au marché des nouvelles télévisions. Avec dans sa manche un atout de poids : l'importance des archives dans une situation marquée par la pénurie de programmes. « On a vu au dernier marché international de Monte-Carlo les grandes compagnies américaines proposer l'intégralité de leurs catalogues, explique M. Pomonti. Elles comptent bien faire en France d'aussi bonnes affaires qu'il y a dix ans en Italie. Si l'on ne veut pas voir nos écrans envahis de programmes américains, l'INA doit pousser à la diffusion des nouvelles télévisions toute la richesse du patrimoine de la télévision française. »

En théorie, pas de problème. L'INA est libre de commercialiser toutes les émissions, cinq ans après leur passage à l'antenne. L'Institut est déjà en négociation avec la chaîne musicale TV 6, qui souhaite marier dans sa programmation histoire du rock et mémoire de la télévision. Mais voilà que les chaînes publiques s'inquiètent : vont-elles laisser leurs propres productions alimenter l'antenne de leurs concurrents ? Aussi menacent-elles d'utiliser leur droit de préemption pour empêcher toute vente au secteur privé.

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle tente depuis quelques semaines de trouver une solution au litige. Conscient des problèmes de financement des chaînes publiques, M. Jacques Pomonti propose aujourd'hui de les intéresser à la vente : un pourcentage alimentaire d'un fonds destiné à aider la création sur TF 1, A 2 et FR 3. Mais les chaînes se font tirer l'oreille : elles estiment qu'en s'occupant d'un nouveau marché, l'INA va négliger ses obligations à l'encontre du secteur

public et réduire ses services, dont la qualité est déjà très critiquée. « Il faut en finir avec ce mythe de l'INA bureaucratique et peu efficace, s'indigne M. Pomonti. Savez-vous que nous livrons chaque jour quelque 300 documents d'archives. En cinq ans, nous sommes passés de 35 000 à 80 000 transactions par an. Une augmentation qui est due en grande partie à la généralisation des rediffusions sur la télévision publique : 24 % du temps d'antenne (hors plateau) sur TF 1 au dernier trimestre contre seulement 13 % en 1982. »

Participation à la « Sept »

Mais le président de l'INA ne borne pas ses ambitions à la commercialisation des archives. L'Institut détient 15 % du capital de la « Sept », qui prépare les programmes de la chaîne culturelle, et ne compte pas limiter à un simple rôle de partenaire financier. M. Pomonti se souvient qu'il a été pendant plus d'un an chargé de mission sur le projet de chaîne de télévision directe et est prêt à reprendre son bâton de pèlerin au profit de la septième chaîne.

« C'est un projet évident parce qu'il est évident qu'une chaîne publique doit disposer d'une audience européenne et de hauts techniques de la norme D 2 Mac Paquet, explique M. Pomonti. Il faut construire autour de cette télévision culturelle un véritable partenariat européen des chaînes publiques : l'INA, qui a des relations très étroites avec un grand nombre de nos voisins, s'y emploiera. Il mettra également au service de cette formidable idée toutes ses ressources en recherche et en programmation. Des équipes travaillent déjà sur des idées de magazines, de flashs d'actualité et même de bulletins météo. Contrairement à beaucoup, j'estime que cette chaîne culturelle européenne doit faire de l'information. »

Dernier volet des projets de M. Pomonti : la formation professionnelle. L'installation au Palais de Tokyo d'un Institut national de formation au cinéma et à l'audiovisuel ne doit pas faire oublier que l'INA dispose à Bry-sur-Marne de vastes locaux et d'équipements sophistiqués pour assurer la formation des personnels de la radiotélévision. « Nous allons renforcer nos actions dans ce domaine, assurer des passerelles entre le cinéma et les techniques de l'audiovisuel en parfait accord avec le Centre national de la cinématographie. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LA TÉLÉVISION DIRECTE PAR SATELLITE

L'Etat assure la moitié du financement de TDF 1 et TDF 2

A étudier ses comptes, la télévision commerciale par satellite n'a, en France, de commercial que le nom. C'est en effet l'Etat qui sera amené à prendre en charge près de la moitié du financement du programme des satellites de télédiffusion de France, TDF 1 et TDF 2, selon le budget présenté, le 13 mars, par M. François Schoeller, président de l'établissement public. Le même jour, il paraphrait, avec le secrétaire général d'Arianeespace, M. Roland Deschamps, les contrats de lancement de TDF 2, prévu en juillet-août 1988, près de deux ans après le lancement de TDF 1, annoncé pour novembre 1986.

En effet, les sociétés de diffusion privées n'auront à payer, les deux premières années, qu'un tarif de location de 55 millions de francs par canal et par an. Certes, une progression de ce prix est ensuite prévue. Mais il est loin d'atteindre le point d'équilibre de construction et de fonctionnement du satellite, estimé à 127 millions de francs par canal et par an. Cet équilibre ne serait finalement atteint que la douzième année de location, c'est-à-dire bien après la fin de la durée de vie des satellites en question, de sept ans en théorie. Alors, TDF 1 et TDF 2 auront été remplacés par d'autres engins, dus de la deuxième génération.

C'est donc sans doute l'Etat qui financera 1,3 milliard de francs sur les 2,7 milliards du coût total des deux premiers satellites. De 1981, date de la première commande de TDF 1, à 1986, les pouvoirs publics ont déjà versé plus de 1 milliard de francs en donation en capital ou en consolidation des 440 millions de prêts, du FDES (Fonds de développement économique et social, un organisme public d'aide aux entreprises). De 1986 à 1993, l'Etat sera sans doute - quoiqu'il ne se soit pas formellement engagé sur le sujet - également amené à combler le trou de 268 millions, soit la différence entre les emprunts, les dotations en

capital et les remboursements prévus. Quant à TDF, il en ira aussi de ses deniers, puisque l'organisme public entend participer directement au projet, au moins pour 1,1 milliard, autofinancé qui ne sera sans doute pas de nature à redresser les comptes d'une société, déjà en difficulté. Un rapport du Sénat de février 1986 note que l'emprunt nécessaire à l'équipement essentiel à la diffusion de la « 5 » et de la « 6 », allié encore « fragiliser une situation financière déjà passablement tendue ». L'endettement global de TDF est en effet passé de plus de 440 millions en 1984 à 680 millions de francs, en 1985, soit de 15 % à 20 % de ses fonds propres, ratio qui devrait atteindre 25 % en 1986.

Les sociétés de diffusion ne sont pas les seules à bénéficier des incitations à l'exploitation des satellites de diffusion directe. Du côté réception, les fabricants d'antennes se voient aussi proposer une aide de 200 millions de francs, étalée sur trois ans. Une somme assurée, en fait, par les sociétés de diffusion, qui, dans leur contrat avec TDF, se sont engagées à verser 15 millions de francs par an et par canal, pour favoriser le développement des antennes. Une décision justifiée puisque, sans les paraboles et leurs accessoires électroniques, le signal satellite passerait au-dessus de la tête des téléspectateurs potentiels, sans les atteindre. Mais cette aide est bien le signe que les fabricants d'antennes se font tirer l'oreille avant de lancer les investissements de mise en production. Ils demandent d'abord à être convaincus que les programmes, finalement sélectionnés pour être diffusés sur le satellite, inciteront réellement les particuliers à investir les quelque 7000 F que coûte une antenne de réception individuelle des satellites de diffusion directe.

DOMINIK SAROUCHE.

PALAIS DES CONGRÈS
DU 27 SEPTEMBRE AU 27 OCTOBRE 1986

RTL L'ÉVÉNEMENT CHOC DE LA RENTRÉE

ALBERT SARFATI présente après 10 ans d'absence

LE BOLCHOÏ BALLET

Accompagné par l'Orchestre PHILHARMONIQUE DU BOLCHOÏ

3 PROGRAMMES DIFFÉRENTS

L'ÂGE D'OR du samedi 27 septembre au dimanche 5 octobre 1986
RAYMONDA du jeudi 23 octobre au dimanche 26 octobre 1986
GISELLE - MOZART ET SALIERI du mardi 7 octobre au mercredi 15 octobre 1986
du jeudi 16 octobre au mercredi 22 octobre 1986

REPRÉSENTATIONS : DU 27 SEPTEMBRE AU 27 OCTOBRE 1986

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche à 20h30
Matinées : samedi à 14 h 30 et dimanche à 15 h

PRIX DES PLACES :
1^{re} catégorie : 280 F
2^e catégorie : 180 F
3^e catégorie : 120 F
+ 5 F de location par place

LOUEZ DÈS MAINTENANT VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE À L'AIDE DU BON DE RÉSERVATION CI-DESSOUS (Les demandes seront servies dans l'ordre de leur arrivée)

BON DE RÉSERVATION à retourner à :
BALLET DU BOLCHOÏ - BP n° 7 - PALAIS DES CONGRÈS - Paris-Maillot, 75017 Paris

NOM _____ RUE _____ N° _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____ TÉLÉPHONE _____

INDIQUER CI-DESSOUS 3 DATES ET JOURS DIFFÉRENTS			
DATE	JOUR	PLACES	MON
LE	A		
LE	A		
LE	A		

RENSEIGNEMENTS : 47 50 14 94

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

En coproduction avec les Ateliers Contemporains

LE PARC

Botho Strauss - Claude Régy

28 février au 23 mars à 19h30 - Dimanche à 15h - 47.27.81.15

DEMAIN Envolez-vous pour le pays imaginaire.

WALT DISNEY présente

PETER PAN

TECHNICOLOR

MERCREDI

JESSICA LANGE - ED HARRIS

Sweet Dreams

UN FILM DE KAREL REISZ

مكتبة من الأصل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES LARMES AMÈRES DE PETRA VON KANT, Lucernaise (43-44-57-34), 18 heures.
LES JUSTES, Odéon (43-25-70-32), 20 h 30.
QUEL AMOUR, Petit Odéon (43-25-70-32), 18 h 30.
LE CHAUFFEUR (HOT HOUSE), Atelier (43-06-14), 21 heures.
MAQUILLAGES, Maison des cultures du monde (43-44-41-42), 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-45-57-50), 19 h 30 : Médée.
COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : La Tragedie de Macbeth.
CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre : 19 h 30 : Le Parc ; Théâtre Génier : 20 h 30 : Madame de Sade.
ODÉON (43-25-70-32), 20 h 30 : Les Justes, d'A. Camus.
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Quel amour, de M. Boudon.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Oncle Vanja.
BEAUBOURG (42-77-13-33), Concerts/spectacles : 20 h 30 : Ateliers musique et micro-informatique (Ch. Droulers).
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 21 h : Ballet de l'Opéra de Shanghai (Les chants de l'opéra sur le mont Tch'i) ; Séances Rossini : 18 h 30 : Il signor Bruschini (livret de G. Foppa, dir. musicale : J. Kaltenbach).
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45 : Le Dragon ; 18 h 30 : Youssef 'N'Dour (Sénégal).
CARNE SELVA MONFORT (43-31-28-34), 20 h 30 : Bajazet.

Les cafés-théâtres

AU BÉC FIN (42-96-28-35) 20 h 15 : Touba-Bahut 2 ; 21 h 45 : Au suivant, 23 h : Les Jeux de la nuit.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), L. 10 h 15 : Arnaud ; M.C. : 21 h 30 : les Kamitazé de l'Oncle Sam ; 22 h 30 : l'Effluve des blanchisseurs - IL 20 h 15 : les Sacré Monsieur ; 21 h 30 : Saviez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.
CAPÉ D'EDGAR (43-20-85-11) L. 20 h 15 : Trois vieux douzards ; 21 h 30 : Manges de femmes, 22 h 30 : Crises de seconde E. ; 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
PETIT CASINO (42-78-36-50) 21 h : Les deux chiens vachés ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03) 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos drâmes font désordre.
SENTIER DES HALLES (42-96-27-27) 20 h : La baguette qui vient du froid.

Les autres salles

AMANDIENS DE PARIS (43-66-42-17), 20 h 45 : Terminus Hôpital.
ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ARCANÉ (43-38-19-70), F. : 20 h 30 : Jokko (film sans scénario).
ARTE HÉBERTOT (42-87-23-23), 21 h : Le Sexe faible.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Hot House.
ATHÉNÉE (47-42-67-27), Salle Ch. Béraud, 20 h 30 : L'Indien cherche le Bronx.
BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : 40 paysages fixes pour piano ; 23 h : Inside Nights.
BOURVILL (43-73-47-84) (D. L.), 20 h : Pas deux comme eux ; 21 h 30 : Y'en a mar...-deux.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : Riffiodan dans les labours ; 22 h : La mort, le moi, le nous.
CARTOUCHEMERIE, Tappette (43-28-36-36), 20 h 30 : Pas deux.
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), La Resserie, 20 h 30 : Yes, peut-être ; Galerie, 20 h : La Casa de Bernarda Alba.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-06-11), 21 h : Reviens dormir à l'école.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-06-34), 21 h : L'âge de meubler est avancé.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Les Intrigues d'Arlequin et Colombine.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 20 h 30 : Richard Wagner ; 22 h : Intérieurs.
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 20 h 30 : Procès d'intentions.
DEUX HEURES (46-06-07-48), 22 h : l'Homme de parasite.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (42-72-23-41), 20 h 30 : La vie est un songe.
FONTAINE (48-74-44-01), 20 h 30 : Les Vieilles Dames.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18), 20 h 45 : la Gagne.
GALEKIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
ENSATT (48-74-44-30), 20 h 30 : Agneumon.
EPICÉRIE (

RADIO-TÉLÉVISION INFORMATIONS « SERVICES »

VU

Bouvard-Collaro : deuxième round

On craignait, mais on attendait. Philippe Bouvard fait rire, certes, plus dans la vulgarité que dans la nuance. Mais ce mondain-travailleur est malin : il utilise ses recettes avec ce qu'il faut de cynisme, et un superprofessionnalisme. Il tire son épingle du jeu par un récit sans faille et un pessimisme ravageur.

Mais hier, quelle déception ! Pie, quelle médiocrité ! Neuf mois de préparation pour arriver à ça... Un « Petit Bouvard illustré », où les plaisanteries s'enchaînent sans s'embaler, avec quelques choses de plus, de mécaniques, comme ça. Deux fois d'un fait public, sicuti au maître, et pleines en vague de fond, avant, pendant, et après les gags.

Les journalistes-comédiens du « Petit Bouvard », installés dans

la rédaction de « l'Idiot visuel », ont développé quelques manières de triquer les urnes, bulletins électroscopés, bulletins à colle, bons donnés aux vieux... A part un ou deux gags qui ont fait arriver à ce défilé qui met enfin de bonne humeur, le nouveau Bouvard ne décolore pas. Ce qui marqua à Bouvard, c'est ce qu'a Collaro, qui a repris ses « bébêtes » hier aussi, après quinze jours d'interruption pour cause de campagne électorale : la connivence avec le public et cette alchimie mystérieuse qui transforme et dépasse les plaisanteries (denses), les gags (lourds), les calembours à trois. Avec Collaro, pas de mépris, mais quelque chose d'humain, d'affectueux, de complice. La bébête, c'est une forme de dériaison. Au premier,

deuxième ou troisième degré, avec une distance un rien insolente. Ses bébêtes qui croyaient toutes avoir gagné au lendemain des élections (« Mais qui a perdu ? C'est lui ! »), avaient retrouvé leur pêche habituelle.

Quel sera l'effet de ce nouveau Bouvard sur le Journal d'Antenne 2 ? Qui va prendre l'avantage dans ce deuxième round Collaro-Bouvard ? Pendant les deux semaines de campagne électorale, où ni « Cocoricocoboy » ni « La Trappe » n'ont été diffusés, le « 20 heures » de la deuxième chaîne a vu une montée progressive de son écoute (de 4 à 8 %) ! Il n'est pas certain que la nouvelle locomotive du journal, à 19 h 40, n'inverse à nouveau la vapeur.

CATHERINE HUMBLLOT.

Mardi 18 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Les grands écrans de TF1 : SARI ou Société amoureuse à responsabilité limitée. Téléfilm de Christian-Jaques, d'après M. Mithois, adapt. J. Esnault et M. Mithois. Avec J.-P. Darrieu, D. Assolant, D. Sirey (réal.).
- Résumé par les femmes, un dramaturge espère se venger avec la complicité de son fils, qui est très séduisant. Il fait passer une petite annonce : « Homme jeune et beau cherche femme jeune et riche, en vue mariage... » Du théâtre de boulevard au petit écran.
- 22 h Le magazine.
- Emission littéraire de Pierre Dumayet. Réal. G. Daudé. Premier numéro d'une nouvelle émission littéraire. Le magazine de livres, jeunesse de pipe, nous fait entrer dans le secret des librairies dans le monde de l'écriture.
- 23 h 18 Journal.
- 23 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Cinéma : Transamerica Express. Film américain d'Arthur Hiller (1976), avec G. Wilder, J. Clayburgh, R. Pryce.
- Un pilote de Los Angeles se rend à Chicago pour le travail. Sa rencontre avec une séduisante secrétaire le plonge dans une aventure romantique. Comédie policière et burlesque rappelant - volontairement - certains films de Hitchcock. Un univers étonnant pour Gene Wilder. Une action qui s'emballe. On s'amuse.
- 22 h 30 Magazine : Célébrités cinématographiques.
- De M. Boujut, A. Andrieu et Cl. Ventura.
- Des portraits de Glenn Ford, Christopher Lambert, Meryl Streep et Bernard Laffont et Bob Fosse ; un entretien avec Howard Hawks.
- 23 h 20 Série : Johnny Staccato.
- Superbe série télévisuelle américaine en noir et blanc. Piano, jazz, ambiance des boîtes de nuit à New-York. De « police » de classe avec John Cassavetes dans le rôle de l'inspecteur.
- 23 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Cinéma : Les Dents de la mer II. Film américain de Jeannot Szwarc (1978), avec R. Scully, L. Gray, M. Hamilton, J. Masterson, J. Kramer.
- Un nouveau géant vient terroriser la station balnéaire qui avait déjà eu bien des malheurs. Nouvelle aventure, plutôt que suite, du film de Spielberg. Comme

on connaît déjà l'histoire et qu'il le réalisateur en reste à l'attente, on oublie d'avoir peur.

- 22 h 30 Journal.
- 22 h 50 Emissions régionales.
- 23 h 45 Prélude à la nuit.

FR3 - PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h L'Age en fleur ; 17 h 15, série : Dynastie ; 18 h, Efficace ; 18 h 55, Mighty mouse ; 19 h 5, Atout Pic ; 19 h 15, Information ; 19 h 36, feuilleton : F'homme se tépé soir.

CANAL PLUS

- 20 h 35, Tranches de vie, film de F. Letier ; 22 h 10, Sous le signe de Hong-Kong, film de Y. Chiffre ; 23 h 45, D'été de film, film de C. Braverman ; 1 à 15, Série : Mike Hammer ; 2 h 5, Série : Le frelon vert ; 2 h 25, Superstar.

LA 6

- 20 h 30 Fantastique mardi : Star Trek II (la Colère de Khan), film de Nicolas Meyer (1982).
- 22 h 30, Jovian, magazine de l'avenir.
- 23 h 30 Radif, des programmes de la soirée.

TV 6

- De 14 à 2 h programme musical

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Le Journal du corps.
- 21 h 30 D'aujourd'hui, l'actualité de la chanson.
- 22 h 30 Nuits musicales.
- 0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (au direct du Grand Auditorium) : « Quatuor à cordes n° 4 en si bémol majeur » de Vachon, « Intermittences V », pour trio à cordes et deux guitares, de Makino, « Quatuor à cordes en la mineur » de Rubinstein, par le Trio à cordes de Paris ; C. Frey, violon, M. Michalakakis, alto, J. Groot, violoncelle, E. Pops, deuxième violon, J. Horowitz, et J.-M. Trabasso, guitares.
- 22 h 30 L'Éternité des temps (au direct du Grand Auditorium) : musique arabe.
- 0 h Les soirées de France-Musique : œuvres de Scriabine, par V. Ashkenazy.

Mercredi 19 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Série Arènes Lupin : l'agence Barnett. D'après le livre de Maurice Loblanc, adapt. J. Nahum et R. Wheeler, réal. J.-P. Decourt. Avec G. Deschamps, J. Balinta, M. Bardollet... (réal.).
- Le célèbre gentleman cambrioleur refait son appartement au petit écran pour tenter cette fois-ci de retrouver le trésor du roi Dagobert et de doubler par la même occasion le petit inspecteur Béchouze.
- 21 h 35 Sports : Patinage artistique.
- En direct de Genève, championnats du monde. Figures libres couples, commentaires d'A.-S. de Kristoff et A. Escoubé.
- 23 h Performances.
- Magazine de l'actualité culturelle de M. Cardon.
- Invité : Bernard Sobel, qui met en scène la Ville de Paul Claudel, au Théâtre des Américains jusqu'au 20 avril. Au sommaire : l'imaginaire médiéval, avec l'historien Jacques Le Goff.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : la Malédiction de la veuve noire. Réal. D. Curtis. Avec T. Francisco, D. Mills... (réal.).
- Une étrange jeune femme entre dans un bar où deux hommes boivent leur dernier verre, et demande si quelqu'un peut l'aider à faire disparaître sa voiture. Il y aura une victime, puis plus tard une autre. Des morts pas ordinaires. On parle d'artéfacts.
- 22 h 10 L'opéra sauveur.
- Une musique qui vient de Bali, de F. Rosati.
- 23 h 5 Journal.

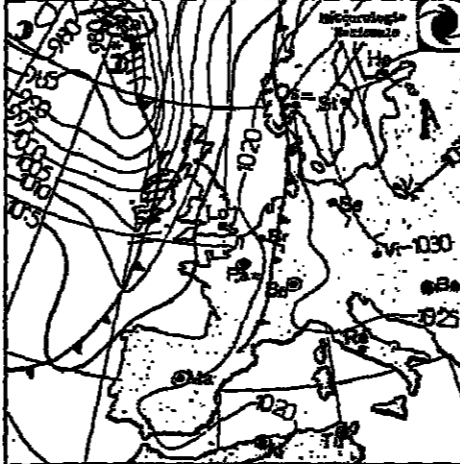
Attention, le programme de la soirée pourrait être modifié de la façon qui suit en cas de retransmission de la Coupe d'Europe de football : 19 h 05 D'accord pas d'accord, 19 h 10 le Petit Bouvard illustré, 19 h 30 Journal, 19 h 55 Football : Coupe d'Europe Nantes-Lens de Milan. Commentaires par Michel Drucker et Roger Piantoni. 1/4 de finale retour, suivie à 21 h 55 de Juventus-Barcelone, 1/4 de finale retour, 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Variétés : la Fête en France.
- L'angoisse du hasard, de F. Duprat, réal. R. Darbon, production FR3 Lorraine-Champagne-Ardenne.
- Des chanteurs se servent d'une trame dramatique pour illustrer leurs chansons et divertir le public. Machine vient de mourir, et il sourit car il va observer sa vie racontée par son majordome... Avec Nicoletta, Isabelle Moya, Tom Novembre, Romatis Didier...
- 21 h 35 Théâtre.
- Magazine de la mer, de Georges Perceval.
- Hambourg 86, ville chic et port choc, un reportage de Dominique Vodel et Michel Bazille. Une foule d'images et d'impressions à peine perceptibles d'une ville au passé opulent.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18-03-86 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mardi 18 mars à 0 heure et le mercredi 19 mars à midi.

Les fronts qui traversent la France ralentissent leur progression vers l'Est ce qui a pour effet de donner des pluies plus fortes dans l'intérieur du pays. Les basses pressions des Alpes se prolongent par une dorsale vers l'Espagne.

Mardi : Sur les Alpes, la Provence et la Corse le ciel sera peu nuageux le matin, des nuages arriveront dans l'après-midi. Sur la Bretagne, le Vendée et le Cotentin, le ciel sera nuageux avec des averse d'orage. Sur toutes les autres régions, ciel variable le matin avec des pluies éparse. Temps très doux de l'Alsace au Nord où il fera 9 à 11 degrés le matin. En cours de journée, un temps variable avec des averse s'établira sur la moitié ouest.

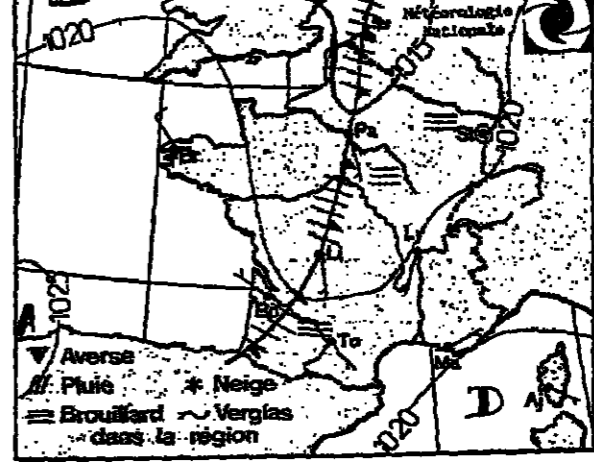
En soirée les nuages persisteront des Vosges et de l'Alsace au nord des Alpes. Les températures maximales seront comprises entre 10 à 13 degrés sur la moitié nord, entre 14 et 16 degrés sur la moitié sud.

Le vent restera faible à modéré dans l'ensemble, il soufflera du sud avant l'arrivée de la pluie, puis tournera au nord-ouest l'après-midi de la Manche aux Pyrénées.

Évolution prévue pour le fin de semaine

Deux passages perturbés se succéderont sur notre pays durant la fin de semaine, une première perturbation traversera la France du nord-ouest vers le sud-est durant les journées de jeudi et vendredi, suivie d'une hausse sensible du champ de pression, la seconde perturbation gagnant la moitié nord dans la journée de dimanche. Le champ restant relativement élevé durant toute la

PRÉVISIONS POUR LE 19-03-86 DÉBUT DE MATINÉE



Le matin, temps peu nuageux sur la plupart de nos régions, avec nombreuses formations brumeuses se dissipant avant la mi-journée. Ciel très nuageux des Vosges au nord des Alpes. Dans la matinée, ciel se couvrant de la Manche occidentale à la Vendée avec pluies intermittentes débutant dans l'après-midi près de la Manche, extension de ces nuages aux régions situées au nord de la Loire. Peu de précipitations. Températures en faible hausse sur l'ouest du pays.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée de 17 mars, le second le minimum de la nuit) de 17 mars à 18 mars : Ajaccio, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 19 et 14 ; Bordeaux, 16 et 9 ; Brétat, 11 et 6 ; Brest, 13 et 7 ; Cannes, 16 et 6 ; Clermont, 12 et 7 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 16 et 0 ; Dinard, 13 et 6 ; Embrun, 13 et 2 ; Grenoble-St-M.-H., 19 et 2 ; Grenoble-Saint-Genès, 19 et 0 ; La Rochelle, 15 et 9 ; Lille, 9 et 6 ; Lyon, 14 et 7 ; Lorient, 14 et 6 ; Lyon, 16 et 6 ; Marseille-Mariagnan, 16 et 5 ; Nancy, 15 et 0 ; Nantes, 14 et 8 ; Nice, 15 et 10 ; Paris-Montsouris, 12 et 8 ; Paris-Orly, 12 et 6 ; Perpignan, 16 et 6 ; Rennes, 14 et 6 ; Rouen, 10 et 5 ; Saint-Etienne, 15 et 3 ; Strasbourg, 17 et 0 ; Toulouse, 17 et 9 ; Tours, 14 et 7.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 9 ; Genève, 14 et 2 ; Lisbonne, 18 et 9 ; Londres, 13 et 2 ; Madrid, 17 et 6 ; Rome, 16 et 2 ; Stockholm, 5 et -3.

Températures minimales en baisse de 1 à 2 degrés dans le Nord-Ouest, en hausse de 1 à 2 degrés ailleurs, maximales en baisse de 1 à 3 degrés.

Samedi 22 mars : Événement en cours de matinée des nuages résiduels du Sud-Est. Généralisation d'un temps frais et brumeux le matin, ensoléillé dans la journée. Toutefois, de la Bretagne

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

COMMUNICATION

MESSAGE POUR LA RÉUNION. - Canal Océan Indien, nouvelle agence d'informations sonores de l'île de la Réunion, organise un service gratuit de messages personnels pour la communauté réunionnaise en France. Pour envoyer un message à la Réunion à l'intention de sa famille, de ses amis, il suffit de composer le 16 (1) 46-68-62-82. Le message, enregistré sur répondeur automatique, sera diffusé quelques jours après sur une dizaine de radios de bande FM à la Réunion.

Reconnaissements : M. Coudaneux, 27, rue Pierre-Cla, 92160 Antony. Tél. : 16 (1) 46-68-60-31.

FORMATION

CULTURE EN AVIGNON. - Le Centre de formation national d'Avignon, créé en 1984 avec le soutien des ministères de la culture, de l'éducation nationale et du travail, propose à des personnes âgées de plus de vingt-cinq ans, justifiant de plusieurs années d'activité à un poste de responsabilité dans le domaine culturel ou autre, une formation à temps plein sur douze mois encadrée par un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de direction de projets culturels, politiques et artistiques. Ce diplôme est délivré par l'Institut d'études politiques de Grenoble (université des sciences sociales de Grenoble II). Les vingt stagiaires recrutés pourront avoir deux statuts : demeurant rémunérés par un employeur ou un fonds de gestion du congé individuel de formation ; s'ils sont demandeurs d'emploi, cette formation étant agréée par l'Etat sur titre de la rémunération de la formation professionnelle, recevoir un salaire mensuel dont le montant est établi en fonction de leur situation antérieure. Le CNFA ne prend à sa charge ni l'hébergement ni la nourriture.

* Dossiers de candidature disponibles sur simple demande. Date limite de dépôt : 15 avril. Droits d'inscription payables par trimestre : 12 000 F. CNFA, 17, rue de la République, 84000 Avignon. Tél. : 90-82-20-97.

JEUNES

PAQUEBOT POUR RIO. - Après les opérations « Train Paris-Pékin » et « Paquebot Mermoz pour le Canada », le ministère de la jeunesse et des sports et la Mission des jeunes de Confians-Saint-Honorine lancent le projet « France-Brazil ». Les jeunes de

quatre à vingt-cinq ans, ayant élaboré un projet culturel, industriel, scientifique, économique, sportif ou de recherche, indiqueront les deux pays embarqueront, s'ils sont parmi les trois cent cinquante sélectionnés, sur un paquebot à destination du Brésil.

Le voyage durera de dix à douze jours. Les activités de bord seront celles choisies par les lauréats : débats, spectacles ou jeux de société. Durant sept à neuf jours au Brésil ils rencontreront de jeunes Brésiliens et, suivant les projets proposés, pourront mettre en œuvre un véritable échange qui se prolongera au-delà du séjour.

La contribution financière est fixée à 8900 F, mais il est possible d'obtenir une bourse du Fonds départemental d'initiative des jeunes ou des aides de vacances de la caisse d'allocation familiale ou d'un comité d'entreprise.

* Dossiers à adresser avant le 31 mars à la Maison des Jeunes et de la culture, Maison pour tous, France-Brazil, Les Terrasses, avenue de Font, 78700 Conflans-Sainte-Honorine. Tél. : (16-1) 39-19-56-66.

VACANCES

L'HISTOIRE A LA TRACE. - Pour les amateurs d'histoire de l'art, Temporel propose un circuit de six jours dans le Midi de la France avec des historiens d'art. Durant ce séjour, ils visiteront le musée de Saint-Raymond (gaullo-romain), la basilique de Saint-Sernin (XII-XIII siècle), les grottes préhistoriques de Niaux, les châteaux cathares de Montségur et Puivert, le musée Goya à Castres, le musée Toulouse-Lautrec à Albi, le musée Ingres à Montauban, le musée des Augustins (sculptures médiévales et peintures du XIXe siècle), l'église et le cloître des Jacobins (XIII-XIVe siècle), la cité médiévale de Carcassonne et assisteront à des cours sur l'époque médiévale, l'art gothique, l'art roman et le préhistorique et la peinture au XIXe siècle.

* Temporel, 3, rue de Sébastien, 31000 Toulouse. Tél. : 16 (61) 21-78-04.

« NE PENSONS A RIEN, LE COURANT... » - La Péniche d'Initiation à l'environnement Atlantique Méditerranée (PIEAM), centre permanent d'initiation à l'environnement, organise des croisières sur des thèmes spécifiques et diversifiés : architecture, agriculture et viticulture, milieux naturels, ethnologie, sites et paysages des canaux du Midi. Ces croisières sont animées par des conférenciers. Une bibliothèque complète l'informa-

CONFÉRENCES

- 5, rue Laffitte, 19 h 30 : « Cycle art et civilisation de l'Égypte : la religion, le calendrier et les fêtes » ; 20 h 30 : Théâtre : Les deux heures de la nuit (deuxième représentation). Tél. : 45-24-49-08.
- 9, avenue Franklin-Roosevelt, 18 heures : « L'art moderne révélateur de l'inconscient collectif en Europe et en Amérique » (M.-R. Huyghe, de l'Académie française). Tél. : 43-59-71-72.
- 1, rue Descartes, Amphithéâtre : « Les discours des sciences humaines et discours philosophique » (M. Kortian), débat ouvert par M. Abensour.
- 26, rue Bergère, 19 h 30 : « Au-delà des religions » (Père H. Biondi).

مركزنا من الأصل

Le Monde SCIENCES

La NASA et l'orbite commerciale

Après l'explosion de Challenger, la NASA devrait abandonner le commerce du lancement de satellites pour se consacrer à la seule conquête de l'espace.

SIX semaines après l'explosion de la navette Challenger et la mort des sept astronautes qu'elle transportait, les interrogations sur le devenir des activités spatiales commencent à prendre le pas sur l'émotion initiale et sur la recherche des causes directes de l'accident - bien que l'enquête ne soit pas terminée. Si grave soit-il, un accident ne saurait remettre en cause les finalités d'un programme spatial. Dans les heures qui ont suivi le drame, le président Reagan a pu annoncer : « Nous continuerons notre conquête de l'espace », sans le moindre risque d'être démenti. Mais une conséquence devient manifeste : la conquête continuera différemment.

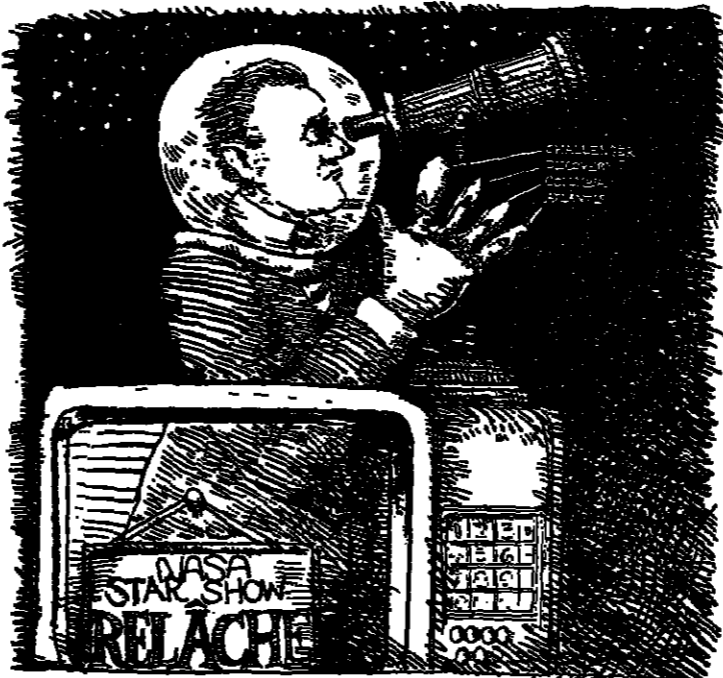
La conquête, c'était d'abord la NASA. Créée en 1958 pour répondre au défi du premier Spoutnik, la National Aeronautics and Space Administration est devenue un énorme organisme dont les activités vont de la recherche la plus fondamentale au « business » le plus commercial, mais dont la ligne d'action essentielle reste la promotion de l'espace auprès du public américain et de ses élus. La structure a évolué pour s'adapter à la diversité des tâches, mais l'organisme est resté fort centralisé. La définition des responsabilités n'est pas des plus claires, ce qui a sévèrement relevé la commission présidentielle d'enquête : la très contestable décision de tir-à-été

prise à un échelon élevé, alors que les informations qui auraient dû entraîner un report n'ont été discutées qu'à des niveaux hiérarchiques inférieurs.

Il y a un conflit fondamental entre développement et commerce, entre conquête et « business ». Le développement est largement conditionné par la technique et vise à la performance, sinon pour elle-même, du moins pour les besoins auxquels elle permettra de répondre. Le commerce a la rentabilité pour maître mot. L'Europe a su dès 1978 prendre en compte cette dichotomie avec la création de la société ArianeSpace, à laquelle l'Agence spatiale européenne (ESA) a confié la responsabilité des lancements opérationnels d'Ariane. Il est vrai que l'ESA est un organisme multinational et que la perspective était peu engageante de devoir, avant de signer un contrat, consulter une dizaine de gouvernements, et peut-être quelques Parlements.

Le poids des astronautes

Or ce conflit entre développement et commerce a été volontairement occulté par la NASA, dont il aurait affecté l'image. Pour obtenir les crédits nécessaires à ses activités de développement, elle devait les « vendre » au public et aux hommes politiques en affirmant leur rentabilité. Cela



Dessin de La Mouche.

explique qu'elle ait pendant plus de dix ans soutenu qu'il fallait envoyer des hommes à 300 kilomètres de la Terre pour mettre en orbite des satellites géostationnaires qui iront cent fois plus loin. Pourtant, à 100 000 ou 200 000 francs le kilogramme en orbite, à 1 ou 2 tonnes par homme, - c'est le poids effectif d'un astronaute quand on intègre les systèmes qui lui permettent de vivre dans l'espace en ne courant que des risques réduits, - le calcul du surcoût était élémentaire.

Personne ne peut sérieusement soutenir que Challenger était simultanément l'engin idéal pour mettre en orbite le satellite

TDRS, faire des mesures sur la comète de Halley et enseigner aux petits Américains tous les bénéfices que l'humanité tirera - grâce en soient rendues à la NASA - de la présence d'hommes en orbite. C'est cette confusion des rôles que la NASA est en train de payer.

John Young, le plus « capé » des astronautes, avec six missions spatiales à son actif, vient de critiquer publiquement la manière dont étaient décidés les lancements, affirmant que certains de ses collègues « ont eu beaucoup de chance ». L'enquête en cours montre effectivement que plu-

sieurs vols ont connu des incidents qui auraient pu être graves. John Young a aussi critiqué, dans un mémorandum daté du début janvier, la décision de faire atterrir les navettes au centre spatial Kennedy plutôt qu'en Californie, estimant que les fluctuations rapides des conditions météorologiques et l'environnement de la piste (entourée d'eau) y rendent les atterrissages dangereux. Pour Young, un accident est « inévitable », et « les cinq jours économisés (pour la remise en état de la navette) ne seront qu'un piètre gain en comparaison des dommages qui seront infligés au vaisseau, à son équipage et au programme spatial ».

Une répartition des rôles

La sécurité des astronautes est essentielle à l'image de la NASA. Elle doit impérativement convaincre le public américain que l'explosion de Challenger est un de ces coups du sort qu'on ne peut jamais totalement exclure. L'administrateur provisoire de la NASA, M. William Graham, a donc pris le contre-pied des déclarations de Young en affirmant que la sécurité avait toujours été la « priorité numéro un ». Il faudra en tirer les conséquences. Les procédures de préparation des navettes devront être revues, les contrôles seront plus poussés - le rythme des tirs s'en ressentira. Il paraît exclu aux spécialistes qu'on atteigne jamais les quinze lancements annuels que prévoyait l'ambitieux calendrier adopté pour 1986. Gordon Fullerton, autre astronaute expérimenté, a clairement imputé à ce calendrier la responsabilité profonde de l'accident de Challenger.

Mais M. Graham est obligé de lâcher du lest sur la rentabilité. Il vient d'indiquer au Congrès que l'accident de Challenger se traduirait globalement par une perte de 3,2 milliards de dollars et qu'il fallait en compter 2,8 pour construire une cinquième navette remplaçant Challenger et pour corriger les défauts qui ont causé son explosion. Ces sommes sont sans rapport avec ce que pouvaient rapporter les missions, facturées à moins de 100 millions de

dollars. Comme les vols de navettes ne reprendront pas avant février 1987 au plus tôt, et que le Pentagone sera prioritaire pour l'utilisation des premiers vols, la NASA vient d'interrompre des négociations avec la Grande-Bretagne pour le lancement des satellites de télécommunications militaires Skynet. Elle a aussi renoncé à mettre en orbite le satellite italien Italsat. Et elle admet - enfin - que les navettes ne peuvent tout faire.

L'administration américaine va encourager des firmes privées à offrir des lancements par d'autres moyens. Deux sont déjà sur les rangs : Transpace Carriers, qui veut remettre en service des fusées Delta ; Space Services, qui construit son propre lanceur, Conestoga-2, dont le premier tir est prévu l'an prochain. On peut prévoir que ces firmes, ou d'autres constructeurs de lanceurs, recevront une aide importante. Car le gouvernement américain ne peut laisser le marché des lancements - quelque trois cents satellites de communications en quinze ans - au seul Ariane, qui d'ailleurs ne pourrait l'absorber. M. Jacques-Louis Lions, président du Centre national d'études spatiales, estime que la part d'Ariane peut au maximum atteindre 50 %. Au-delà, les industriels ne pourraient fournir assez de lanceurs.

Rien n'est encore décidé, mais il est clair qu'on va vers une répartition des rôles. La navette en reviendra à sa mission originelle : permettre des expérimentations en tout genre ; mettre en orbite basse de lourdes charges - et les récupérer si besoin est ; desservir une future station orbitale. La NASA restera chargée de la conquête. Mais le « business » devrait passer à d'autres.

Ce n'est d'ailleurs guère la tâche d'une « administration », surtout aux Etats-Unis. A court terme, cela va faire le bonheur d'ArianeSpace, dont le carnet de commandes était un peu creux en 1988. A cinq ans et plus, il est en différencement, et la concurrence américaine pourrait devenir rude.

MAURICE ARVONNY.

La civilisation du galet

Dans l'Europe du Sud-Ouest, les vestiges de la civilisation azilienne entre le paléolithique et le néolithique.

ON a découvert la richesse archéologique de la grotte du Mas-d'Azil il y a presque cent ans. Tout a commencé, en effet, en 1887, lorsqu'un certain Bladier apporte au préhistorien Edouard Piette des harpons plats en bois de cerf et onze galets colorés qu'il vient de trouver en fouillant la grotte du Mas-d'Azil (Ariège). Continuant les travaux, Piette met au jour d'autres harpons et d'autres galets peints, puis rapproche ces trouvailles d'objets analogues découverts depuis 1863 dans les grottes des Eyzies (Dordogne), des Espéygues (Hautes-Pyrénées), etc.

Bref, actuellement, on connaît trente-sept sites qui ont livré des galets aziliens peints et aussi gravés qui sont répartis dans les Pyrénées et dans le Sud-Ouest pour le plus grand nombre d'entre eux, mais aussi dans la Drôme, l'Ardeche, le Doubs, l'Ain, ainsi que dans les Asturies espagnoles, la Ligurie italienne et le nord de la Suisse.

Dès leur découverte, les galets peints ont suscité la méfiance des préhistoriens, méfiance justifiée d'ailleurs par la mise presque immédiate sur le marché d'innombrables faux suscités par les primes données aux ouvriers pour les belles pièces mises au jour, et dont certains figurent encore dans les collections de divers grands musées.

Le premier travail de Claude Couraud a donc été de retrouver les galets aziliens qui sont dispersés dans de très nombreux musées et de collections particulières et de séparer les authentiques galets peints des faux. Ce tri

a été fait en fonction de divers critères : aspect, composition de la matière colorante, examen microscopique des traits ou points gravés, traces de calcite, forme du galet, motif, tracé, etc. Au total, Claude Couraud a examiné 1 392 galets dont 260 (soit 18,67 %) sont indubitablement des faux. Sur les 1 132 galets restants, 868 sont indiscutablement authentiques et 264 indéterminables, mais admis au bénéfice du doute. L'étude a donc porté sur 1 132 galets.

L'épéolithique

La civilisation azilienne s'est épanouie de 9500 à 7500 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire qu'elle fait la transition entre le paléolithique et le néolithique. En conséquence, elle a reçu le nom d'épéolithique. La dernière période glaciaire était finie depuis peu de temps. Certes le climat était encore assez froid, mais les forêts de chênes, de pins et de bouleaux s'étaient réinstallées et les rennes avaient été remplacés presque partout par les cervidés, les chevaux, les aurochs. La cueillette et la chasse étaient les fondements de la vie.

L'outillage lithique azilien est caractérisé par sa petite taille : petits grattoirs ronds et unguiformes (en forme d'ongles), petites pointes effilées. Il comporte, en outre, des harpons en bois de cerf plats et courts et des poinçons en os.

La civilisation azilienne est venue après le magdalénien, la dernière culture du paléolithique, qui a prospéré de 14000 à 9500 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire

pendant la fin de la dernière période glaciaire. Dans certains sites, les couches aziliennes sont directement posées sur les couches magdaléniennes. Ainsi y a-t-il en vraisemblance continué d'une culture à l'autre par adaptation à des conditions climatiques et écologiques nouvelles.

Pourtant les deux civilisations se différencient nettement : les sites magdaléniens sont plus riches en harpons qu'un petit grattoir ; on y trouve des harpons à section ronde en bois de renne, des aiguilles à chas en os. Et surtout, les magdaléniens, auteurs d'un admirable art pariétal figuratif, nous ont laissé, entre autres chefs-d'œuvre, les grottes peintes de Lascaux, Altamira, Rouffignac, les Trois-Frères, etc. Il y avait aussi un art magdalénien mobilier dont nous sont parvenues de superbes représentations animales. En outre, l'art figuratif pariétal et mobilier s'accompagnait de nombreux signes non figuratifs.

Pierres de lune

En revanche, l'art azilien est uniquement mobilier et il est fait essentiellement de traits et de points agencés de façons variées dans lesquels on ne peut voir aucune représentation animale. Les galets aziliens, peints ou gravés, étaient minutieusement choisis : ils sont plats et oblongs, et la longueur de la majorité d'entre eux est comprise entre 5 cm et 10 cm. Pour mieux faire comprendre leurs formes, disons que les galets aziliens feraient de bons galets à riocochets. Certains n'ont qu'une face peinte ou gravée, d'autres sont « ouvragés » sur leurs deux faces.

Trois des « signes » - points, traits transversaux, traits longitudinaux - constituent 90 % des motifs ornant les galets peints, les 10 % restants étant des cho-

vrons, des croques, des croix, des grilles. Tous ces motifs étaient déjà utilisés au paléolithique supérieur en association avec les représentations d'animaux.

Des gravures - encoches et traits - ont été faites, elles aussi, dès le début du paléolithique supérieur (vers 30000 avant Jésus-Christ). Mais certains galets aziliens sont remarquables par le nombre de traits gravés : 87 d'entre eux portent de 9 à 293 traits. Et on peut discerner des séquences : sur 40 % de ces 87 galets sont tracés 30 traits ou un nombre multiple de 30. D'autres présentent des groupes de 7 traits ou des multiples de 7 (multiples un peu approximatifs puisqu'on y trouve 28, 29 ou 30 traits). On peut penser que tous ces décors non figuratifs n'étaient pas « gratuits ». Ils devaient être des symboles rituels, magiques ou religieux. Pour les groupes de traits gravés, Claude Couraud fait volontiers sien l'hypothèse émise il y a quelques années par André Thévenin, professeur de préhistoire à l'université de Besançon, à la suite des travaux d'Alexander Marshack, de l'université américaine Harvard. On pourrait voir dans ces groupes un calendrier lunaire : une phase de la Lune dure sept jours et un cycle lunaire vingt-huit jours environ.

Bien évidemment, il sera toujours impossible de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse. Mais les phases et cycles de la Lune sont tellement manifestes qu'on ne peut pas les remarquer, surtout lorsqu'on vit, comme les populations aziliennes, en contact étroit et permanent avec la nature.

YVONNE REBEYROL.

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) vient de publier un ouvrage sur l'ART AZILIEN, origine-survivance, de Claude Couraud, 220 p., 280 F.

Écologie aujourd'hui un bilan acide ?

LES NATURES DU VERT
Par Daniel Le Conte des Floris et Thierry Grillet

A l'heure où l'écologie militante semble en perte de vitesse, la sensibilité aux problèmes de l'environnement progresse chez les Français... Un dossier qui aborde des problèmes réels, évitant les partis pris catastrophistes ou utopistes - 224 p. - 85 F.

autrement EDITIONS

مكتبة من الأصل

سكزا من الأصل

La ronde des particules hollandaises

Des physiciens nucléaires d'Orsay ont eu l'idée d'un cyclotron supraconducteur. Ils vont le construire à Groningue, aux Pays-Bas.

ENTRE la physique atomique d'une part, et celle des particules élémentaires de l'autre, la physique nucléaire joue un rôle particulièrement important dans la mesure où elle permet aux chercheurs de se servir de ce « micro-laboratoire » qu'est le noyau des atomes comme instrument d'étude des lois fondamentales de la physique. En effet, trois des forces qui régissent l'univers - l'interaction électromagnétique responsable de la cohésion des atomes, l'interaction faible responsable de la radioactivité « bêta » et l'interaction forte qui assure la cohésion du noyau - se manifestent dans les noyaux des atomes et en déterminent l'aspect, les structures et les caractéristiques. Aussi est-il tentant pour les physiciens de soumettre le noyau, où est concentrée plus de 99 % de la masse totale de l'atome, à des collisions plus ou moins violentes, de manière à le faire vibrer ou éclater en plusieurs fragments pour tirer des informations sur sa structure et sur les forces qui s'y appliquent.

Une telle recherche n'est pas simple et réclame des moyens d'investigation peu banals, analogues, bien qu'à un moindre degré, à ceux qu'utilisent les physiciens des particules élémentaires ; à savoir des accélérateurs à haute énergie. Grâce à ces machines de technologie très complexe, qui font appel à des champs électriques et magnétiques intenses, il est, en effet, possible de porter

des particules à des vitesses de l'ordre de 100 millions de kilomètres à l'heure. Pour y parvenir, les physiciens partent d'atomes électriquement neutres qu'ils épluchent de leurs électrons par ionisation. Les ions ainsi recueillis peuvent alors être accélérés en ligne droite par un champ électrique. Dans la pratique, ce dispositif est souvent complété par des champs magnétiques correctement choisis de manière à courber la trajectoire des particules qui, avant d'être « lâchées » sur des cibles, peuvent ainsi tourner en circuit fermé ou en spirale, comme dans le cas de la machine Agor de 80 millions de francs que Français et Néerlandais viennent de décider de construire.

L'idée d'un tel outil a pris corps en France au début des années 80. A cette époque, les chercheurs de l'Institut de physique nucléaire (IPN) d'Orsay, dépendant du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), s'interrogeaient sur leur avenir. Ils avaient alors produit un rapport invitant les autorités de tutelle à concentrer leurs activités locales autour d'un nouvel accélérateur - un cyclotron à bobines supraconductrices - propre à remplacer vers 1990 leurs machines vieillissantes. Dans le même temps, les chercheurs de Strasbourg avaient proposé de réaliser une machine performante à partir de l'accélérateur Tandem dont ils disposaient. Deux projets intéressants

que reprit le rapport remis à Jean-Pierre Chevènement.

Mais, les difficultés budgétaires ne permettant pas de financer les deux machines qui, chacune, nécessitaient un investissement de 50 millions de francs environ, les pouvoirs publics furent donc contraints à choisir. Ils le firent alors en faveur d'une machine électrostatique, le Vivitron, aujourd'hui en construction à Strasbourg. Le projet de cyclotron à bobines supraconductrices allait-il être abandonné pour autant ? Non. Bien au contraire. Ce programme rencontrait, en effet, un grand écho chez les physiciens européens : notamment en Allemagne et aux Pays-Bas où l'on soulignait que, dans ce domaine de la physique, il n'existait pas en Europe de machine comparable à celle dont disposaient déjà les Américains à l'université d'Indiana.

Les bobines supraconductrices

Finalement, les points de vue néerlandais et français se sont progressivement rejoints pour aboutir, voici quelques semaines, à la conclusion d'un accord entre la Fondation néerlandaise pour les

recherches fondamentales sur la matière (FOM) et l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) pour la construction à Groningue du cyclotron à bobines supraconductrices Agor (Accélérateur Groningue Orsay).

Comme la France ne peut mettre un sou pour cette machine de 80 millions de francs, la formule de coopération choisie a pris des reliefs un peu particuliers. C'est ainsi que les Néerlandais financent la totalité du projet, tandis que les Français, par le biais de l'INP - et en association avec le Kernfysisch Versneling Instituut (1), - fournissent l'essentiel du personnel scientifique chargé de réaliser la machine. En bref, quarante à cinquante personnes qui construiront, essayeront et mettront au point Agor. Mais à Saclay, dans la banlieue parisienne. Ce n'est qu'après, en juin 1992, qu'Agor sera installé à Groningue. En contrepartie, les chercheurs français en physique nucléaire disposeront gratuitement de 20 % du temps d'utilisation de la machine au moment de sa mise en service, à la fin du mois de décembre 1992.

Ainsi, chacun est content dans le petit monde de la physique

nucléaire. Les Français d'abord, parce que leur compétence technique au travers de l'INP a été reconnue. Ne sont-ils pas, en effet, à l'origine du concept retenu pour la machine ? Or c'est bien parce qu'ils ont choisi de faire appel à des bobines supraconductrices pour produire des champs magnétiques très élevés qu'Agor a aujourd'hui des performances remarquables tout en conservant des dimensions raisonnables. Des preuves ? En voici. Ainsi, comme le fait remarquer le responsable du projet, Sydney Galès, pour donner une énergie de 160 mégaelectronvolts (MeV) à des particules alpha - c'est-à-dire des ions d'hélium - avec un cyclotron conventionnel, il faut disposer d'une machine présentant un champ magnétique de 16 000 gauss. Or un tel outil pèse déjà 700 tonnes.

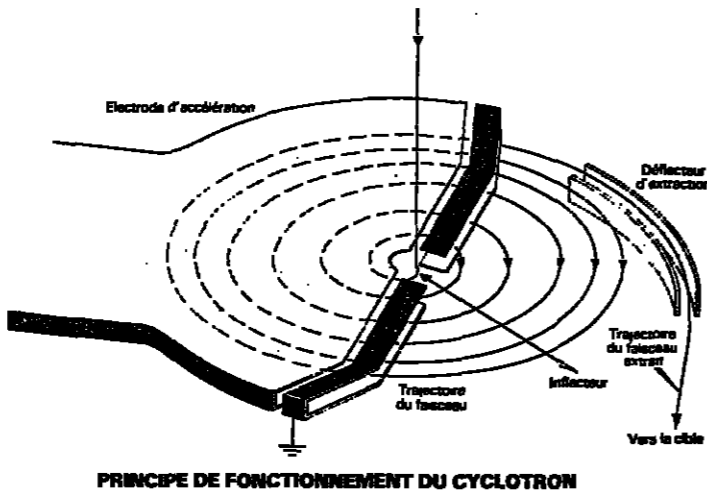
Mais à supposer qu'on veuille porter cette énergie à 400 MeV, c'est un instrument de 2 000 tonnes qu'il faudra construire. En revanche, avec des bobines supraconductrices, plus chères et plus performantes, mais à peine plus gourmandes en énergie, on peut produire un champ magnétique de 40 000 gauss et atteindre des puissances de

400 MeV. Et ce pour une machine de 4 mètres sur 4 mètres pesant 300 tonnes seulement. Quand on sait le prix de la ferraille, on mesure mieux l'économie du projet franco-néerlandais. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si trois autres cyclotrons mettant en œuvre des bobines supraconductrices sont en fonctionnement ou en construction : à East-Lansing, aux Etats-Unis, Chalk-River, au Canada et à Milan, en Italie.

Mais ces concurrents d'Agor ont l'inconvénient de n'accélérer que des ions lourds, alors que la machine franco-néerlandaise travaille sur toute la gamme : des plus lourds comme l'uranium aux plus légers comme les protons, constituants du noyau, ou les deutons. Une perspective qui ne manque pas de plaire aux chercheurs néerlandais dans la mesure où, avec Agor, ils pourront, pour les ions lourds, compenser leur handicap par rapport aux Français déjà très bien servis avec Ganil, l'accélérateur à ions lourds de Caen.

JEAN-FRANÇOIS AUGÉRAU.

(1) Quatre groupes « leaders » se partagent la construction du projet. Deux sont conduits par des Néerlandais et deux par des Français.



Dans le cyclotron à bobines supraconductrices que les équipes de l'Institut de physique nucléaire se proposent de réaliser pour le compte des chercheurs hollandais, les atomes, après avoir été épluchés de leurs électrons, sont injectés sous forme d'ions par le haut de la machine. Ils sont ensuite accélérés par des électrodes spéciales et parcourent une trajectoire en spirale d'environ 1,2 kilomètre à l'intérieur du cyclotron avant d'être envoyés avec l'énergie choisie sur une cible.

La matière est composée d'atomes, minuscules éléments de la nature, dont la structure est très compliquée. Comme notre système planétaire, dont le soleil est le point central, ils sont formés de particules très légères de charges électriques négatives (électrons) qui gravitent autour d'un noyau. Ce noyau dans lequel se trouve l'essentiel de la masse totale de l'atome est l'objet de recherches menées en physique nucléaire. Il est constitué d'un certain nombre de nucléons - liés ensemble par une des quatre grandes forces fondamentales de l'univers : l'interaction forte, ou force nucléaire.

Le noyau le plus simple est celui de l'atome d'hydrogène ; il ne comprend qu'un proton, tandis que celui d'un isotope du plomb, par exemple, est formé de cent-vingt-six neutrons et de quatre-vingt-deux protons, soit deux cent huit nucléons au total.

Il est clair que, vu les dimensions spécifiques des noyaux atomiques (10-13 centimètres), la recherche en physique nucléaire fait appel pour ses expériences à des moyens peu conventionnels. En effet, les noyaux atomiques sont étudiés en projetant des ions légers ou lourds - c'est-à-dire des atomes légers ou lourds « déshabillés » d'une partie de leurs électrons - sur des noyaux d'une cible mince ayant une épaisseur de quelque cent mille couches d'atomes. D'autres particules, comme les électrons, peu-

Agor, le fracassant

vent être également envoyés sur les cibles.

En fait, le choix des projectiles est dicté par les recherches que l'on veut mener. Ainsi, des ions légers à haute énergie (protons) pénétreront profondément dans la matière, et leurs interactions avec le noyau seront restreintes à quelques nucléons. En revanche, le recours à des ions lourds comme projectile produira de grandes perturbations dynamiques qui se manifesteront par une multitude de réactions et de produits de désintégration.

C'est la raison pour laquelle Français et Hollandais ont décidé

de la construction du cyclotron Agor. De par ses caractéristiques, cet accélérateur devrait offrir aux chercheurs une grande variété de faisceaux de particules-projectiles (ions légers et lourds) et une large gamme d'énergie allant de 200 MeV pour les protons à 5 MeV par nucléon, pour les ions les plus lourds. Ainsi, la plus haute énergie devrait permettre de pénétrer dans des domaines peu connus de la physique nucléaire, alors que la variation dans l'énergie des faisceaux devrait modifier, pour ainsi dire, le pouvoir de résolution de la machine comme c'est le cas pour

un microscope dont le grossissement est réglable.

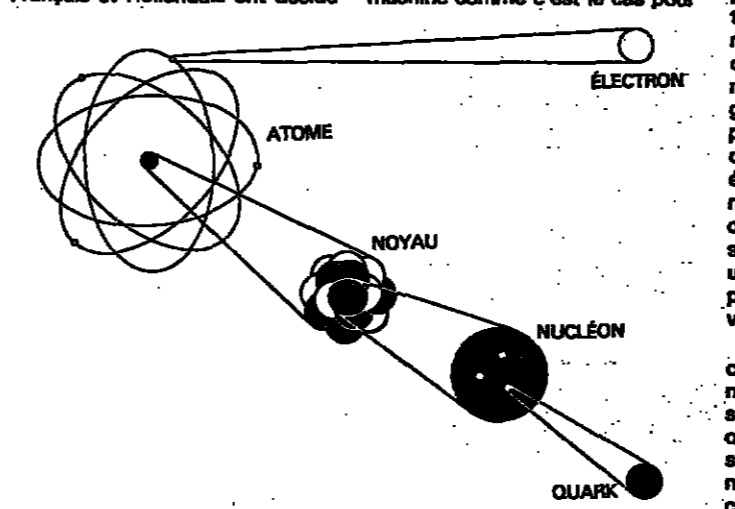
Cette recherche avec l'accélérateur Agor devrait s'exercer dans trois domaines :

- mesure et compréhension des caractéristiques des noyaux individuels : grâce à l'utilisation d'ions légers à haute énergie. L'un des problèmes à résoudre est de déterminer comment sont « habillés » les nucléons dans un noyau ;

- étude des processus nés de la collision de deux noyaux. Pour des collisions de faible vitesse les noyaux pourront peut-être fusionner : un noyau composé ou pourront subir comme un système moléculaire double où les noyaux individuels peuvent se déformer et échanger des nucléons. Lors de collisions à grande vitesse entre noyaux on produit une dislocation profonde des deux partenaires, le résultat étant l'émission de plusieurs fragments. Il est donc intéressant de comprendre pourquoi des noyaux se comportent d'une part comme une goutte de liquide et d'autre part sont cassables comme du verre ;

- enfin, des recherches concernant le rôle de l'interaction nucléaire à très courte distance. Il s'agit ici d'étudier des effets qui ont leur origine dans la structure subnucléaire des nucléons eux-mêmes. Ceux-ci sont, en effet, composés de constituants élémentaires appelés quarks. Leur existence et leurs caractéristiques sont prouvées. Mais la question qui se pose est de savoir dans quelle mesure ces sous-structures jouent un rôle dans la définition des caractéristiques des noyaux.

J.-F. A.



Les atomes se composent d'un noyau contenant l'essentiel de la masse autour duquel tourne un nuage d'électrons. Ce noyau est constitué d'un ensemble de nucléons qui sont soit des protons, soit des neutrons, schématisés sur le dessin par des sphères noires et blanches. Ces nucléons sont eux-mêmes formés de trois quarks dont l'existence est aujourd'hui reconnue mais qui n'ont pu être observés isolément.

(Publicité)

École Nationale Supérieure Du Pétrole et des Moteurs

Institut Français du Pétrole

APPEL DE CANDIDATURES
POSTES DE THÈSE EN E.N.S.P.M.-I.F.P.

Une centaine de thèses de Doctorat, préparées majoritairement par des ingénieurs diplômés, se déroulent actuellement sous l'égide de l'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DU PÉTROLE ET DES MOTEURS dans les laboratoires de l'Institut Français du Pétrole ou dans les laboratoires extérieurs associés à ses activités de recherche.

Pour l'année universitaire 1986-1987, vingt-deux postes sont ouverts à des ingénieurs français désireux de préparer une thèse de Doctorat dans les domaines scientifiques suivants :

Géologie, Stratégie, Mécanique des fluides, Catalyse homogène et hétérogène, Génie chimique, Matériaux, Combustion moteurs, Contrôle optimal des processus.

Les candidats admis en thèse, incluant ou non un D.E.A. pétrolier*, reçoivent une allocation de recherche, le montant de celle-ci peut atteindre 130 000 F par an en 3^e année d'étude.

Les caractéristiques des postes disponibles seront communiquées aux directions des écoles d'ingénieurs concernées courant février. Des informations scientifiques complémentaires peuvent être obtenues auprès du secrétariat de M. DECROOCCI (I.F.P. 47-52-61-64). Les dossiers de candidatures doivent être demandés au secrétariat général de l'E.N.S.P.M. (Monsieur BUGHIN, I.F.P. 47-42-69-96), et renvoyés à l'école à partir du 1^{er} mars 1986.

* Les thèses de nature physico-chimique impliquant la préparation du D.E.A. de Sciences pétrolières organisé dans le cadre de l'E.N.S.P.M. durant la première année de recherche.

École Nationale Supérieure du Pétrole et des Moteurs
4, av. de Bois-Préau
92500ueil-Malmaison.
Tél. : 47-49-02-14

Camarade ethnologue

Des universitaires russes examinent l'histoire de l'ethnologie occidentale. Leur diagnostic est sévère : nous manquons d'un projet révolutionnaire...

Le sommaire de ce petit livre ressemble à une tribune officielle : au centre, deux membres de l'Académie des sciences et, à leur côté, une pléiade de professeurs, dont un docteur en histoire des sociétés primitives. L'ouvrage, bien serré et bien imprimé, malgré quelques coquilles, donne le point de vue autorisé de l'ethnologie soviétique sur l'ethnologie occidentale, autrement dit l'« ethnologie bourgeoise ».

Au premier abord, ce qui frappe le lecteur peu habitué à la littérature militante, c'est le ton et la manière. Chaque article s'ouvre sur la nécessité du dialogue, de l'échange et de la libre discussion entre les Russes et ceux qui ne le sont pas, mais se termine, tout aussi systématiquement, par une profession de foi marxiste, coups

qui ne sont pas en panne d'enthousiasme, y vont avec l'ardeur du débutant. Ils brandissent Marx comme au premier jour de leur adhésion au parti. L'entreprise, si elle ne convainc pas, touche par sa candeur et son ambition.

Au reste, les rédacteurs se montrent généralement bien informés de ce qui se passe en Occident. La crise de l'anthropologie occidentale leur donne des ailes. Ils dénoncent en vrac la collusion des ethnologues et de l'establishment, de l'armée et de l'Etat. Ils rappellent justement l'origine coloniale de la discipline. Ils se gaussent des errements du capitalisme. Peu de chercheurs trouvent grâce à leurs yeux, à part peut-être Malinowski et Lévi-Strauss. Pourquoi ceux-là ? Sans doute parce qu'ils ne contredisent pas l'un des postulats de l'approche marxiste : la prééminence de l'économique sur le politique et le religieux.

Maurice Goddier et Emmanuel Terray, dont la « bonne volonté » n'est pas mise en doute, reçoivent eux-mêmes une leçon de marxisme. Le professeur Sémanov les trouve trop tièdes à l'égard

des positions substantivistes. Il répète que les rapports sociaux découlent du mode de production et qu'il n'y a pas d'ethnologie possible hors de la conception matérialiste de l'histoire. Attention aux déviations.

Les ethnologies anglo-saxonne et ouest-allemande sont aussi passées au peigne fin. Conclusion : elles sont soumises aux intérêts des classes dominantes et elles sont déterminées par leur anti-communisme fondamental. Les ethnologues, qui se veulent parfois les enfants turbulents de l'Occident, n'en reviennent pas...

En fait, notre erreur, au regard des Russes, c'est de croire que l'ethnologie a pour mission d'observer, de décrire, d'analyser, de comparer. Tout le malentendu vient de là. Eux, lui assignent une tâche aussi noble qu'aléatoire : changer le monde.

JACQUES MEUNIER.

ETHNOLOGIE OCCIDENTALE : Essais critiques sur l'ethnologie, sous la direction de L. Grignon, édité par S. Kozlov, éditions de Progrès, 264 pages, 65 F.

تكونا من الأصل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Composants électroniques
RESPONSABLE COMMERCIAL FRANCE
PUIS EUROPE DU SUD

Vous avez déjà à votre actif une solide expérience de la vente de composants électroniques et vous connaissez leurs marchés dans les secteurs aéronautiques et militaires. Très autonome, vous souhaitez élargir de façon significative vos responsabilités.

Fabricant anglo-saxon de composants électroniques de haut de gamme, présent sur tous les continents, nous voulons encore renforcer notre présence en France puis en Europe du sud où nous avons déjà de petites équipes commerciales.

Dépendant du marketing manager qui est à Londres et en liaison fréquente avec les usines situées en Ecosse et aux USA, vous prendrez en charge complètement, cette responsabilité au niveau marketing et commercial.

Ce poste est basé à Paris. La rémunération de départ prévue, sera de l'ordre de 300.000 Francs.

Merci d'adresser, lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF sous référence M32/1679 A

EGOR TECHNOLOGIES
 19, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

LOGISTIQUE DE GRANDS SYSTEMES
DE TELECOMMUNICATION

Membre d'un puissant groupe français, leader mondial en électronique professionnelle, notre vocation est de construire et d'assurer la maîtrise d'œuvre d'importants systèmes de communication destinés principalement au secteur militaire.

Nous recherchons un ingénieur pour renforcer notre équipe logistique grands projets.

En liaison étroite avec le service technique et les clients, il assurera l'ensemble des moyens (matériels, documentation, formation du personnel) nécessaires pour maintenir les systèmes de communication fournis, opérationnels sur de longues périodes. Basé en proche banlieue nord de Paris, ce poste s'adresse de préférence à un ingénieur électronicien souhaitant élargir une première expérience acquise dans une fonction technique, de maintenance ou d'affaires. Il ne construira, si vous le souhaitez, qu'une étape dans votre carrière et évoluera à moyen terme vers une fonction d'engineering grands systèmes.

Merci d'adresser, lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF sous référence M32/1386 M a

EGOR TECHNOLOGIES
 19, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Valeo

L'Équipement Automobile
 Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
 28000 personnes - C.A. 12 Milliards de Francs - 50% réalisés à l'étranger.
 recherche

Ingénieur Développement
Diplômé Grande Ecole Electromécanique
 Pour sa Division Alternateurs (Créteil - 94)

Vous souhaitez valoriser UNE PREMIERE EXPERIENCE TECHNIQUE. Au sein des Etudes Alternateurs, vous serez chargé de l'aboutissement des projets de développement de nos produits en relation étroite avec nos Services Etudes/Basins et Production ainsi que des liaisons techniques et commerciales correspondantes avec nos clients allemands. Pratique courante de l'allemand indispensable.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adressez lettre (B/F), CV, présentations et photographie en indiquant la référence du poste 60247/M à : Valeo Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

Dans le cadre de ses activités régionales,
SESA recherche pour sa nouvelle implantation à NANTES un

INGENIEUR EXPERIMENTE
EN INGENIERIE INFORMATIQUE

De formation grande école, après plusieurs années d'expérience en conception, réalisation et installation de logiciels de grands systèmes informatiques répartis, vous avez acquis une réelle autonomie.

Nous vous proposons dans une première phase de conduire pour l'un de nos clients la mise en place d'un centre de qualification pour une application transactionnelle d'ampleur nationale sur BULL DPS 7.

Dans une seconde phase nous envisageons de vous confier la responsabilité de notre Agence à Nantes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 09 LM à SESA, Direction des Ressources Humaines, 30 quai de Dion Bouton - 92806 Puteaux Cedex.

SESA

ESSILOR

Ingénieur et manager, votre objectif: la qualité

ESSILOR: une avance technologique et sociale, une position prépondérante en Europe, un développement international continu: autant d'objectifs que vous saurez développer dans notre usine du Val de Marne en tant que:

Chef de fabrication

- Organiser le programme d'activités sur des produits haut de gamme dans une optique de performance (productivité, compétitivité, rentabilité).
- Préserver et promouvoir l'esprit d'un travail hautement qualitatif tant au niveau technique qu'humain, sont vos objectifs et font de vous l'homme pivot de notre structure.

Pour réussir dans votre mission en tant qu'Adjoint au Directeur d'usine, une formation Ingénieur Grande Ecole est indispensable, une expérience d'environ 2 ans en production est souhaitée.

Merci d'adresser votre CV avec photo et présentations sous réf. 4148/M à ESSILOR INTERNATIONAL - Service Affiliations - 57, avenue de Condé - 94100 Saint-Maur.

ESSILOR

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA VIE

Pourquoi ENERTEC lorsqu'on est jeune et passionné par l'électronique de pointe?
Parce que:

- ENERTEC conçoit et produit des ensembles électroniques complexes à haute valeur ajoutée technologique.
- Innové aujourd'hui, c'est travailler dans une entreprise à taille humaine pratiquant une gestion du personnel par objectifs et disposant de moyens très importants: ceux du groupe SCHLUMBERGER.
- S'impliquer aujourd'hui, c'est prendre des responsabilités au sein d'équipes jeunes et performantes.
- Réussir aujourd'hui, c'est rejoindre une entreprise aux larges possibilités d'évolution.

Ingénieur Electronicien - Méthodes

Votre formation d'ingénieur électronicien et votre expérience de 2 à 3 ans en études, industrialisation ou méthodes vous permettent de rejoindre à VELIZY, l'équipe d'ingénieurs responsables de la mise en production de nouveaux produits (enregistreurs de données,...). Dans ce cadre, vous définissez et faites évoluer également des bancs de test automatiques.

Véritable Chef de Projet, en liaison avec les différents services, vous optimisez la fabrication et le test de l'appareil.

Véritable Manager, vous apportez une assistance technique efficace à la production au travers des définitions et suivis d'investissement, amélioration des postes de travail...

Véritable Animateur, vous encadrez et organisez une équipe de techniciens.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant un CV et une lettre de motivation à Enertec, Direction du Personnel, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy.

ENERTEC
 Schlumberger

Responsable Assurance Qualité
 au **LOTO**

Vous rédigez ou actualisez les cahiers des charges pour des matériels électroniques, opto-électroniques, mécaniques. Vous mettez en place un système de contrôle qualité usiné et assurez le suivi. L'analyse et la maîtrise des «deux qualités» vous permettent d'apporter des solutions aux problèmes rencontrés en cours de fabrication ou d'exploitation. Enfin, vous êtes le garant du respect des objectifs: délais, coûts, qualité.

Cette mission, qui vous appellera à de fréquents déplacements, requiert une solide formation technique (ingénieur Arts et Métiers ou Electronique) et une non moins solide expérience de la fabrication d'ensembles ou sous-ensembles électroniques. Vous avez nécessairement travaillé dans un Service Assurance Qualité. Des connaissances en optique seraient très utiles. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération est de l'ordre de 225 à 255 000 F annuels.

L. GOURNAY vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature au LOTO NATIONAL, Domaine des Gueules Cassées, Moussy le Vieux 77230 Dammariville en Goële.

DESSEIN

NÉGOCIATEURS DE HAUT NIVEAU!

La Division Équipements Avioniques de la Société THOMSON-CSF recrute des

INGÉNIEURS DE VENTE EXPORT

dont la mission consiste à prospecter et négocier d'importants programmes de vente d'équipements aéronautiques militaires auprès des administrations et industrielles.

Avec 5 ans d'expérience minimum dans le secteur aéronautique, vous êtes un négociateur de haut niveau dynamique et imaginatif avec une forte capacité d'animation d'équipes.

De formation Ingénieur ou Commercial, vous possédez à la fois une expérience ou une formation complémentaire technique ou de vente.

Vous êtes mobile, disponible et maîtrisez l'anglais, l'espagnol et/ou l'allemand.

De larges possibilités d'évolution vous seront offertes, en fonction de votre réussite.

Merci d'adresser CV et photo à THOMSON CSF - Service du Personnel - 68, avenue Pierre-Brossolette, 92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON-CSF
 DIVISION AVIONIQUE

Filiale d'un des leaders mondiaux de la chimie, nous réalisons en France un chiffre d'affaires proche de 5 milliards, dont 40% viennent de la production française.

Nous recherchons pour notre Agence de Paris un Ingénieur Technico-Commercial qui sera chargé de la promotion et de la commercialisation d'une gamme de pigments.

De formation supérieure (Chimique ou Commerciale), il aura une expérience de 2 à 5 ans dans les colorants, les pigments, les peintures ou les encres.

La connaissance de l'allemand est vivement souhaitée.

La politique interne de développement ouvre de larges possibilités d'évolution vers d'autres secteurs de l'entreprise.

Merci de préciser la réf. 705 dans la candidature (CV + présentations) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Société Française HOECHST, Tour Roussel Nobel, Cédex 03, 92080 PARIS LA DEFENSE.

Ingénieur Technico-Commercial H-F

DESSEIN

Hoechst



Vivre aujourd'hui, les technologies du futur.

Nous sommes une branche hautement spécialisée d'un important groupe industriel et commercial français. Nos réalisations sont à la pointe de la recherche, nous avons plusieurs années d'expérience technologique, un rayonnement national et international. Nous continuons sur notre lancée et travaillons à nous démarquer encore plus. Nos projets sont donc de grande ampleur et font appel à des compétences techniques diverses et de haut niveau. C'est pourquoi, nous renforçons nos équipes et recherchons

plusieurs ingénieurs systèmes et logiciels,

diplômés d'une grande école (X, ENST, ECP, ESE, ENSI, INSA...) option informatique, électronique ou automatisme.

INGENIEURS DEBUTANTS

Au sein d'une équipe, vous prendrez en charge la réalisation et le développement de logiciels temps réel sur micro-processors. Cette mission implique la connaissance de systèmes et langages appropriés. La pratique d'une méthodologie et celle d'outils modernes de développement seraient appréciées. Cependant, sachez que nous tiendrons compte avant tout, de votre motivation et de votre potentiel pour ces postes mettant en œuvre des technologies avancées. Si besoin est, nous mettrons à votre disposition notre école de formation intégrée. Et, d'ores et déjà, nous prévoyons votre évolution ultérieure vers une fonction de Chef de projet. Réf. ID 616

INGENIEURS CONFIRMES

Vous avez déjà 5 à 6 ans d'expérience professionnelle. C'est pour vous l'occasion ou jamais de mettre en valeur votre technicité. Nous vous confierons la conception et la mise en œuvre d'architectures de systèmes, l'élaboration des spécifications de logiciels et de matériels en relation avec les équipes d'études concernées, la définition des cahiers des charges, sans oublier, bien sûr, l'encadrement des équipes de réalisation de logiciels. Nos projets et nos moyens ont de quoi passionner les plus férus de haute technologie. Réf. IN 618



Ces postes sont basés en proche banlieue Ouest. L'anglais est souhaité. Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil DATAID SELECTION 48, av. Raymond Poincaré 75016 PARIS.

Notre espace - Votre dimension Devenez Promoteur Technique

Exprimez :
- votre talent technique d'ingénieur
- votre besoin de communiquer
- votre envie de créer

Vivez :
• la création de nos produits matériels et logiciels :
- télécommunications informatiques
- réseaux et télématiques
- périphériques d'impression
- visuels et terminaux.

Aidez notre réseau commercial :
- en créant les premières formations
- en concevant l'esprit didactique de la documentation
- en développant les outils de décentralisation de la formation (vidéo logiciel).

Vous êtes ingénieur et vous avez une bonne maîtrise de l'anglais, alors adressez-nous votre dossier de candidature en précisant la réf. PT 1803 à Michèle CORBINEAU.

BULL TRANSAC, 7 rue Ampère, 91343 MASSY CX



ORGANISATEUR INFORMATIEN, 270 000 F + VENEZ PILOTER DE GRANDS PROJETS.

Notre groupe de dimension nationale concilie des activités financières et immobilières. Notre informatique est bâtie autour d'un réseau d'ordinateurs unique en Europe et complètement décentralisé pour rendre nos sociétés (plusieurs centaines) autonomes dans leur gestion.

Intégré à Paris, dans les équipes du département informatique et organisation, vous alternez réflexion d'état-major et action sur le terrain. Vous intervenez pour consolider l'existant, puis participez à l'élaboration de notre nouveau schéma directeur, avant de piloter de grands projets de gestion dont vous êtes le maître d'œuvre.

Ingénieur Grande Ecole, vous possédez cinq à sept années d'expérience professionnelle acquise de préférence dans le tertiaire. Vous avez déjà la pratique de la conduite de projets conversationnels, dans un environnement IBM et démontrez vis-à-vis de vos différents interlocuteurs vos qualités de négociateur comme d'animateur.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4789 LM), à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Du Pont De Nemours

Du Pont de Nemours compte plus de 130.000 employés dans le monde et fabrique une gamme de 1.700 produits ou lignes de produits touchant la plupart des secteurs de l'activité industrielle et intensifie ses activités dans le domaine de l'électronique. Sa Division des Matériaux Electroniques recherche un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Autonome sur votre secteur, vous serez responsable :
- du suivi d'une clientèle industrielle de l'informatique, des Télécommunications, de l'automobile et des techniques de pointe,
- du développement de nouveaux marchés,
tout en bénéficiant du soutien de notre équipe technique internationale.

Avec une formation scientifique supérieure en céramique, ou électronique, ou physique, ou chimique, vous êtes un homme de contact, bon négociateur ayant quelques années d'expérience dans l'électronique industrielle.

L'anglais parlé et écrit est nécessaire.

Basé en Région Parisienne, ce poste demande une assez grande disponibilité.

Adressez-nous votre dossier de candidature, photo + présentations sous référence M 498.

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. - Service du Personnel - Boîte Postale 85 - 91943 LES ULIS CEDEX.



INGENIEURS MECANICIENS: A GRENOBLE, NOUS METTONS LA QUALITE AU SERVICE DE LA PERFORMANCE

HP GRENOBLE a la responsabilité mondiale du développement, de la production et du marketing de matériels performants, micro-ordinateurs et réseaux. Nous appuyons notre croissance et notre avenir sur l'avance technologique et la qualité de nos produits.

Vous serez les experts techniques aux achats dans le domaine de l'emballage.

Vous guiderez nos laboratoires d'études et nos ingénieurs de production dans le choix des composants, serez responsables en équipe avec les acheteurs du choix des fournisseurs en vue d'un partenariat à long terme et serez garants de la qualité des composants que vous aurez qualifiés.

Nous recherchons des ingénieurs mécaniciens performants et autonomes, aptes à une communication très efficace, aussi

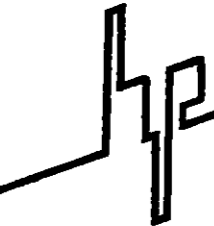
bien en anglais qu'en français. Une première expérience professionnelle sera un atout.

HP est une entreprise internationale, qui pratique une gestion de son personnel par objectifs.

Ces postes très ouverts sur l'ensemble de l'entreprise, sur les marchés européens et mondiaux offrent de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature, comprenant un C.V. et une lettre précisant clairement vos motivations, sous référence GPCD/1/M à Jean-Philippe DARA, HEWLETT-PACKARD France, Service Recrutement, 5 av. Raymond Chanas 38320 EYBENS.

HP EN FRANCE
3000 PERSONNES
3 USINES
4,3 MILLIARDS DE CA.
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE



HEWLETT PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

Importante Société d'Etudes et d'Entreprises Générales spécialisée dans la vente de services et d'installations industrielles à l'exportation recherche pour son siège de la Région Parisienne.

NEGOCIATEUR DE CONTRATS INTERNATIONAUX

3 à 5 ans d'expérience. Formation supérieure (ESSEC - ESCP - Sciences PO...). Grande disponibilité pour les déplacements. Il sera chargé notamment :
- de l'examen des appels d'offres, contrats, projets d'accord pour les soumissions d'offres
- de la négociation aux côtés du Directeur d'Affaires.
- de l'assistance du Directeur d'Affaires au cours du contrat sur les problèmes juridiques.

Adressez lettre manuscrite: CV, photo et prêt: shéf. 3783 à CONTEXSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXSE

DIEBOLD FRANCE recherche

2 conseils en télécommunications

SPECIALISTES TELEPHONIE PRIVEE

• Désireux de s'intégrer dans une équipe menant des actions de conseil auprès des grandes entreprises : diagnostic, étude de réseaux, choix de moyens, schéma directeur.
• La poste intéressera des ingénieurs pourvus d'une bonne expérience acquise en Entreprises, Sociétés de Services ou chez un Constructeur et ouverts aux problèmes de Bureaucratie et Organisation.
• L'un des postes à pourvoir a un caractère technico-commercial.
• Salaire en fonction de l'expérience.

Envoyer C.V., photo et présentations à Pierre Granis - DIEBOLD FRANCE
8, rue de Londres - 75008 Paris

كندا من الأصل

سكزا من الأصل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Nos enjeux sont les vôtres

SEMA-METRA est l'un des premiers groupes européens d'ingénierie informatique. Ses succès dans le pilotage de grands projets et le déroulement de schémas directeurs ont, en 1985, confirmé sa position. En 1986, l'une de ses branches d'activités, l'informatique de Gestion France, forte de 700 personnes, soutiendra son développement. Elle recherche des femmes et des hommes d'envergure avec lesquels elle gagnera.

Patrons de grands projets

réf. 10676/M

Managers, gestionnaires et responsables techniques, ils guident des équipes de 5 à 20 personnes et répondent de budgets importants. Ils ont l'expérience de grands projets informatiques, de préférence dans l'environnement BULL et IBM depuis au moins 5 ans.

Consultants schémas directeurs

réf. 10677/M

En étroite relation avec les directions générales des sociétés, ils ont la responsabilité du pilotage de schémas directeurs : ils définissent les objectifs, fixent les stratégies du développement des systèmes d'informations, coordonnent et animent les groupes de travail, présentent les conclusions et les plans d'actions aux instances dirigeantes. Ils sont issus de l'informatique ou de secteurs d'activités précis : banque, grande distribution ou production. Une formation aux méthodes RACINES et MERISE leur sera assurée.

Ces postes sont stratégiques pour notre développement ; ils le sont pour votre carrière, merci de prendre contact sous la réf. choisie avec Agnès CHAUVIN, département Recrutement.

IBM SEMA-METRA 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

Ingénieur responsable du service qualité

Futur Patron des Fabrications

Mettre en place le service qualité regroupant un service contrôle déjà existant et développer des structures actuellement en phase de démarrage ; participer aux négociations techniques avec les clients afin de définir le cahier des charges « Qualité des produits » ; assister la fabrication dans la résolution des problèmes techniques liés au respect des procédures d'assurance qualité ; diriger une équipe de techniciens spécialisés et participer au comité de direction de l'Usine. C'est la mission très complète que vous propose cette performante Société, filiale d'un très important groupe industriel français. Elle est spécialisée dans la transformation Mécanique de produits complets destinés à des applications de pointe : électronique, par exemple.

Elle connaît une expansion constante, et dans ce contexte le titulaire du poste pourra évoluer à court terme vers des responsabilités OPERATIONNELLES sur l'ensemble de la production de l'Usine. Nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR de formation mécanique (A et M, etc...) dont l'expérience déjà significative, s'est déroulée dans un service périphérique à la fabrication (Qualité, Méthodes, etc...) ou en production directement.

Le poste est basé dans une ville très agréable au Sud de Paris. Les conditions offertes sont naturellement attractives.

OC conseil

Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, un CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 117 B, à Arnaud de Merdite, OC Conseil, 21 rue du Bourg Tibourg, 75004 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

R & D AUXILIAIRES TEXTILES REGION PARISIENNE

La Société Française HOECHST (vous le savez sans doute) est filiale de l'un des leaders mondiaux de la chimie et de la pharmacie. Une grande part de notre CA (5 milliards) revient à la chimie fine, conçue, développée et produite par nos usines et notre Centre de Recherche et d'Applications. Ce dernier est à Sittains (93) et c'est pour lui que nous recherchons un spécialiste.

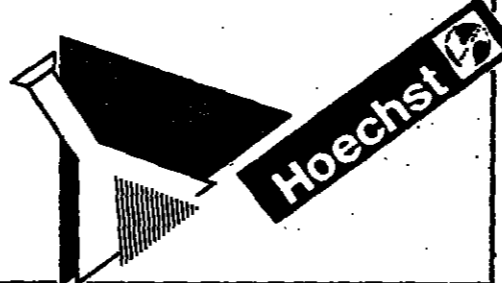
Si vous avez le profil spécifié et êtes âgé d'environ 30 ans, vous serez investi d'une double mission : recherche en laboratoire bien-sûr, mais aussi contact avec les utilisateurs : c'est le meilleur moyen de connaître leurs besoins et de développer ainsi nombre de projets touchant au domaine des auxiliaires textiles.

L'idéal voudrait - évidemment - que vous ayez déjà une expérience de recherche ou d'application dans l'industrie textile.

La pratique de l'anglais et de l'allemand est fortement souhaitée.

Si ce poste vous intéresse, merci de préciser la réf. 709 dans la candidature (CV + prétentions) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Sté Française HOECHST, Tour Roussel Hoechst, Cx 02, 92080 Paris La Défense.

Ingénieur HF chimiste ? Très bien Doctorat ? Encore mieux Expérience Textile ? Idéal



la Villatte Cité des Sciences et de l'Industrie

Exposition permanente et temporaire, espace industrie, médiathèque, la Géode, Centre International de conférences, espace de découvertes, planétarium, centre de formation : un lieu de rencontre qui conçoit et met en œuvre les techniques les plus avancées de communication audiovisuelle.

Ingénieur systèmes vidéo

Vous définissez, mettez en place puis participez à l'exploitation des équipements vidéo du Centre d'Enregistrement et de Diffusion d'images de la Cité. Par ailleurs, en tant qu'expert, vous conseillez les différents responsables d'activités de la Cité, et exercez une fonction de diagnostic dans l'utilisation concrète des systèmes.

Vous êtes ingénieur électronicien (ESE, ENST, ENSERB, ou équivalent) et avez acquis au moins 5 ans d'expérience dans ce domaine, si possible dans l'exploitation d'un studio de T.V.

sélé CEGOS

Veillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à notre Conseil : Christine DEFECHÉ, Sélé-CEGOS 204, Rond Point du Pont de Sèvres - Tour Cheronceaux 92516 BOULOGNE CEDEX, sous la référence 22144/M

Contact-téléphone (1) 42 61 82 81

jeunes ingénieurs

Diplômé Grande Ecole ou université, vous avez une expérience de quelques années comme Responsable d'applications ou Correspondant informatique. Vous avez donc une bonne culture générale en informatique (de préférence dans un environnement IBM ou VAX) et déjà une solide expérience des études préliminaires.

En tant qu'ingénieur-concepteur, vous participerez notamment à des études préliminaires d'infomatisation et de réorientation de plans informatiques et donc à l'élaboration de schémas directeurs et de cahiers des charges.

Ces postes ouvriront ensuite vers des responsabilités techniques et commerciales de projets importants. La rémunération est dès maintenant très motivante. En échange nous vous demandons rigueur d'analyse, méthode et qualités relationnelles.

Appelez pour informations complémentaires "Contact-téléphone" au (1) 42.61.82.81 (8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) ou adressez lettre manuscrite, C.V., prétentions sous référence 9761 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Objectif et performance : + 25% !

Les résultats sont là : + 25% de croissance dans la vente des supports d'informatique ! C'est dans ce contexte que la Division Internationale des Supports d'Informatique (DISI) recrute à PARIS des

Ingénieurs commerciaux

La commercialisation de nos produits, donne à DISI une tête d'avance en matière de distribution. En effet, nous utilisons la vente directe, la vente par catalogue, par téléphone, par réseaux de revendeurs agréés... et d'autres techniques encore. Ainsi nos ingénieurs commerciaux sont-ils naturellement amenés à élargir leur compétence vers la vente de solutions informatiques. Quel visa pour votre carrière ! Commercial confirmé, votre potentiel nous intéresse : votre expérience sur le terrain, votre formation supérieure et votre volonté d'évoluer.

Utilisez ces atouts en écrivant sous réf. 700 M, à Gilbert Passetkaralle, Bull Recrutement, 78/80, avenue Galliéni, 95270 BAGNOLET.

Bull

Ingénieur commercial

THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES

Au tout premier rang de la compétition internationale, nous étudions et développons des équipements et systèmes de détection sous-marine. Nous recherchons pour notre Département de CAGNES-SUR-MER (1100 personnes), plusieurs

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

de formation Grande Ecole (Sup. Elec. ENSTélec, etc) ayant au moins 2 à 3 années d'expérience.

Ils doivent être motivés par des activités touchant les domaines suivants :

- Acoustique
- Traitement de signal
- Machines de traitement
- Informatique, scientifique et temps réel
- Intelligence artificielle

Les ingénieurs intéressés participeront à la conception et à la réalisation d'ensembles complexes faisant appel à ces techniques.

Si vous souhaitez vous intégrer dans une de nos équipes, nous vous remercions d'adresser votre candidature à J.P. CLERO, THOMSON-SINTRA/ASM, chemin des Travaux, 06900 CAGNES-SUR-MER.

THOMSON-CSF

corona data systems, inc.

Nous sommes une société de technologie de pointe, filiale d'un groupe international. Nous développons, fabriquons et commercialisons dans le monde entier une imprimante laser de très haute performance, une gamme de micro-ordinateurs compatibles I.B.M. et d'un réseau multipostes sous MS/DOS.

Afin de répondre à notre forte expansion européenne, nous consolidons nos structures et recherchons rapidement pour la France, un

INGENIEUR SYSTEME

MISSION :

- Négocier et développer les logiciels de base de tous les produits,
- Assurer les supports logiciels auprès de la clientèle,
- Coordonner toutes les informations nécessaires pour notre gamme de produits et services.

PROFIL :

- 30-35 ans, sens commercial et bon négociateur
- parfaitement bilingue anglais,
- connaissances approfondies de l'informatique « avancée » et des systèmes d'exploitation les plus courants,
- Bonne approche des bases électroniques
- Expérience de 4 à 5 années en micro, imprimantes, logiciels,

Cette fonction, qui rapporte au Directeur France, peut évoluer rapidement et offre une réelle opportunité de carrière.

Si vous avez le goût de la réussite et du challenge, veuillez adresser votre CV, photo et prétentions sous référence 44729 SSM à COFAP, 39 rue de l'Arcade 75008 PARIS qui transmettra.

Ingénieurs de croissance...

200.000 F+

Nous cherchons l'adjoint d'un chef de projets. Le candidat sera appelé à encadrer rapidement une équipe chargée de développer une application d'envergure dans un grand organisme bancaire. A ce titre, il participera au schéma directeur.

Cette mission, particulièrement intéressante, car globale sur le plan fonctionnel et utilisant les moyens de pointe sur le plan technique, conduira l'intéressé, s'il réussit, à des responsabilités supérieures.

Cette offre s'adresse exclusivement à de jeunes ingénieurs ou MIAGE ayant 4 à 5 années d'expérience, et connaissant l'environnement IBM.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence 9809 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Jeunes ingénieurs chefs de projets informatique.

Valeo Premier fabricant français d'équipement automobile partenaire reconnu des constructeurs mondiaux - 28.000 personnes - CA 12 milliards de francs - 50% à l'exportation - propose des postes à responsabilités et des carrières évolutives à des ingénieurs de valeur.

Ingénieurs diplômés d'une grande école (Centrale, AM, INSA...), ayant de bonnes connaissances en informatique et si possible une première expérience en gestion de production (les candidatures de débutants ayant effectué des stages intéressants peuvent être retenues).

Rigoureux, motivés, disposant de qualités de contacts, ils participeront au développement de projets informatiques de gestion en milieu industriel.

Deux postes sont à pourvoir: Amiens et Lyon.

Ecrire sous réf. NU 400 AM en précisant la région souhaitée. Discretion absolue.

Member de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



Jeunes ingénieurs logiciel

Systèmes temps réel

Prendre en charge la conduite de projets et l'animation d'une équipe d'étude, de développement et de mise au point d'applications systèmes en temps réel. Etablir les plans de développement, réaliser avec son groupe les spécifications de réalisation du système.

Assurer le suivi lors de la mise en service des premières installations. C'est la mission que vous propose cette dynamique entreprise, filiale d'un groupe de dimension internationale évoluant dans un contexte technologique de pointe. De formation Ingénieur (ESE, ISEN, ESME...), spécialisé en génie logiciel, vous justifiez d'une première expérience acquise dans le domaine de l'informatique temps réel.

Une maîtrise parfaite de la langue anglaise est nécessaire. Le poste est basé en proche banlieue Ouest de Paris. La rémunération est liée au diplôme et à l'expérience et de nature à intéresser un candidat de grande valeur.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 6128 C, à Christian Hollevoet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil

Ressources humaines

DEPUIS 28 ANS L'ELECTRONIQUE A UN NOM : TEXAS INSTRUMENTS.



Pionniers dans les domaines de l'électronique de pointe, c'est parce que nous avons un passé que nous savons réfléchir et préparer l'avenir. Notre maîtrise de l'électronique nous donne les moyens de notre diversification. Notre ambition aujourd'hui : devenir leader mondial de l'Intelligence Artificielle. Pour faire face au développement de ce marché, nous recherchons :

INGENIEUR DES VENTES INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

réf. DSI/0386/1/M

Chargé spécifiquement du développement des ventes des produits IA (station de travail LISP, systèmes experts...), vous avez la responsabilité d'un ou plusieurs secteurs d'activités (Militaire, Aérospatiale, Universités, grandes SECI...). Ingénieur (X, Mines, ESE, Supélec...) vous avez 2 à 3 ans d'expérience de vente de produits de haute technologie dans un environnement de grands comptes, vous avez un réel intérêt pour les produits techniques et vous parlez anglais. Une double formation et une connaissance de l'informatique seraient un avantage. Votre évolution sera à la mesure de vos résultats.

RESPONSABLE SUPPORT LOGICIEL INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

réf. DSI/0386/2/M

Spécialiste de la programmation de notre station de développement LISP : EXPLORER, vous apportez à nos clients le support technique dont ils ont besoin dans la réalisation de leurs applications d'intelligence artificielle (systèmes experts, interface en langage naturel). Vous avez une formation du type ESE, ENSIMAG, et 2 à 3 ans d'expérience en IA, avec une parfaite maîtrise de la programmation LISP (si possible sur une machine dédiée). Votre niveau d'anglais vous permet de communiquer avec vos homologues européens et américains.

Les postes sont basés à Villeveyrieh. Ingénieurs Grandes Ecoles qui voulez donner un nom à votre réussite professionnelle, n'oubliez pas que c'est parce que nous avons un passé que nous savons préparer votre avenir. Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10 avenue Moirane Saulnier - 78141 Villeveyrieh Cedex.



responsable ordonnancement GPAO

Une SOCIÉTÉ FRANÇAISE conçoit et construit des APPAREILS D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE de très haute technologie, en très forte expansion sur le marché mondial, renforce ses structures de Production et recherche un INGÉNIEUR pour prendre la responsabilité de son SERVICE ORDONNANCEMENT.

Il aura pour mission d'améliorer le système de GPAO qui est déjà en place, dans le cadre d'une fabrication en petites séries de produits combinant MÉCANIQUE et ÉLECTRONIQUE. Il assurera la coordination avec tous les services de l'entreprise dans le but d'optimiser l'efficacité de l'organisation.

Ce poste, impliquant le goût de la formation et de la communication et un bon esprit de décision conduira à un INGÉNIEUR, 30 ans minimum, ayant une expérience significative de la GPAO et de l'animation d'un service ordonnancement, et souhaitant s'intégrer à une entreprise dynamique et performante et y jouer un rôle moteur.

Les dossiers de candidatures présentent rémunération - sous réf. 3175 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ACTIVITÉS SPATIALES OULÉ-MER

recherche des

INGÉNIEURS INFORMATIENS TEMPS RÉEL ET TEMPS DIFFÉRÉ

pour un système de trajectographie. Matériel mis en œuvre : SOLAR 16/68.

INGÉNIEURS INFORMATIENS DE GESTION

chargés de la gestion de configuration de systèmes techniques. Les matériels utilisés sont MITRA, SPENA et VAX.

Dans les deux cas, les candidats retenus seront diplômés et auront acquis environ 3 années d'expérience.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 90833/M à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

Important concepteur et réalisateur de biens d'équipements de haute technologie en pleine expansion littoral méditerranéen recherche

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Diplômé d'une grande école, âgé de 30/35 ans, le candidat justifiera si possible d'une expérience de plusieurs années en ingénierie. Interlocuteur privilégié du client, il lui sera confié la responsabilité de la réalisation des contrats d'ensembles industriels complexes clés en main. Il animera et coordonnera les actions des différents services concernés.

L'activité de la Société s'exerce aussi bien en France qu'à l'étranger. Ce poste convient à un ingénieur généraliste de fort potentiel, particulièrement dynamique, à qui il favorisera une brillante promotion au sein de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 1803 à

BAILLY CONSEIL
128, bd Hausmann
75008 PARIS

Electronique Basse Fréquence - Recherche et Développement

Futur chef de projets-produits

INPG, ESE, etc...

Seule au monde sur certains produits, notre entreprise est profitable et investit en études 10% de son CA. Sa devise, créativité dans la simplicité, lui vaut un développement du nombre et de la taille de ses projets, auprès d'une clientèle mondiale : 40 pays et 30% du CA aux USA. La société conçoit et réalise en petites et moyennes séries, des équipements électroniques professionnels. Nous créons un poste d'ingénieur de recherche et développement. Disposant de moyens techniques performants, il aura la responsabilité totale de ses études, coordonnera l'ensemble du développement avec des objectifs de coûts, délais et qualité définis. Ce poste intéresse un ingénieur électronicien INPG ou équivalent, ayant 2 à 5 ans d'expérience en conception développement dans les technologies et techniques analogiques et digitales en basse fréquence, parlant l'anglais. La rigueur dans l'analyse, la créativité et l'esprit d'équipe sont les principales qualités recherchées. Adresser lettre man. et CV détaillé, sous réf. 23740/M à Mme FOURNIAT, Sélé-CEGOS Méditerranée, 35, rue Pastorelli 06000 NICE.

sélé CEGOS

Jeune Ingénieur Grande Ecole

Automatique - Informatique - Electronique

Paris. La Direction des Constructions Navales, dépendant du Ministère de la Défense, recherche un ingénieur pour son département "Architectures des Systèmes de combat" chargé des bâtiments de la Marine Nationale.

Il sera affecté aux grands programmes de bâtiments de surface et participera à la définition du cahier des charges de ces bâtiments, à la recherche de solutions pour l'architecture d'ensemble et la conception des réseaux informatiques associés.

Ce poste convient à un candidat de haut niveau, diplômé d'une grande école (Centrale, Supélec, ENST), ayant de solides connaissances en automatique, informatique technique et électronique et, si possible, une première expérience en milieu industriel dans ces domaines. Sa formation complémentaire sera assurée par la Marine. Cette activité concerne des techniques de pointe et exige le sens de la méthode, de l'organisation et des qualités d'expression écrite et orale.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à Henri Bouet sous la référence LO45/M à SEMA-SELECTION 16, rue Barbès 92126 MONTRouGE CEDEX.

SM SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

مركزنا من الأصل

كندا من الأصل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Le climat Digital à Sophia Antipolis

Digital Equipment à Valbonne Sophia-Antipolis c'est :

- Le Centre Technique Europe regroupant les activités d'ingénierie, de diagnostic à distance, de Recherche et Développement, d'Intelligence Artificielle.
- La Division Europe des Terminaux qui conçoit et fabrique pour le marché Européen des produits terminaux graphiques, imprimantes et claviers.

Notre environnement à Valbonne ce sont des équipes internationales de haut niveau intervenant sur les techniques du futur; c'est un taux de progression (nos effectifs ont quadruplé en 2 ans) et des perspectives de croissance élevées; c'est un climat où chacun doit trouver la possibilité d'évoluer et d'exprimer ses compétences.

Ingénieur Recherche et Développement Vidéo

Votre mission consiste à :

- participer à la définition du cahier des charges du produit,
• participer à la définition de l'architecture,
• concevoir, réaliser, mettre au point un sous-ensemble donné pour lequel vous serez responsable : du calendrier de développement, du coût de fabrication, de la qualité, du niveau de la performance.

Ingénieur Electronicien spécialiste en électronique analogique, vous avez :

- 3 à 6 ans d'expérience dans la conception de produits vidéo fabriqués en très grande série,
• de bonnes connaissances des micro-processeurs,
• une expertise en traitement d'image vidéo (filtrage CCD, décodage couleur multistandard),
• une bonne pratique de l'anglais.

Ref. IV/M

Ingénieur Qualité Produit

Votre mission consiste à développer et suivre les plans de qualité du produit, de sa conception à sa mise en fabrication et assurer l'interface avec les sous-traitants et fournisseurs (qualification et objectif de la qualité).

Ref. IAP/M

Ingénieur Produit Confirmé

Votre mission consiste à estimer et déterminer les coûts du produit, planifier et suivre les projets chez les sous-traitants et évaluer les méthodes et processus de fabrication.

Ref. ICP/M

Pour ces 2 postes une expérience professionnelle de 5 à 6 ans en Production (électronique professionnelle et plus particulièrement composants vidéo, ordinateurs, claviers imprimantes...) est nécessaire, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais. Vous avez également de bonnes connaissances des techniques contrôle qualité et fiabilité, ainsi qu'une expérience des contacts avec les sous-traitants et les fournisseurs industriels.

Merci de nous faire parvenir votre lettre manuscrite + C.V. sous référence choisie à J.J. LETANG, DIGITAL EQUIPMENT DIVISION TERMINAUX EUROPE, B.P. 29 Sophia Antipolis, 06561 VALBONNE Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique digital

Data General une Génération d'avance

"On ne peut pas être premier sur tous les fronts" : Iniquement en tête du peloton mondial en bureautique intégrée, nous sommes le 2ème constructeur mondial de mini ordinateurs (17000 personnes-1,3 milliard de \$ de CA).

Notre stratégie repose sur l'innovation d'être simple : elle passe par la conquête des grands comptes.

C'est précisément pour cette raison que nous avons créé notre Division Systèmes Spéciaux et Applications dont les activités nous permettent d'apporter à nos clients des solutions à leurs problèmes, et pas seulement des matériels.

A l'écart, garde technique de notre croissance, cette division recherche

2 CHEFS DE PROJETS

Vous aimez concevoir et à conclure la réalisation de systèmes complexes et variés. A titre d'exemple, nous développons un serveur d'applications VIDEOTEX à grand débit, son intégration avec notre bureautique intégrée, un module de gestion de processeurs, des équipements de pré-press.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec nos clients pour l'élaboration des cahiers des charges, le démarrage des spécifications, la planification et la mise en place des ressources, l'installation et la mise en route.

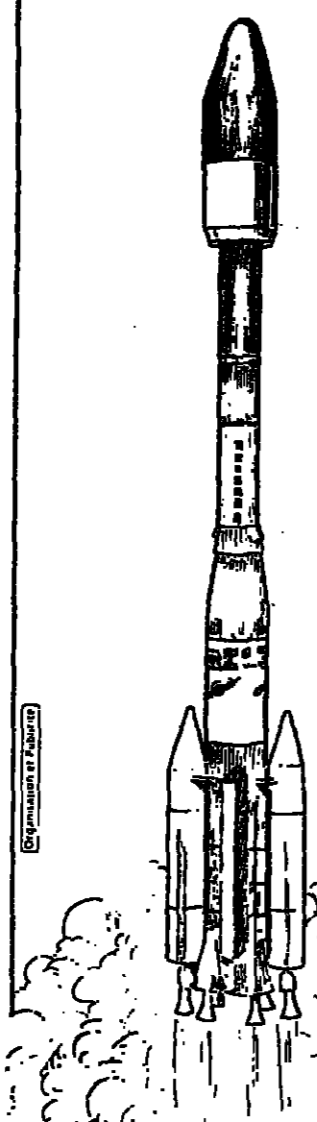
Votre travail de conception et d'analyse est facilité par un programme de formation adéquat, un support technique international et une gamme étendue de logiciels qui s'inscrit en permanence des nouveaux standards logiciels.

Nous souhaitons recruter des ingénieurs de formation grande école ayant une solide expérience scientifique et technique motivés pour le succès dans de grands projets innovants.

Nous offrons une structure d'accueil optimale et de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre curriculum vitae au recteur de la référence MM à Philippe Guillon, Directeur du Personnel - DATA GENERAL FRANCE - La Renaissance - Avenue L. - 92087 Le Plessis Robinson.

Arianespace recrute



Afin de renforcer nos équipes responsables de la coordination et du suivi de fabrication des éléments du lanceur ARIANE, nous souhaitons intégrer plusieurs ingénieurs expérimentés dans le cadre de notre DIRECTION INDUSTRIELLE.

Vous êtes Ingénieur Electronicien

- Vous justifiez d'une bonne connaissance des composants électroniques,
• Votre expérience est de l'ordre de 5 ans environ dans le domaine des technologies des équipements et des systèmes électriques embarqués et plus particulièrement dans les centrales de guidage (type engins tactiques).

Nous vous offrons de prendre en charge dans le cadre de la REALISATION et de L'UTILISATION DES CASES A EQUIPEMENTS :

- la gestion technique et financière des équipements et des composants électroniques des lanceurs,
• le suivi fonctionnel des chaînes électriques. (Référence 01)

Vous êtes Ingénieur Electronicien

Vous justifiez d'une expérience de 5 ans environ dans le domaine des systèmes électriques et plus particulièrement dans les calculateurs de bord et les assemblages de télémesures.

Nous vous offrons de prendre en charge dans le cadre de la REALISATION et de L'UTILISATION DES CASES A EQUIPEMENTS :

- le suivi fonctionnel des chaînes séquentielles et télémesures,
• la gestion technique et financière des équipements et des composants électroniques des lanceurs. (Référence 02)

Vous êtes Ingénieur Mécanicien

Vous avez acquis une expérience industrielle de 5 à 10 ans dans les études de structures et systèmes cryotechniques, calculs de performances et plus particulièrement en modélisation mécanique et thermique.

Nous vous proposons de participer à la réalisation et à l'utilisation du 3e étage du lanceur ARIANE dans le cadre suivant :

- assurer le suivi technique et financier d'activités industrielles dans le domaine de la propulsion, des structures et de l'intégration,
• prendre en charge périodiquement les recettes d'étage avec préparation des dossiers techniques correspondants jusqu'à la campagne de lancement en Guyane,
• suivre les programmes de développement des nouvelles technologies (notamment des matériaux composites),
• participer à l'exploitation des résultats des vols. (Référence 03)

Naturellement ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école ou équivalent (Sup'Aéro, Arts et Métiers, ENSI, Sup. Elec., Ecoles d'Electronique, ...) dont l'anglais est courant, et qui considèrent que se déplacer fréquemment à KOUROU ou à l'étranger fait partie de leur mission.

Si vous désirez vous joindre à nous, merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi à Bernard MALAGIE - Relations Humaines - ARIANESPACE - Boulevard de l'Europe - B.P. 177 - 91006 EVRY Cedex



CEA - GRENOBLE

CENTRE D'ETUDES NUCLEAIRES Département de recherche fondamentale

JEUNES INGÉNIEURS

POUR THÈSES DE DOCTORAT

EN PHYSIQUE DE LA MATIÈRE CONDENSÉE Matériaux, métaux, semi-conducteurs, polymères, cristallographie, propriétés électroniques et magnétiques, PHYSICO-CHEMIE, BIOPHYSIQUE

CONTRAT DE FORMATION PAR LA RECHERCHE

à durée déterminée de 2 ou 3 ans à partir de septembre-octobre 1986. Les candidats, possédant un diplôme d'ingénieur et titulaires d'un DEA, doivent de préférence être âgés de 25 ans environ.

Téléphoner au 76-88-44-00 postes 38.75 ou 33.31 ou envoyer d'urgence un curriculum vitae détaillé à : SERVICE DE PHYSIQUE C.E.N.G. - DREIF 85 X - 38041 GRENOBLE CEDEX.

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES LA TECHNOLOGIE DE POINTE POUR VALORISER VOTRE POTENTIEL

NOUS SOMMES une société de 250 personnes, faisant partie d'un très grand groupe industriel européen, fabricant et commercialisant des BIENS D'EQUIPEMENTS de très haute technicité. Notre vocation est l'AUTOMATISATION des MOYENS DE PRODUCTION. Maîtrise des technologies les plus avancées, innovation, écoute du marché... telle est notre expérience.

- VOUS ETES débutant ou avez une première expérience,
• VOUS ETES doté de réelles capacités d'organisation et de gestion,
• VOUS AVEZ le sens du commandement et de l'animation,
• VOUS AVEZ de réelles qualités humaines - animation, esprit d'équipe.

Venez participer au développement de nos nouvelles applications au sein d'une équipe jeune, motivée et passionnée par les automatismes industriels. De réelles perspectives de carrière sont offertes à un candidat de valeur. Les postes sont à pourvoir en région Sud de Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 9830 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Spécialiste réseau de haut niveau

- Notre information :
- Un des plus grands pôles informatiques (BNP-BULL)
- Réseau de télécommunications (4000 équipements, 12000 lt terre),
- Base de données,
- Télématique,
- Techniques nouvelles : terminaux multi-fonction, bureautique.
Vos missions :
- Dans le cadre de la mise en place de notre réseau international de télécommunications vous devez :
- Participer à la conception et aux spécifications de ce réseau,
- Assurer son développement,
- Encoder l'équipe réseau.
Vos qualités :
- Formation supérieure (Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent),
- Expérience d'au moins 6 ans,
- Connaissances de la télématique internationale et de l'architecture SNA ou DSA,
- Pratique de l'anglais,
- Maîtrise de courte durée à l'étranger.

CAP SOGETI SELECTION

83-85, boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris. Envoyer votre CV + prétentions + photo à ANV Boulogne en précisant la référence.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

INGÉNIEURS D'ÉTUDES CONCEVOIR EN ÉLECTROMÉCANIQUE

Notre division Terminals et Systèmes, se développe dans des secteurs prometteurs : péage (métro, chemins de fer...), paiement bancaire, télécommunications (publipages à cartes...).

Nous vous proposons, dans l'un de ces secteurs, de devenir le concepteur de l'architecture électromécanique d'une ligne de produits (matériels automatiques mis à la disposition du public). Vous exercerez, de plus, la responsabilité d'autres ingénieurs dans votre spécialité et travaillerez au sein d'une équipe-projet pluridisciplinaire (mécanique, électronique, logiciel, industrialisation, qualité).

Ingénieur en électromécanique (E.N.S.M.M. - I.N.S.A. - E.N.S.A.M...), vous possédez une expérience de 3 à 5 ans en bureau d'études. La connaissance de l'anglais est très souhaitable. Rejoignez nos équipes à Valence.



Envoyez votre dossier de candidature au responsable de recrutement, CROUZET SA, 26, rue Jules-Vieljeux, 26100-VALENCE CEDEX ne précéder la référence ENT/AM.

HIGH TECH! EXPORT: 55% DES VENTES

Responsable "études nouvelles" mécanique - connectique

Réf. 22146/M

Au sein du service Electromécanique, vous coordonnez et supervisez les études sur les nouveaux produits, en termes de faisabilité et de qualité. Dans un environnement déjà très informatisé (DAO - CAO), vous êtes responsable d'une quarantaine de personnes et êtes attentif à l'évolution et la formation de vos équipes.

Vous êtes ingénieur diplômé (Arts et Métiers, ENSEM, ENSM, ou équivalent) confirmé par 8 à 10 ans d'expérience en Bureau des Etudes et/ou des Méthodes.

Chef de projet "maintenabilité"

Réf. A093/M

Au sein d'un département organisé en centre de profit, votre mission est d'étudier et de mettre en place, en collaboration avec la Direction Marketing et les Etudes Produits, la "maintenabilité" optimale d'une famille de produits.

Ce poste, très polyvalent, associe des activités complémentaires qui vont de la réalisation d'études d'optimisation à l'analyse et à l'exploitation systématique des incidents en début de vie des produits, en passant par des missions ponctuelles d'expertise et de diagnostic sur le terrain, aussi bien en Europe que dans le monde entier.

Il vous permet de participer à la mise en place d'un des systèmes les plus performants de soutien logistique à la vente, au plan mondial, d'équipements complexes intégrant une électronique sophistiquée.

Il convient de préférence à un ingénieur grandes écoles (Centrale - Supélec, ENSAM - ENSTA...) expérimenté, possédant une solide culture électronique et informatique, parlant anglais et, si possible, espagnol.

Ce Groupe Industriel Français est reconnu au plan mondial pour la performance et la qualité des équipements qu'il réalise.

Ce sont des ensembles techniques complexes mettant en œuvre une électronique sophistiquée.

Ingénieur développement

Réf. 74006/M

Dans notre Service Développement et Suivi, nous vous offrons de participer à l'évolution technique des lignes de produits existantes.

Ingénieur électronicien diplômé (Grandes Ecoles...), vous possédez une première expérience de 2 ans dans l'industrie.

Vous devez définir, concevoir, rechercher et mettre en œuvre les améliorations possibles au niveau des performances, des coûts et de la fiabilité des systèmes.

Vos compétences techniques et votre potentiel vous amèneront rapidement à une évolution de carrière intéressante.

Ingénieur expérimenté GPAO

Réf. 22145/M

Adjoint au Responsable Gestion de Production, votre première mission est de mettre en place une gestion informatisée adaptée à des productions en petites séries. Progressivement vous prenez en charge l'ensemble du service (gestion de production et magasin - 50 personnes), veillez à l'ordonnancement général des affaires, à la tenue des délais et des stocks et êtes particulièrement attentif à l'évolution et la formation de vos équipes.

Vous êtes ingénieur diplômé (Centrale, Mines, ENSAM, INSA, ou équivalent), confirmé par 5 à 10 ans d'expérience industrielle dont au moins 3 dans la définition et la mise en place de GPAO.

Responsable "méthode - industrialisation" d'une famille de produits

Réf. A092/M

A la tête d'une petite équipe de techniciens supérieurs, vous êtes responsable de l'étude et de la mise en place des conditions d'industrialisation d'une gamme de produits très évolutifs, faisant largement appel aux technologies électroniques.

Votre mission s'étend de la participation à la conception des produits jusqu'à leur mise en production définitive.

Elle englobe les études de faisabilité industrielle, la définition des gammes opératoires et outillages associés, la recherche de nouveaux moyens de production (robotique), la participation à la recherche des sous-traitants.

Ce poste, situé dans un environnement technique performant (CAO, gammes informatisées), convient à un ingénieur généraliste (Sup. Elec, ENSAM, ENSEIG...), possédant une forte culture électronique et informatique et désireux de valoriser une expérience de 2 à 3 ans en Méthodes, Etudes ou Fabrication, au service de produits de réputation mondiale.

Vous recherchez un environnement scientifique et professionnel de haut niveau. Vous maîtrisez bien l'anglais. Nous vous offrons une rémunération à la hauteur de vos compétences et une évolution au sein du groupe. Ces postes sont à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV, détaillé et prétentions), sous la référence choisie à S. RAMON, S&A-CEGOS, Tour Chénouzeaux 92516 BOULOGNE CEDEX.



Dans le cadre de développement de nos systèmes d'information sur DPS 7

BULL-SEMS recherche pour son Centre Technique et Industriel de CHENOUZEUX, un

CHEF DE PROJET EXPERIMENTE

adjoint au chef de groupe d'information de gestion de production.

Formation : Grande Ecole ou Université.

Expérience : DPS 7, Bureaux de données.

Adresser votre candidature à/àtel. 0225 34 à : Maurice CADYAS

BULL SEMS 1, rue de Provence 92432 ECHIBOLLES CEDEX



Division Informatique de la SFENA : SFENA DSI, constructeur de matériel mini et micro, spécialiste de l'informatique des réseaux est bien implantée auprès d'une clientèle grands comptes : Ministères (Défense, Education), organismes financiers, bancaires... 300 personnes construisent chaque jour son succès. Elle recherche

3 INGENIEURS INFORMATIENS

intéressés par la conception et le développement de produits logiciels dans le domaine des télécommunications et des systèmes d'exploitation. Ingénieurs ou diplômés universitaires, débutants ou avec 2/3 ans d'expérience, vous vous intégrez au sein de petites équipes jeunes, créatives et motivées.

Lieu de travail : Oissy. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Catherine Caillard, SFENA Gestion des Cadres, Aérodrome de Villacoublay BP 59, 78141 Villacoublay



CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

CAP SOGETI INDUSTRIE

TOUS LES MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE

CAP SOGETI INDUSTRIE, société spécialisée du Groupe CAP GEMINI SOGETI est le partenaire des entreprises manufacturières de la Région Parisienne dans le cadre de leur développement informatique, quels que soient les secteurs d'activités.

UNE INFORMATIQUE DE POINTE : la nécessaire intégration des différentes informatiques de l'entreprise industrielle offre à nos ingénieurs l'occasion de mettre en œuvre des techniques informatiques de pointe : réseaux locaux, bases de données hiérarchiques, architectures de réseaux hétérogènes, intelligence artificielle, systèmes temps réel.

DES PRESTATIONS ÉLARGIES : forte de 400 professionnels dont 70 % d'ingénieurs, nous prenons en charge expertise et conseil, études, développement de systèmes informatiques, formation, plans directeurs.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou avec une première expérience, nous vous proposons d'exercer vos compétences informatiques au sein d'une équipe performante. Envoyez votre dossier de candidature à Claude FORSANS, 92 bd du Montparnasse 75082 PARIS Cedex 14.



La passion de l'informatique et de l'innovation technique

Vous êtes INGENIEUR Grandes Ecoles

Débutant ou première expérience, diplômé d'une Grande Ecole Scientifique ou de Gestion vous souhaitez participer au développement informatique d'un important groupe bancaire et financier.



La CCBP organisme du groupe des Banques Populaires (25 000 personnes) vous offre une carrière passionnante au sein de son Département Organisation et Informatique de 200 personnes :

DES MOYENS INFORMATIQUES DE POINTE : environnement IBM 3081, MVS/XA, IMS, PL1..., langage de 4^{ème} génération, etc...

UNE POLITIQUE D'INNOVATION : des projets en matière de gestion bancaire, télécommunications, systèmes, micro-informatique et bureautique.

UNE MISSION PASSIONNANTE : Intégré (e) à des équipes de haut niveau vous participerez à la conception et à la réalisation de projets d'envergure et vous exercerez des fonctions d'organisation en relation directe avec les utilisateurs.

UNE FORMATION SUIVIE : vous recevrez une formation bancaire et informatique en fonction de vos connaissances acquises et de votre évolution ultérieure dans notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence SB/BP 1, à :

Sieglinde Boch, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

Conseil en Recrutement Informatique

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

VOTRE MISSION : LA GPAO

Société du Groupe Schlumberger, Etudes et Fabrications Flopetrol conçoit, développe et fabrique des systèmes de mesures destinés à la production et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.

Notre Département Informatique se tourne vers le futur : nous recherchons aujourd'hui le jeune chef de projet qui va concevoir et mettre en œuvre de nouveaux systèmes de gestion de production.

Vous exercerez votre créativité et vos compétences dans un environnement de pointe (IBM 43 XX - bases de données relationnelles - langage 4^{ème} génération).

Vous avez une première expérience, au cours de laquelle vous avez révélé un fort potentiel et des qualités de leader. L'anglais est vivement souhaité.

Ce poste - basé à 30 mn de Paris - ouvre de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un groupe international de tout premier plan. La rémunération est motivante.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel Etudes et Fabrications Flopetrol, BP 592, 77006 MELUN cedex.

JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN

(GRANDE ECOLE OU EQUIVALENT)



مركزنا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Bureautique et Réseaux : la performance



Performante, expérimentée, compétente, CERCIL est connue pour signer de grandes réalisations en informatique technique. Dans le cadre de notre stratégie, et face à la croissance de notre activité "Bureautique et Réseaux" nous souhaitons renforcer nos équipes en intégrant :

Chef de projet confirmé

Réf. CP/M

Possédant une expérience en réalisation de logiciels Temps réel, capable de maîtriser les problèmes techniques liés aux communications.

Vous aurez pour mission de coordonner une équipe (10 à 12 Ingénieurs) chargée d'étudier, concevoir et développer des logiciels de communications en environnement C, UNIX, MS DOS.

Ingénieurs logiciels

Réf. IL/M

Possédant une expérience de 2 ans minimum en informatique Temps réel, vous participerez selon vos aspirations à la réalisation de logiciels de base, ou d'applications concernant les réseaux ou un centre de messagerie.

Nous vous offrons la perspective de travailler dans un domaine de pointe, où l'innovation, la recherche et la compétence se mêlent à l'esprit d'équipe. Ces postes sont situés en proche banlieue Sud-Est (RER Val de Fontenay) dans un cadre moderne et un environnement technique et intellectuel motivant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence, à N. VIAUD,



56, rue Roger Salengro 94120 FONTENAY SOUS BOIS

CONSULTANTS EN MICRO-ORGANISATION AIR

Une volonté : mobiliser l'intelligence de notre réseau commercial

Notre département Organisation/Qualité France recrute :

UN CONSULTANT SENIOR : avec une petite équipe de professionnels vous vendrez et conduirez sur le terrain des actions de micro-organisation.

UN CONSULTANT JUNIOR : passionné par l'organisation opérationnelle, vous mettez en œuvre vos recommandations en vous appuyant sur des techniques modernes (BBZ, ...).

De formation Ingénieur ou Gestion, vous avez déjà acquis une expérience dans un cabinet d'organisation.

Aujourd'hui, vous voulez évoluer avec les moyens d'un grand constructeur. Nous sommes reconnaissants de votre compétence et l'aurons.

Mobiliser l'intelligence de notre réseau commercial, c'est notre volonté et la vôtre en écrivait sous réf. 219 M à

G. PASSEKARALE
Bull Recrutement
78/80, avenue Gallieni
93270 BAGNOLET

REJOIGNEZ UNE ÉQUIPE QUI GAGNE



LA DIVISION TECHNIQUE: LA DYNAMIQUE H.P AU SERVICE DU CLIENT.

HEWLETT-PACKARD FRANCE n'a qu'une priorité : la satisfaction du client. Au cœur de cette priorité : nos services d'assistance technique. 600 spécialistes garantissent dans la France entière un délai maximum d'intervention de 4 heures chez le client. Conseil actif, assistance efficace, intervention rapide, ils assurent le support technique des systèmes HP dans le souci permanent de la satisfaction de nos clients et de la rentabilité de leurs investissements.

Ingénieurs d'assistance technique

Formés sur des matériels et systèmes de haute technologie, responsables d'un portefeuille-clients, vous planifiez l'installation de systèmes complexes. Vous développez des méthodes de diagnostic dans le cadre d'actions préventives - tests, protocoles... Vous assurez la formation et l'information des clients ainsi que leur suivi. Vous devenez rapidement des spécialistes de l'informatique et de l'instrumentation.

De formation supérieure en électronique et en informatique - INSA, ENIS, ENSI, ESIO, ISEN, ISEP, ... - vous avez, si possible, une expérience de l'assistance technique en clientèle ou en laboratoire.

La connaissance de l'anglais est indispensable pour évoluer à terme vers des fonctions d'expert technique, de support logiciel, ou de management.

Ces postes sont basés en Région Parisienne, Orléans, Lyon, Aix, Grenoble, Nice, Valence, Clermont-Ferrand, Poitiers, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Nantes, Brest, Strasbourg, Lille, Metz, Rouen, Reims.

Envoyez votre dossier de candidature-photo, présentations-sous réf. CE/02/1/M à Bénédicte EMELIEN, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES
3 USINES
4,3 MILLIARDS DE C.A.
3^e EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE



PERFORMANCES A L'APPUI

Un champ d'action plus large

pour des

consultants, chefs de projets, ingénieurs logiciels, ingénieurs d'applications,

De formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Universitaires, vous avez une expérience d'au moins cinq ans dans une SSI, chez un constructeur ou en tant qu'utilisateur.

Vos domaines de compétence sont :

- CAO, CFAO, GPOD,
- bases de données, outils de gestion,
- réseaux,
- Bureautique.

Vous interviendrez auprès de nos clients en tant que conseils sur les

Marchés industriels

Marchés de gestion

Vous proposerez des solutions informatiques en accord avec leurs besoins; organiserez des démonstrations, des "benchmarks"; répondrez aux appels d'offres.

En fonction de votre expérience et des projets à réaliser, vous participerez aux développements d'applications et/ou prendrez la responsabilité technique de ces projets.

Vous ferez équipe avec nos ingénieurs commerciaux et participerez activement au développement de nos agences. La connaissance de VAX est un atout, l'anglais est indispensable.

Merci de faire parvenir votre lettre manuscrite + C.V. sous réf. MON 167 en précisant la ville de votre choix à Marie-Claire SAN QUIRCE, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement 2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Bougez, Vivez...
à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille,
Metz, Nantes, Rouen,



PARMI LES LEADERS MONDIAUX DE LA SIMULATION :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Spécialiste Équipements de bord

Justifiant d'une expérience confirmée dans l'instrumentation et les équipements électroniques de bord, vous renforcerez et animerez à TRAPPES (78), une équipe chargée des propositions, études et coordinations techniques relatives aux équipements de bord avion et à leur raccordement.

Merci d'adresser C.V. et présentations sous réf. IE/M, à Georges SONNEBORN - THOMSON-CSF - DIVISION SIMULATEURS - B.P. 116 - 78192 TRAPPES Cedex.



DIVISION SIMULATEURS

INGÉNIEUR COMMERCIAL

INGENIEURS AM OU EQUIVALENT

Groupe industriel de premier plan, nous produisons en très grandes séries (plusieurs millions d'unités) des articles conditionnés individuellement. De préhension d'écarts, ils font appel à des moyens de manutention tout à fait originaux.

Avec votre équipe, vous développez nos nouvelles lignes automatiques de conditionnement intégrant mécanique, électronique, informatique, automatismes divers.

A partir du cahier des charges (vous participez à son élaboration), vous déterminez les choix technologiques, menez les études nécessaires, coordenez et supervisez l'action des intervenants (équipes internes, sous-traitants...) jusqu'à la mise en production, en vous appuyant sur votre connaissance du marché, des fabricants, des évolutions technologiques.

Si vous êtes un ingénieur d'au moins 25 ans et avez développé et réalisé des équipements de manutention et de conditionnement automatique travaillant à haute cadence sur de très grandes séries et états sensibles... aux charmes de la Bourgogne.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 439 à notre Conseil :

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS



MEMBRE DE SINTEC

Gestion et Etudes Marketing International

Paris. Cette très importante Société en plein développement, récemment introduite en Bourse, est filiale d'un groupe français de tout premier plan. Leader mondial dans son domaine d'activité (80 % du CA réalisé à l'export), elle fabrique et commercialise des biens d'équipement de haute technologie destinés principalement à l'industrie variée. L'Adjoint du Responsable Marketing qu'elle recherche prendra en charge les études marketing (statistiques - études de marché), et s'attachera particulièrement à optimiser l'ensemble des "supports à la décision" en participant étroitement à l'élaboration d'un plan informatique qu'il sera chargé de mettre en œuvre. Cette fonction s'adresse à un candidat d'environ 30 ans, diplômé d'une grande Ecole de Gestion (ESSEC, Sup. de Co...) ayant une expérience confirmée de la commercialisation ou du marketing international de biens d'équipement industriels, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais. Des perspectives de carrière sont ouvertes à un candidat de fort potentiel en sein de l'entreprise (7 filiales) et du groupe.

ORION, à qui vous avez confié cette recherche, vous garantit toute discrétion et vous remercie de lui adresser sous réf. 603444 M votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant les sociétés auxquelles il ne doit pas être transmis.

55, rue du Rocher 75008 Paris



Jeune ingénieur en Automatismes et informatique industriels, si vous pensez à votre carrière!

Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Supélec, Télécom, Supélec...) vous avez environ 5 ans d'expérience de développement de logiciels d'application et de conduite de procédés dans une SSSI ou une grande entreprise. Vous souhaitez élargir votre expérience : évoluer vers des responsabilités d'animation d'équipes et conduire des projets sous tous leurs aspects (techniques bien sûr, mais aussi financier, commercial...).

Vos qualités techniques sont reconnues ; vous souhaitez mettre en valeur maintenant votre sens relationnel et votre goût pour le management.

Le challenge nous vous proposons : au sein d'un groupe international très pluridisciplinaire et en expansion, vous aurez la charge de projets informatiques liés aux affaires du Groupe en France et à l'étranger.

Vous assisterez directement le responsable de l'unité systèmes informatiques. Le poste est basé à Paris. Adressez votre candidature sous référence 4139 M à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

SPECIALISTE SEMICONDUCTEURS DE HAUT NIVEAU

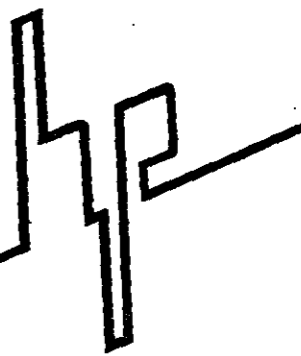
Au sein d'HP France, nos divisions situées à Grenoble sont chargées au niveau mondial du développement, de la production et du marketing de matériels performants, réseaux et ordinateurs personnels. Dans ce cadre, notre laboratoire d'analyse est responsable de la qualification des composants fabriqués en Europe par nos fournisseurs.

Vous serez responsable de l'analyse de circuits intégrés complexes pour effectuer des évaluations technologiques, des qualifications et des analyses de défaillance (DPA, SEM/EDX...). Ce poste, d'un haut niveau technologique, requiert de votre part d'excellentes connaissances pratiques de la technologie MOS ainsi que des mécanismes de défaillance associés. Votre expérience professionnelle (3 ans minimum), votre personnalité autonome et votre aisance en anglais vous permettront d'assumer cette mission avec succès.

HP est une entreprise internationale qui pratique une gestion par objectifs de son personnel. Elle offre de larges perspectives de carrière tant sur le plan national qu'international.

Merci d'adresser votre candidature comprenant un CV et une lettre indiquant clairement vos motivations et la référence GPCD/5/M, à Jean-Philippe DARA - HEWLETT-PACKARD France - Service Recrutement - 5 avenue Raymond Chanos, 38320 EYBENS.

HP EN FRANCE : 3000 PERSONNES, 3 USINES, 4,3 MILLIARDS DE CA, 3° EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE



HEWLETT PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

JEUNES ESSEC: DÉCROCHEZ!

42.61.82.81

GRAND GROUPE SECTEUR DE POINTE IMPLANTATION INTERNATIONALE....

THOMSON : DES HORIZONS NOUVEAUX A LA GESTION, AU COMMERCIAL, AU MARKETING, A L'EXPORT....

VOS ATOUTS : CREATIVITE, ADAPTABILITE, MOBILITE....

DECROCHEZ ET APPELEZ NOTRE CONTACT 42.61.82.81

de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi de 10h00 à 13h00 le samedi

MARC MELINSKI

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES THOMSON GRAND PUBLIC

Vous pouvez aussi écrire à THOMSON GRAND PUBLIC, Direction des Ressources Humaines, 74, rue du Surmelin - 75020 PARIS

THOMSON GRAND PUBLIC Vive l'électronique

AGENCE D'INFORMATIONS DE PRESSE

Recherche pour son département réseau national et international

INGÉNIEUR

qui sera chargé du suivi de la maintenance et plus particulièrement des matériels et nouvelles technologies de télécommunications, en encadrant une équipe de techniciens.

Il est indispensable que le postulant : - soit électronicien diplômé, - possède un solide acquis professionnel en télécommunications et aptitude au commandement, - ait le sens du travail en équipe, des contacts humains et de l'organisation. L'anglais courant est exigé, l'espagnol souhaité.

Les candidats se verront offrir des conditions de travail attractives dans un environnement professionnel motivant.

Candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo) à adresser à l'Administrateur du Personnel Technique A.F.P. 11-15, place de la Bourse, 75002 PARIS (R&L L.M.).

La Recherche au pluriel...

Nous sommes un groupe industriel de dimension et renommée internationales. Priorité est donnée chez nous à la recherche sous toutes ses formes. Pour renforcer nos équipes, nous recherchons

JEUNES INGÉNIEURS

Grande Ecole, doctorat 3ème cycle

Intégrés dans un milieu scientifique très riche, vous participerez à des programmes de recherche dans les domaines : mécanique, thermique, électronique, acoustique et matériaux nouveaux.

Le potentiel d'évolution au sein de notre groupe est très ouvert. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 742 à CURRICULUM, 4, rue Tronchet 75008 PARIS.

Concerto pour ingénieurs et multinationale en DOW majeur.

2° Groupe U.S. Industrie Chimique 6° Groupe Mondial C.A. mondial 11,4 milliards de dollars C.A. France 2,5 milliards de Francs avec 1200 personnes

L'ouverture est à Strasbourg, théâtre de nos opérations de production mousses et films. Vous êtes un jeune polytechnicien, centralien ou diplômé de l'école des Mines. Project Engineer, vous orchestrez un bureau d'études, participerez à l'amélioration, à la création d'unités en liaison directe avec l'European Engineering and Construction Services de Rotterdam ; ou encore, Process Engineer, vous étudierez, optimiserez ou remanieriez totalement nos procédés de fabrication. Votre responsabilité sera totale, aucune hiérarchie ne pesera sur vous et votre engagement financier sera de l'ordre de 1 à 5 millions de \$. Deux ans plus tard, le résultat est tel que nous

l'accomplissons : une réussite éclatante. Vos tournées internationales commencent : Milan, Londres, Johannesburg... quarante pays vous attendent répartis sur les 5 continents. Vos succès se multiplient, votre nom défraye la chronique, vous faites désormais partie des high potentials : le temps n'est plus loin pour vous de devenir un DOW Manager. Cette musique vous plaît ? Nous l'écouterons ensemble. Envoyer lettre, CV + photo à : DOW CHEMICAL FRANCE Département des Relations Humaines BP 20 67410 Drusenheim.

* Marque déposée. The Dow Chemical Company

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Chef de Projet Recherche Développement Filtration

GRENOBLE

Au sein d'une importante entreprise métallurgique, filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, nous sommes un département très spécifique en raison de la haute technicité de nos produits : filtres, silencieux, arrêts de flamme... et de notre clientèle : secteurs chimique, nucléaire, aéronautique, informatique. Nous cherchons un Chef de Projet Recherche et Développement Filtration. Vous aurez à piloter un projet de développement de nouveaux systèmes de filtration en coordination avec des partenaires universitaires et industriels, puis à promouvoir les applications de ces nouveaux produits dans un marché mondial. Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de l'université, vous avez au minimum 28 ans, possédez une expérience de 5 ans environ de recherche appliquée dans une entreprise chimique ou métallurgique et vous parlez anglais couramment anglais. De bonnes bases en génie chimique vous seront utiles.

Merci d'adresser lettre man., C.V. et rémunération actuelle sous réf. 3086/M à Claudine FERRY-CLEMENT - S&C-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

RÉALISER, INNOVER, CRÉER.

Trois impératifs, un objectif pour le Département RADARS CONTRE-MESURES MISSILES de THOMSON-CSF: rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

Notre CENTRE de BORDEAUX-PESSAC recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Débutants ou courte expérience.

Vous participerez au développement, à la réalisation et à la mise au point d'équipements électroniques d'avioniques, dont vous élaborerez les logiciels intégrés et ceux de leurs moyens de test.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à M. PERDOU THOMSON-CSF, Département R.C.M. - SERVICE DU PERSONNEL, B.P. 94, 33605 PESSAC.

THOMSON-CSF

Valeo

L'Équipement Automobile Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux 28000 personnes - C.A. 12 Milliards de Francs - 50% réalisés à l'étranger. recherche

Ingénieurs Généralistes ou Mécaniciens Diplômés Grande Ecole

Ingénieur Industrialisation

Valeo Eclairage (Blois - 45)

Vous souhaitez valoriser une PREMIERE EXPERIENCE en Méthodes ou Bureau d'Etudes. Au sein des Services Techniques de cet important établissement de production en grande série, nous vous proposons de mener à bien l'industrialisation des pièces de projecteurs en thermoplastique ou thermochu. Pour ce faire, vous animerez une équipe de 8 techniciens et dessinateurs et aurez la responsabilité technique des moyens mis à la disposition de la production (machines et outillages) et participerez au choix des matières. FORMATION OU EXPERIENCE DES MATIERES PLASTIQUES SOUHAITEE. Réf. 60246/1/M

Ingénieur Essais (Embrayage-Freinage) Débutant

Valeo Matériaux de Friction (Saint-Ouen - 93)

Vous aurez la responsabilité du lancement et du suivi des essais sur bancs (calculs informatiques...) et sur véhicules en relation avec nos clients constructeurs. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger. Allemand souhaité. Réf. 60246/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe. Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 45 rue Bayen - 75017 PARIS

AERO

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET CONSEILS (Automation - Electronique Recherche Opérationnelle) recherche

INGÉNIEURS HAUT NIVEAU GRANDES ECOLES (ENST, ESE, ECP, ENSIMAG, ENSTA...)

de débutant à 5 ans d'expérience

- 1. TRAITEMENT DU SIGNAL : acoustique, radar, optonique, transmission de données, codage. 2. ANALYSE ET CONCEPTION DE SYSTEMES COMPLEXES : modélisation, simulation, acoustique et sonar, intelligence artificielle, études technico-opérationnelles. 3. GENE LOGICIEL : développement de logiciels scientifiques.

Envoyer C.V. détaillé, 3 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

EMERSON ELECTRIC

Leader mondial producteurs statiques pour variation de vitesse moteurs à courant alternatif

structure sa force de vente par la mise en place de

Directeurs Régionaux

Ingénieurs Technico-Commerciaux Spécialistes

Salaire élevé. Avantages importants. Non-spécialistes s'abstenir.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 7.114 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montbessuy, 75007 PARIS qui transmettra.

Ingénieur Industrialisation

ENSAM - ICAM - ENSMM...

BOURGOGNE

Biens d'équipement grand public de haute technicité. Nous fabriquons et commercialisons des produits faisant appel à des techniques de pointe, destinés à un marché porteur en pleine expansion. Notre outil de production, ultra-moderne, est en constant développement (moins de 2 ans d'ancienneté). Dans le cadre de notre politique de développement, nous souhaitons confier à un jeune ingénieur, diplômé AM ou équivalent, ayant acquis une première expérience similaire si possible au sein d'un Service Méthodes Industrialisation d'une entreprise de transformation des métaux, la responsabilité de la définition et de la mise en place des moyens de production de notre atelier d'usinage et du suivi technique de la fabrication. Nous désirons rencontrer des candidats déterminés à évoluer et à faire évoluer leur environnement, dotés des qualités humaines et des compétences nécessaires pour cela. Notre Société, en pleine expansion, et le Groupe International dont nous sommes filiale assurent à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière. Le poste est situé dans une ville de Bourgogne, à environ 200 Kms de Paris - autoroute du Sud.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remerciera de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 402436 M

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Un souci de service... Une démarche critique...

Dans l'esprit de notre Directeur de l'une des USINES PHARES de notre Groupe (C.A. : 12 milliards de francs, 5 000 personnes) de l'AGRO-ALIMENTAIRE, il doit exister une synergie très forte entre les Services Techniques et vous-même, notre nouveau

Directeur de la maintenance

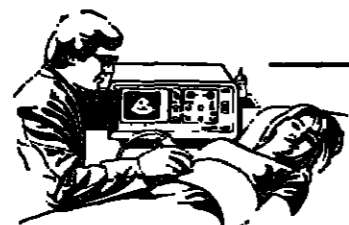
280 000 F+

En effet, sous sa responsabilité directe, et à la tête d'une véritable « petite entreprise » (30 MF de budget, 50 personnes), votre rôle ne devra pas se borner à des interventions curatives de type « pompier ». Sans doute, quelquefois, aurez-vous à « déployer » vos équipes, mais notre attente relative aussi de votre capacité à diagnostiquer les forces et les faiblesses de notre outil de production et de proposer des solutions « réalistes » pour y remédier. En fait, une démarche d'organisateur, un tempérament « technicien », une volonté affirmée de prévoir et de « faire face ». Jeune ingénieur ELECTRO-MECANICIEN (AM, ENI...), vous souhaitez devenir le numéro un de la Maintenance dès maintenant. Faites-nous confiance pour mettre en valeur, ultérieurement, les qualités de MANAGER que vous aurez démontrées à cette fonction primordiale. René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière sous la référence V/DMS/LM

ARCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



CGR ULTRASONIC

Filiale de THOMSON-CGR, nous sommes spécialisés dans l'échographie par ultrason et recherchons un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Formation informatique, automatismes

Vous participerez au sein du Service Méthodes à la définition et à la mise en place des équipements de test pour la production. Vous travaillerez en collaboration avec le Service Technique.

Une expérience des moyens de test est souhaitée (position II).

Merci d'adresser curriculum vitae avec photo à CGR.Ultrasonic - 9, chaussée de Paris - 77104 MEAUX.

THOMSON EQUIPEMENTS MEDICAUX

Une direction à votre mesure.

Une solide situation financière, le goût d'entreprendre ont conduit, il y a 4 ans, notre groupe à engager le pari de la diversification. Pari gagné : notre activité ASSURANCE est dès à présent une réussite. Un succès qui en appelle un autre : celui de notre futur Directeur Commercial.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Collaborateur privilégié de la Direction Générale nous vous confierons une mission globale et ambitieuse : assurer le développement tant qualitatif que quantitatif de cette activité : champ libre pour un challenge à votre mesure.

Nous attendons de vous un potentiel de haut niveau, une formation supérieure commerciale (HEC, SLP de CO...) et le charisme d'un leader : vos équipes vous attendent. Une réelle expérience des responsabilités opérationnelles et

fonctionnelles dans le secteur banque et/ou assurance saura nous convaincre.

Nous étudierons avec attention et discrétion vos aspirations et motivations.

Adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) à référence 854 à EXIN-FRANCE Conseil en Ressources Humaines 27, rue d'Astorg, 75008 Paris. Groupe ASTOR.



REPRODUCTION INTERDITE

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DYNAMISER VOS COMPETENCES DE DIRECTEUR D'AGENCE AU SEIN D'UNE BANQUE SITUÉE À L'OUEST DE PARIS

Une formation supérieure universitaire et bancaire, des résultats confirmés en matière de développement commercial

De solides qualités de négociateur vis à vis d'une clientèle de Particuliers et d'Entreprises "haut de gamme"

Le sens du risque et du suivi des engagements

Une expérience réussie d'encadrement d'unités d'exploitation de 15 - 20 personnes environ

VOILA DES ATOUTS A DYNAMISER

Si vos ambitions et votre professionnalisme correspondent à notre Projet, nous vous proposons la Direction d'une Agence qui constitue l'un de nos plus importants Centres de croissance et de profit.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée de votre CV, de votre photographie et de vos prétentions à **PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS** en précisant la référence N. 5179

Société d'électronique de création récente et en pleine expansion sur un marché porteur, nous innovons dans la conception et la mise en œuvre de systèmes d'information de haute technologie pour grand public. Pour conserver notre leadership et répondre aux attentes de nos clients, nous recherchons notre futur

directeur commercial

PARIS - 300.000 F +

Auprès de la Direction Générale et après apprentissage technique des services et produits, vous devrez, par étapes, responsable de la fonction commerciale : prospecter, identifier et analyser les besoins; proposer un système approprié, en étudier l'impact, assurer des démonstrations, négocier, conclure des contrats, en suivre la mise en œuvre. Cette fonction exige un diplôme G.E. de Commerce, une expérience réussie de la vente de services et systèmes aux grands comptes, administrations, collectivités. Très familier de ces milieux, vous savez "travailler" vos prospects sur le moyen terme; déceler les véritables décideurs, les convaincre, et leur vendre nos produits. Si par ailleurs vous êtes bilingue anglais, mobile pour vous déplacer en France et à l'Étranger, écrivez ou prenez contact avec notre Conseil, il vous garantira la confidentialité de votre démarche. Adressez votre dossier (lettre man., C.V. dét., sal. pers.) sous référence 33 DM à :



Hervé Le Baut Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 42 65 38 39

directeur industriel,

d'un grand de l'électronique, en Rhône-Alpes.

Venez prendre en main nos ateliers, la gestion de notre production et nos achats. Vous dirigez 500 p. dont 30 ingénieurs, améliorez la productivité et le flux de production.

E.C.P., E.S.E., A & M... vous avez la quarantaine et dirigez une usine fabriquant des équipements électroniques, par exemple. Bon organisateur, vous savez faire passer vos messages.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 3805 LM).



ALEXANDRE TIC SA
6, RUE BILLÈREY - 38000 GRENOBLE
PARIS - LYON - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Direction Administrative

Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP...), à environ 30 ans, vous souhaitez intégrer une société qui mobilise son énergie sur son avenir. Le Transport Express est un marché difficile. Nous y avons réussi une croissance rapide. Pour pouvoir la poursuivre, nous souhaitons vous confier la gestion administrative de notre entreprise : mise en place des procédures administratives, suivi de la facturation, gestion du personnel, administration des ventes... Le soutien logistique de notre holding, la volonté de développement de notre Direction Générale et la reconnaissance des valeurs individuelles au sein de l'Entreprise vous permettront de valoriser votre première expérience réussie dans cette fonction.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite et prétentions sous réf. 2057 à LTA 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

DIRECTION

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

STRASBOURG 250 000 F/m

Notre société, spécialisée dans l'AGRO-ALIMENTAIRE et filiale d'un groupe français, emploie 300 personnes dans 4 unités différentes.

Nous connaissons un développement important sur le marché national et à l'exportation.

Rattaché à la Direction Générale, vous prendrez en charge l'ensemble de la fonction financière et le contrôle des services comptables des différents établissements à l'aide d'un système informatique performant.

Âgé de 40-45 ans, vous avez acquis une formation universitaire + DECS ou Grande Ecole de Gestion et pouvez justifier d'une expérience similaire réussie dans une entreprise industrielle.

Le sens des affaires et des négociations bancaires, l'ouverture d'esprit sont primordiales dans ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à MGP 65, avenue des Vosges 67000 STRASBOURG s/rét. 8022. Votre dossier sera traité de façon confidentielle.

MGP

management
gestion du personnel
PARIS

STRASBOURG

BANQUE POMMIER

Banque pour l'industrie et les services
recherche pour la région parisienne un

DIRECTEUR D'AGENCE

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur, justifiera d'une expérience bancaire réussie dans ses fonctions commerciales auprès d'une clientèle de P.M.E. et de particuliers.

Ecrire avec C.V., photo et souhaits de rémunération à
BANQUE POMMIER
Direction du Personnel
86, rue de Courcelles - 75008 PARIS.

emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

OPTOELECTRONICS/FIBER OPTICS ENGINEERS

HEWLETT-PACKARD is not only a leading manufacturer of electronic measurement and computational products, but also one of the world's most innovative producers of optoelectronic devices. If you have ambition, drive and initiative, there could be an excellent opportunity awaiting you in our European components marketing operation based in Bablingen - near Stuttgart and close to the Black Forest in one of the most beautiful areas of Germany.

Applications engineer optoelectronics

You will be responsible for the European technical support of a complete line of optoelectronic components. This will involve working out solutions for technical problems as well as giving training and presentations to clients. You should therefore have a degree level qualification in electronic/electrical engineering, together with at least 2 years experience of electronic circuit design.

Product marketing engineer optoelectronics/fiber optics

You will be responsible for the development of sales and marketing strategies including sales support, pricing and promotions as well as evaluation of future product trends and positioning of our fast growing fiber optic components production throughout Europe. To meet the requirements, you should have a degree-level qualification in electronic/electrical engineering and an industrial background which includes design, sales or marketing of optoelectronic components/systems.

There will be considerable travel throughout Europe with visits to HP facilities in the U.S.A. All positions therefore require fluent English and good communication skills.

If the challenge of joining a successful team appeals to you please write quoting reference number f 292 to Hans Häfner, c/o HEWLETT-PACKARD GMBH, Domierstr. 7, 7030 Bablingen, Germany.

HEWLETT PACKARD

مركزنا من الأصل



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

BIAO
AFRIBANK

- la BIAO - Côte d'Ivoire
- la BIAO - Cameroun
- la BIAO - Sénégal
- la BIAO - Centrafrique
- la Banque Internationale des Comores
- la Banque Internationale pour le Gabon
- la Banque Internationale pour l'Afrique au Zaïre

recrutent par voie de concours des
AGENTS D'ENCADREMENT

Ce concours est ouvert respectivement aux ressortissants :
IVOIRIENS - CAMEROUNAIS - SENEGALAIS - CENTRAFRICAIS
COMORIENS - GABONAIS - ZAÏROIS

jouissant le leurs droits civiques et âgés de moins de trente ans.

Les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par la détention de l'un des diplômes suivants :

- diplôme de licence en sciences économiques (gestion)
- diplôme d'un institut supérieur de gestion
- diplôme de gestion comptable et d'expertise comptable
- diplôme de gestion des entreprises et économie monétaire
- diplôme d'un institut d'administration des entreprises
- diplôme d'études comptables supérieures
- diplôme d'études supérieures de banque
- diplôme d'un institut supérieur de statistiques
- diplôme du centre d'études financières et bancaires...

ou d'un diplôme équivalent (école supérieure spécialisée telles écoles supérieures de commerce, de gestion et I.U.T.).

Les étudiants qui préparent actuellement ces diplômes sont également admis à concourir. Toutefois, leur recrutement définitif sera subordonné à l'obtention des grades universitaires requis et ceci au terme de l'année scolaire 1985-1986.

Les dossiers devront être retirés aux Départements Formation des filiales concernées, ainsi qu'au Département Formation du Groupe B.I.A.O. 9, avenue de Messine 75008 PARIS

avant le 22 mars 1986

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services le :

1^{er} avril 1986 dernier délai

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les pays membres de la CEE et dans plus de soixante-dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes.

Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent dans un environnement multinational.

La Banque emploie des ingénieurs de projets qui s'occupent de l'évaluation de projets d'investissement soumis à la Banque en vue d'un financement et à la surveillance des projets en cours.

Actuellement, la Banque recherche un

Ingénieur Informaticien (h/f)

(réf. : CT 8602)

titulaire d'un diplôme d'ingénierie industrielle ou de physique de niveau universitaire et possédant une expérience professionnelle d'une quinzaine d'années.

Les candidats auront l'expérience de la conception des produits et des procédés de fabrication, de leur mise en œuvre, de la production et de la commercialisation, ainsi que de l'évaluation technico-économique de projets d'investissement (ceci dans l'électronique, la bureautique ou l'informatique).

Les programmeurs et «systems-engineers» ne conviennent pas.

Ils devront bien connaître le français ainsi que l'anglais. La bonne connaissance d'une troisième langue communautaire serait appréciée.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante en fonction des qualifications et de l'expérience, et de nombreux avantages sociaux.

Les personnes intéressées possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé (type de travail, produits industriels, tâches personnelles remplies, etc.), ainsi qu'une photographie, en indiquant la référence CT 8602, à la

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement-Formation
100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 LUXEMBOURG

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



We are a major European company in the petrochemicals industry, with strong support facilities covering manufacturing, sales, product development and technical services. We are inviting applications for the following position :

GRADUATE CHEMIST

The successful candidate should have a university degree coupled with several years' experience either in synthetic chemistry or in automotive fluids industry.

Training in Geneva will be followed by posting in another BP location.

Good knowledge of English and German is essential, some French is desirable.

Compensation and fringe benefits are generous and attractive. Your are requested to send your application, which will be treated in strict confidence, to :

Mrs E. Mochou - Personnel Officer
BP CHEMICALS (SUISSE) S.A. - 45A-47A, rue de Lausanne
CH-1211 GENEVA 2.

COPGO HUNTING
recherche
INGENIEUR LOGGING

Formation géométrique. Quelques années d'expérience en production souhaitable. Lieu de travail : ITALIE. Langue : anglaise (italien apprécié). Ecrire : 14 B, Z.A. Savatier Branch, 13127 VITROLLES.

L'université de Lausanne ouvre une souscription en vue de pourvoir un poste à temps partiel de **PROFESSEUR ASSISTANT EN SOCIOLOGIE DU TRAVAIL** à la faculté des sciences sociales et politiques. Entrée en fonctions 1-9-86. Pour renseignements et dépôt des candidatures (avec C.V. et publications en deux exemplaires, délai d'inscription : 30 avril 1986). Commission de présentation prof. assoc. sociologie du travail, faculté des SSP, 19, avenue Vinet, 1004 Lausanne (Suisse).

هكذا من الأصل

Importante société de distribution de produits alimentaires, 350 personnes, 500 millions de C.A., continue son expansion en Afrique francophone et dans le monde. Le Chef Comptable que nous souhaitons recruter dirige l'ensemble des services comptables du groupe : comptabilité générale, analytique, matière et budgétaire. Pour réussir dans ce poste, le candidat idéal est un excellent technicien (DECS + 1 ou 2 certificats supérieurs), maîtrisant l'informatique de gestion, à la personnalité affirmée. Ses qualités relationnelles et pédagogiques l'aideront à prendre la mesure de la fonction. A la rémunération s'ajoutent les avantages liés à l'expatriation (logement, retour en France 2 mois par an, voiture...). Merci d'adresser votre candidature à Alain Nervet qui traitera votre dossier en toute confidentialité. Nervet Pont Conseil 15, rue du Louvre 75001 Paris. Réf. 180 A.

Chef Comptable
Libreville
300.000

nervet pont conseil

Article 19 de la Déclaration des droits de l'homme

Une nouvelle organisation internationale s'occupe des questions de savoirs dans le monde et invite à Londres recherche son

DIRECTEUR

S. devra posséder une expérience internationale, de préférence dans un domaine technologique des droits de l'homme, et maîtriser deux langues. La langue de travail est l'anglais.

Sal. : env. US\$ 25.400. Poste d'été de 30 jours à : MARTIN GIBBALS 24 Chancery Lane London WC2A (Angleterre). Les documents seront traités de manière strictement confidentielle.

emplois régionaux

CATERPILLAR FRANCE S.A.

GRENOBLE
recherche

AUDITEUR INTERNE
Jeune diplômé
Grande Ecole de Gestion

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN
Connaissances automatisme et informatique

Très bon niveau d'anglais parlé et écrit.
Dégage obligations militaires.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions
Service du Personnel
B.P. 55 - 38041 GRENOBLE CEDEX.

Etablissement financier régional (RÉGION SUD-OUEST)
recherche

SON RESPONSABLE DES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT

COLLABORATEUR DU DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT, IL AURA POUR MISSION :

- d'organiser l'action commerciale régionale en restant très proche des réalités du marché et en maintenant un contact régulier avec le réseau ;
- d'animer les opérations publicitaires engagées avec le réseau ;
- de participer à l'élaboration et à l'application du plan de développement.

De formation école de commerce ou équivalent, le candidat doit posséder en outre une solide pratique de l'animation commerciale opérationnelle et des techniques de marketing bancaire.

Homme ou femme de communication, organisé et créatif, il doit avoir une vocation pour le conseil et posséder d'excellentes capacités rédactionnelles.

Nous vous remercions d'envoyer sous références n° 7092 M, votre C.V. + lettre manuscrite de candidature, **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

Le Syndicat Mixte de l'Orchestre Régional « Philharmonie de Lorraine »
recherche

UN ADMINISTRATEUR CHARGÉ DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

PROFIL :

- Bac + 4, orientation gestion ou marketing ;
- Expérience d'administrateur d'établissement artistique souhaitée.

FONCTIONS :

- Assurer les objectifs financiers et la promotion de l'orchestre ;
- Coordonner l'organisation du travail et de la formation ainsi que la gestion administrative.

Rémunération à négocier selon expérience.

Lettre + C.V. à envoyer au Secrétaire des Affaires Culturelles de la Mairie de Metz, 55, rue de l'Allenda, 57000 METZ.

La ville de Mulhouse
recherche

UN CHARGÉ DE RELATIONS EXTÉRIEURES
pour l'Orchestre Symphonique du Rhin

Les candidats posséderont :

- une solide culture musicale ;
- une culture générale de niveau universitaire ;
- une bonne expérience de l'animation ;
- des qualités de relations humaines.

Les candidatures sont à envoyer à M. le Maire Service du Personnel - **MAIRIE DE MULHOUSE** B.P. 3089 - 68062 MULHOUSE CEDEX.

Société de services à vocation technique
recherche
FOUR LIMOGES

UN ORGANISATEUR

Pour conduire, sous l'autorité de la Direction Générale, les actions de définition et de mise en application d'un système de gestion adapté à l'évolution de la structure décentralisée de la société.

Diplômé d'une école supérieure de commerce, le candidat aura une expérience d'au moins 3 ans dans le contrôle de gestion et/ou l'organisation.

Des déplacements sont à prévoir dans toute la France.

Ce poste constitue une étape déterminante pour un candidat à fort potentiel.

Adressez lettre, C.V., présentations et photographie à **M. J. MARGOT - Direction du Personnel** 10, rue de Calais, 75441 PARIS Cedex 02.

emplois
ENTROLEU
Particip
réuss
INGENIE
INGENIE
EN LORRA
VENIEUR INFORM
CHARGE DE MI
BESANCO
SILICON

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SCAPA (Société Centrale de Produits Alimentaires)

2 entrepôts : Rungis, Salon-de-Provence
Filiale du groupe ACCOR

recherche pour sa filiale-forme de
SALON-DE-PROVENCE en

CONTROLEUR DE GESTION

En liaison avec la Direction Financière et Administrative

VOUS PRENDREZ EN CHARGE :
- l'élaboration des budgets pour suivi et le contrôle des résultats (tableaux de bord, comptes d'exploitation)
- la responsabilité du contrôle facture fournisseurs
- la gestion des fichiers et les traitements micro-informatique (IBM PC-XT)
- l'ensemble des problèmes administratifs et de procédure.

VOUS FORMEZ :
Supérieure, complétée par une expérience de 2 à 3 ans dans le contrôle de gestion et l'informatique.

VOS QUALITÉS :
Rigueur, autonomie de fonctionnement, esprit d'équipe.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.

Adressez votre dossier (lettre manuscrite, C.V., prétentions) à :
SCAPA - Service du Personnel - Sema 524
94577 RUNGIS CEDEX, qui transmettra.

JEUNES INGÉNIEURS !

Vous êtes compétents en

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(CFAO, Microprocesseurs, Automates, etc.)

Vous souhaitez vous intégrer à une équipe jeune, dans un environnement de haute technologie.

Vous souhaitez un poste évolutif en relation avec l'industrie et la recherche.

3 postes sont à pourvoir rapidement.

CONTACTEZ-NOUS !

NOS ACTIVITÉS :
Conseil, services en informatique industrielle, formation continue de courte ou longue durée (1 an).

Adressez lettre et curriculum vitae à :

SIGMA I
INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
6, boulevard de l'Europe, 29200 BREST.

Contrôleur Financier International Adjoint

Un important groupe industriel français (CA: FF4,5 mds) réalisant 40% de son CA à l'étranger où il possède des filiales dans 20 pays recherche un Contrôleur financier international adjoint.

Vous serez le principal interlocuteur groupe des responsables administratifs et financiers des filiales dans les domaines suivants: comptabilité, reporting, fiscalité, contrôle budgétaire...

Agé d'environ 30 ans, vous possédez une formation supérieure (DECS, école supérieure de commerce ou équivalent), 4 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international ou comme auditeur interne d'un grand groupe international. Une bonne maîtrise de l'anglais est impérative et la pratique de l'allemand serait un plus. Le poste est basé à Limoges et nécessite de fréquents déplacements à l'étranger.

Un bon niveau de rémunération et de réelles opportunités au sein du groupe seront offerts à un candidat de valeur.

Veillez contacter Charles-Henri Dumon au 19-44-1-831-0431, ou envoyer un curriculum vitae complet à Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B 5LH, Royaume Uni.



Michael Page International

Specialists in Finance Recruitment
London - Brussels - New York - Sydney

JEUNES INGENIEURS GRANDE ECOLE

MECANIQUE OU GENIE CHIMIQUE

BANLIEUE LILLOISE

La Société des Produits du Maïs recherche pour une de ses plus importantes unités situées à HAUBOURDIN deux JEUNES INGENIEURS débutants ou première expérience.

Conjointement avec l'équipe Bureau d'Etudes/Travaux neufs, vous participerez à la conception et à la mise en place d'équipements et de procédés d'utilisation de nos produits dans les différents domaines suivants :
- génie chimique/mécanique
- électricité, automatismes et systèmes.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo à Mme FROCOURT - SPM - 379, avenue du Général-de-Gaulle - 92142 CLAMART.



SIROPS DE GLUCOSE, AMIDONS, AMIDONS MODIFIES, DEXTROSE, SORBITOL...

participez à notre réussite à LYON

Société d'ingénierie informatique spécialisée en PROCESS INDUSTRIEL - TELECOMMUNICATIONS CALCUL SCIENTIFIQUE - LOGICIEL DE BASE

recherche pour des créations de postes :

INGENIEURS confirmés INGENIEURS débutants

possédant une première expérience acquise au cours de stages

Pour concevoir et réaliser des logiciels temps réel sur minicalculateurs et microprocesseurs.

L'intérêt des projets qui nous sont confiés nous permettent de vous offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.
Merci d'envoyer C.V. et prétentions à :
SEGIME
André ARMAND - 33 bis Boulevard Vivier-Merie
69003 LYON.

Société d'ingénierie informatique d'un grand groupe tertiaire recherche pour l'Alsace

DÉPARTEMENT GESTION :

- 1 RESPONSABLE COMMERCIAL PRODUIT.
- DES CHEFS DE PROJETS CONFIRMÉS.
- DES INGENIEURS LOGICIELS D'APPLICATION.

DÉPARTEMENT INDUSTRIEL :

- 1 SPÉCIALISTE CAO DAO.
- 1 INGENIEUR TEMPS RÉEL.

DÉPARTEMENT MICRO :

- 1 INGENIEUR COMMERCIAL.
- 1 INGENIEUR LOGICIELS D'APPLICATION.

Les candidats doivent avoir une formation supérieure d'ingénieur ou équivalent.
Les postes sont à pourvoir rapidement.

Veillez adresser candidature avec C.V. sous n° 7.105 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

EN LOIR ET CHER

Etablissement de Production (750 PJ) du Groupement Industriel des Armements Terrestres, recherche

INGENIEUR INFORMATICIEN

débutant ou avec quelques années d'expérience.

Mission : rattaché au service traitement de l'information, vous serez dans un premier temps chargé du développement d'une application de gestion de production assistée par ordinateur. Cette mission vous permettra d'évoluer à moyen terme vers d'autres fonctions.

Profil : diplômé d'une ENSI ou de l'université, dynamique, vous possédez le sens de la communication, vous êtes aussi méthodique et organisateur et aimez le travail en équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : Monsieur le Directeur de l'Atelier de Chargement
41300 SALBRES.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ROUEN

De dimension moyenne mais très connue au plan national, recherche

contrôleur budgétaire

qui sera en charge, au sein d'un département existant, d'établir les budgets et d'en vérifier l'application. Son activité pourra, le cas échéant, s'étendre au Contrôle de Gestion (études des prix de revient, ...)

Le poste s'adresse à un(e) candidat(e) jeune ayant fait de bonnes études comptables (DECS ou équivalent) et ayant l'expérience du milieu industriel.

comptable confirmé(e)
de très bonne formation, ayant une expérience d'au moins 5 ans et possible dans l'industrie, qui sera appelé(e) à succéder le Responsable de la Comptabilité Générale.

Adressez CV détaillé + prétentions en précisant la réf. du poste choisi à FRANCE CADRES
22, rue Saint-Augustin 75002 Paris
qui vous garantit le plus strict anonymat.

CENTRE D'ETUDES NUCLEAIRES DE GRENOBLE

recrute pour son Laboratoire d'Electronique INGENIEURS GRANDES ECOLES

(Mines, Centrale, Supélec, Sup Télécom, IMAG...) option informatique.

Débutants ou quelques années d'expérience pour des programmes de recherche et développement en instruments et systèmes d'imagerie dans les domaines scientifique, industriel et médical.

Compétences souhaitées :
- conception et réalisation de logiciel
- architecture des systèmes
- intelligence artificielle
- traitement d'images.

Merci d'adresser CV détaillé à Conasse. Publicité sous réf. 40902, 74, rue Béchevalin, 69363 Lyon Cedex 07.

CHARGE DE MISSION financement des entreprises BESANCON

Société de Développement Régional pour la Bourgogne et la Franche-Comté, CREDITEST apporte aux entreprises de cette région les moyens de financement nécessaires à leur développement.

Après une période de formation, le Chargé de Mission recherchera les contacts avec les entreprises, l'étude et le montage des opérations de financement.

Formation ESC, SCIENCES ECO ou similaires. Connaissances comptables incluant l'analyse de bilan. Expérience de quelques années en entreprise ou établissement financier. Environ 30 ans.

Adressez CV détaillé sous réf. 262/01 M à
22, rue Saint-Augustin 75002 Paris.

SILICONE Ingénierie informatique temps réel PARIS, GRENOBLE

- Ingénieurs Télécom 2 à 3 ans exp. soustème projet High Tech Grenoble.
- Ingénieurs Logiciel Déb. à 2 ans exp., 68000, C. Pascal, UNIX, logie temps réel Grenoble et Paris.
- Ingénieurs Matériel Déb. à 2 ans exp., conception mat. et log. Grenoble.

Pour tous ces postes il est exigé un diplôme grande école.
Envoyer C.V.
SILICONE - Chaines-des-Prés, 21871 38240 MEYLAN.

MISSION LOCALE COORDINATEUR (H./F.)

s./c. du 1-0-86.
Licence ou maîtrise Sc. Eco. de préférence. Connaissance problèmes insertion sociale et professionnelle jeunes. Salaire annuel 110 000 net.

C.V. détaillé + lettre manuscrite + renseignements. Métre adressez :
28 100 Romans av. le 13-4-86.

AGENCE DE PUBLICITE (150 km de Paris) souhaite travailler avec graphistes freelance (rough-maquette, sélection, montage, documents).

ALBERT BEAUD, AGES CONSEILS, 1, r. Joubert 95000 ALGERNE. Tél. : (118) 95-51-02-51.

MISSION LOCALE DE ROUBAIX recherche DIRECTEUR (trice)
Exp. dans le dispositif 15-25 ans exigés
Adressez C.V. :
28 100 Romans av. le 13-4-86.

INGENIEUR GRANDE ECOLE PARTICULIEREMENT BON NEGOCIATEUR

Fort d'une expérience de 5 années dans la vente de biens d'investissement, vous savez faire preuve de tact et de qualité d'expression. Votre disponibilité, votre volonté d'aller au fond des choses, votre rigueur dans l'approche des problèmes ainsi que votre goût pour les contacts à haut niveau vous motivent pour développer votre carrière dans le secteur MARKETING/VENTE. Vous êtes parfaitement bilingue français/anglais + allemand ou espagnol.

Notre entreprise est la filiale de l'un des plus importants groupes industriels français. Nous vous proposons de vous intégrer et de compléter efficacement une équipe dynamique en tant que :

DIRECTEUR COMMERCIAL DE SECTEUR

En relation avec le Directeur Commercial responsable de l'unité, vous mènerez à bien :
- l'identification des affaires,
- l'assistance à la préparation des offres,
- la négociation des contrats.

Les secteurs clients dont vous aurez la responsabilité appartiennent en France et en Europe aux domaines suivants :

AUTOMOBILE - AERONAUTIQUE - ARMEMENT - ELECTRONIQUE - MECANIQUE

(à ce titre, un début de carrière dans l'armement constituerait un plus).

La rémunération que nous vous proposerons tiendra compte de votre personnalité et de votre expérience. Lieu de travail : banlieue Ouest de Paris.

Adressez votre dossier de candidature détaillé (C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence PS 02 à PIERRE LICHAU S.A. - 10, rue de Louvois - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra. Discretion assurée.

RESPONSABLE DISTRIBUTION MODE

Chargé de la gestion du prêt-à-porter, des accessoires et des stocks de tissus, vous animeriez l'équipe de distribution mode d'un leader du prêt-à-porter de luxe.

Vous assurerez également le suivi des formalités d'exportation-transit ainsi que la facturation et l'administration des ventes.

De formation supérieure de gestion complétée par une expérience de la mode, vous êtes

disponible, organisé et d'un bon niveau en anglais.

Poste évolutif situé à 50 km au Nord de Paris.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 4047, à

COMMUNIQUÉ 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra

كندا من الأصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais aussi une entreprise avec des contrats à signer, des règles à respecter, des procédures à suivre, des réformes à inventer. Voilà le Monde avec ses ambitions de toujours et les défis des nouveaux médias. Le secrétariat général recherche un juriste pour

Gérer les affaires juridiques et conseiller la direction

200.000 +

Au rythme de la vie du quotidien, vous étudierez, proposerez et négocierez des contrats pour assurer les personnes et les biens, pour acheter, louer, céder des meubles et des immeubles, pour concrétiser des accords d'assistance technique ou de commercialisation... Au rythme des affaires, rompu aux procédures du droit des sociétés et à l'affût des nouvelles dispositions et de leurs incidences fiscales, vous saurez conseiller la Direction dans toutes les décisions importantes qui jalonnent la vie du journal : réformes statutaires, création de filiale, partenariat...

En fait un rôle de conseiller, auprès de la Direction mais aussi aux côtés de tous les services - rédaction, marketing/publicité, comptabilité, diversification... Un professionnel du droit - Droit des sociétés, Droit commercial propriété - avec une formation supérieure de type DESS, une expérience de 4 à 5 ans en entreprise dans un poste similaire, réussira s'il sait allier à la méthode et à la technicité du juriste le sens des contacts et le talent du négociateur habile.

Merci d'écrire (lettre, CV, photo) sous référence 3317 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

ingénieur système confirmé

connaissant le matériel IBM (4331)

Il sera également chargé de :
- la gestion du système et des utilisateurs,
- l'interface constructeurs,
- méthodes d'exploitation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et préférences sous réf. M 183 G, Groupe SYSECA, Direction du Personnel, 315, Boulevard de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.



SYSECA (308 MF de CA, 600 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

LE CONSEIL EN INNOVATION ET PRODUCTIVITE POUR INGENIEURS A FORT POTENTIEL

Vous êtes un professionnel reconnu ! Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole vous possédez aujourd'hui, à 30-35 ans une solide expérience du milieu industriel. Vous avez su faire face, en première ligne, à des situations complexes et diverses. Sous votre direction, vos collaborateurs ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Vous avez un tempérament d'entrepreneur.

Vous êtes celui ou celle que nous recherchons !

Créée en 1981 à Bordeaux par Alain CHAUVET, PRISME, notre société de conseil en innovation et productivité connaît depuis une forte croissance (50% par an). L'implantation nationale de nos

clients, comme l'envergure de nos contrats nous amènent à nous installer à Paris et à Lyon.

Rejoignez-nous ! Consultant Senior, fort de nos méthodologies et de notre soutien, vous aurez pour mission d'accompagner chaque client dans la résolution de problèmes pointus de toute nature : conception, création d'objets ou de machines, organisation de production, simplification de la gestion etc...

Vous serez un partenaire à part entière et nous saurons créer un statut et une rémunération à votre pointure.



Vos motivations et vos convictions nous passionnent ! Merci de nous en faire part. Alain Chauvet traitera lui-même votre dossier en toute confidentialité. rue Hilaire-Turpaud - 33110 LE BOUSCAT

L'anti train-train pour 20 ingénieurs

Jeunes Ingénieurs, vous n'allez pas vous ennuyer ! A peine arrivés, déjà sur chantier. Vous abordez la technique routière et apprenez à motiver vos équipes. Rapidement, vous découvrez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... prennent enfin une dimension concrète.

Il ne manque plus que les affaires ! Peu à peu, vous allez

gérer vos relations commerciales et décrocher vos premiers marchés.

Motivés et responsables, prenez le chemin de la réussite ! Nous vous aiderons en mettant à votre disposition nos techniques, notre dynamisme et la puissance de notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. LM 5

Service Recrutement/Formation 39 rue du Collée 75008 Paris

COLAS

CARRIERES A LA CARTE POUR DE JEUNES INGENIEURS

X, Centrale, Mines, Ponts, ESTP, Arts & Métiers... peu importe votre diplôme ! En 3 ou 4 ans, vous avez fait vos armes sur chantier, au sein d'une entreprise de TP ou Génie Civil. Vous y avez découvert les difficultés de la réalisation, mais surtout vous avez appris à dynamiser vos équipes.

Rejoignez-nous et venez participer, en agence ou sur chantier, aux grands projets français qui nous motivent tous : TGV, autoroutes, barrages...

Après 2 ou 3 ans, vous pourrez choisir l'expatriation et participer à la conduite de gros chantiers en Afrique, ou prendre de nouvelles responsabilités en France.

La taille de notre société (C.A. plus d'1,3 milliard de francs en 1985), la diversité de nos activités et notre bonne santé financière seront autant de garants de votre réussite. Nous respectons vos choix d'évolution et vous permettrons de satisfaire vos ambitions tant professionnelles que financières.

Alors choisissez une carrière à la carte : adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) à Entreprise RAZEL Frères

Christ de Saclay - BP 109 - 91403 Orsay

ENTREPRISE RAZEL

Assistant directeur marketing

Société multinationale secteur électro-mécanique, leader sur son marché, recherche ASSISTANT DIRECTEUR MARKETING

25 ans - Bilingue français-anglais. E.S.C. ou équivalent.

Mission : assister le Directeur de Marketing en prenant notamment en charge tout ou partie des travaux suivants :

- études de marché,
- planification des lancements de produits,
- participation aux actions de promotion (foires, publicité, notices),
- prendre en charge les contacts avec une partie de la clientèle nationale,
- mettre en œuvre les actions pour promouvoir les produits,
- participation à la formation.

Qualités requises : Curiosité - Ordre - Bon rédacteur - Sens commercial - Diplôme - Pédagogie.

Adresser C.V. et photo s/néf. 11487 à PIERRE LICHAU S.A. 10, rue de Louvois - 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.



Spécialistes de gestion de documentation, micrographie, édition électronique par procédé laser... COGEDOC filiale de MIKROS (400 personnes), notre expansion nous amène à renforcer notre effectif. Nous recherchons im-

Ingénieur consultant confirmé

PARIS

En relation directe avec notre D.G. qui consacre une grande partie de son temps à la direction de projets, vous participerez au développement de la Société et serez aussi opérationnel dans l'un des secteurs de notre activité.

Vous prendrez en charge la gestion de certains budgets et assurerez nos prochains recrutements.

De formation supérieure obligatoirement, vous avez déjà été consultant dans un environnement informatique et bureautique. Votre première expérience de 5 à 10 ans vous donnera envie de passer à la vitesse supérieure.

Autonome, ayant le sens des initiatives et la volonté d'évoluer dans des domaines de pointe, vous nous écrirez rapidement sous réf. 5200M à A.L. CONSEIL, 102, Bd. Malesherbes 75017 PARIS chargé de cette recherche et qui vous garantit discrétion et réponse.



Responsable du Service Achats

Vous avez acquis une solide expérience des achats au sein d'une société industrielle et avez assuré pendant au moins 3 ANS la responsabilité d'une équipe.

Notre formation d'ingénieur fait que vous appréciez le dialogue technique, vous souhaitez notamment pouvoir éprouver votre compétence et votre dynamisme dans un environnement compétitif.

Nous sommes un groupe industriel français leader sur son marché, la qualité de services à la clientèle est pour nous prioritaire. C'est dans cet esprit que nous souhaitons réorganiser avec vous le Service ACHATS dont vous prendrez la responsabilité.

Animant votre équipe au sein de la Direction Industrielle :

- vous définirez la politique et les procédures ACHATS du Groupe ;
- vous assurerez le contrôle de gestion des achats et approvisionnements dans le cadre d'un budget de 150 MF ;
- vous coordonnerez les négociations menées par les Acheteurs ;
- vous travaillerez en étroite relation avec les différents services du siège et des usines ;
- et vous participerez à l'évolution technique des produits.

La réussite dans cette fonction prioritaire pour l'avenir du Groupe vous offrira de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous référence JB/22 M, à l'adresse suivante : AFFLUENTS, 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS
FUTURS CH...
COMPAGNIE DES WAGONS...
UN EN DR...
INTERNATIONAL
Pour fina...
es invest...
des Entre...
L'Adjoint des Affaires...
heij...

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'AT EXPRESS
 Dans le cadre de notre développement nous recherchons des **JUNES CADRES**

FUTURS CHEFS DE CENTRE

Diplômés d'études supérieures (Sup. de Co.) les candidats après une formation "sur le terrain" auront la responsabilité d'un Centre de transport : développement commercial, gestion de personnel, relations clients, exploitation, gestion de parc véhicules. Pour voir nos postes envoyez vos lettres à nos adresses ci-dessous. Nous nous réservons le droit de sélectionner les candidats en fonction de leurs qualités humaines et de leur personnalité. Les lettres doivent être envoyées en double.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prêt. à réf. F.C.C. à L.A.T. EXPRESS Service de Personnel - BP 6227 - 37002 TOURS Cedex

COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS ET DU TOURISME
 (40.000 salariés dans 40 pays)
 recherche pour sa Direction Centrale du Personnel située à Paris

UN JURISTE EN DROIT SOCIAL

Chargé du suivi et de l'application de la législation sociale ; dans le cadre d'une gestion décentralisée du personnel, il assistera les Directeurs du Personnel des établissements et filiales du Groupe en France.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une formation en droit social de haut niveau et une expérience similaire de 5 ans.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à : C.I.W.L.T. - Direction du Personnel et des Relations Sociales 40, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

DANS LE CADRE DE LA CRÉATION D'UNE FILIÈRE « COMMODITIES »
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TRADING
 recherche pour son bureau de Paris

INTERNATIONAL COMMODITIES TRADER

LE CANDIDAT :

- doit être âgé de 25 à 35 ans ;
- diplômé d'études supérieures ;
- parfaitement bilingue anglais (+/- français) ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le négoce international des « COMMODITIES », en particulier dans le domaine de produits carés ;
- la connaissance des marchés africains, méditerranéens et Moyen-Orient serait un plus.

SA MISSION :

- Soit la responsabilité hiérarchique du Directeur du bureau de Paris, il aura pour mission :
- de mettre en place la structure nécessaire à l'accomplissement de sa tâche ;
- d'assurer la coordination de la production et de la commercialisation sur le marché international ainsi que le suivi d'exécution des contrats qu'il aura à décrocher ;
- d'assurer complètement la viabilité de son centre de frais en accord avec un budget préalablement défini.

Adresser C.V. détaillé sous n° 7111 M
 LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Pour financer les investissements des Entreprises

Banque, filiale d'un important groupe financier, recherche un **EXPLOITANT** apte à élaborer des montages financiers diversifiés, possédant un solide sens du risque sur des opérations de montants importants et faisant preuve d'un fort dynamisme commercial.

Une formation, Grande Ecole de Commerce, confirmée par une première expérience professionnelle dans cette activité, est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV manuscrit, prétentions) sous réf. 4974 à l'agence DESSEIN, 15, rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

Important Organisme Professionnel Paris 9^{ème} recherche

L'Adjoint du Responsable des Affaires Internationales

- De formation Science Po et Droit.
- Le candidat devra avoir eu une première expérience.
- La connaissance des Affaires Internationales sera un plus.
- Parfaitement bilingue anglais.
- Doté d'un esprit de synthèse, méthodique, rigoureux, il aura à concrétiser sa créativité par la finesse de sa rédaction.
- Libre rapidement.
- Salaire 150 000 F.

Merci d'envoyer C.V. + photo - s/réf. FD 26 à :

help international
 8, rue de Louvois - 75002 PARIS.

HACHETTE EDUCATION recherche pour le développement de ses productions parascolaires un

Editeur confirmé

ALJOURD'HUI le Parascolaire chez Hachette c'est :

- des équipes éditoriales performantes
- 700 ouvrages ou catalogues, 60 nouveautés par an, des collections dont le titre est devenu un nom commun (« Passeports », « Faire le Point », etc...)
- un chiffre d'affaires qui connaît une expansion remarquable.

DEMAIN ce sera :

- des équipes éditoriales renforcées
- un programme ambitieux et diversifié
- une dimension internationale
- une volonté d'expansion.

Nous recherchons le futur patron d'une des équipes, homme ou femme ayant une dizaine d'années d'activité professionnelle après une formation grande école ou maîtrise.

Vous avez déjà assumé la responsabilité éditoriale d'ouvrages d'information, de vulgarisation, ou d'enseignement qui témoignent de votre compétence et de votre réussite. Vous avez l'expérience de l'édition internationale et vous savez coordonner des projets multimédias. Professionnel enthousiaste et réaliste, vous développerez un important secteur d'activité de façon largement autonome. Nous vous en donnerons les moyens puisque vous êtes créatif et nous apporterez un sens aigu du marché.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Une double formation sera un plus.

Merci de joindre à votre CV la liste des ouvrages récemment réalisés à HACHETTE, Service Gestion des Cadres 12 rue François 1^{er}, 75008 Paris, sous réf. 6042.

HACHETTE

COMPETENT, VOULANT PROGRESSER

INGENIEURS COMMERCIAUX SENIOR ET JUNIOR

Nous sommes une SSI de dimension internationale en pleine expansion (plus de 500 collaborateurs). Pour participer à notre croissance, nous recherchons des Ingénieurs Commerciaux « SENIOR » et « JUNIOR » pour renforcer nos équipes commerciales.

Vous aurez pour mission de développer votre secteur d'activité, aussi, des moyens importants seront mis à votre disposition.

Ces postes sont destinés à des candidats de formation Supérieure connaissant les grands Systèmes IBM ou BULL ayant une expérience réussie dans une SSI.

VOUS ETES UN VENDEUR DYNAMIQUE, MOTIVE, AMBITIEUX, COMPETENT, VOULANT PROGRESSER.

Vous aurez une rémunération motivante et des perspectives d'avenir qui feront de vous un commercial « heurteur » !

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), sous la référence 4038/LM, à :

MEDIA BA, 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Un Important Organisme de Prévoyance crée le poste d'

attaché de direction

rattaché au Secrétaire Général, vous rédigerez les comptes-rendus des réunions statutaires, ainsi que les procès verbaux y afférent.

Progressivement vous évoluerez vers une mission plus constructive en prenant en charge d'autres dossiers.

Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, Lettres, Droit ...) et bénéficiez d'une première expérience professionnelle ou vous avez fait les preuves de vos qualités de compréhension, de synthèse et de rédaction.

Adresser lettre manuscrite, Curr-Vitae, photo et prétentions sous réf. M.183, à notre Conseil

nu
 MICHEL JOUSSE 13, rue Tronchet 75008 Paris

Esso CHIMIE

Pour faire face à son développement, ESSO CHIMIE recherche pour son département Résines et Spécialités des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Responsable de la vente de l'une de nos spécialités sur l'ensemble de la France, vous participerez également à la définition de notre stratégie de développement au sein d'un groupe de travail européen.

Débutant ou ayant acquis une première expérience, vous êtes ingénieur chimiste ou diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion. Mieux encore, vous avez une double formation.

Les conditions que nous offrons sont de nature à satisfaire les ambitions d'une personnalité de valeur.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Pour ce poste basé à PARIS LA DEFENSE, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo, rémunération souhaitée sous Réf. M 40507 BP à :

EGOR TECHNOLOGIES
 19 rue de Belfort - 75008 PARIS
 PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
 MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA RUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

PRÉSIDENT

NOUVELLE SICOMI

recherche

SON ADJOINT

Expérience fonction similaire exigée.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 7109,
 LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

BETEL INGENIERIE

recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
 (systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

INGENIEURS-GRANDES ECOLES
 (MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEEHT...)
 (Option Informatique ou Automatique)

ayant acquis une première expérience temps réel sous l'un des environnements suivants : 68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, 8086, 8088, RMX, PDP, MITRA, SOLAR.

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité à :

BETEL INGENIERIE (s. réf. B033)
 23, rue de la Paix - 75002 Paris

Société Expertise Comptable

recherche

POUR DES MISSIONS VARIÉES ET NOTAMMENT DE CONTROLE DE GESTION

COLLABORATEUR (TRICE)

Formation supérieure ou B.T.S. souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 7.093 M
 LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

P.M.E. parisienne recherche

INGÉNIEUR H./F. MICRO-INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

GRANDE ECOLE, ENSI, ENSEE

2/3 ans d'expérience pour conception et la réalisation logiciels temps réels sur microprocesseurs INTEL et MOTOROLA. Sera responsable d'une petite équipe de développement.

Envoyer votre curriculum vitae à : CITEEL
 2, rue Poincot, 75014 PARIS.

مركزنا من الأصل

société

A PARIS

Deux inspecteurs des impôts écroués pour corruption de fonctionnaire

Ils avaient reçu des pots-de-vin pour minorer le redressement fiscal d'un bijoutier parisien inculpé lui aussi avec sa collaboratrice

Deux inspecteurs des impôts, MM. Georges Boucher, quarante-neuf ans et Jean-Louis Gérard, quarante ans, accusés d'avoir reçu des pots-de-vin pour minorer le montant des redressements qu'ils devaient appliquer auprès d'un bijoutier, Régis Pelegrin, quarante et un ans, gérant d'une joaillerie, 10, rue Royale (9^e), ont été placés sous mandat de dépôt dans la soirée du dimanche 16 mars, inculpés de corruption passive de fonctionnaire par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction.

De son côté, M. Pelegrin a été placé sous contrôle judiciaire, après avoir été inculpé de corruption active de fonctionnaire.

Cette même inculpation a été soulevée à la collaboratrice de M. Pelegrin, M^{me} Michèle Gruber, quarante ans, placée elle aussi sous contrôle judiciaire.

Mort à la maison d'arrêt de Rodex. - Un détenu âgé de trente-huit ans, Jacques Patoret, qui devait comparaître devant la cour d'assises de l'Aveyron pour tentative de viol et assassinat, a été retrouvé mort, dimanche 16 mars, par un gardien de la maison d'arrêt de Rodex. D'après les premières constatations, Jacques Patoret, qui souffrait de troubles gastriques, aurait succombé la nuit dernière précédente à une hémorragie. Marchand forain de Saint-Côme (Aveyron), il avait été inculpé du meurtre d'une jeune étudiante, Marlyne Solignac, dix-neuf ans, qu'il avait tenté de violer le 17 août 1984 avant de lui fracasser la tête à coups de pierres.

Les deux inspecteurs, MM. Boucher et Gérard, avaient proposé à M. Pelegrin - qui est originaire de Marseille, où son père est propriétaire d'une grande bijouterie - de ne pas procéder à un redressement fiscal estimé par eux à 5 millions de francs. En contrepartie, le joaillier devait verser une commission de 10 %, soit 500 000 francs, qui était semblable à leur tarif habituel. 140 000 francs payés en deux fois avaient déjà été perçus, mais le troisième versement, d'un montant de 120 000 francs, leur a été fatal puisque les policiers les ont pris sur le fait, vendredi dernier, au moment où la transaction s'effectuait.

Les agissements des deux fonctionnaires, estimés des enquêteurs, pourraient remonter à deux ou trois ans. Lors d'une perquisition effectuée chez M. Gérard, les policiers ont trouvé la trace d'un compte bancaire numéroté en Suisse d'environ 3 millions de francs. L'enquête a démontré que MM. Boucher et Gérard n'entraient jamais en contact direct avec leurs « clients ». Ils préféraient passer par l'intermédiaire d'un autre bijoutier qui avait accepté, peu auparavant, de se laisser « rançonner ».

Suicide d'un détienu à la prison de Blois. - Un jeune homme âgé de dix-neuf ans, Daniel Djerbir, demeurant à Montrichard (Loir-et-Cher), s'est donné la mort en se pendant dans sa cellule de la prison de Blois. Daniel Djerbir avait été inculpé après une inculpation d'infraction à la législation sur les stupéfiants. (Corresp.)

DANS L'ESSONNE

Dix blessés dans un attentat contre le TGV

Deux CRS et un agent de la SNCF étaient chargés de contrôler les bagages

Un attentat à l'explosif a été commis, lundi 17 mars après-midi, dans le TGV Paris-Lyon, à hauteur de Brunoy (Essonne). Dix personnes ont été blessées. Trois d'entre elles, qui ont dû être hospitalisées à Villecave-Saint-Georges, ont pu regagner leur domicile ou continuer leur voyage. Au fin de soirée de mardi, l'attentat fut considéré comme pas été revendiqué.

C'est à 15 h 12 précises qu'un engin a explosé dans la voiture 6 - première classe - du TGV 627, le Dunkerque, parti à 15 h de la gare de Lyon à Paris. En raison de l'absence de gages contradictoires, on ne sait si l'explosion fut précédée ou suivie par un incendie qui s'est déclaré dans le wagon. La fumée a intoxiqué les passagers blessés. Le train roulait à plus de 120 km/h entre Yverly et Brunoy quand le dispositif d'arrêt automatique fut déclenché par l'explosion. Tout en alertant le PC de la gare de Lyon, par radio, le conducteur du train desserra le frein pour pouvoir immobiliser la rame en gare de Brunoy.

D'une puissance moyenne, l'engin était placé dans le compartiment à bagages, à l'extrémité de la rame. La déflagration a soulevé la portière et endommagé l'intérieur du wagon, où se trouvaient une vingtaine de voyageurs. Une partie du train a pu repartir vers 16 h 20 en direction de Lyon, tandis que la voiture endommagée était soumise aux investigations des spécialistes de l'identité judiciaire.

« n'avait reçu aucune menace particulière ». Depuis sa mise en service en septembre 1981, le réseau TGV a transporté 50 millions de passagers, 43 000 personnes empruntant, chaque jour en moyenne, l'une des 102 rames de ce train à grande vitesse qui dessert 33 gares.

Les enquêteurs restent très prudents sur l'origine de l'attentat, que l'on est immédiatement tenté de rapprocher de l'affaire des otages français au Liban. C'est le troisième fois qu'un attentat est commis dans un train en France. Les deux premiers, liés au terrorisme international, portaient la marque de « Carlos », ce mercenaire du terrorisme.

Le 29 mars 1982, dans un attentat contre le train Capitole Paris-Toulouse, cinq personnes avaient été tuées et vingt-sept blessées. Cet attentat était intervenu peu après que « Carlos » eût menacé de représailles le gouvernement français pour obtenir la libération de deux de ses amis, le Suisse Bruno Bréguet et l'Allemande Magdalena Kopp. Le 31 décembre 1983, deux attentats simultanés - l'un à la gare Saint-Charles à Marseille, l'autre dans le TGV Marseille-Paris - avaient fait cinq morts et plusieurs dizaines de blessés. Ce double attentat avait été revendiqué par une « Organisation de la lutte armée arabe » connue pour être un sigle utilisé par « Carlos ».

Depuis la vague d'attentats de début février à Paris, une compagnie de CRS a été affectée à la surveillance des TGV et des trains de prestige. Comme à l'ordinaire, deux CRS et un agent de la SNCF composent, lundi, l'équipe de surveillance dans le TGV 627, chargée notamment de contrôler les bagages. Mais l'attentat, intervenu douze minutes seulement après le départ de la gare de Lyon, les a pris de court.

A. ROME, UNE VISITE HISTORIQUE DE JEAN-PAUL II

Le pape à la synagogue

Cité du Vatican (AFP, APL) - Jean-Paul II a rendu, le dimanche 13 avril, la synagogue de Rome, a annoncé le porte-parole du Vatican. Ce sera une « première » : jusqu'à présent, aucun pape n'avait visité un temple juif, malgré l'ajout de la religion des deux religions depuis le concile Vatican II (1962-1965).

La communauté juive de Rome compte quinze mille membres environ. La synagogue a été victime d'un attentat, le 9 octobre 1982, au cours duquel un enfant de deux ans avait été tué et une quarantaine de personnes blessées.

Interviewée par la radio israélienne, la présidente de la communauté juive italienne, M^{me} Tullia Zevi, a souhaité que cette visite « renforce les contacts ».

« un pas dans la reconnaissance officielle » d'Israël par le Saint-Siège. A Jérusalem, un porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères a déclaré pour sa part : « Le simple fait que le pape visite la synagogue de Rome reflète certainement un changement d'attitude, et nous le considérons comme un geste positif. » L'Etat du Vatican, rappelle-t-on, reconnaît de facto Israël, mais il n'a pas de relations diplomatiques avec lui.

La visite de Jean-Paul II à la synagogue de Rome s'inscrit cependant dans un projet plus vaste : la rencontre du catholicisme avec les autres religions. C'est dans cet esprit que Jean-Paul II a convoqué un « sommet » interreligieux à Assise, en octobre prochain.

APRÈS LE SCANDALE DU BANCO AMBROSIANO

Les catholiques ont réduit leurs dons au Vatican

Cité du Vatican (AP, Reuter) - Les catholiques donnent moins d'argent au Saint-Siège en raison de la mauvaise publicité engendrée par l'affaire du Banco Ambrosiano, a déclaré, lundi 17 mars, le cardinal Giuseppe Caspani, président de la commission des affaires économiques du Vatican. L'Institut pour les œuvres de religion (IOR), qui possédait une partie du Banco Ambrosiano, avait dû régler, en effet, 241 millions de dollars de dettes,

provoquées par la faillite de cette banque privée italienne.

Les contributions au « denier de Saint-Pierre », l'offrande annuelle des fidèles pour les frais du Saint-Siège - ont été de 26 millions de dollars en 1984. La plupart de ces recettes sont, en principe, versées aux missions et aux organisations charitables, mais elles servent aussi à épargner les déficits budgétaires du Vatican, qui ont atteint 29,5 millions de dollars en 1984.

SCIENCES

DEUX CONGRÈS INTERNATIONAUX D'ARCHÉOLOGIE

« Un » congrès international d'archéologie se tiendra bien à Southampton (Grande-Bretagne) du 1^{er} au 7 septembre prochain. Mais il ne sera pas le « onzième congrès international d'archéologie organisé, comme tous les cinq ans, par l'Union internationale des sciences préhistoriques et protohistoriques (UISPP). Le congrès officiel de l'UISPP se réunira en 1987 à Mayence (Allemagne fédérale).

En septembre 1985, le comité d'organisation britannique avait décidé de son propre chef, sans de très fortes pressions locales, d'organiser le congrès à quelque vingt-cinq spécialistes sud-africains, britanniques ou américains travaillant en Afrique du Sud. En réponse à ce « congrès de force », le comité exécutif de l'UISPP avait remplacé, comme ville de réunion du congrès, Southampton par Mayence (Le Monde du 23 janvier).

Une partie du comité britannique a décidé de maintenir un congrès à Southampton. Et, pour ne pas envenimer la situation, l'UISPP a repoussé d'un an son congrès officiel. Mais, sans le label de l'UISPP, on peut se demander combien, des quelque trois mille ou quatre mille participants prévus, viendront à Southampton.

SPORTS

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE
Descente de Whistler Mountain (Canada).
L'Autrichien Anton Steiner a remporté, samedi 15 mars, la descente de Whistler Mountain (provincia de Colombie au Canada) devant l'Italien Michael Mair et l'Autrichien Leonhard Stock. Le Français Franck Picot a obtenu une surprise sixième place.

DESCENTE DE VAIL (Etats-Unis)
L'Américain Pam-Am Fletcher a remporté samedi 15 mars à Vail (Colorado) la dernière descente comptant pour la Coupe du monde féminine devant la Canadienne Laurie Graham et la Suisse Maria Walliser, qui remporte le titre mondial de la spécialité.

ESCRIME

CHALLENGE ROMMEL AU FLEURET
Le fleuretiste italien Federico Cervi a remporté samedi 15 mars le Challenge Adrien Rommel en battant en finale l'Israélien Itzak Harel au stade Pierre de Coubertin à Paris.

PATINAGE ARTISTIQUE : championnats du monde à Genève.
Le Soviétique Alexander Fadejev, tenant du titre, était en tête, lundi 15 mars, à l'issue de la première épreuve, le dévissage de la glace. Joseph Saboczek (deuxième), tandis que le troisième favori de l'épreuve, le Canadien Brian Orser, n'est que cinquième, et le Français Laurent Depouilly huitième.

ÉDUCATION

UNE SÉRIE TÉLÉVISÉE SUR L'ÉDUCATION CIVIQUE

Des citoyens en herbe à l'Élysée

Charlotte et Maxime sont assis sur les fauteuils dorés de l'Élysée, et leurs pieds ne descendent pas jusqu'au tapis. Sans émotion apparente, ils interrogent le président de la République du haut de leurs huit ans : « A quel sert le président ? » Un léger sourire d'amusement parcourt le visage de M. François Mitterrand, qui répond sur un ton très didactique : « S'il n'y avait pas, il n'y aurait personne pour représenter tous les Français. »

Diffusé mardi 18 mars à 10 h 55 sur TF 1 à l'intention des élèves de l'école élémentaire, cette nouvelle émission de la série « Citoyens en herbe », produite par le Centre de documentation pédagogique, a été tournée en janvier dernier. Elle tente d'expliquer concrètement le rôle des grands personnages de l'Etat, à travers la lecture de quelques passages de la Constitution. Un régime dictatorial imaginaire, dirigé par l'infâme Biscotat, parvient au pouvoir en promettant de supprimer les impôts et qui a décidé d'emprisonner tous les blonds aux yeux bleus, sert de contre-exemple pour présenter les institutions de la République : président, premier ministre, Parlement. Le pouvoir est évoqué sur les lieux

mêmes où il est exercé. Les commentaires sont clairs, vivants et non dénués d'un certain humour, qui renforce l'actualité.

Respect des programmes oblige, le film s'attache beaucoup aux symboles - Marianne, le drapeau, la Marianne - sans toutefois donner d'explication, laissant aux maîtres la difficile tâche de les situer dans ce déferlement d'images qui semble sorti d'un journal télévisé déjà un peu dépassé.

A quelques heures près, en effet, les séquences présentes auraient ressemblé à des documents d'archives. Car Maxime et Charlotte interrogent aussi M. Laurent Fabius sous les lambris de Maitignon. Sujets abordés : la vie familiale du premier ministre et le partage du pouvoir avec le président. M. Fabius raconte qu'il prépare le petit-déjeuner de ses enfants, mais n'a pas le temps de le conduire à table. Dernière révélation : il confie qu'avec le président ils se téléphonent tous les jours.

PHILIPPE BERNARD.
* Prochaine émission : « Une loi en marche », diffusion sur TF 1 vendredi 21 mars à 10 h 55.

TOURISME

ATTAQUÉS PAR UNE REVUE DE CONSOMMATEURS

Les agents de voyages se défendent

Le Syndicat national des agents de voyages a finalement, « après mûre réflexion », réagi avec vigueur à l'enquête publiée récemment par la revue de l'Institut national de la consommation, « 50 millions de consommateurs », (la Moutarde des consommateurs) (15 janvier), enquête qui accablait en cause les agences de voyages, sous l'angle de l'accueil et de la compétence et qui, selon lui, avait pris par ses développements à la télévision, « une allure de campagne portant atteinte à la profession ».

Contrairement à ses propos mesurés tenus à l'époque par son président, M. Georges Toromanoff, qui avait notamment reconnu qu'il existait effectivement un problème à ce niveau (Le Monde du 16 janvier), le texte de mise au point dénonce les « outrances » d'une enquête qui « prouve une méconnaissance des contraintes économiques de la profession, ignore délibérément les garanties réelles fournies par les agences de voyages ainsi que les efforts réalisés en matière de for-

mation, particulièrement depuis l'an passé ». Après avoir critiqué une enquête faite « le nez au vent » à partir de quarante agences sur trois mille soixante-sept points de vente, le texte parle de « généralisation abusive », estimant difficile « de tirer des conclusions définitives à partir de certains mauvais exemples ». Rappelant que M. Toromanoff a fait de la formation un objectif prioritaire pour 1985, la mise au point souligne la lourdeur, pour de petites entreprises, des moyens financiers requis (la taxe prévue à cet effet ne s'appliquant qu'à des entreprises de plus de six salariés, 80 % des agences ne sont pas concernées) et la responsabilité des pouvoirs publics à l'égard d'un problème « qui dépasse le cadre d'une profession ».

En ce qui concerne les garanties financières et la qualité des services rendus aux consommateurs, la mise au point relève que la profession, « allant au-delà des obligations

légales », a prévu d'accorder une garantie de bonne fin des services que peut fournir, si besoin est, l'Association professionnelle de solidarité des agents de voyages. De plus, un service consommateurs a été créé pour aider au règlement de tout différend, avant ou après le voyage.

Un service qui, est-il précisé, n'a eu à connaître que cinq cents litiges sur les quatre millions quatre cent mille voyages touristiques vendus en 1985. « Pourquoi oublier les garanties offertes ? Pourquoi passer sous silence la fiabilité des agences ? », demande le SNAV, qui parle de « mauvais procès » et s'interroge, pour terminer, sur le rôle et la mission d'un organisme officiel à qui il reproche de ne pas accomplir, tout à la fois, une mission au service des consommateurs et des professionnels. Et de conclure : « Si un consommateur est mécontent, la concurrence et le choix du client l'élimineront très vite. »

MOINS D'AMÉRICAINS EN FRANCE

M. Henri de Lassus, directeur du tourisme, a estimé que la diminution du nombre de touristes nord-américains pouvait éventuellement résulter de la baisse du dollar et du caractère dissuasif des actes terroristes perpétrés en Europe (Le Monde du 7 février) risquerait d'entraîner un « manque à gagner », en 1986, de 1 à 1,5 milliard de francs. A son avis, il faut s'attendre, à tout le moins, à une stagnation des recettes touristiques françaises. Rappelons qu'en 1985 le solde positif de la balance touristique avait atteint le chiffre-record de 31,5 milliards. Selon certains professionnels, le nombre de visiteurs américains pourrait passer de 3 à 2 millions.

De son côté, la Grèce, principale victime du mouvement de déflance observé outre-Atlantique, a décidé de lancer aux Etats-Unis une campagne de publicité de 3 millions de dollars, destinée à inciter les Américains à rendre visite au « berceau de la civilisation occidentale ».

Salon du Livre 86
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
Stand C1

« Livre blanc sur la réforme du financement de l'économie »
Présenté par l'Institut français de l'économie et du budget

سكزا من الأصل

فكنا من الأصل

ATARI LA TECHNOLOGIE DE POINTE POUR TOUS

Chez Atari nous sommes des passionnés de l'innovation. Nos machines intègrent les toutes dernières technologies aussi bien au niveau des composants que des méthodes de production. Ainsi, les équipes de chercheurs d'Atari ont conçu pour le 1040 ST, notre dernier né, une architecture innovatrice basée sur un micro processeur 16/32 bits. Nos chercheurs ont également développé des co-processeurs à très haute intégration qui permettent de diminuer fortement le nombre de composants. Donc nos performances augmentent et nos coûts de production baissent.

Ce n'est donc pas par hasard si le 1040 ST a été élu machine de l'année à la fois aux U.S.A. et en Allemagne. Et ce n'est pas par hasard si nos prix sont imbattables car Jack Tramiel, le président d'Atari, un des visionnaires de la micro-informatique, s'est toujours appuyé à la fois sur la technologie de pointe et la maîtrise de la fabrication pour offrir le meilleur ratio performances/prix.

Pour nous, Atari, la technologie de pointe pour tous est bien l'aboutissement d'une philosophie d'entreprise. La preuve en est bien le 1040 ST.

Entre nous, aujourd'hui, qui pourrait faire mieux ?

Venez découvrir le 1040 ST et ses nombreux logiciels, depuis la gestion de l'entreprise jusqu'à la composition graphique ou musicale. Venez les essayer. Venez dialoguer avec leurs créateurs. Rendez-vous à la Vilette.

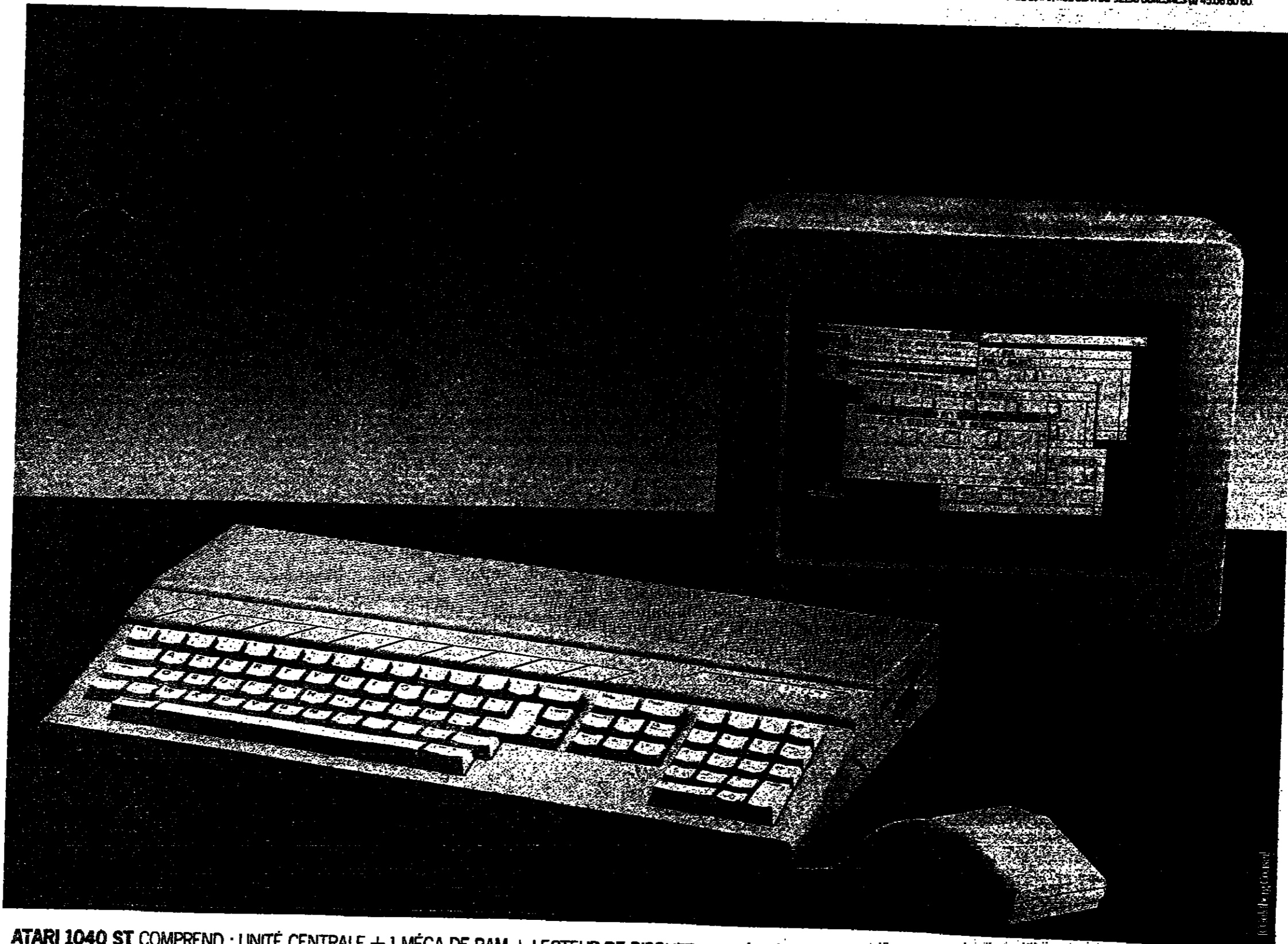
**LES JOURNÉES ATARI DU LOGICIEL
22-23 MARS A LA VILLETTE.**

Utilisateurs, distributeurs, développeurs, le printemps s'ouvre à la Vilette.

Les 22 et 23 mars, entrée libre, de 10 h à 18 h. Journée du 21 mars réservée aux professionnels.



ATARI FRANCE S.A. 9, RUE SEYDOU 92150 SURESNES (91 45.06.60.60)



ATARI 1040 ST COMPREND : UNITÉ CENTRALE + 1 MÉGA DE RAM + LECTEUR DE DISQUETTE INTÉGRÉ 3,5" 720 K FORMATÉ + SOURIS + SORTIE COULEUR RVB PÉRITEL + MONITEUR MONOCHROME HAUTE RÉOLUTION : 8 430 F HT (10 000 F TTC) • MÊME CONFIGURATION AVEC MONITEUR COULEUR : 10 120 F HT (12 000 F TTC).

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES : MICROPROCESSEUR 16/32 BITS MC 68000 • 1 MÉGA OCTET DE RAM • SYSTÈME GEM DE DIGITAL RESEARCH • GRAPHISME HAUTE DÉFINITION 640 X 400 • CLAVIER AZERTY ACCENTUÉ 94 TOUCHES AVEC BLOC NUMÉRIQUE ET TOUCHES DE DÉPLACEMENT SÉPARÉS • LECTEUR DE DISQUETTE INTÉGRÉ 3,5" 720 K FORMATÉ • SOURIS • NOMBREUX INTERFACES EN STANDARD : RS 232 + CENTRONICS + DISQUE DUR HAUTE VITESSE 10 MEGABITS PAR SECONDE + LECTEUR DE DISQUETTE + PRISE MIDI + ÉMULATEUR VT 52 INTÉGRÉ

économie

REPÈRES

Dollar : relativement stable à 6,89 F

Sur des marchés des changes plutôt calmes, le dollar glisse légèrement en Europe à 2,2426 DM, contre 2,2450 DM et à 6,89 F, contre 6,90 F. A Tokyo, en revanche, il accroit son fâcheusement à 174,80 yens, à la grande inquiétude des autorités japonaises (voir par ailleurs). Au sein du SME, le franc s'est raffermi vis-à-vis du mark, dont le cours est revenu de 3,0750 F à 3,0720 F.

Aéropports français : 56,6 millions de passagers

Les aéroports français ont connu une bonne année 1985 avec une progression de 4,5 % de leur trafic de passagers (56,6 millions). Cinq aéroports réalisent plus d'un million de passagers : Marseille (4,8 millions), Nice (4,1 millions), Lyon (2,7 millions), Toulouse (2 millions) et Bordeaux (1,6 million). Il convient de rattacher à ce pictori de tête l'aéroport franco-suisse de Bâle-Mulhouse qui a dépassé le million de passagers. La croissance sur les aéroports parisiens (+ 4,9 %) est due à la bonne tenue des liaisons internationales. A noter que l'aéroport de Lyon a retrouvé un rythme positif (+ 2,8 %, contre - 3,9 % en 1984) : la concurrence du TGV s'y fait toujours sentir, mais elle est compensée par l'augmentation du trafic sur les dessertes transalpines ayant Lyon comme tête de ligne et par le développement des vols à la demande, notamment vers les stations alpines de sports d'hiver.

Production industrielle : baisse en janvier

La production industrielle de la France a baissé de 0,8 % en janvier par rapport au mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières, indique l'INSEE. Elle a, en revanche, augmenté de 3,1 % par rapport à janvier 1985. L'indice de la production industrielle (hors bâtiment et travaux publics) est établi à 131 en janvier, contre 132 en décembre et 127 en janvier 1985 (base 100 en 1970). De son côté, dans son enquête mensuelle de conjoncture, la Banque de France souligne que la production industrielle a fléchi en février en raison des conditions climatiques rigoureuses. Toutefois, selon cette enquête, les perspectives d'activités pour les prochains mois demeurent bien orientées, de façon plus marquée sur le marché inférieur que sur les marchés étrangers.

SOCIAL

M. Yvon Chotard démissionne de la vice-présidence du CNPF

M. Yvon Chotard a annoncé le lundi 17 mars sa démission des postes de premier vice-président du CNPF et de président de la commission sociale.
La façon dont M. Yvon Chotard avait, le 17 décembre, à l'issue de l'assemblée générale du CNPF, tenté de stabiliser les dissensions qui couvaient dans le patronat n'avait trompé personne. Mosaïquant la parole, proclamant éphémérotiquement une unité patronale sans laisser le temps à ses vices-présidents de confirmer ses dires, M. Chotard, non sans habileté, avait utilisé la méthode Coûté mais n'avait rassuré personne. Aujourd'hui, la crise éclate au grand jour avec la démission - déjà ! - de M. Yvon Chotard. Une crise dont le président de la Fédération des travaux publics, avait déjà un avant-goût. A l'époque, M. Girat ne cachait pas que

M. Chotard eût été un meilleur président que M. Gattaz pour le monde patronal.

Depuis ce jour de 1981 où M. Gattaz l'avait emporté sur son rival, M. Chotard dans la succession de M. François Ceyrac, les deux hommes - se détestant cordialement - selon l'expression consacrée. Rivalités anciennes de personnes, sensibilités politiques parfois divergentes, divergences sur la nature des rapports que devait poser le patronat avec le pouvoir en ce qui concerne l'emploi... Que de fois n'a-t-il pas été reproché à M. Gattaz d'avoir trop frôlé l'opposition... Que de fois n'a-t-il pas été reproché à M. Chotard d'avoir été trop frôlé par le pouvoir, MM. Chirac, Barre ou Giscard d'Estaing !

Mais ce sont surtout les méthodes du président du CNPF, autoritaires et personnelles, sa propension à tenir un langage ambigu, qui ont cristallisé les tensions. Homme d'appareil,

M. Chotard sait, lui, que la légitimité du président du CNPF se gagne et se conserve en prenant appui sur le tissu serré des vice-présidents, des unions patronales locales et régionales, des fédérations professionnelles.

On verra dans quelques jours si la « liberté de jugement et d'action » qu'il revendique prévalait à l'égard des fonctions politiques, voire ministérielles. Toujours est-il que la tâche ouverte au CNPF, à une date qui n'est pas neutre, ouvre une nouvelle campagne électorale : celle qui aboutira en décembre prochain à la désignation d'un nouveau président du CNPF. A l'évidence, M. Yvon Chotard fourbit les armes de la revanche, sachant compter sur des amis solides, comme Pierre-1^{er} de Serbie et dans la nouvelle majorité.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Un « libéral social »

Quelques jours avant de créer la surprise en démissionnant de ses fonctions de premier vice-président du CNPF et de président de la commission sociale, M. Yvon Chotard avait livré à la Revue des Deux Mondes un plaidoyer pour « l'économie sociale de marché », qui prend l'allure, aujourd'hui, de profession de foi politique. Soulignant que « le libéralisme est lui-même social », il lançait à l'intention de la future majorité parlementaire : « Si son sobriété, un programme économique ne saurait assurer ses conditions politiques de sa réalisation. Vérifié depuis 1949 en Allemagne, ce

principe ne doit pas être oublié dans la France de 1986. » Venant du patronat chrétien pour succéder à Yvon Chotard, M. François Ceyrac à la tête de la commission sociale du CNPF, M. Chotard est resté jusqu'au bout fidèle à une philosophie sociale imprégnée de références à la doctrine de l'Eglise catholique.

Dans la lignée du président Ceyrac, il s'est efforcé de poursuivre et de développer la politique contractuelle en changeant progressivement les règles du jeu. Négociateur habile, et souvent retors, M. Chotard, avec un art consommé de la mise en scène - ses « coups de genoux » étaient devenus aussi célèbres que ses apparents assoupissements - savait aboutir à des compromis en poussant les syndicats toujours un peu au-delà de ce qu'ils avaient souhaité. « La politique contractuelle, la concertation, avait-il déclaré, ce n'est pas forcément signer des accords. » Il a pourtant réussi, en se faisant reconnaître comme un partenaire difficile mais loyal, à signer de nombreux accords interprofessionnels.

innover dans la gestion de son fonds de commerce social. Il a ainsi contribué à mobiliser les entreprises lors des pactes pour l'emploi des jeunes de M. Barre, et s'est montré plus réservé vis-à-vis des dispositifs mis en œuvre après 1981. A partir du plan Barre fin 1976, il n'a pas hésité à envoyer des directives salariales à ses fédérations professionnelles.

Résister sur le SMIC

Il s'est tenu soigneusement à l'écart des campagnes de M. Gattaz pour les « emplois nouveaux à contrat allégé » (ENCA). Et s'il l'a laissé monter en première ligne sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, il a contraint les syndicats à négocier peu à peu, non sur leurs revendications, mais sur les demandes du patronat, comme on l'a vu pour l'assurance-chômage ou l'appui de M. Gattaz, souligne-t-on au CNPF - résister à la pression de fédérations qui ne voulaient plus entendre parler de SMIC.

Au CNPF, on ramène le départ de M. Chotard à une rivalité d'honneurs, dans la perspective de l'élection d'un nouveau président à la fin de l'année. Mais M. Chotard a pu vouloir, par son écart, délivrer un autre message. Même si les

points de vue s'étaient rapprochés, MM. Chotard et Gattaz n'avaient pas une vision identique de la politique sociale (un terrain sur lequel le président du CNPF intervient de plus en plus).

M. Gattaz privilégie l'entreprise et le dialogue direct avec les salariés. M. Chotard privilégie plutôt que ce « social d'entreprise » prenne de plus en plus le dessus sur le social interprofessionnel. Tout en souhaitant une politique sociale active dans les entreprises, il pouvait craindre, à terme, une marginalisation du rôle social du CNPF. Partisan de la déregulation, il juge sans doute également préférable de la mener avec le concours des syndicats que contre eux.

Fausse divergence ? Il y a peut-être plusieurs écoles au sein de « libéralisme social ». Pour l'instant, la démission de M. Chotard va inquiéter des syndicats déjà préoccupés par le changement politique. Un successeur devrait être nommé rapidement. On parle de M. Guillemin (métallurgie) - apprécié des syndicats, mais hanté par son accession, le 1^{er} avril prochain, à la présidence de l'UNEDIC, - ou de M. Lemoine (agro-alimentaire), ou encore d'un outsider.

MICHEL NOBLECOURT.

ÉNERGIE

RÉUNIE A GENÈVE

L'OPEP exprime sa volonté de stabiliser les cours du pétrole

De notre envoyée spéciale

Genève. Tentative ou volonté d'arrêter le mouvement ? L'Arabie saoudite a, en tout cas, été la surprise à Genève en manifestant, en cours de deux premières journées de la conférence extraordinaire de l'OPEP, un esprit de coopération inédit. Qualifiée la guerre des prix, les prévisions apocalyptiques, la défense des parts de marchés, le Grand-Bretagne et la concurrence des producteurs non-OPEP : « Je suis optimiste quant à nos chances de parvenir à un accord de partage de la production » de l'OPEP, a déclaré M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, lundi soir, peu après que le roi Fahd ait, dans un communiqué, affirmé son soutien à l'unité de l'OPEP. « Il y a une réelle volonté de parvenir à un accord », au sein même de l'Organisation, assurait lundi soir un membre de la délégation saoudienne. Les concurrents de l'OPEP ? « Commentons déjà par voir ce que nous pouvons faire... »

Langage nouveau... Jusqu'à la veille de la réunion de Genève, les Saoudiens paraissaient déterminés à poursuivre la guerre des prix du pétrole jusqu'à ce que les producteurs de la mer du Nord acceptent de coopérer, un grand dam des pays qui, comme l'Irak, l'Arabie saoudite, la Libye, souhaitaient une baisse immédiate de la production de l'Organisation pour arrêter la chute des cours du pétrole. Depuis deux jours, à Genève, le royaume wahabite et ses alliés du Golfe ont, semble-t-il, fait volte-face et admis de discuter une réduction concertée de la production de l'Organisation pour stabiliser les prix, sans attendre une éventuelle participation des producteurs non membres.

De là à penser qu'un accord au sein de l'OPEP était imminent, il n'y avait qu'un pas vite franchi par les spécialistes, lesquels, aussi vite rassurés qu'ils étaient à la veille du week-end inquiet, ont aussitôt fait monter lundi les cours du brut de 25 à 35 cents par baril sur le marché de Londres.

C'est aller un peu vite en besogne si les gestes de bonne volonté sont manifestes au sein de l'OPEP depuis quarante-huit heures, on est encore loin d'un accord en bonne et due forme, lequel, pour être efficace, se doit de l'aven de tous les participants, d'être parfaitement réalisable. Or les conditions posées par les pays du Golfe sont très dures.

Apparemment prêt à participer à un effort général, le royaume saoudien est, en revanche, déterminé à ne

pas reprendre le rôle de producteur unique « spring producer » - seul chargé d'équilibrer la fine lin du marché - qui a tenu pendant trois ans jusqu'à l'été dernier. « Une chose est certaine : il n'y aura plus de producteur tampon ! » s'exclamait un délégué saoudien. Tous les pays devront partager le fardeau et se soutenir strictement. Le parapluie saoudien ne couvre plus que la tête de l'Arabie saoudite.

Les conditions d'un consensus

Conséquence : si réduction de la production il y a, elle doit toucher tous les pays membres de l'OPEP sans exception, estime le Koweït et l'Arabie saoudite. Cette condition risque de se heurter à l'opposition de pays comme l'Irak, l'Iran, ou le Nigeria qui ont jusqu'ici argué soit de la guerre, soit de leur situation économique catastrophique pour demander des régimes de faveur.

Autre condition posée par les pays du Golfe et visant, cette fois, le troisième membre du clan des opposants, l'Algérie : les « condensats » (1) doivent désormais être inclus dans les quotas de production. Or ces produits, jusque-là ignorés par les règles de l'OPEP, représentent un bon quart des recettes extérieures algériennes, soit autant que les revenus tirés par Alger de la vente du pétrole brut.

Si les pays du Golfe, les d'être accusés, y compris dans leur propre camp, de mener une guerre des prix débridée et suicidaire, veulent à l'évidence, montrer leur bonne volonté, le moins qu'on puisse dire est qu'ils entendent monnayer cher leur retour à la défense des prix. Certains observateurs, dans les comités de l'OPEP, restaient sceptiques quant à l'issue des négociations, évoquant le souvenir de la conférence de janvier 1983, lorsqu'à la veille d'un accord général provoqué par une dispute spectaculaire, déclenchant ainsi la première vraie chute des cours du pétrole.

En tout état de cause, la plupart des participants s'accrochent à des négociations laborieuses. Lundi, des discussions bilatérales se sont poursuivies entre les ministres, pilotées par un groupe de trois pays - l'Irak, l'Arabie saoudite, Arabes unis - chargés de jouer les « Bons Offices » pour tenter d'approcher les conditions d'un consensus.

De leur côté, les experts des quinze pays membres ont analysé une série de scénarios afin de déterminer les conséquences d'une baisse de la pro-

duction de l'OPEP - des 17 millions de barils par jour en premier trimestre à 14,5 voire 11 millions de barils par jour - sur le pétrole et les prix du pétrole, les cours du dollar, les taux d'intérêt et tous les éléments du revenu des pays producteurs.

« D'ici trois mois environ, si tous les pays participent à la stabilisation du marché, les cours peuvent atteindre 20 dollars par baril », a déclaré pour sa part M. Abdelhadi Kandil, ministre égyptien du pétrole, qui participait mercredi au dialogue proposé par l'OPEP aux cinq producteurs non membres de l'Organisation invités à Genève : Égypte, Mexique, Malaisie, Oman et Angola. « Cette réunion est la base d'une coopération », a ajouté le ministre égyptien, notant avec satisfaction les « signes de réalisme » montrés depuis peu par les pays de l'OPEP.

VÉRONIQUE MAURIS.

- (1) « Essence naturelle » existant avec les fractions légères dans les gisements de gaz naturel.

CONJONCTURE

LE YEN AU PLUS HAUT

La Banque du Japon pourrait intervenir pour freiner la baisse du dollar

Mardi 18 mars 1986, le dollar, accusant sa baisse sur le place de Tokyo, a battu son record historique, établi le 31 octobre 1978, à 175,50 pour glisser à 174,80 yens. Ce nouveau glissement soulève l'inquiétude des autorités japonaises, qui, par la voix du premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, ont laissé entendre que la Banque du Japon pourrait intervenir pour stopper la chute du dollar (plus de 30 % depuis le 22 septembre 1985). De son côté, le ministre des finances, M. Takeakita, a déclaré que les taux de change « évoluaient trop rapidement » et qu'une action concertée des banques centrales était « envisagée avec énergie par les milieux industriels, notamment M. Kazuo Saji, président du groupe Sanyo (alimentations et boissons) et ceux de Nippon Electric et Hitachi : pour eux, le Japon a fait son devoir en faisant monter le yen, au lendemain de la réunion des cinq grands pays industrialisés, le 22 septembre à New-York, mais aujourd'hui, « trop, c'est trop ».

Les autorités japonaises pourraient obtenir le concours de la Réserve fédérale des États-Unis pour stopper la baisse du dollar, qui pourrait fléchir à 170 yens, et même à

160 yens ? Outre-Atlantique, les milieux officiels et industriels estiment que la hausse du yen, contrepartie de la baisse du dollar, n'est pas suffisante pour réduire l'énorme excédent commercial du Japon sur les États-Unis (près de 50 milliards de dollars en 1985). Pour eux, un cours de 160 yens devrait être atteint. Dans ces conditions, le gouvernement nippon va devoir prendre des mesures supplémentaires pour amortir le « choc du yen fort », suivant l'expression de M. Nakasone. D'ores et déjà, les petites et moyennes entreprises voient des marchés se fermer à l'exportation, pour des questions de prix. Il est donc très probable que la Banque du Japon se verra contrainte d'abaisser prochainement, et pour la troisième fois, son taux d'escompte, qui a déjà été ramené de 5 % à 4,5 % le 30 janvier 1986 et de 4,5 % à 4 % le 10 mars dernier. L'aggravation de la situation des petites et moyennes entreprises au pays du Soleil-Levant devient un des enjeux du combat politique contribuant à embarrasser le Parti libéral démocratique actuellement au pouvoir, et le patronat qui le soutient.

Fr. R.

La lettre de démission

« Je veux disposer de toute ma liberté de jugement et d'action »

Voici le texte de la lettre de démission, adressée lundi 17 mars, par M. Yvon Chotard, premier vice-président du CNPF et président de la commission sociale, à M. Yvon Gattaz, président du Conseil national du patronat français : « En décembre 1981, lors de votre élection à la présidence, j'ai accepté, dans le respect de notre accord, de conserver la présidence de la commission sociale, que j'ai exercée pendant neuf ans auprès du président Ceyrac.

« En décembre 1984, lors du renouvellement du Conseil exécutif, vous avez, après certaines hésitations, confirmé mon mandat. Durant toutes ces années, j'ai assumé cette fonction malgré nos divergences de vues. « En effet, j'ai considéré de mon devoir de défendre en priorité l'intérêt de nos entreprises face à des projets qui risquaient de les mettre en péril. Au total et malgré ces projets, la politique sociale que j'ai eue à conduire a permis de préserver l'essentiel. »

« Aujourd'hui, nous sommes heureusement devant des perspectives différentes. » « Dans cette phase nouvelle, les chefs d'entreprise attendent des réponses pro-

fondes, durables et de nature à assurer le développement de notre économie et le maintien de la paix sociale », continue M. Chotard. « La politique que le CNPF aura à mener dans ces perspectives exigera une cohésion sans faille de son équipe dirigeante, fondée sur une concertation effective entre son président et les vice-présidents, les membres du conseil exécutif, les fédérations professionnelles et les unions patronales. »

M. Chotard poursuit à l'adresse de M. Gattaz : « Estimant que cet esprit de concertation ne guide pas votre action et que vous ne serez pas en mesure de mener la politique nécessaire, je vous remets ma démission de président de la commission sociale et de premier vice-président. » « Je continuerai évidemment à séjurer au conseil exécutif jusqu'à la fin du mandat que m'a confié l'assemblée générale. »

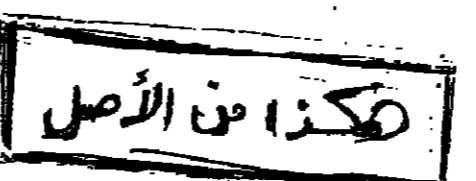
M. Chotard conclut : « Je n'entends pas pour autant renoncer au combat que je mène comme chef d'entreprise et depuis vingt-cinq ans comme responsable professionnel, mais, dans les circonstances actuelles, je veux disposer de toute ma liberté de jugement et d'action. »

« La direction de la CGCT condamnée à verser les salaires de vingt militants syndicaux. - Le tribunal des prud'hommes de Longjumeau (Essonne) a condamné, le 13 mars, la direction de la CGCT (Compagnie générale de construction téléphonique) à verser la totalité de leurs salaires à vingt militants CGT auxquels la direction retenait les trois quarts de leur paie pour avoir « mis l'usine sous surveillance ». Après l'annonce de la fermeture définitive de l'usine de Massy, pour le 28 février, ces militants de la CGT étaient demeurés sur place alors que la direction avait invité les ouvriers à rester chez eux sous peine de ne pas recevoir leurs salaires.

« Retraites des artisans. - Le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des artisans vient de relever de 1,26 % les retraites complémentaires à

compter du 1^{er} janvier : la valeur du point est fixée à 0,3205 F par trimestre contre 0,3165 F précédemment. D'autre part, un décret publié au Journal officiel du 5 mars permet aux conjoints d'artisans ayant participé à l'activité de l'entreprise de rassembler les cotisations d'assurance-vieillesse pour les périodes comprises entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 1985, à condition de n'avoir pas été affiliés à un autre régime de retraite obligatoire. Le paiement des cotisations sera échelonné sur quatre années et les sommes seront déductibles du revenu imposable.

« Préretraites dans la marine marchande. - Pour résorber les sur-effectifs de marins et d'officiers dans la marine marchande, les pouvoirs publics viennent de donner le feu vert pour cinq cents départs en préretraite en 1986 (mille en 1985).



فكرنا من الأصل

ÉTRANGER

CONTRE LA RÉCESSION

Singapour joue la relance et le secteur privé

Les revers économiques accumulés l'an dernier par Singapour ont amené les dirigeants de la cité-Etat à s'interroger sur leurs méthodes de gestion et à commencer à innover. Après avoir connu une croissance annuelle moyenne de 8 % entre 1981 et 1984 qui en avait fait l'un des pays les plus enviables d'Asie, c'est une chute de 1,8 % du produit national brut

que les Singapouriens ont découvert en 1985. Un revirement brutal qui recouvre une poussée du chômage à des taux inconnus depuis quinze ans, 4,9 % de la population active, une baisse de 30 % des bénéfices des sociétés locales et, ce qui est peut-être plus préoccupant pour un pays dépendant aussi largement des investissements extérieurs, un effondre-

ment de 70 % des profits des sociétés étrangères. Le temps des remises en cause était de toute évidence venu. Le gouvernement vient de le confirmer en annonçant un budget expansionniste prévoyant un déficit de 1,5 milliard de dollars. Mais, derrière de premières mesures budgétaires, c'est toute une nouvelle approche qui se profile.

De notre correspondant

Bangkok. - Le salut de Singapour passe par une relance du secteur privé. Telles sont les premières conclusions de la Commission économique spéciale mise sur pied l'an dernier, lorsque l'île avait découvert que, pour la première fois depuis plus de vingt ans, son taux de croissance serait négatif. C'est le propre fils du premier ministre, M. Lee Kuan Yew, le ministre d'Etat du commerce et du travail, le brigadier général de réserve Lee Hsien Loong, trente-quatre ans, qui préside cette commission.

Celle-ci met directement en cause le gouvernement, sa bureaucratie, ses volte-face, sa lenteur administrative et la façon qu'il a de s'ingérer dans les affaires les plus profitables pour le détourner à son profit.

En même temps, la commission dénonce le coût de la main-d'œuvre locale et le taux trop élevé du dollar singapourien, soutenu il est vrai par des réserves monétaires confortables de 20,47 milliards de dollars.

Les autorités ont déjà accepté un train de mesures qui, en général, vont dans le sens de ces recommandations. Le nouveau budget présenté le 7 mars l'atteste. Mais le gouvernement se refuse pourtant à les suivre jusqu'au bout.

Ainsi la réduction de l'impôt sur les bénéfices est moins importante que ne le souhaitent les membres de la commission. Il passe malgré tout de 40 à 33 % à partir du mois d'avril, qui marque le début de l'année fiscale 1987.

Il faut y ajouter un abattement de 25 % de l'impôt sur les revenus des particuliers. A elle seule, cette double mesure coûtera près de 117 mil-

liards de dollars à l'Etat. Ce manque à gagner sera partiellement compensé par de futures taxes sur les produits de luxe. Le gouvernement va en outre injecter 333 millions de dollars dans le secteur public local pour aider à la relance économique. Il s'agit entre autres de venir en aide à la construction, en pleine débâcle après des années d'illusions. Selon la commission, l'Urban Development Authority, par son manque de compréhension du marché et des besoins locaux, par sa planification erratique, a encouragé l'édification d'un nombre excessif de bureaux et de chambres d'hôtel.

Si la commission se montre très favorable à une large gamme d'allègements fiscaux, elle insiste tout autant sur un gel des salaires qui devrait durer au moins deux ans. « Les salaires, indique-t-elle, ont augmenté deux fois plus vite que la productivité ». Leur blocage pourrait même se prolonger si les concurrents directs de Singapour, Hongkong, la Corée du Sud ou Taïwan, continuent leur politique de bas salaires.

En 1985, la demande pour les produits manufacturés dans ces trois pays était en hausse d'environ 20 %. Elle baissait d'autant pour ceux de Singapour.

Le gouvernement avait déjà annoncé en décembre dernier, une importante réduction de la contribution obligatoire que versent employeurs et employés au Central Provident Fund, cette caisse de retraite qui est l'un des principaux réservoirs en devises du pays. La cotisation, autrefois de 25 %, est réduite à 10 %, ce qui devrait remettre en circulation 700 millions de dollars par an.

Le vice-premier ministre, M. Goh Chok Tong, s'adressant il y a quelques jours au Parlement, ne réfuta pas les conclusions de la commission. Il admet qu'il faut « récompenser ceux qui, ayant fait preuve d'audace, réussissent ». Il a cependant exprimé ses réserves devant trop de laxisme fiscal et s'est opposé à ce qu'une tranche de 30 % de tout investissement nouveau soit automatiquement exemptée d'impôt. De tels avantages sont actuellement sélectifs et favorisent les secteurs de pointe choyés par les autorités.

Dans son ensemble, le secteur privé est satisfait du travail et des suggestions de la commission. Il

doute cependant que les autorités acceptent de relâcher suffisamment leur contrôle sur l'activité économique de l'île.

Ainsi ceux, nombreux, qui espèrent un tassement du dollar local « reflétant les tendances économiques fondamentales » de Singapour, comme le demandait la commission, risquent fort d'être déçus. Les responsables monétaires viennent encore de démontrer dans les faits qu'ils entendent, comme par le passé, défendre à tout prix un dollar singapourien fort.

JACQUES BEKAERT.

EN CHINE

La modernisation du métro de Pékin est confiée à une société française

De notre correspondant

Pékin. - La SOFRETU (société d'ingénierie française) a signé, vendredi 14 mars, un accord de coopération avec le métro de Pékin. La SOFRETU, filiale de la RATP, qui est en contact avec les Chinois depuis 1978 et qui avait récemment envoyé plusieurs missions en Chine, a été chargée d'aider les responsables pékinois à préparer un plan de modernisation à court et à moyen terme de leur métro. Cet accord n'est pas basé sur la réalisation de grands projets mais sur la valorisation des deux lignes existantes, qui fonctionnent tant bien que mal. Il prévoit la mise en place d'équipes de travail mixtes franco-chinoises qui opéreront à Pékin, mais aussi à Paris, ce qui permettra aux Chinois

de se familiariser avec les techniques de la RATP.

La municipalité de Pékin a dit à la mission de la SOFRETU qu'elle voulait du concret et non pas des discours. D'autant que le réseau de transports en commun de la capitale chinoise - l'agglomération de Pékin compte plus de neuf millions d'habitants - est notoirement insuffisant : manque d'autobus, absence de trains de banlieue, carence du réseau souterrain, composé de deux lignes incomplètes et qui ne sont toujours pas interconnectées. Par cet accord, essentiellement à la charge de la France, car la Chine souffre d'une sévère pénurie de devises, la SOFRETU espère avoir un pied en Chine, où plusieurs projets de métro sont à l'étude (en particulier à Shanghai) et où la concurrence japonaise est très vive.

P. de B.

HENRI DE BRESSON.

DÉNATIONALISATIONS EN RFA

La prudence allemande

De notre correspondant

Bonn. - Le programme de dénationalisation de gouvernement ouest-allemand se poursuit avec prudence. Le conseil des ministres a approuvé dernièrement la mise en vente, cette année, d'une partie des actions de cinq sociétés appartenant jusqu'à présent en totalité à l'Etat fédéral ou à la Bundesbahn, la compagnie des chemins de fer. Ce programme, dont le principe avait été défini en 1982, a été approuvé en mars 1985, contrairement à ce que l'on attendait à des résistances, y compris au sein de la majorité, comme en témoignent le cas de la Luftwaffe.

Peu après son arrivée au pouvoir, l'actuel gouvernement avait marqué sa volonté politique en décidant de réduire les parts détenues par l'Etat dans le groupe VEBA (énergie-chimie), quatrième groupe ouest-allemand par le chiffre d'affaires en 1985 (49,5 milliards de DM). L'opération avait été conclue dès le mois de janvier 1984, 13,75 % des actions du groupe avaient été réparties dans le public, ramenant la part de l'Etat de 43,75 % à 30 %. L'opération avait rapporté 770 millions de DM, affectés au service de la dette. Dans une seconde étape, la participation de l'Etat a été réduite à 25,71 %, à la suite d'une augmentation de capital à laquelle celui-ci n'a pas participé.

L'intention du ministre des finances n'a jamais été de procéder à une liquidation massive des avoirs de l'Etat mais d'agir progressivement partout où une privatisation partielle ou totale ne se heurte pas à un « intérêt supérieur » de l'Etat.

Sur cette base, le gouvernement avait annoncé en mars 1985, la mise à l'étude de treize projets de réduction des participations de l'Etat, allant de Volkswagen, où il détient 20 % des parts, à des sociétés commerciales dépendant de la Bundesbahn. Dans cinq de ces cas, le conseil des ministres de mercredi a entériné les propositions du ministre des finances, qui assure la tutelle des participations de l'Etat. Les autres ont été renvoyés à un examen ultérieur. Aucun autre cas n'est prévu au cours de l'actuelle législature, qui s'achève, il est vrai, en janvier prochain.

Dans ces cinq cas, on trouve tout d'abord le groupe industriel

VIAG AG (énergie-métallurgie avec un chiffre d'affaires, en 1984, de 7,1 milliards de DM), dont le capital est détenu directement ou indirectement à 100 % par l'Etat fédéral. Dans une première étape, 40 % des actions du groupe doivent être placées en juin prochain dans le public, par un consortium de banques. Vient ensuite la firme Praktische Science, spécialisée dans les opérations d'exploration pétrolière, où la part de l'Etat fédéral doit être ramenée, également en juin, de 100 % à 55 %. En septembre prochain devraient aussi être proposées au public 45 % des parts du groupe financier Industrievereinigungsgesellschaft (IVG), actif dans les domaines de transport et de la construction navale notamment. La dénationalisation de ce groupe posait problème en raison des activités de celui-ci dans le domaine de la défense. L'une d'entre elles est notamment responsable de la maintenance d'un réseau de pipelines de l'OTAN en RFA. Il a néanmoins été considéré qu'un démantèlement du groupe n'était pas nécessaire tant que l'Etat restait majoritaire. Enfin, la Bundesbahn va réduire à 24,9 % ses parts dans deux de ses filiales, la Deutschen Verkehrs-Kreditbank, et l'entreprise de transport Seebahn sud Co.

Dans le cas de Volkswagen, le gouvernement avait décidé en mars 1985 de ramener le nombre de ses parts de 20 à 14 % par le biais d'une non-participation à l'augmentation de capital décidée en 1984 par la direction du groupe. L'opération est toujours en cours.

Le ministre des finances n'a en revanche toujours pas réussi à imposer ses vues en ce qui concerne la compagnie aérienne Luftwaffe, où il souhaitait réduire la part de l'Etat, actuellement de 79,91 % à une simple majorité. Il s'est heurté jusqu'à présent à l'opposition farouche du ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss, qui estime nécessaire pour le gouvernement fédéral de préserver sa totale liberté de manœuvre dans la compagnie. M. Strauss, qui est également président d'Airbus-Allemagne, insiste tout particulièrement sur la nécessité pour l'Etat de maintenir son influence sur la politique d'achat de la compagnie.

Avec IBERIA, dans le monde vous êtes toujours quelqu'un.

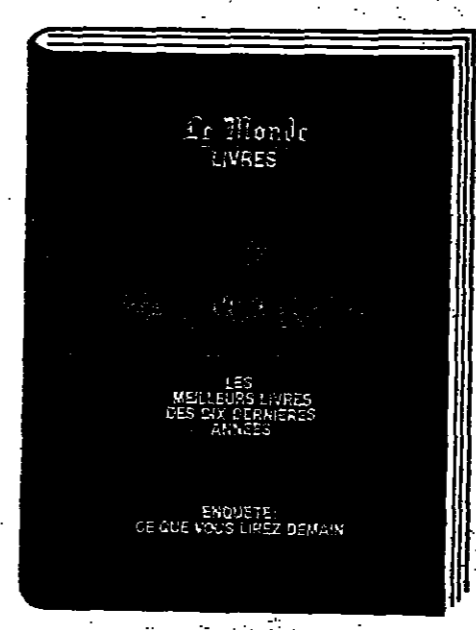


IBERIA, compagnie aérienne internationale, dessert 21 villes d'Europe, 15 villes du Moyen-Orient et d'Afrique, 27 villes d'Amérique du Nord et du Sud, ainsi que Tokyo et Bombay à partir du 1^{er} mai 1986. IBERIA, grande compagnie par son réseau et par sa flotte, est aussi une très grande compagnie par la chaleur et la qualité de son accueil.

QUELS QUE SOIENT LES VOLS OU LA CLASSE CHOISIS, IBERIA VOUS REÇOIT TOUJOURS COMME UN AMI.



GRATUIT AVEC LE QUOTIDIEN DU JEUDI 20 MARS (DATE VENDREDI 21)



LES CÉSARS DU LIVRE

La bibliothèque idéale de notre époque, un supplément magazine du Monde, 72 pages.

Les 28 meilleurs livres choisis par les journalistes du Monde parmi la production des dix dernières années • La présentation des auteurs et la critique des ouvrages • Une liste de 270 autres titres « nominés » • A lire et à conserver pour combler sa bibliothèque ou ses amis.

Le Monde chez votre marchand de journaux

LA
AT
LE
DE
NO
PA

Comme
devenu lea
sur le marc
magnétique
Très sim
politique d
qualité / prix
Aujourd'hu
qualité et
Tandon arr
le marché c
Pour ét
vous tromp
choix, c'est
Prenez

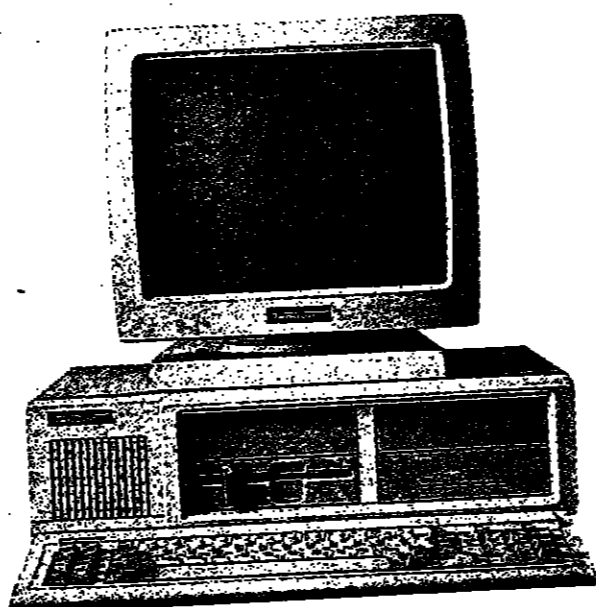
LA CONCURRENCE A TOUTES LES RAISONS DE S'INQUIÉTER DE NOS PRIX. PAS VOUS.

**Comment Tandon est-il
devenu leader mondial
sur le marché des disques
magnétiques ?**

**Très simplement. Par une
politique de rapport
qualité / prix incomparable.
Aujourd'hui, avec la même
qualité et les mêmes prix,
Tandon arrive en France sur
le marché de la micro.**

**Pour être sûr de ne pas
vous tromper dans votre
choix, c'est très simple.**

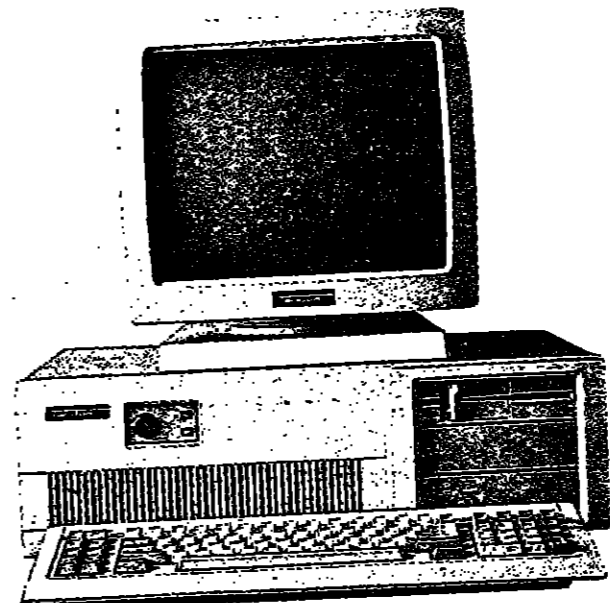
Prenez vos ciseaux.



TANDON PCX 10
Compatible IBM XT*
Microprocesseur Intel 80 88
Mémoire centrale : 256 Ko
Disque dur : 10 Mo
Moniteur 14"

Prix de vente conseillé au 1.2.86 :
18.495 FHT

* IBM AT et IBM XT sont des marques déposées de International Business Machines Corporation.



TANDON PCA 20
Compatible IBM AT*
Microprocesseur Intel 80286/ 8 MHz
Mémoire centrale : 512 Ko
Disque dur : 20 Mo
Moniteur 14"

Prix de vente conseillé au 1.2.86 :
31.995 FHT

BON A DÉCOUPER
Pour recevoir gratuitement notre documentation, renvoyez ce coupon à : Tandon S.A. ou télé-
phonez au : (1) 42 66 90 75.

Nom : _____ Société : _____
Adresse : _____

Tandon
Computer S.A.
91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris

مكزنا من الأصل

فكرنا من الأصل

ÉTRANGER

Le Mexique met en place un plan de promotion des exportations

Signes de détente sur le front de la dette

Pris au double piège de la chute des cours du pétrole et d'une dette frisant les 100 milliards de dollars, le Mexique vient de franchir un nouveau pas dans la recherche de meilleurs équilibres économiques. Le programme de diversification des exportations, annoncé le 17 mars par le président Miguel de La Madrid, répond à une double préoccupation : faire craquer le carcan administratif et casser les habitudes d'une industrie trop habituée à jouer la carte du marché intérieur à l'abri de solides barrières douanières, mais donner également des gages supplémentaires aux créanciers de Mexico, Washington en tête, pour accélérer la mise en place d'une nouvelle opération de sauvetage financier qui se précise.

Les dirigeants mexicains consacreront 4,7 milliards de dollars à ce programme, qui prévoit des facilités fiscales en faveur des exportateurs, une simplification des procédures administratives et, surtout, l'attribution d'une sorte de « carte de crédit » permettant aux candidats à l'exportation de bénéficier d'un accès privilégié aux prêts et aux devises dont ils ont besoin. Parallèlement, le gouvernement a décidé de faciliter les opérations conjointes avec des entreprises étrangères et de peser sur le coût du fret en dérejetant les

transports aériens, maritimes et terrestres.

L'équipe de de La Madrid compte ainsi accroître de 1 milliard de dollars à quelque 7 milliards les exportations non pétrolières dès cette année. Elle table surtout sur l'aide complémentaire de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, qui pourraient apporter 500 millions de dollars rapidement. Ce n'est pas encore tout à fait le « plan Baker », qui, selon les propositions du secrétaire américain au Trésor, doit conjuguer l'action des banques, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour permettre aux pays surendettés de retrouver la voie de la croissance. Mais cela commence à lui ressembler beaucoup. Les dernières et discrètes réunions des représentants des dix principales nations industrielles, notamment celle du 13 au 15 mars à Paris, ont d'ailleurs confirmé la volonté des gouvernements créanciers de donner des « signaux » positifs au monde bancaire pour que, rassuré par les actions de redressement économique et d'aide financière en cours, il entre à son tour dans le circuit de soutien à certains débiteurs.

Cet espoir pour les pays surendettés n'est pas le seul signe de

légère détente sur le front de la dette. Un premier verrou avait été levé le 13 mars avec la proposition américaine de nommer M. Barber Conable à la présidence de la Banque mondiale en remplacement de M. Alden Clausen, dont le mandat vient à expiration le 30 juin prochain (le Monde du 15 mars). La levée d'une incertitude qui limitait la crédibilité de l'administration Reagan, favorable depuis peu à un renforcement du rôle de la BIRD, le choix d'une personnalité réputée pour sa connaissance des arcanes parlementaires américaines et sans doute plus à même de faire passer des décisions aussi délicates outre-Atlantique que les contributions des États-Unis aux organismes multilatéraux, voire l'augmentation du capital de la Banque mondiale, ont été accueillis avec soulagement par les partenaires de Washington. Parallèlement, on s'achemine vers la mise en place rapide du fonds fiduciaire du FMI, en faveur des pays les plus pauvres du tiers-monde.

L'idée d'un lien à établir entre les 2,7 milliards de DTS (1) dont le FMI dispose grâce à ce fonds fiduciaire - alimenté par les revenus recouverts depuis la vente de 25 millions d'onces d'or au milieu des années 70 - et les moyens de l'Association internationale de développe-

ment (AID), filiale de la Banque mondiale spécialisée dans les crédits à très long terme - cinquante ans - aux plus déshérités, n'est pas nouvelle. La grande majorité des pays demandeurs s'y sont déclarés favorables en janvier dernier lors de la première réunion sur la reconstitution, triennale, des ressources de l'AID. Attendre qu'une telle reconstitution se concrétise posait malgré tout de sérieux problèmes, les débits risquant de durer jusqu'à la prochaine assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, l'automne prochain.

Pour gagner du temps, le conseil d'administration du FMI pourrait, dès le 26 mars, donner son feu vert à l'utilisation du fonds fiduciaire, qui pourrait assurer l'injection de près de 1 milliard de DTS par an aux pays très pauvres confrontés à des difficultés de balance des paiements. Une décision qui n'empêcherait nullement de préciser, dans un deuxième temps, les modalités permettant de conjurer ces ressources supplémentaires avec celles de l'AID. Mais qui constituerait un gage de bonne volonté de la part des pays industriels.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Un droit de tirage spécial (DTS) 1,15 dollar.

AFFAIRES

ALORS QUE LA CEE CONTESTE CERTAINES AIDES AUX ENTREPRISES FRANÇAISES

Le Conseil économique et social souhaite que soit mieux maîtrisé un ensemble complexe

Fin février, l'administration américaine repartait en guerre contre l'assistance technique consentie par le gouvernement japonais à ses PME sous couvert de les inciter à se réorienter vers le marché intérieur, mais avec comme arrière-pensée de leur permettre, en fait, de prendre de nouvelles parts sur les marchés à l'exportation. A la mi-mars, c'était au tour de la Commission économique européenne (CEE) de condamner les prêts consentis en France par le Fonds industriel de modernisation (FIM) à Perrier et à l'Européenne de brasseries (groupe BSN). Une menace qui pèse sur onze autres entreprises françaises de premier plan (Le Monde du 14 mars).

Survenus en l'espace de quelques jours, ces événements d'actualité internationale se rapportent à un thème oublié que « ce débat n'est pas spécifiquement français » ainsi qu'il le souligne l'actuel président du directeur du Crédit d'équipement des PME, M. Jean-Pierre Aubert, en préambule à son rapport sur « prêts et aides aux entreprises » daté du 26 février dernier, par le Conseil économique et social (CES). « Une analyse attentive de la situation internationale montre que tous les pays soutiennent leurs entreprises même s'ils cherchent à faire le plus discrètement possible afin de ne pas exciter les critiques de leurs concurrents et des organismes internationaux », précise les auteurs de ce document. Le CES en veut pour preuve les différents systèmes d'aides aux entreprises pratiqués dans les principaux pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement écono-

miques), mentionnés avec précision dans le rapport et d'où il ressort que cette forme de soutien est bien pratiquée « par tous les pays et pour des montants importants ».

Ainsi, selon une enquête de la CEE, les aides de l'Etat accordées aux entreprises en 1983, dernière année de référence, ont représenté 1,9 % du produit intérieur brut (PIB) français, soit plus qu'en Allemagne fédérale (1,4 %) et aux États-Unis (1,7 %), mais beaucoup moins qu'en Grande-Bretagne (2,6 %). Un écart qui se resserre, toutefois, si l'on ajoute les aides versées aux « Laender » en RFA et aux « États » sur le sol américain (voir tableau).

Souvent présentées en France comme « un maquis de procédures », les aides de l'Etat au nombre de 250 environ selon les auteurs du rapport alors qu'une vingtaine d'entre elles représenteraient 80 % du montant total, - qui constituerait pour 1986 une dépense de 71,5 milliards de francs, soit environ 6,8 % du budget de l'Etat, constituent un soutien financier important. A elle seule, la catégorie des crédits et avances remboursables sur fonds publics, des crédits à taux privilégiés et des opérations converties par une garantie publique, représenterait en 1986 un coût budgétaire de 23 milliards de francs, soit 32 % du total des aides recensées. Dans le domaine des crédits à taux privilégiés soumis à une diminution drastique de la part du gouvernement depuis 1985, les crédits à l'investissement demeurent globalement moins aidés (44 %) que ceux accordés aux collectivités locales (65 %).

A l'issue de ce « voyage à l'intérieur du système d'aides aux entreprises », le Conseil économique et social préconise une meilleure maîtrise du processus actuel en faisant siéner, par exemple, les principales recommandations formulées en janvier 1985 par le Conseil national de l'information statistique : répartition des transferts des administrations publiques nationales vers les entreprises, meilleur suivi des aides aux entreprises accordées par les collectivités locales et création d'un « compte satellite pour des dépenses publiques aux entreprises ». Sans aller jusqu'à préconiser « un guichet unique », le CES suggère une meilleure coordination entre les différents intervenants et une simplification de l'accès aux aides.

Mais le paysage financier a été profondément modifié ces dernières années par l'impact de taux d'intérêt réels fortement positifs - et il faut faire face aux conséquences de la déflation. Avec une hausse du prix de 5 % (elle a été de 4,7 % en 1985 et de même baissé de 0,29 % en février 1986) les taux d'intérêt réels sur des crédits consentis à des taux compris entre 12 % et 14 %, ressortent à 7 % ou 8 % contre 2,2 % sur la période 1975-1980 et 5,6 % au cours des années 1981-1983, rappelle récemment M. Jean Deumer, le président de l'Association française des banques (AFB) dans l'Actualité bancaire, l'organe de la profession. Ces taux d'intérêt réels pèsent sur les marges bénéficiaires des entreprises, « provoquant un amoindrissement de l'autofinancement », estime de son côté le CES, D'où « la nécessité de rompre avec l'économie d'endettement en favorisant le recours à des capitaux propres externes.

Les auteurs du rapport notent à ce sujet que, pour le seul cas des sociétés cotées, la « loi Monory » de 1978 et les fameuses « Sixes 5000 F » - auxquelles ont succédé les comptes d'épargne en actions, ont permis de drainer près de 40 milliards de F d'épargne vers les entreprises depuis cette date. Une somme, qui est à comparer aux 34,7 milliards de francs d'émissions d'actions par appel public à l'épargne pendant la même période. Faut-il aller plus loin, s'interroge le conseil, en répondant par l'affirmative puisqu'il propose, entre autres, la déductibilité partielle des dividendes de l'impôt sur les sociétés, lequel a été ramené de 50 % à 45 % en 1986 sous réserve que les entreprises concernées consacrent la partie des bénéfices non distribués à des fins d'investissement.

Cette déductibilité, explique-t-on, pourrait s'effectuer dans des conditions analogues à celles de la rémunération des comptes courants d'associés, cette mesure semblant plus neutre que la mise en place d'un avoir fiscal à 40 % (tel que le proposent les partis d'opposition). Il s'agit d'une modification importante du système fiscal, mais sa mise en œuvre pourrait n'être que progressive. « Au-delà du débat fiscal, cette nouvelle orientation aurait un effet psychologique important. Mais ce débat de fond ne doit pas occulter la nécessité d'améliorer le système des aides parce qu'il ne serait pas réaliste d'en envisager, à court terme, la suppression, à moyen terme, une meilleure maîtrise du dispositif devrait permettre un allègement du coût budgétaire et une efficacité accrue », conclut le rapporteur.

SERGE MARTI.

ENTREPRISES

British Airways, privée ou publique ?

Lord King, président de British Airways, a annoncé, le 17 mars, que sa compagnie serait privatisée avant la fin de l'année. La semaine dernière, le ministre britannique des transports, M. Nicholas Ridley, avait déclaré que le gouvernement renoncerait à privatiser British Airways, en raison des divergences constatées avec les États-Unis pour les liaisons sur l'Atlantique nord.

Cette cacophonie dissimule une bataille entre le président et le ministre. Celui-ci n'était pas parvenu, en 1984, à redistribuer les dossiers aériennes entre British Airways et British Caledonian (entreprise privée). Il semblerait que M. Ridley ait voulu gagner du temps pour donner à la Caledonian plus de chance d'être compétitive avant l'arrivée de British Airways dans le secteur privé. M^{rs} Thatcher devra trancher entre les thèses de Lord King, son ami, et de M. Nicholas Ridley, son ministre.

Esso-France va supprimer 425 emplois

La direction d'Esso-France vient d'annoncer la suppression en 1986-1987 de 425 postes de travail à la direction administrative du siège et à la direction générale des ventes (distribution). Ces services comptaient 1 800 emplois à la fin 1984 sur un total de 3 500 pour Esso-France.

Le plan social prévoit des départs à la retraite anticipée et, pour les salariés de moins de cinquante-cinq ans, une indemnité (douze à trente-deux mois de salaire) et une assistance au reclassement. Toutes les compagnies pétrolières ont en France des plans de réduction des effectifs de leurs activités de raffinage et de distribution.

GEC va vendre 49 % d'Osram (lampes) à Siemens

GEC (General Electric Company), groupe britannique spécialisé dans la construction électrique et électronique, a accepté de vendre 49 % d'Osram, sa filiale lampes et éclairage, à Osram GmbH, une filiale du groupe ouest-allemand Siemens. Osram (GEC) a un chiffre d'affaires annuel d'environ 90 millions de dollars, essentiellement en Grande-Bretagne, et emploie 2 800 personnes. Osram GmbH est la quatrième fabricant mondial de lampes avec un chiffre d'affaires de 530 millions de dollars. Une société commune GEC-Osram va être formée, mais il n'est pas exclu qu'ultérieurement GEC se dessaisisse de ses 51 % restants dans un secteur où la rentabilité est de plus en plus faible et la concurrence, en provenance des pays d'Extrême-Orient, de plus en plus forte.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit du Nord

RÉSULTAT DE L'EXERCICE 1985

Le conseil d'administration du Crédit du Nord s'est réuni le jeudi 13 mars 1986 pour arrêter les comptes de l'exercice 1985.

Le produit net bancaire atteint 3 852 millions de francs, en augmentation de 10,4 % par rapport à l'exercice précédent. Pour la deuxième année consécutive, la progression est supérieure à l'érosion monétaire (+ 5,8 %) et à l'augmentation des charges d'exploitation (+ 7,2 %).

Le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions est de 596,8 millions de francs (+ 32 %). Le montant des provisions nettes d'exploitation est de 372,4 millions de francs (+ 37,9 %).

Le bénéfice net de la banque, après 33,1 millions de francs d'amortissements et 9,1 millions de francs d'ajustement du personnel, est passé de 25,3 millions de francs en 1984 à 52,3 millions de francs en 1985. Plus-values à long terme, ce bénéfice s'élevait à 38,7 millions de francs (contre 20,5 millions de francs en 1984).



GROUPE CIC

MONÉCIC

LA SICAV COURT TERME

Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire de Monaco s'est tenue le 13 mars 1986 sous la présidence de M. René Geronimus, président directeur général, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 et décidé de procéder à la division de la valeur liquidative des actions par dix afin de rendre la Sicav plus accessible à l'ensemble des particuliers et des entreprises et de leur offrir une gestion plus adaptée à leurs besoins de liquidité.

Cette décision prend effet à compter du 18 mars 1986.



Société de Financement par Crédit-bail

Le Conseil d'administration de CREDITEL, réuni le 12 mars 1986 sous la présidence de M. Henri FILHO, président-directeur général, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 et décidé, après discussion sur les amortissements et provisions de 320 869 545,2 F, ces comptes font apparaître un bénéfice de 629 143 447,4 F, soit 15,73 F par action, contre 16,79 F l'exercice précédent.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer le dividende à 14,90 F, montant identique à celui de l'exercice précédent. Il est rappelé qu'en raison du statut fiscal de la société ce dividende n'ouvre pas droit à avoir fiscal.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE

Le conseil d'administration de la Société générale alsacienne de banque, SOGENAL, réuni le 12 mars 1986 sous la présidence de M. René Geronimus, a examiné les comptes de l'exercice 1985 et a passé en revue l'activité de la banque au cours de l'exercice écoulé.

Le bilan au 31 décembre 1985 a été arrêté à un total de 52 319 millions de francs contre 46 613 millions pour l'exercice précédent. La progression ressort à 12,2 %. A taux de change constant, la croissance en volume du bilan aurait été de 17,3 %. Ce dernier reflète l'importance des dépôts, en particulier du dollar, dans le bilan de la SOGENAL (rapportons que le dollar a baissé de 21 % contre le franc français en 1985).

Les dépôts de la clientèle s'élevaient à 19 405 millions de francs (dont à l'étranger la contrepartie de 13 656 millions) contre 19 626 millions de francs en 1984. En France, la progression des dépôts à vue et des comptes à régime spécial s'est confirmée en 1985 conformément à la politique menée dans ce domaine. A l'étranger, pour des conditions de rentabilité, il a été préféré privilégier les dépôts à vue et les comptes à régime spécial sur les dépôts à terme. Les dépôts de la SOGENAL à l'étranger ont néanmoins connu une croissance effective que la chute des cours du dollar a cependant compensée.

Les crédits à la clientèle s'élevaient à 22 396 millions de francs (dont à l'étranger la contrepartie de 15 804 millions) contre 22 184 millions de francs en 1984 pour l'ensemble des pays où la SOGENAL exerce son activité. En France, on note une faible progression des crédits à la clientèle commerciale, en raison de l'absence générale de la demande, tandis que les concours aux particuliers sont restés très prépondérants. Les opérations avec les banques ont été marquées par une nette accélération de la place croissante de la SOGENAL dans le domaine international. Aux salles de change et de transferts dont elle dispose à l'étranger (Bruxelles, Cologne, Francfort, Luxembourg, Sarrebruck, Zurich) est venue s'ajouter fin 1985 une nouvelle salle des marchés à Strasbourg. Cette initiative

Le résultat consolidé est passé de 31,6 millions de francs en 1984 (part du groupe 29,5 millions de francs) à 71,5 millions de francs en 1985 (part du groupe 68,7 millions de francs). Les résultats consolidés pour la première fois en 1985 ont été supérieurs à ceux réalisés en 1984 (part du groupe 64 millions de francs).

GRUPE BRASSERIES ET GLACIÈRES INTERNATIONALES

M. Michel Mennier, ingénieur agronome, directeur technique et conseiller technique du groupe des Brasseries et Glacières Internationales.

Les principales responsabilités ont été : Directeur général adjoint des Brasseries et Glacières Internationales ; Directeur adjoint des Brasseries et Glacières Internationales ; Directeur adjoint des Brasseries et Glacières Internationales ; Directeur adjoint des Brasseries et Glacières Internationales.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE SOFAL

Le conseil d'administration, réuni le 14 mars 1986, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1985.

Après 20 008 000 F de dotations aux provisions exceptionnelles (contre 10 000 000 F en 1984) et 53 194 327 F d'ajustement sur les sociétés (contre 36 105 329 F), le bénéfice net d'exploitation ressort à 32 501 973 F (contre 24 830 616 F l'exercice précédent).

Il s'agit d'un bénéfice net de plus-values accumulées à long terme (contre 1 315 395 F).

Le conseil propose à l'Assemblée générale de porter le dividende net à 40 F, contre 27,50 F en 1985, payable, au gré de l'Administration, en numéraire ou en actions.

Dans le domaine de crédit-bail en faveur des PME, CREDITEL a financé un investissement de 1 985 F d'un montant de 200 millions de francs, portant ainsi à 440 millions, dont 30 millions de fonds propres de réemploi, la contribution de la Société au financement des équipements consentis par l'Administration en 1985.

Des négociations ont été engagées avec les PTT sur le programme à financer par la Société en titre de l'année en cours.

Les opérations de SOCOMI classique se sont poursuivies activement, portant les engagements de la Société à un montant global de 265 millions de francs, dont 226 millions en location simple.

MARCHÉS

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

17 MARS

PARIS

Vive déception

La victoire de l'opposition obtenue seulement d'une courte tête a profondément déçu la Bourse de Paris. Lundi, les cours de la séance matinale, les cours avaient reflété assez massivement...

Il est vrai que, à la veille du week-end, le marché a été littéralement auto-antidote sur des sondages qui circulaient sous le manteau et jugés « infallibles ». Les investisseurs étrangers, surtout britanniques, porteurs d'investissements de cette nature pré-électorale, ont revendu de cette façon...

NEW-YORK

Ventes bénéficiaires

Parvenu au zénith à la veille du dernier week-end, Wall Street a été contraint, lundi, de redescendre le bal esculier de son ascension de quelques degrés. Des ventes bénéficiaires assez abondantes se sont produites et la tendance s'est assez nettement déclinée...

Cela stem, il convient de remarquer que l'alignement des cours a été beaucoup plus impétueux à une réticence de la demande qu'à une pression de l'offre.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

AUTOUR DE LA CORBEILLE. PLM : DOUBLEMENT DU BÉNÉFICE - Le bénéfice net consolidé pour 1985 de cette filiale des Wagon-Lits...

PROVIDENCE SA - SUITE - Le conseil de la société a recommandé à l'assemblée générale d'accepter l'offre d'échange...

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

TALIX DU MARCHÉ MONÉTAIRE. Effets prisés de 18 ans : 8,7/16,5

COURS DU DOLLAR A TOKYO. 1 dollar (en yen) : 175,45 / 174,90

Règlement mensuel

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR. Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR. Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR. Table with columns: Valeurs, Cours, Différence. Lists various stocks and their price changes.

كندا من الأصل

Le Monde

فكرنا من الأصل

LES « DIVERS DROITE » A L'ASSEMBLÉE

Quatorze députés très câlinés...

Ils sont quatorze qui tiennent entre leurs mains, le sort de l'alternance. Quatorze notables régionaux, souvent en rupture, pour des raisons diverses, avec les états-majors parisiens.

Sans le soutien de ces divers droite, pas question pour l'UDF et le RPR d'espérer atteindre la majorité absolue des 289 sièges et, pourtant, de gouverner. Les députés dument estampillés RPR ou UDF n'étant qu'un nombre de 278, le futur premier ministre devra donc convaincre au moins onze de ces quatorze « dividendes ».

La tâche ne paraît pas, a priori, insurmontable. Comme leur nom l'indique, les divers droite sont... des hommes de droite. Et aucune blessure d'amour-propre, aucune douloureuse exclusion, ne saurait longtemps résister à une « calinothérapie » habilement pratiquée.

Un proche collaborateur de Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville, le questeur Roger Romani, a appelé lundi aux petites heures, M. Martial Taugourdeau, président du conseil général d'Eure-et-Loir, exilé du RPR en décembre dernier, pour cause d'alliance avec le président du conseil régional, M. Maurice Doussert (UDF-PR) contre la liste officiellement soutenue par l'état-major du RPR.

Le tout nouveau député a eu droit à « bien des répliques » de l'Hôtel de Ville de Paris. Bien entendu, lui a-t-on laissé entendre, il sera intégré au RPR. Mais M. Taugourdeau, vieux gaulliste, ne s'est pas laissé séduire à si bon compte. Il a posé deux conditions : l'assurance que la nouvelle majorité proposerait très vite le retour du scrutin unimodal à deux tours pour les législatives, et, surtout, avoir carte blanche, pour faire le ménage dans la fédération RPR d'Eure-et-Loir. Accordé.

M. Taugourdeau votera donc la confiance à un éventuel gouvernement Chirac. « Ou Chaban », précise-t-il, accommodant.

Gros câlin aussi pour M. Marc Bécarn, ancien membre du gouvernement et maire de Quimper. Un méchant procès en exclusion du RPR était instruit contre lui, depuis qu'il avait pris la tête aux élections régionales d'une liste dissidente de la liste officielle RPR-UDF. Lundi matin, M. Bécarn recevait des appels émus de M. Romani, encore lui, et de M. Charles Pasqua. Et, ce même lundi, le RPR informait la presse régionale que la menace d'exclusion n'était qu'un effreux malentendu.

Et vive le repêchage ! Mais, courtois ou non, les divers droite voteront Chirac.

Godillot parmi les godillots, M. Maurice Jeandon, maire de Saint-Dié, s'étonne même que

l'on puisse s'en étonner. Notable jusqu'au bout de l'écharpe, M. Jeandon est, rien de plus, rien de moins, un chiraquien sans étiquette. Elu dans les Vosges sur la liste RPR de M. Philippe Seguin, il aura « au moins la reconnaissance du ventre ».

« Chirac ! Chirac ! Ce n'est pas maintenant, observe-t-il, que je vais jouer les personnalités particulières. » Soutiendrait-il, avec le même ferveur, un gouvernement Chaban-Delmas ou Simone Veil ? « Je demanderais à Chirac. » Rien de plus, rien de moins.

En Guadeloupe, on peut penser que la « dame de fer des Caraïbes », M^{me} Lucette Michaux-Chevry, fondatrice du parti de la Guadeloupe (LIG) et M. Henri Besse, son complice, proche du Parti radical, nouveaux députés, soutiendraient comme un seul homme M. Chirac, et nul autre. Le docteur Bessejan se sent « ailleurs » en parlant accordé avec la plate-forme RPR-UDF.

« Haut les cœurs ! »

M. Chirac, tout le monde y pense, M. André Audinot, son ami, y pense beaucoup. Voilà bien le non-inscrit le plus déterminé qui soit. Tête de liste RPR-UDF dans la Somme, président du conseil d'administration de Figaro, il votera Chirac « sans aucun problème de conscience ». Et sans exclusive : « Quel que soit le premier ministre, s'il s'engage sur le programme de l'opposition, je vote haut les cœurs ! ».

Même son de trompe, ou presque, pour le maire et conseiller général d'Armenville, M. Jean Kiffer (CNL). Pour ne pas « casser la baraque », il votera Chirac ou Chaban-Delmas « résolument ».

D'autres encore s'affirment tout disposés à soutenir de leur indispensable bulletin de vote le nouveau gouvernement. Mais on y plonge tout de même quelques conditions. Au premier rang de ces « grandes coquettes », qui promettent bien du plaisir aux futurs présidents des groupes RPR et UDF, M. Léonce Deprez, député du Pas-de-Calais, démissionnaire du Parti républicain.

Il se veut avant tout « l'écu de la base », et votera ou non la confiance à un gouvernement Chirac, « en fonction de ce que la base du Pas-de-Calais m'inspirera ».

Pas question de compter sur ce député inspiré pour se conformer à un « catéchisme libéral ». La suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ou le rétablissement du scrutin majoritaire, pour lui, ne sont « pas des priorités ».

Soutiendra-t-il Chaban ? Ma foi, « si Chaban, il y a... ». Quant à M. Jean Diebold, exclu du RPR

pour fréquentation trop assidue de la famille Bauda à Toulouse, son occurrence est, avec une tolérance fort plaisée à voir, Chirac, Chaban, Veil, Giscard d'Estaing ? Pourquoi pas ?

Cet élu en dissidence, chiraquisme en bandoulière, s'insère d'abord aux idées, aux programmes. « Pas plus que M. Deprez, le retour du scrutin majoritaire ne lui paraît « la chose la plus importante ».

A-t-il fait signe au RPR depuis dimanche soir ? Vous plaisantez ! « Si quelque un doit faire une démarche, ce n'est pas moi ».

La maire de Nîmes, M. Jean Bouquet, patron de Cadeaux, non inscrit, approuvant UDF, juré, lui, que tous les catécholages de la campagne électorale ont été passés par pertes et profits. En veut-il à M. Chirac, de lui avoir voté dans les plumes, au cours d'un meeting dans sa bonne ville ? « Pas du tout ».

Pour sa part, M. Jean Royer, maire de Tours, fera tout « pour éviter une crise de régime ». Quoi, soutenu par M. Barre au cours de la campagne, M. Royer, assurément, « ne ferait rien » contre un gouvernement de cohabitation, qu'il soit dirigé par M. Chirac ou par M. Chaban-Delmas. « Seules compteront, pour la maire de Tours, la lutte contre le chômage, contre l'insécurité et des mesures natalistes. » Si toutefois le gouvernement s'éloignait de ces tables de la Loi, M. Royer n'hésiterait pas à « reprendre sa liberté de vote ».

Tout aussi vigilant sera le soutien accordé par M. Marc Bécarn, maire de Quimper, rattrapé par le RPR par les bretelles. Bien décidé à voter Chirac si ça se présente, M. Bécarn dit tout aussi déterminé « à ne pas marcher au canon ». Les dénationalisations ? M. Bécarn entend y aller au « cas par cas ». La privatisation de chaînes de télévision ? « Je ne suis pas acharné là-dessus. » Et M. Bécarn, d'un ton gourmand : « Je garderais une certaine liberté ».

Substantiel quelques lancinants mystères. Comment votera M. André Thien Ah Koon, le nouveau député de la Réunion, qui s'est opposé à M. Michel Debré, le 16 mars, et s'avoue lui-même « proche des idées de M. Barre » ?

Et surtout, comment se comportera M^{me} Christine Boutin, députée brisquée des Yvelines ? A peine élu, M^{me} Boutin a disparu de la circulation. Elle ne devrait resurgir qu'en fin de semaine. Le diable veut bien un petit délai de réflexion.

LAURENT GRELSAMER, DANIEL SCHNEIDERMANN.

L'affaire de la Providence

PARIBAS SE DÉCIDE POUR AXA

Dans un entretien accordé à M. Bruno Bertex, et publié le mardi 18 mars dans le *Tribune de l'économie*, M. François Morin, président de l'OPFI-PARIBAS, qui détient 25 % du capital de la Providence SA, annonce son intention de les apporter à AXA dans le cadre de l'offre publique d'échange lancée par le groupe.

« Après une étude approfondie de nos équipes d'analystes financiers, nous avons conclu que l'offre d'AXA nous convenait mieux », a-t-il déclaré.

« Naturellement ! Il y a trois raisons principales. D'abord, le niveau des cours de Bourse pour les titres proposés, de part et d'autre, assure une avance substantielle à la valorisation offerte par AXA. Il en est de même, ensuite, pour les niveaux de revenus procurés par les titres proposés, puisque, pendant des années, AXA propose le revenu d'une obligation convertible à taux d'intérêt fixe. Enfin, l'OPFI désire rester investie de manière directe, durable et substantielle dans le secteur des assurances, que nous considérons avoir un potentiel considérable dans les années qui viennent. »

C'est vrai, nous sommes très sensibles à ce vous appelez le charme de la compagnie du Midi. Nous avons la plus grande estime pour ce dirigeant brillant. C'est la raison pour laquelle nous en sommes déjà un des principaux actionnaires. Mais devons-nous alourdir notre présence, au risque d'être soupçonnés de menacer l'indépendance du groupe ? »

DÉCÈS DE M. HEINZ NIXDORF PIONNIER DE L'INFORMATIQUE

M. Heinz Nixdorf, soixante ans, pionnier ouest-allemand de l'informatique et fondateur du groupe Nixdorf Computer AG, est mort subitement le mardi 17 mars au soir, à Hanovre, où a actuellement lieu le CEBIT, une des plus grandes foires d'informatique et de bureautique du monde.

Heinz Nixdorf avait lancé tout seul son entreprise à l'âge de vingt-sept ans en 1952 et, en trois décennies, avait réussi à en faire un grand de l'informatique mondiale, avec plus de 23 300 salariés.

En 1985, le groupe a obtenu sa croissance au même rythme très rapide de ces dernières années : son chiffre d'affaires a augmenté de 20 % pour atteindre 3,94 milliards de DM (1,71 milliard de dollars). (AFP.)

Sur le vif

Cauchemar

Je vous aime bien, mais il y a vraiment des jours où vous me tapez sur les nerfs. Vous savez pourquoi ? A cause du déséquilibre hormonal. Entre le moment où je le prends, ce ballet, et celui où vous le gobez (distraitement à un feu rouge ou dans le train, il se passe tout un tas de trucs très importants). Moi j'ai dans moi ça à 8 heures du matin, je suis pas encore au courant, vous le soir, ou même le lendemain, si forcément. Du coup, j'ai l'impression d'être très compliqué, dépassé par les événements. C'est démentiellement injuste.

Hier quand le roi François est apparu, comme ça, brusquement, sans crier gare, sur nos écrans, drapé de majesté triennale, pour nous dire qu'il nous le disait demain, le nom de son grand vicaire, on était tous ravis. Le suspense serait plus long. Soitement voilà, hier c'est aujourd'hui, et je suis toujours dans le noir. Je suis comme d'habitude, je me souviens les sangs. Chéris, je suis sûr, si je vous raconterais la nuit que j'ai passée ; blanche ! Il paraît pas de réveiller sa femme, ses copains. Vous êtes bien sûr que ce sera moi ? Ben, oui, si ça pourrait être d'autre, je sais pas moi... Giscard. Mais non, Mitterrand-Giscard n'est pas une bonne affaire. Il l'a dit, le président, ça fait opérateurs. Et Chaban ? Chaban, ça ferait ancien combattant, les Papys font de la rétrospective, bon, d'est est, c'est sûr, aller boire une bière, câliner, et voilà ! Ce n'est pas ça que vous voulez. Et le petit papier qui je dois remettre à l'Élysée, c'est à y a toujours toutes mes conditions, où il est ? Je l'ai trouvé, je le retrouve dans la poche droite de son complet, bleu. Et puis arrive de taper dans cette éponge de cheveux, ses yeux sont rouges, on se dit pas que ça a été, après tout ce que t'es empêché à la base.

Je suis sûr par toi être un tranquille, et à l'Élysée à aller se cotiser ? L'Élysée, il s'est réouvert en soirée. Ça va être fait trembler les murs de l'Hôtel de Ville, il s'agit d'un cauchemar. Mitterrand lui-même paraît à la tête tout les jours de la spectacle qui avance en attendant d'une voix fatiguée les épaules du Loto, ça va être gagné. Marie-Françoise Giscard.

CLAUDE SARRAUTE.

LA VERTE, LES DROITES, LES COURTES ET LES JORASSES

Jean-Marc Boivin réussit quatre faces nord en dix-huit heures

Chamois. — « Je voulais remettre les pendules à l'heure. On avait trop tendance à croire qu'il n'y avait que deux alpinistes en France », Jean-Marc Boivin, à peine posé à Chamois avec son aile volante qui le ramenait du sommet des Grandes Jorasses (4 208 m), commente ainsi l'exploit qu'il vient de réaliser en escaladant dans la journée quatre faces nord prestigieuses des Alpes : l'aiguille Verte, les Droites, les Courtes et les Grandes Jorasses. Avec cet enchaînement, il signe la seule performance de l'hiver après les schistes, la semaine dernière, des deux autres « printemps » français, Christophe Profet et Eric Escoffier.

Paris dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 mars, il empaquetait, à 4 h 30 du matin, le gonflette Grass, pour parvenir en deux heures au sommet de l'aiguille Verte (4 121 m). Abandonnant alors ses pitons et ses crampons, Boivin, qui est également un spécialiste de l'aile volante, s'élançait du sommet de la montagne pour se poser au pied de la face nord des Droites (4 000 m). Cette paroi de glace haute de 1 000 mètres, fut parcourue par l'alpiniste en trois heures et demi. Il devait emprunter d'abord la voie Davaille, qui se développe dans cette terrible muraille, puis rejoindre un itinéraire qu'il avait ouvert dans cette même face en 1975.

Vol nocturne

A peine arrivé, il déployait à nouveau son aile volante déposée par un hélicoptère du Secours aérien français (SAF) pour poursuivre son sprint alpin.

Les Courtes, par la voie des Suisses, furent à leur tour escaladées en deux heures et demi : Jean-Marc Boivin arriva ainsi au sommet à 15 h 15, lundi.

L'ultime escalade se fit après un long et splendide vol de hauts glaciers de Talafra et de Leschaux. Vers 15 heures, il s'élança à la conquête des Grandes Jorasses par l'itinéraire du Lincaul, où il

Plus récemment, l'alpiniste chamoisard a battu dans l'Himalaya le record d'altitude en aile volante en s'élançant du sommet du Gasherbrum II (8 032 m), au sommet qu'il venait de gravir dans la journée.

CLAUDE FRANCLON.

Bourse du matin

ASSEZ FORTE REPRISE

Encouragée par la décision du chef de l'Etat, annoncée la veille au soir, de désigner un premier ministre choisi dans les rangs de la nouvelle majorité, la Bourse de Paris s'est assez vivement redressée, mardi, au cours de la séance matinale. Une hausse de 1,76 % était enregistrée à 11 heures. Peugeot, Pernod-Ricard, Compagnie Bancaire, Lafarge et Elf Aquitaine ont progressé de 3 % à 3,8 %. Aucune véritable baisse ne s'est produite.

A LA BOURSE DE PARIS			
Valeurs françaises négociées dans la séance du 18 MARS			
Indicateur de séance (%) : + 1.90			
VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	395	390	394.50
Agnès Horn	1800	1820	1825
Air Liquide (L.)	812	818	824
Alcatel	430	431	428
Alcatel (C)	1110	1140	1146
Banque	1860	1880	1890
Banque (C)	940	948	950
BASF	3400	3440	3520
Carrefour	3200	3270	3280
Chimie (S.A.)	1110	1135	1120
Cit. Alfortville	494	488	482
Dassault	1115	1115	1115
ELF-Aquitaine	215.80	223.90	223.80
Elfior	2345	2390	2400
Lafarge-Capelle	1030	1118	1125
L. Verrin S.A.	975	1000	980
Michelin	2475	2530	2555
Midi (C)	8220	8200	8220
Multi-Honey	2130	2130	2180
Navig. Méditer.	815	825	831
Oréal (L.)	3120	3170	3170
Pernod-Ricard	3185	3018	3018
Peugeot S.A.	815	935	944
Renault	863	898	874
Soc. Paribas	530	535	534
Télécoms (C)	3910	3930	3930
Thomson-C.S.F.	918	934	942
Total France	318	323	322
T.S.T.	2410	2410	2410
Wolfr.	850		

Deux Atrius de plus pour la Chine

La Chine a signé avec le consortium européen Airbus Industrie un contrat portant sur la livraison, en 1986, de deux gros porteurs moyen-courriers A 310-300.

Dissolution d'Air Mali

Le ministre malien, chargé des sociétés d'Etat, vient d'annoncer la dissolution prochaine de la compagnie aérienne nationale, Air Mali. Celle-ci sera remplacée par une nouvelle société ouverte aux capitaux étrangers, dont l'Etat malien détiendra 51 % du capital.

Sur CFM

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,6 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lez (97,1 MHz)

MERCREDI 19 MARS de 19 heures à 19 h 30

« Allé le Monde » (16-1) 47-20-52-97

Quelles régions pour demain ?

émission présentée par JEAN LE BAIL

VENDREDI 21 MARS

Stéphane Collaro sera « Face au Monde » émission présentée par FRANÇOIS KOCH

LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Pourquoi détruire l'harmonie d'un vêtement en le raccourcissant ? Roland Eveline a créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, une collection de prêt-à-porter. Pour le Printemps :

- costume flanelle légère (2400 F),
- costume pléiné léger (2685 F),
- blazer (1435 F),
- imperméable anglais (2260 F).

ROLAND EVELINE

167, RUE SAINT HONORÉ 75001 PARIS TEL. (1) 42.60.4726 (PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS)

SCIENCES PO «QUELLE POLITIQUE ECONOMIQUE POUR LA FRANCE ?»

Séminaire organisé par le Service de Formation continue de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

- 22, 23, 24 Avril et 10, 11, 12 Juin 1986
- Révisé aux cadres de direction des entreprises, banques, administrations, collectivités locales
- Le programme présente les principaux enjeux de la politique économique dans le nouveau contexte national et international de 1986 : industrie, agriculture, logement, monnaie, crédit, épargne, marchés financiers, fiscalité, concurrence et prix, emploi et dépenses sociales...
- Placées sous la conduite de Michel FERRERAU, directeur des Finances, Professeur à l'IEP, les séances seront animées par Michel BON PATRICE CABART, Jean-Marie DELARUE, Philippe JAFFRE, Daniel LEBEGUE, Claude MALHOTRE, Emmanuel RODOÇANACHI, Raymond SOUBE, Christian STOFFAES.

Renseignements et inscriptions : Service de Formation continue INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS 215, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS - TEL. (1) 42.60.39.60

Vol nocturne

A peine arrivé, il déployait à nouveau son aile volante déposée par un hélicoptère du Secours aérien français (SAF) pour poursuivre son sprint alpin.

Les Courtes, par la voie des Suisses, furent à leur tour escaladées en deux heures et demi : Jean-Marc Boivin arriva ainsi au sommet à 15 h 15, lundi.

L'ultime escalade se fit après un long et splendide vol de hauts glaciers de Talafra et de Leschaux. Vers 15 heures, il s'élança à la conquête des Grandes Jorasses par l'itinéraire du Lincaul, où il

VENDEZ VOUS VOS LIVRES - DISQUES

SACELP

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Plus vite, moins cher !

c'est NEUBAUER

1000 PEUGEOT en stock 205-205GT-305-309-505

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !

(conditions spéciales sur 150 véhicules en stock au 19 déc. 1985)

NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42 85 54 34 227, bd. Anatole France 92200 ST DENIS ☎48 21 60 21

Le numéro du « Monde » daté 18 mars 1986 a été tiré à 921 537 exemplaires

A B C D E F G H